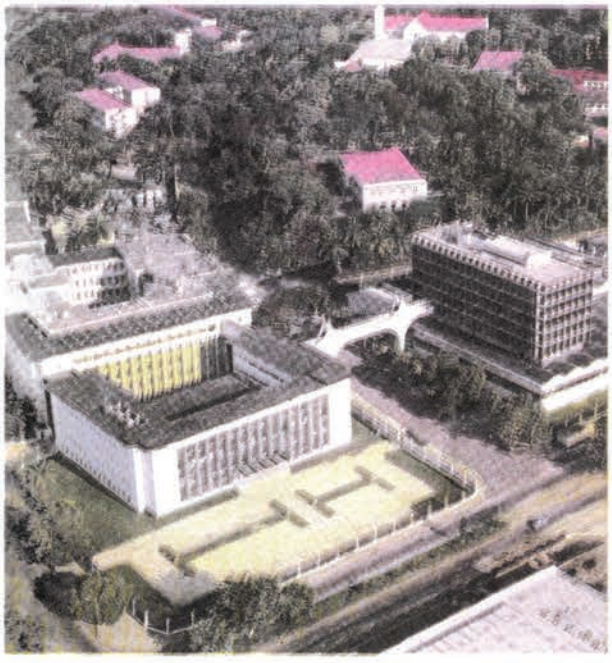
RAPPORT ANNUEL 1998

P 17/37



Siège

BANQUE CENTRALE DU CONGO

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :

Boulevard Colonel Tshatshi
B.P. 2697
KINSHASA I
Téléphone : 20.690 - 20.694 - 20.701 - 20.702 - 20.703 - 20.704 - 20.707 - 20.709 - 20.711 - 20.803.
Télex : Congobanque 21.365 - 21.366 - 21.367 - 21.028 - 21.335 - 20.355.
Téléfax : 871-1676200.

Directions provinciales :

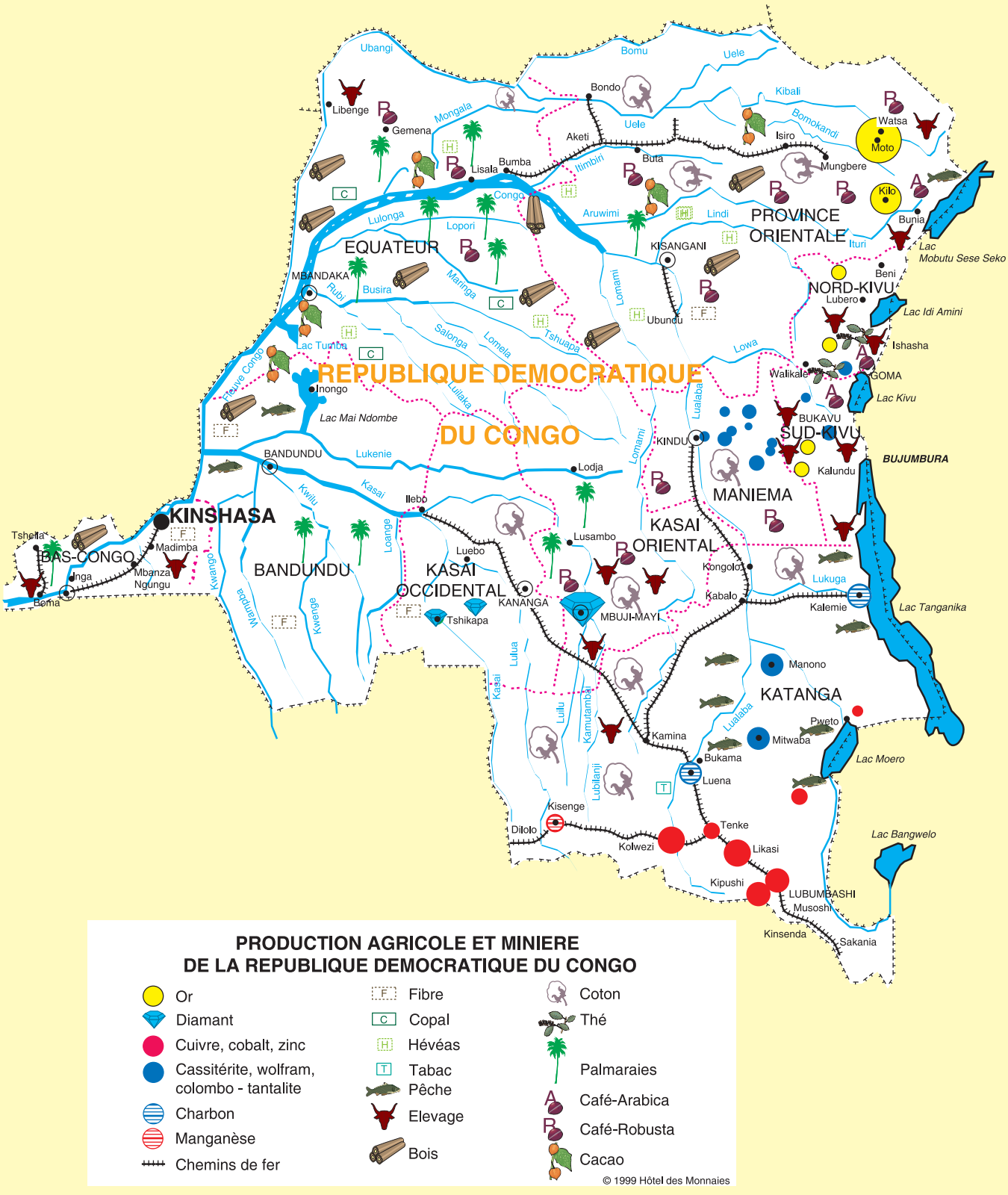
Bandundu, Boma, Bukavu, Kananga, Kisangani, Lubumbashi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Bureau de représentation à Bruxelles (Belgique) :

Avenue des Arts, 50
1040 BRUXELLES
Téléphone : (02) 502 58 00
Téléfax : (02) 502 67 07
Télex : 61810

Agences :

• Inkisi, Matadi, Mbanza-Ngungu, Muanda, Tshela • Kenge, Kikwit, Inongo • Basankusu, Boende, Bumba, Gbadolite, Gemena, Lisala, Zongo • Bunia, Buta, Isiro • Beni, Butembo, Kindu, Goma, Uvira • Ilebo, Kabinda, Lodja, Mwene-Ditu, Tshikapa, Tshimbulu • Kalemie, Kamina, Kolwezi, Likasi, Kongolo.


REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO
KINSHASA
BAS-CONGO
BANDUNDU
EQUATEUR
KASAI
OCCIDENTAL
KASAI
ORIENTAL
MANIEMA
KATANGA
PROVINCE
ORIENTALE
NORD-KIVU
SUD-KIVU
Ubangi
Bomu
Uele
Kibali
Bomokandi
Mongala
Itimbiri
Aruwimi
Lindi
Ituri
Lulonga
Lopori
Maringa
Busira
Rubi
Salonga
Lomela
Tshuapa
Lomami
Lualaba
Lowa
Luilaka
Lukenie
Kasai
Kwilu
Loange
Kwango
Wamba
Kwenge
Lulua
Kamutamba
Luvilanji
Fleuve Congo
Lac Tumba
Lac Mai Ndombe
Lac Idi Amini
Lac Kivu
Lac Tanganika
Lac Moero
Lac Bangwelo
Lac Mobutu Sese Seko
Libenge
Gemena
Bondo
Aketi
Buta
Isiro
Watsa
Moto
Mungbere
Kilo
Bunia
Beni
Lubero
Ishasha
GOMA
Walikale
BUKAVU
Kalundu
BUJUMBURA
Lisala
Bumba
Congo
KISANGANI
Ubundu
MBANDAKA
Inongo
BANDUNDU
Lodja
Ilebo
Lusambo
Luebo
KANANGA
Tshikapa
MBUJI-MAYI
KINDU
Kongolo
Kabalo
Kalemie
Manono
Pweto
Mitwaba
Kamina
Bukama
Luena
Kisenge
Dilolo
Kolwezi
Tenke
Likasi
Kipushi
LUBUMBASHI
Musoshi
Kinsenda
Sakania
Tshela
Matadi
Madimba
Inga
Mbanza
Ngungu
Boma
PRODUCTION AGRICOLE ET MINIERE
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Or
Diamant
Cuivre, cobalt, zinc
Cassitérite, wolfram,
colombo - tantalite
Charbon
Manganèse
Chemins de fer
Fibre
Copal
Hévéas
Tabac
Pêche
Elevage
Bois
Coton
Thé
Palmaraies
Café-Arabica
Café-Robusta
Cacao
© 1999 Hôtel des Monnaies

BANQUE CENTRALE DU CONGO

LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 30 juin 1999.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Concerne : Transmission du Rapport Annuel de la Banque Centrale du Congo pour l'exercice 1998.-

J'ai l'honneur de Vous transmettre le Rapport Annuel de la Banque Centrale du Congo pour l'exercice 1998, conformément aux dispositions statutaires.

Le rapport comporte deux parties. La première décrit de manière détaillée les principales évolutions intervenues dans les secteurs de la production, des finances publiques, des relations extérieures ainsi que de la monnaie et du crédit.

L'introduction de la nouvelle unité monétaire et le déclenchement de la guerre d'agression ont été les faits les plus déterminants de l'évolution économique et financière au cours de l'année 1998.

En effet, la réforme monétaire décidée par le Gouvernement au second semestre 1997 a culminé le 30 juin 1998 avec le lancement du franc congolais. Cette réforme a permis notamment d'unifier l'espace monétaire national, de favoriser la convergence des taux de change à travers le pays et de rétablir le système des paiements par la réhabilitation de la monnaie scripturale.

La guerre qui a éclaté le 02 août 1998 a eu pour effet de contrecarrer les efforts d'ajustement économique et financier entrepris par le Gouvernement, de provoquer par la suite une baisse de la croissance économique de 3,7 % et une remontée de l'inflation dont le taux a atteint 135 %.

./..

La deuxième partie du rapport présente les nouvelles dispositions de l'administration de la Banque et relève les modifications introduites en matière de change et de crédit. Conformément aux dispositions statutaires, le bilan et les comptes de résultats de la Banque Centrale ont été annexés à ce rapport.

Je vous prie d'agréer, **Excellence Monsieur le Président de la République**, l'hommage de mon très respectueux dévouement.

J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur

Table des matières

INTRODUCTION XX
PREMIERE PARTIE : L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE 1

TITRE I : LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 3
Chapitre I : L'EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT ET DE SON UTILISATION 4
I. EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT 4
II. UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT 6
Chapitre II : L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS 7
I. PRODUCTION AGRICOLE 7
II. PRODUCTION MINIERE ET METALLURGIQUE 10
III. PRODUCTION DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES 12
IV. CONSTRUCTION ET TRAVAUX PUBLICS 14
V. ENERGIE 14
VI. TRANSPORTS 16
Chapitre III : LES INVESTISSEMENTS 17
I. INVESTISSEMENTS PUBLICS 17
II. INVESTISSEMENTS PRIVES 18
Chapitre IV LES PRIX, LES SALAIRES ET L'EMPLOI 19
I. PRIX INTERIEURS 19
II. SALAIRES 22
III. EMPLOI 22
Tableaux annexes Titre I 27

TITRE II : LES FINANCES PUBLIQUES 59
APERCU GENERAL 60
Chapitre I : LES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE 61
I. RECETTES COURANTES 61
II. DEPENSES PUBLIQUES 65
III. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE 67
Chapitre II : LES OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE 68
I. RECETTES 68
II. DEPENSES 68
Chapitre III : LA REFORME FISCALE 69
I. PRECOMPTE B.I.C. 69
II. TIMBRES FISCAUX 72
Tableaux annexes Titre II 75

TITRE III : LES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES 95
APERCU GENERAL 96
Chapitre I : LE COMMERCE EXTERIEUR 97
I. COURS DES MATIERES PREMIERES 97
II. ECHANGES COMMERCIAUX 97
Chapitre II : L'EVOLUTION DU MARCHE DES CHANGES 104
I. EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE 104
II. VOLUME DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DES CHANGES 105
Chapitre III : LA SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE 105
Chapitre IV : L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS 109
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES 109
II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES 113
III. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT 114
IV. RESSOURCES EXTERIEURES 114
CHAPITRE V LA COOPERATION SOUS REGIONALE 117
I. LES ACTIVITES DU COMESA 117
II. ADHESION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO A LA COMMUNAUTE DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE (SADC) 119
Tableaux annexes Titre III 121

TITRE IV : LA MONNAIE ET LE CREDIT 157
APERCU GENERAL 158
Chapitre I : LA SITUATION MONETAIRE 158
I. EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE 158
II. COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE 159
III. CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE 164
IV. EMISSIONS MONETAIRES 167
Chapitre II : LE CREDIT AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS 168
I. CREDITS A DECAISSEMENT 168
II. CREDITS DE SIGNATURE 169
Chapitre III : LE MARCHE MONETAIRE 170
I. MARCHE EN BANQUE 170
II. MARCHE INTERBANCAIRE 171
Chapitre IV : LA REFORME MONETAIRE 171
I. GENESE ET OBJECTIFS 171
II. LES DIFFERENTES ETAPES DE LA REFORME 172
III. LANCEMENT DU FRANC CONGOLAIS 176
IV. PRINCIPAUX PROBLEMES RENCONTRES 177
Tableaux annexes du Titre IV 179

DEUXIEME PARTIE : L'ADMINISTRATION, LES ACTIVITES ET LES COMPTES DE LA BANQUE 211

Chapitre I: L'ADMINISTRATION ET LES ACTIVITES DE LA BANQUE 212

I. HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE 212

II. ADMINISTRATION DE LA BANQUE 212

III. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES 214

IV. PERSONNEL DE LA BANQUE 215

V. FORMATION 217

VI. EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO DE 1993 A L'AN 2002. 219

Chapitre II : LA REGLEMENTATION DU CREDIT ET DE CHANGE 222

I. REGLEMENTATION DU CREDIT 222

II. REGLEMENTATION DE CHANGE 223

Chapitre III : PRESENTATION DU BILAN ET DU COMPTE DE PERTES ET PROFITS POUR L'EXERCICE 1998 223

Tableaux annexes de la deuxième partie 237

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

PREMIERE PARTIE : L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

TITRE I : LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

I.1. Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes 5
I.2. Utilisation du produit intérieur brut 6
I.2a. Répartition par province des projets agréés 18
I.2b. Variation en pourcentage des indices des prix à la consommation à Kinshasa 20
I.2c. Variation en pourcentage des indices des prix à la consommation à Lubumbashi 21
I.3. Produit intérieur brut 28
I.4. Produit national brut et revenu national 29
I.5. Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut 30
I.6. Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut 31
I.7. Utilisation du produit intérieur brut 32
I.8. Utilisation du produit intérieur brut 32
I.9. Compte des opérations courantes de l'Etat 33
I.10. Compte de capital et financier de l'Etat 34
I.11. Formation brute de capital fixe 35
I.12. Formation brute de capital fixe 36
I.13. Compte extérieur de l'économie 37
I.14. Evolution des indices d'activité économique 38
I.15. Importations et estimations de la production commercialisée des principaux produits vivriers 39
I.16. Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse 40
I.17. Production agro-industriellle 41
I.18. Production minière et métallurgique 42
I.19. Principales productions manufacturières 43
I.20. Indice de la production des industries manufacturières 44
I.21. Production, exportation et consommation intérieure de ciment 45
I.22. Production de la raffinerie de pétrole 46
I.23. Consommation des produits pétroliers 46
I.24. Production et consommation d'électricité par province 47
I.25. Production et consommation d'eau et d'électricité 48
I.26. Consommation d'électricité par secteur 48
I.27. Activités des principaux organismes de transports 49
I.28. Marchandises manutentionnées dans les principaux ports 50
I.29. Investissements agréés dans le cadre du code des investissements 51
I.30. Engagement d'intervention de la SOFIDE dans le financement des investissements 52
I.31. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa 52

I.32. Indices des prix de détail à Kinshasa 53
I.33. Indice des prix moyens de détail à Kinshasa 54
I.34. Variations des indices des prix à la consommation 55
I.35. Effectifs des travailleurs de l'administration publique et du secteur privé .. 56
I.36. Salaire réel dans le secteur privé et dans l'administration publique 56
I.37. Répartition des salariés des entreprises par secteur d'activité 57
I.38. Répartition par province des salariés affiliés à l'INSS 57

TITRE II : LES FINANCES PUBLIQUES

II.1. Opérations intégrées des administrations publiques 60
II.2. Importance relative de différentes catégories de recettes courantes 64
II.3. Structure des dépenses courantes par Ministère et Institution 66
II.4. Besoins et moyens de financement des opérations du cadre budgétaire 67
II.5. Couverture des besoins de financement des opérations du cadre budgétaire 67
II.6. Opérations à financement extérieur spécifique 68
II.6.1. Evolution du précompte BIC par rapport aux recettes totales de la DGC en 1998 72
II.6.2. Situation des timbres fiscaux de juin à décembre 1998 par série 73
II.6.3. Situation des timbres fiscaux par organisme bénéficiaire 74
II.6 bis. Importance relative des finances publiques dans l'économie 76
II.7. Situation intégrée des opérations des administrations publiques 77
II.8. Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat 78
II.9. Recettes courantes des Administrations Publiques 79
II.10. Prévisions des recettes des contributions sur le commerce extérieur 80
II.11. Recettes des contributions sur le commerce extérieur 80
II.12. Prévisions des recettes des contributions sur les revenus 81
II. 13. Recettes des contributions sur les revenus 81
II.14. Prévisions des recettes des contributions sur biens et services 82
II.15. Recettes des contributions sur biens et services 82
II.16. Cours du cuivre, valeur de base et droits de sortie 83
II.17. Taxes et contributions versées au Trésor par la Gécamines et son personnel 84
II.18. Evolution des effectifs payés par l'Etat Répartition par ministère 85
II.19. Budget des dépenses courantes de l'Etat Répartition par ministère 86
II.20. Exécution du budget des dépenses courantes de l'Etat Répartition par ministère 87
II.21. Dépenses courantes de l'Etat par nature 88
II.22. Budget des dépenses en capital de l'Etat - Répartition par ministère 89
II.23. Budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition des crédits de paiement par secteur 90

II.24.	Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition par ministère	91
II.25.	Exécution des dépenses publiques en capital du cadre budgétaire Répartition par secteur	92
II.26.	Encours de la dette publique libellée en monnaie nationale	93
II.27.	Couverture des besoins nets de financement de l'Etat	93
TITRE III :	**LES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES**	
III.1.	Evolution du taux de change parallèle en provinces	104
III.2.	Stock de la dette extérieure au 31/12/1998	106
III.2.bis	Service de la dette extérieure au 31/12/1998	108
III.3.	Composantes de la Balance des paiements	109
III.3.bis	Structure des exportations	110
III.4.	Structure des importations	111
III.4.bis	Répartition des opérations sur les services	112
III.5.	Evolution des transferts courants	113
III.5.bis	Evolution du compte de capital et d'opérations financières	114
III.6.	Provenance des donations extérieures d'origine publique	116
III.7	Type des donations d'origine multilatérale et bilatérale	117
III.8.	Type des donations d'origine bilatérale	117
III.9.	Cours des principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise	122
III.10.	Cours des principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise	123
III.11.	Evolution des indices des cours de matières premières	124
III.12.	Répartition des exportations par principaux pays de destination	125
III.13.	Répartition des importations par principaux pays fournisseurs	126
III.14.	Balance commerciale	127
III.15.	Evolution des termes de l'échange	128
III.16.	Exportation des principaux produits végétaux et animaux	129
III.17.	Ressources extérieures utilisées	130
III.18.	Ressources nettes en provenance du secteur public extérieur	131
III.19.	Ressources nettes en provenance du secteur privé extérieur	132
III.20.	Provenance des donations extérieures d'origine publique	133
III.20 bis	Provenance des donations extérieures d'origine publique	134
III.21.	Nature des donations extérieures d'origine publique	135
III.22.	Encours utilisé de la dette publique extérieure	136
III.23.	Dette extérieure	137
III.23 bis	Dette extérieure	138
III.23 ter	Mouvement de la dette publique extérieure	139
III.24.	Répartition de l'utilisation des emprunts publics extérieurs	140
III.25.	Balance générale des paiements	141
III.25 bis	Balance générale des paiements	142

III.26. Solde de la balance générale des paiements 143
III.27. Prévision de la balance des paiements 144
III.28. Répartition des recettes d'exportation de marchandises par groupe d'entreprises 145
III.29. Répartition des paiements d'importation de marchandises par mode de financement 146
III.30. Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit 147
III.31. Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisation sur ressources propres 148
III.32. Répartition géographique des opérations de change du système bancaire . 149
III.33. Répartition géographique des opérations de change du système bancaire en 1992 150
III.34. Cours interbancaires des devises 151
III.34 (suite) Cours interbancaires des devises 152
III.35. Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles 153
III.36. Balance des règlements financiers 154
III.36 bis Balance des règlements financiers 155
III.37. Solde de la balance des réglements financiers 156

TITRE IV : LA MONNAIE ET LE CREDIT

IV.1. Composantes de la masse monétaire 159
IV.2. Facteurs de variation de la masse monétaire (M2) 167
IV.3. Variation de l'encours des crédits aux entreprises et aux particuliers 168
IV.4. Encours de refinancement des banques de dépôt 170
IV.5. Situation monétaire intégrée 180
IV.5 suite Situation monétaire intégrée 181
IV.5 bis Situation monétaire intégrée 182
IV.5 bis(suite) Situation monétaire intégrée 182
IV.6. Liquidités monétaires et quasi-monétaires 183
IV.6(suite) Liquidités monétaires et quasi-monétaires 184
IV.7. Origine des variations de la masse monétaire 184
IV.7(suite) Origine des variations de la masse monétaire 185
IV.7 bis Origine des variations de la masse monétaire 185
IV.7 bis(suite) Origine des variations de la masse monétaire 186
IV.8. Ventilation des émissions monétaires en billets et pièces de la Banque Centrale du Congo 187
IV.9. Dépôts bancaires à vue
Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants et province 188
IV.10. Dépôts bancaires à terme
Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants, région et échéance 189
IV.11. Crédits aux entreprises et aux particuliers 190

IV.12. Encours des crédits aux entreprises et aux particuliers Utilisations des crédits 191
IV.13. Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité 192
IV.14. Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité 193
IV.15. Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité 194
IV.16. Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits 195
IV.17. Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité 196
IV.18. Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo 197
IV.18 suite Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo 197
IV.19. Situation monétaire des banques créatrices de monnaie 198
IV.19 suite Situation monétaire des banques créatrices de monnaie 198
IV.20. Reserves de la Banque Centrale du Congo 199
IV.20 (suite) Réserves de la Banque Centrale du Congo 200
IV.20 bis. Réserves de la Banque Centrale du Congo 201
IV.21. Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires 202
IV.21 suite Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires 203
IV.22. Situation resumée de la société financière de développement 204
IV.23. Situation resumée de la société mobilière et immobilière 205
IV.24. Situation resumée de l'Institut National de Securité Sociale 206
IV.25. Situation résumée de la société nationale d'assurances 207
IV.26 Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances 208
IV.27 . Situation résumée du Fonds de Promotion de l'Industrie 209
IV.28 . Evolution de la base monétaire 210

DEUXIEME PARTIE : L'ADMINISTRATION, LES ACTIVITES ET LES COMPTES DE LA BANQUE

1. Evolution du personnel de la Banque 216
2. Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études 216
3. Nombre d'agents formés et domaines de formation 217
4. Formation à l'intérieur du pays. 217
5. Formation à l'extérieur du pays 218
6. Répartition par Direction des étudiants stagiaires reçus par la Banque en 1998 218
7. Perspectives d'évolution du personnel de la Banque à l'horizon 2002 219
8. Réduction des effectifs par catégories socio-professionnelles 220
9. Réduction attendue des effectifs par niveau d'études 221
10. Répartition des effectifs par niveau d'études à l'horizon 2002 221
11. Evolution des taux d'intérêt appliqués par la BCC 222

12. Répartition du Personnel de la Banque suivant le niveau d'études et le grade au 1er janvier 1998 238
12 (bis) Répartition du Personnel de la Banque suivant le niveau d'études et le grade au 1er janvier 1998 239
13. Répartition du Personnel de la Banque par Direction au 31/12/1998 240
14. La population de la Banque Centrale du Congo au premier janvier 1999 .. 241

LISTE DES GRAPHIQUES

1. Evolution des indices d'activités 8
1a. Volume de production 8
1b. Transport et volume de consommation 9
2. Evolution des prix à Kinshasa 20
3. Evolution des prix à Lubumbashi 21
4. Evolution des prix à la consommation des ménages à Kinshasa 23
5. Evolution des prix de détail à la consommation des ménages à Kinshasa .. 24
6. Salaire minimun légal, indice des prix sur les marchés à Kinshasa et revenus réels 25
7. Opérations intégrées de l'Etat 62
8. Cours des principaux produits exportés 98
9. Cours du cuivre électrolytique à Bruxelles, Londres et New York 99
10a. Cours de principaux produits minéraux exportés 101
10b. Cours des principaux produits végétaux exportés 102
11. Termes de l'échange 103
12a. Situation monétaire intégrée - Engagements 160
12 a. (suite) Situation monétaire intégrée en 1998 - Engagements 161
12 b. Situation monétaire intégrée - Avoirs 162
12 b. (suite) Situation monétaire intégrée en 1998 - Avoirs 163
13. Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo 165

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE
ET DES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES 243

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISÉES 246

AVERTISSEMENT

Tous les chiffres repris dans ce rapport sont exprimés dans l'ancienne unité monétaire, le Zaïre (Z), à l'exception de ceux du titre III qui sont en DTS. A partir de 1994, les chiffres du titre III sont demeurés en DTS tandis que les autres sont libellés en nouveau zaïre (NZ), consécutivement à la réforme monétaire intervenue le 22 octobre 1993. Au moment du lancement de celle-ci, la parité était de 1 NZ pour 3.000.000 Z. Lors de la mise en circulation du franc congolais, le 30 juin 1998, la parité était de 1 FC pour 100.000 NZ et de 1 FC pour 14.000.000 Z.

Tous les montants en zaïres, en nouveaux zaïres ou en francs congolais correspondent à des valeurs à prix courants, sauf indication contraire.

Les signes conventionnels suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	renseignement non disponible
-	renseignement nul
p	renseignement provisoire
e	estimation
r	rectifié
a	chiffre inférieur à l'unité
n.d.a.	chiffre non déterminé ailleurs

INTRODUCTION

EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 1998

Le lancement de la nouvelle unité monétaire le 30 juin et le déclenchement de la guerre d'agression le 02 août demeurent les faits les plus déterminants de l'évolution économique et financière de la République Démocratique du Congo en 1998. Cette guerre, la deuxième en moins de deux ans, a annihilé les efforts d'ajustement entrepris par le Gouvernement au second semestre de l'année 1997. En termes de résultats, le premier et le second semestres affichent ainsi des profils différents pour la quasi-totalité des agrégats macro-économiques.

1. PRODUCTION ET PRIX INTERIEURS

Les six premiers mois ont été marqués par une reprise timide de la production dans les principaux secteurs de l'économie (manufacture, production agricole d'exportation, production vivrière).

Ce regain d'activité reflétait la confiance suscitée dans les milieux d'affaires suite à la paix retrouvée et à la crédibilité des politiques prudentes mises en œuvre par le Gouvernement dans les domaines budgétaire et monétaire.

Au second semestre, la situation de guerre a entraîné une partition de fait du pays et coupé les entreprises soit de leurs sources d'approvisionnement en matières premières, soit de leurs marchés, provoquant, selon les cas, un ralentissement ou un arrêt total d'activité. En outre, le secteur agricole qui contribue pour près de la moitié au PIB a souffert de la dévastation des champs et des domaines agro-pastoraux ainsi que de fréquents déplacements des populations rurales. Ces facteurs ont provoqué une baisse de la croissance économique estimée à 1,7 % contre -5,4 % en 1997.

Concernant les prix intérieurs, le premier semestre s'est achevé sur un taux d'inflation de 7,3 %, soit 15,1 % en termes annuels. Le second semestre a été caractérisé par la reprise de l'inflation qui s'est hissée à 134,7 % à fin décembre 1998 contre 13,7 % une année auparavant.

2. FINANCES PUBLIQUES

L'année 1998 a été aussi marquée par une réforme fiscale comportant notamment l'institution du précompte sur les bénéfices industriels et commerciaux et du timbre fiscal comme unique preuve de perception des droits et taxes dus au Trésor.

Les recettes se sont chiffrées à 637,0 millions de FC et les dépenses à 881,1 millions, dégageant un déficit de 251,1 millions de FC. Le manque à gagner subi par l'Etat du fait de la guerre a été estimé par les régies financières à 250,4 millions de francs congolais, équivalant à 80 millions de dollars US.

3. RELATIONS EXTERIEURES

La situation des transactions extérieures a été caractérisée par trois faits saillants, à savoir la détérioration du solde des transactions courantes et de celui de la balance globale, l'importante dépréciation du taux de change de la monnaie nationale par rapport aux principales devises étrangères ainsi que l'accumulation des arriérés au titre des obligations financières de l'Etat.

Le déficit de la balance globale est passé de 227,1 millions de DTS en 1997 à 410,1 millions, à cause principalement du déficit des transactions courantes qui s'est situé à 215,8 millions de DTS contre 12,2 millions en 1997.

Le franc congolais s'est replié de 58,7 % à l'interbancaire et de 69,4 % au parallèle face à la devise américaine contre des appréciations respectives de 1,5 % et 0,1 % enregistrées en 1997. Le différentiel entre le cours interbancaire et celui du parallèle a atteint 50,0 % à fin 1998 contre 3,6 % au 31 décembre 1997.

S'agissant de la dette extérieure, il importe de relever qu'à défaut des moyens de paiements extérieurs, seul le service en faveur du FMI a été effectué pour un montant de 1,41 million de DTS.

Néanmoins, au 31 décembre 1998, le stock de la dette a légèrement baissé, en raison essentiellement de l'appréciation du DTS par rapport au dollar US.

4. SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire a enregistré une forte expansion des liquidités monétaires. De 51,9 % à fin décembre 1997, le taux d'accroissement de la masse monétaire est passé à 157,8 % à fin 1998.

Le rythme de création monétaire s'est accéléré au second semestre. En effet, durant les six premiers mois, l'accroissement a été de 28,3 % et de 100,9 % au cours des six derniers mois. Cette dernière évolution est imputable à la guerre d'agression qui a alourdi le financement monétaire du déficit du secteur public.

Il importe de relever que la situation monétaire a été marquée en 1998 par la poursuite de la réforme monétaire qui a été couronnée par le lancement, le 30 juin, du franc congolais (CDF). Cette réforme a permis le rétablissement du système des paiements, l'unification de l'espace monétaire national et la convergence des taux de change.

PREMIERE PARTIE

L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

TITRE I

LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

APERCU GENERAL

L'activité économique s'est dégradée en 1998. Cette évolution est expliquée essentiellement par la situation de guerre qui a amené certaines entreprises à ralentir leurs activités et d'autres à arrêter de fonctionner totalement.

La dégradation économique au niveau du secteur des biens a été atténuée par l'évolution positive dans les secteurs de l'industrie minière et métallurgique ainsi que des bâtiments et travaux publics. Par contre le secteur des services s'est davantage détérioré nonobstant l'amélioration positive des droits et taxes à l'importation.

En ce qui concerne les prix intérieurs, il a été observé une reprise de l'inflation par rapport à l'année précédente du fait du financement monétaire du déficit public occasionné principalement par la guerre.

CHAPITRE I

L'EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT ET DE SON UTILISATION

La dégradation de l'activité économique observée en 1997 s'est atténuée en 1998. En effet, en termes réels, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut s'est situé à -1,7 % en 1998 contre -5,4 % une année plus tôt.

La régression de la croissance économique est principalement tributaire des effets néfastes de la guerre, laquelle a annihilé les efforts de relance économique amorcés au second semestre 1997 et qui se sont poursuivis au premier semestre 1998. En effet, la guerre a coupé certaines entreprises soit de leurs marchés, soit de leurs sources d'approvisionnement. A ce facteur, il faudra ajouter la faiblesse de la demande solvable et le délabrement des infrastructures.

1. EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

Hormis les industries extractives, l'examen de différentes branches concourant à la formation du PIB laisse apparaître une baisse de l'activité dans tous les secteurs de production au terme de l'année 1998.

Tableau I.1. Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes (Variation en % par rapport à l'année précédente)

SECTEURS D'ACTIVITE \ ANNEES	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Secteur des biens	**-7,2**	**-6,3**	**-8,2**	**-2,7**	**-0,8**	**0,7**	**-0,5**	**-7,3**	**-0,7**
1. Agriculture, Sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse	2,6	2,8	3,1	1,9	-0,8	-2,3	-2,8	-2,8	-1,3
2. Extraction minière et métallurgique	-15,6	-22,8	-36,3	-20,3	1,9	6,3	3,2	-14,2	10,0
3. Industries manufacturières	-14,6	-21,5	-27,5	-12,2	-7,4	9,7	3,3	-21,8	-7,3
4. Bâtiments et Travaux Publics	-39,7	-16,5	-35,0	-11,3	12,8	26,2	24,7	-30,6	-5,0
5. Electricité et eau	3,2	6,2	7,8	-17,1	-3,3	6,7	18,9	-10,6	-4,5
Secteur des services	**-5,7**	**-11,2**	**-13,6**	**-29,3**	**-10,1**	**-13,0**	**-29,8**	**-0,8**	**-5,3**
1. Transports et communications	-27,6	-15,9	13,7	-25,7	-2,8	-0,6	-3,5	-4,2	-6,4
2. Commerce	-2,5	-12,0	-9,7	-28,4	-2,2	-0,6	-0,2	-2,0	-12,5
3. Services marchands et non marchands	1,7	1,9	-5,9	-18,8	-29,7	-23,3	-0,8	11,7	-0,4
4. Droits et taxes à l'importation	-31,6	-30,1	-48,9	-29,0	-2,0	47,9	-4,2	-1,5	+26,9
Produit intérieur Brut	-6,6	-8,4	-10,5	-13,5	-3,9	0,7	1,1	-5,4	-1,7

Le secteur des biens a connu une baisse de 0,7 % en 1998 contre - 7,3 % en 1997. Cette évolution est consécutive au bon comportement observé dans les secteurs de l'industrie minière et métallurgique et des bâtiments et travaux publics ainsi qu'à une certaine atténuation de la baisse dans les autres secteurs.

Le taux de croissance enregistré dans la branche de l'agriculture, élevage, sylviculture, pêche et chasse est passé de –2,8 % en 1997 à – 1,3 % en 1998. La reprise timide des cultures non vivrières, notamment le coton, et du bois constitue le principal facteur explicatif de cette évolution.

L'activité dans les industries minières et métallurgiques s'est accrue de 10 % en 1998 contre un recul de 14,2 % en 1997. Cette amélioration a concerné les principaux produits du secteur, à savoir le cuivre, le cobalt et le diamant.

Après avoir connu une baisse de 21,8 % en 1997, l'industrie manufacturière a régressé de 7,3 % en 1998.

La branche des bâtiments et travaux publics a affiché une hausse de 4,5 % en 1998 contre une baisse de 30,6 % en 1997. Cette évolution procède pour l'essentiel de la réalisation de travaux anti-érosifs à Kinshasa ainsi que de la réhabilitation des routes à Kinshasa, au Katanga et au Bas-Congo.

La branche " Eau et Electricité " a enregistré un taux de croissance de – 5 % en 1998 contre - 10,6 % en 1997. Cette baisse s'explique par la vétusté de l'outil de production, la réduction de la demande d'énergie à l'exportation et par l'interruption de la fourniture d'électricité durant le mois d'août à Kinshasa et dans le Bas-Congo.

Le taux de croissance du secteur des services s'est davantage dégradé, passant de – 0,8 % à -5,3 % d'une année à l'autre. La baisse la plus forte a concerné le commerce, soit 12,5 %.

La baisse de la croissance du sous-secteur des transports et communications s'est accentuée, passant de -4,2 % en 1997 à -6,4% en 1998. En revanche, dans le domaine du commerce, une baisse de 12,5 % a été enregistrée en 1998 contre -2% en 1997.

S'agissant de l'activité des services marchands et non marchands, elle a connu une baisse de 0,4 % en 1998 après avoir enregistré une amélioration de 11,7 % en 1997. Cette situation s'explique par la baisse de l'activité observée au niveau du secteur des biens.

Enfin, les droits et taxes à l'importation ont connu une croissance de 26,9 % à la suite de l'augmentation des importations.

II UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'analyse des données relatives à l'affectation du PIB de 1998 renseigne que les parts de la consommation des ménages et de la consommation publique ont enregistré une amélioration tandis que celles des autres composantes de la demande finale ont régressé.

Tableau I.2 : Utilisation du produit intérieur brut
(en % du PIB à prix courants)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
1. CONSOMMATION DES MENAGES	71,5	79,8	68,8	80,5	83,9	75,9	69,3	82,1	83,9
2. CONSOMMATION PUBLIQUE	11,5	13,3	21,7	15,4	5,2	5,4	6,2	7,9	10,2
3. FORMATION BRUTE DU CAPITAL FIXE	12,8	6,2	7,1	2,2	5,6	10,5	15,5	8,5	7,3
4. VARIATIONS DE STOCKS	3,8	0,5	0,2	0,0	0,3	-0,5	0,8	0,0	0,0
5. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	0,4	0,2	2,2	1,9	4,9	8,6	8,2	1,5	-1,3
PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

La part relative de la consommation des ménages dans le PIB qui était de 82,1 % en 1997, a représenté 83,8 % en 1998, celle de la consommation publique est passée de 7,9 % à 10,2 % d'une année à l'autre. Le taux d'investissement s'est de nouveau replié, se situant à 7,3 % en 1998 contre 8,5 % en 1997. La part des échanges avec l'extérieur a baissé en 1998, s'établissant à - 1,3% contre 1,5 % une année auparavant.

CHAPITRE II

L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

I. PRODUCTION AGRICOLE

La baisse observée en 1997 dans le secteur agricole s'est poursuivie en 1998. En effet, l'indice de la production agricole s'est établi à 85,7 points contre 92,5 points en 1997, soit un recul de 7,4 %. Outre la situation de guerre, cette évolution est liée aux problèmes structurels auxquels cette branche est confrontée depuis plusieurs années, notamment la vétusté de l'outil de production, l'état défectueux des infrastructures routières et le vieillissement des plantations.

1. Production vivrière

Comparée à l'année 1997, la production des cultures vivrières a enregistré une baisse en 1998, son indice étant passé de 90,3 points en 1997 à 80,9 points. Comme en 1997, l'abandon et la destruction des champs du fait de la guerre expliquent essentiellement cette situation.

2. Elevage, sylviculture, pêche et chasse

En 1998, la production animale a été caractérisée d'une part, par la baisse des bovins (- 6 %) et des caprins (-10,5 %) induite par des vols et des abattages anarchiques favorisés par la guerre et d'autre part, par la hausse des porcins (3,4 %) élevés davantage à l'ouest du pays.

S'agissant de la sylviculture, les estimations font état de la baisse de la production de bois de chauffage et de la hausse de celle de charbon de bois. La production de bois de chauffage est passée de 17.659 milliers de tonnes en 1997 à 17.624 milliers en 1998, soit un recul de 0,2 %. Par contre, la production du charbon de bois s'est accrue de 2,3 %, passant de 604 milliers de tonnes en 1997 à 618 milliers en 1998.

Quant à la production des poissons frais, elle est estimée à 140 milliers de tonnes en 1998 contre 142 milliers en 1997. Ce secteur reste marqué par une insuffisance d'équipements de production. L'activité de la chasse s'est accrue presque dans les mêmes proportions qu'en 1997, soit 2,2 %.

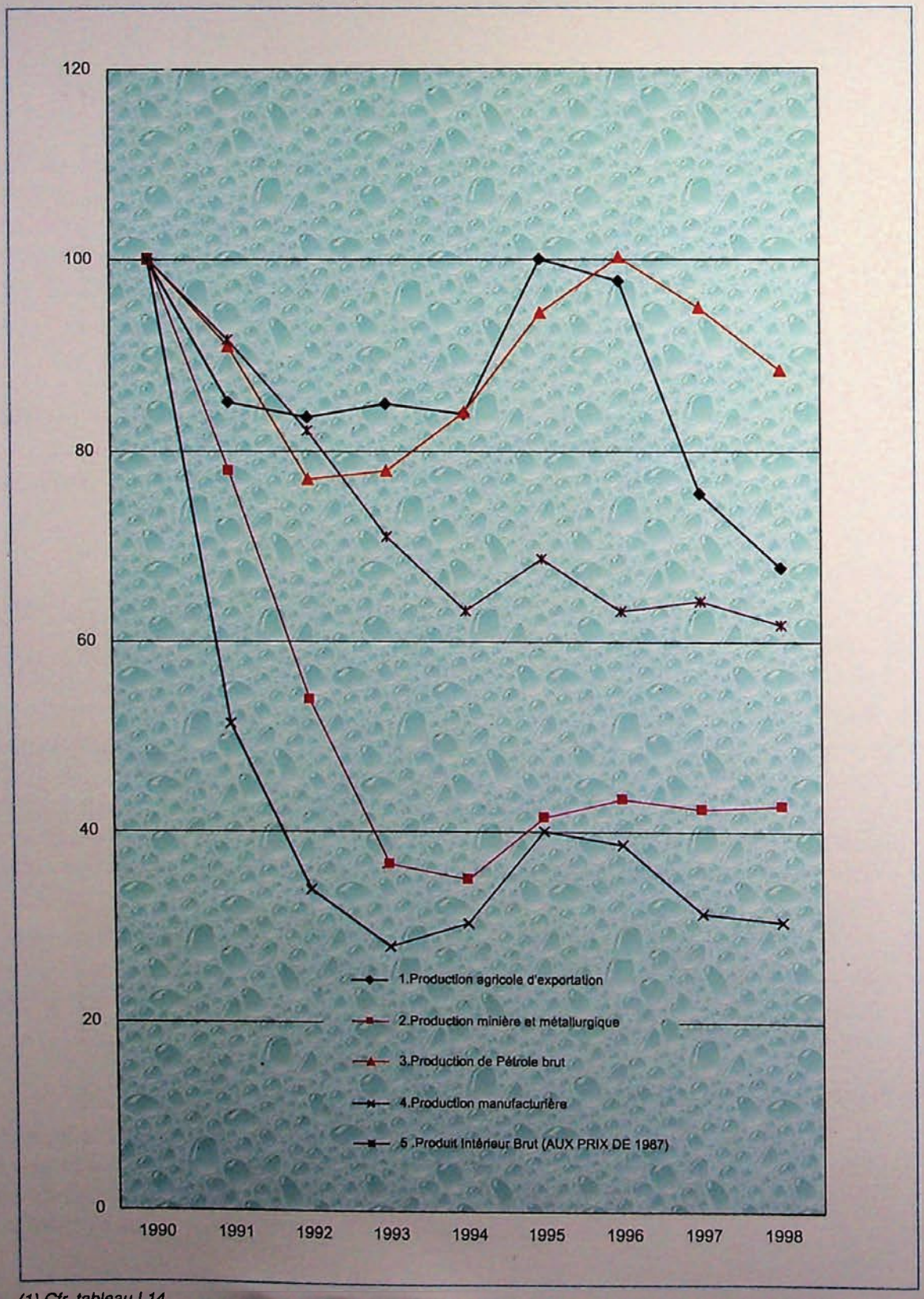
3. Production agro-industrielle

L'évolution constatée dans la branche de l'agro-industrie confirme la dégradation de ce secteur. Son indice s'est en effet situé à 67,6 points contre 75,6 points en 1997, soit une régression de 10,6 %. A l'exception de bois grumes, d'huile de palmiste, de coton et de tabac, les autres produits d'exportation se sont inscrits à la baisse.

En régression en 1997, la production de café a poursuivi la même tendance en 1998, accusant une baisse de 13 %. Les productions de thé et de cacao ont régressé

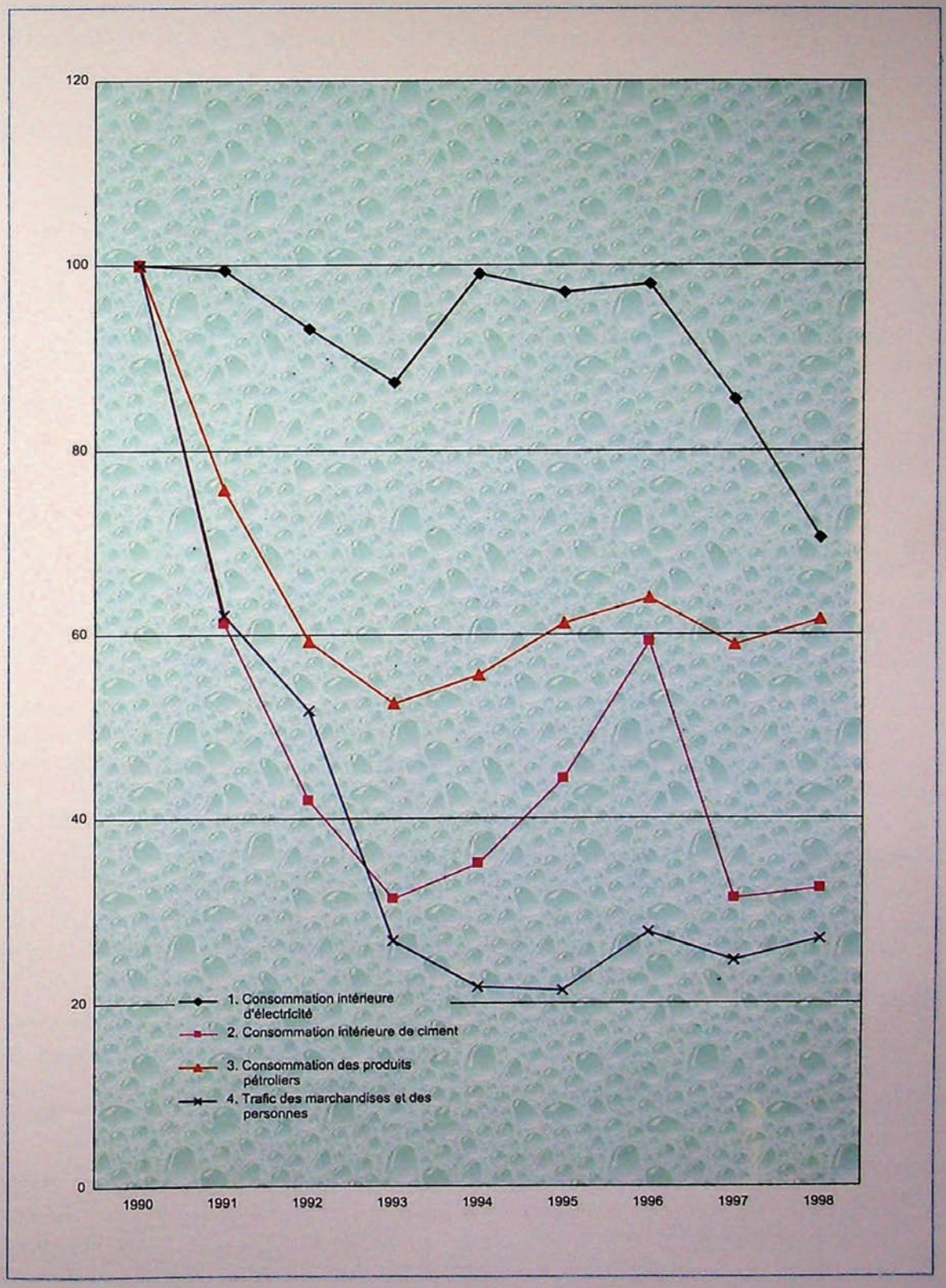
Graphique 1 : Evolution des indices d'activités (1)
(base 1990 = 100)

Graphique 1a : Volume de production



(1) Cfr. tableau I.14.

Graphique 1b : Transport et volume de consommation



respectivement de 13,9 % et 4,5 %. Quant au tabac, il connaît une amélioration de 11,9 % consécutive aux récoltes dans les nouvelles plantations de cette culture au Nord-Ubangi.

La production de grumes s'est chiffrée à 539.025 m³ en 1998 contre 494.518 m³ en 1997, soit une amélioration de 9,0 %. En ce qui concerne le bois scié, son volume s'est établi à 121.686 m³ en 1998 contre 111.638 m³ en 1997, soit une hausse de 9 %. L'évolution de la production des bois grumes et sciés se justifie par l'ouverture des nouveaux chantiers exploités par la Société d'Exploitation Forestière (SODEFOR) dans la province de l'Equateur.

La baisse observée dans la production des oléagineux (-3,8 %) a concerné tous les produits du sous-secteur à l'exception de l'huile de palmiste dont la production s'est accrue de 10,4 %, passant de 1.901 tonnes en 1997 à 2.099 tonnes en 1998. Cette situation s'explique par le recours aux amandes des noix de palme stockées antérieurement par la Société " Plantation Lever au Congo " (PLC).

Les productions d'huile de palme et des tourteaux de palmiste ont baissé de 4,9%. Cette évolution est consécutive au vieillissement des plantations et à la vétusté du matériel d'exploitation.

La production du sous-secteur des plantes textiles s'est maintenue presque à son niveau de 1997. En effet, le volume du coton fibre a atteint 9.234 tonnes en 1998 contre 9.142 tonnes en 1997. Il en est de même des productions d'huile et de tourteaux de coton.

La diminution de la production de l'hévéa observée depuis 1992 s'est poursuivie en 1998, se situant à 4.957 tonnes contre 5.274 tonnes en 1997, soit un recul de 6,0 %. Le vieillissement des plantations en est la cause majeure.

La production de la canne à sucre a été de nouveau marquée par une légère régression, se chiffrant à 1.693.476 tonnes en 1998 contre 1.697.863 tonnes en 1997. L'interruption de la production durant le mois d'août du fait de la guerre explique cette situation.

II. PRODUCTION MINIERE ET METALLURGIQUE

La production minière et métallurgique qui avait régressé en 1997 s'est inscrite en hausse au cours de l'année 1998. En effet, l'indice de production de ce secteur s'est accru de 8,8 %, passant de 40 à 43,5 points d'une année à l'autre.

La production de cuivre par la Gécamines s'est améliorée de 2,3 %, se situant à 37.277 tonnes contre 36.427 tonnes en 1997. Cet accroissement s'explique par la réhabilitation des usines de Shituru et du concentrateur de Kipushi, la mise en route de la filière Tilwezembe ainsi que le démarrage des petits projets en partenariat diversifié.

Il convient toutefois de relever que ces réalisations demeurent en deçà des prévisions de 50.000 tonnes de cuivre pour l'exercice 1998. Cette situation est imputable notamment au non démarrage du projet ISCOR, à la contre-performance des mines du Siège de Kolwezi Mines (SKM) due aux arrêts prolongés de la courroie transporteuse des mines à ciel ouvert de Kamoto (KOV/Courroie). A ces fac-

teurs s'ajoutent le faible taux de disponibilité du matériel de production dans les mines et carrières ainsi que la diminution de la capacité de traitement consécutive à la cession des unités productives du Groupe Centre au Central Mining Group (C.M.G.)

Quant à la production de cobalt, elle a été marquée par une augmentation de 31,9 % en passant de 2.882 tonnes à 3.802 tonnes d'une année à l'autre. Cette performance a été rendue possible grâce à la stratégie de l'entreprise visant à privilégier la production de cobalt par l'exploitation de la filière de Kasombo, de nouvelles mines de Tilwezembe (TLZ) au groupe Ouest et de Kababankola (KLA) au groupe Centre. Le traitement des minerais du projet Luiswishi au concentrateur de Kipushi y a aussi contribué.

Par contre, la production de zinc a enregistré une baisse de 25,9 % en s'établissant à 1.249 tonnes en 1998 contre 1.686 tonnes une année auparavant. Cette situation est due au manque d'intrants en juillet et en août 1998 et à l'arrêt de la production à cause de la non compétitivité de ce métal sur le marché mondial.

La production de cuivre par la SODIMICO s'est de nouveau contractée, s'établissant à 751 tonnes en 1998 contre 1.228 en 1997, soit un recul de 38,8 %. Cette contre-performance est liée à la persistance des difficultés financières et à la vétusté de l'outil de production.

Concernant les matières précieuses, la production de diamant s'est inscrite en hausse de 19,2 %, se situant à 26,1 millions de carats en 1998 contre 21,9 millions en 1997. La production de la MIBA s'est accrue de 6,4 % à la suite de la réhabilitation et de l'acquisition du matériel de production ainsi que de l'équipement des garages et ateliers.

Quant à la production artisanale, elle a enregistré une augmentation de 23,7 % imputable notamment à la motivation des agents du CNE affectés dans les zones minières. Toutefois, il y a lieu de noter que cette production aurait été plus importante n'eût été la mesure gouvernementale créant le Service d'Achat des Substances Minérales et Précieuses (SASMIP) par le décret présidentiel n° 121 du 11 septembre 1998. Aux termes de ce décret, les nouvelles dispositions consacraient :

- le monopole de l'Etat dans l'achat et la vente des substances minérales précieuses en République Démocratique du Congo ;
- l'obligation pour tous les détenteurs du diamant et de l'or, de dénouer leurs ventes en monnaie nationale, les transactions en devises du domaine étant du ressort restrictif du SASMIP ;
- l'interdiction de la détention et de la libre circulation des substances minérales précieuses.

Ce décret a eu comme effet, l'intensification de la fraude et l'ouverture des bureaux d'achat des matières précieuses d'origine congolaise dans les pays limitrophes : République du Congo, Angola, Zambie, Burundi, Rwanda, République Centrafricaine et Ouganda.

La production d'or a connu de nouveau un recul de 61,7 % en 1998, passant de 394 kgs en 1997 à 151 kgs en 1998. Cette régression s'explique par la situation de

guerre, dans la mesure où l'essentiel de la production d'or provient des provinces actuellement occupées (la Province Orientale, le Sud – Kivu et le Maniema).

La production du pétrole brut s'est établie à 9,4 millions de barils en 1998 contre 10,1 millions en 1997, soit une baisse de 6,9 %. Les sociétés Chevron Oil Congo et Finarep ont produit respectivement 7,3 millions de barils et 2,1 millions en 1998 contre 7,9 millions et 2,2 millions une année auparavant, et ce, à cause de la diminution de la pression dans les puits.

III. PRODUCTION DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

En 1998, l'industrie manufacturière a connu une régression de 2,6 %. L'indice d'activité de ce secteur s'est chiffré à 30,6 points contre 31,4 points une année auparavant.

Cette évolution concerne aussi bien le secteur des biens de consommation que celui des biens d'équipement et d'approvisionnement. En sus des contraintes structurelles et conjoncturelles traditionnelles, la dislocation du marché national par la guerre constitue la cause principale de cette atonie.

1. Industries des biens de consommation

L'activité des industries des biens de consommation qui était en légère progression de 1,3 % en 1997, a connu un recul de 0,9 % en 1998. Cette évolution a concerné toutes les branches à l'exception des industries de tabac et de chimie de consommation.

En 1998, la production des industries alimentaires a diminué de 10,5 % par rapport au niveau atteint durant l'année 1997. Exceptée la fabrication des graisses et huiles de table qui s'est améliorée, celle d'autres produits alimentaires s'est inscrite à la baisse. Cette situation procède des difficultés d'approvisionnement en matières premières et de la concurrence des produits similaires importés.

S'agissant de l'industrie des boissons, l'activité des brasseries a enregistré un recul de 6,1 % tandis que celle des limonaderies s'est ressaisie en gagnant 11,5 %. Cette situation procède de la politique délibérée des entreprises de boissons consistant à adapter leur production à la nouvelle structure de la demande portée davantage sur les boissons sucrées du fait de la faiblesse du pouvoir d'achat.

En baisse en 1997, la production des cigarettes s'est accrue de 6 % en 1998 grâce à un meilleur approvisionnement en tabacs notamment d'origine locale.

L'activité de la branche du textile a connu une chute en 1998. En effet, la production aussi bien des industries de confection et bonneterie que de celle de tissage et d'impression des tissus a respectivement régressé de 9,5 % et de 6,4 %. La concurrence des friperies et tissus d'origine asiatique ainsi que la carence de coton fibre constituent les principaux facteurs à la base de cette contre performance.

La production de la branche des chaussures et cuirs a fléchi de 7,6 % en 1998. L'importation des produits similaires d'occasion explique notamment cette baisse.

Quant à la branche de la chimie de consommation, elle a connu un regain d'activité en 1998. Son indice de production est monté à 44,7 points contre 38,8 points en 1997, soit une hausse de 15,2 % contre un recul de 8,7 %. Cette évolution s'explique par l'augmentation de la production des savons et des allumettes grâce à un meilleur approvisionnement en matières premières.

Après avoir connu un accroissement de 3,0 % en 1997, l'activité de l'industrie du plastique a régressé de 2,2 % en 1998 suite à la perte des marchés de l'Est du pays du fait de la guerre.

Comparativement à leur niveau de 1997, la production des entreprises de fabrications métalliques légères et celle des imprimeries et industries diverses se sont inscrites en retrait de 19,1 % et de 35,7 % en raison respectivement de la pénurie des matières premières importées et des difficultés d'approvisionnement en papier.

2. Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement

En dépit du regain d'activité observé dans les branches des industries des filatures, de la chimie de base, de celle de matériel de transport ainsi que des fabrications métalliques lourdes, le sous secteur des biens d'équipement et d'approvisionnement a été marqué par une baisse de 4,2 % contre -16,6 % en 1997.

En régression de 19,3 % en 1997, l'activité des industries des filatures a progressé de 1,6 % en 1998. De même, grâce notamment à la hausse de la demande des explosifs, l'indice de production de la branche de la chimie de base s'est accrue de 3,5 % contre une baisse de 12,4 % en 1997.

S'agissant de l'industrie métallique, son activité s'est améliorée de 9,0 % en raison de la hausse de la demande des fûts métalliques de 200 litres devant servir au conditionnement du carburant destiné à l'intérieur du pays.

L'activité de l'industrie du matériel de transport, appréhendée au travers des réparations navales, a fléchi de 21,5 %. Son indice d'activité s'est situé à 47,1 points contre 60,1 points en 1997. L'absence des opérations de construction navale, de montage des véhicules et de production des cyclomoteurs justifie l'évolution de cette branche d'activité.

L'activité de l'industrie des minéraux non métalliques qui était en diminution de 42,7 % en 1997, s'est inscrite en hausse de 5,3 % en 1998. Son indice s'est établi à 31,8 points contre 30,2 points une année auparavant. Le regain d'activités en 1998 est induit par l'amélioration de la production de ciment à la suite d'un approvisionnement plus régulier en intrants (sacs d'emballage et fuel). En effet, la production des principales cimenteries a enregistré des améliorations : CILU (2,5%), CINAT (73,2 %) et CIMENTKAT (142,3 %).La relance de l'activité des cimenteries a entraîné la hausse de la production des autres produits de la branche : produits en béton (6,8 %), carrelages (66,7 %), fibro-ciment (25,0 %) et concassés (4,2 %).

Concernant l'industrie des bouteilles, elle a accusé une baisse de 7,5 % , due principalement à la régression de l'activité de la branche des industries des boissons.

Quant à l'industrie de transformation de bois, elle a été marquée par la baisse de la production des tranchages (4,1%) et des contreplaqués (4,2 %). Cette évolution procède de la rupture d'approvisionnement des usines en bois grumes occasionnée par l'arrêt de l'abattage par les sociétés forestières au cours du deuxième semestre 1998.

IV. CONSTRUCTION ET TRAVAUX PUBLICS

La régression de l'activité de construction observée en 1997 s'est estompée en 1998. En effet, l'indice de la consommation intérieure de ciment qui mesure cette activité s'est établi à 32,5 points en 1998 contre 31,3 points l'année précédente, soit un accroissement de 3,8 %. La consommation de ciment s'est située à 138.032 tonnes en 1998 contre 128.371 tonnes une année auparavant marquant ainsi une hausse de 7,5 %.

Cette reprise s'explique par la réalisation de quelques travaux de génie civil, notamment les ouvrages anti-érosifs, l'aménagement des presses hydrauliques dans les milieux ruraux par les confessions religieuses et les ONG ainsi que par la réhabilitation des routes à travers la ville de Kinshasa, au Katanga et au Bas-Congo.

V. ENERGIE

1. Energie électrique

La régression de la production brute de l'énergie électrique observée depuis 1996 s'est poursuivie en 1998. En effet, chiffrée à 4.835 GWH en 1997, celle-ci s'est située à 4.520 GWH en 1998, accusant une baisse de 6,5 %. Outre la dégradation persistante des équipements de production des centrales et la réduction de la demande d'énergie à l'exportation, ce recul est imputable aussi à la rupture de la fourniture d'énergie électrique dans la ville de Kinshasa et dans la Province du Bas-Congo pendant près d'un mois, suite à l'occupation militaire de la centrale d'Inga et à la perte de contrôle des centrales situées dans les provinces occupées.

Par ailleurs, en dépit de l'augmentation du nombre d'abonnés (2,7 %), la consommation intérieure nette de l'énergie électrique a régressé de 17,5 %, passant de 3.717 GWH au terme de l'exercice 1997 à 3.065 GWH à fin 1998. Cette baisse résulte de la situation de guerre qui prévaut dans le pays depuis le 02 août 1998 ainsi que de la dégradation du cadre macro économique ayant eu pour conséquence le ralentissement des activités industrielles et commerciales.

Quant à la consommation par province, elle s'est inscrite en retrait dans toutes les provinces pour des raisons évoquées ci-dessus, excepté dans les deux Kasaï où elle s'est accrue de 112,5 % se chiffrant à 17 GWH en 1998 contre 8 GWH en 1997. La fourniture par la MIBA d'une plus grande quantité d'énergie à la ville de Mbuji-Mayi explique cette situation.

La répartition par secteur, tout en confirmant la prépondérance du secteur des mines et de la métallurgie (42 % du total des consommations), révèle que des reculs ont été enregistrés dans tous les secteurs : mines et métallurgie (7,2%)

autres secteurs industriels (27,5 %), distribution (20,0 %) et transports (20,7 %).

Concernant les exportations, elles ont chuté de 63,7 %, passant de 1.112 GWH en 1997 à 404 GWH en 1998. Cette baisse est due essentiellement à la réduction de la demande d'énergie par l'Afrique Australe et à la guerre en ce qui concerne le Rwanda et le Burundi. Toutefois, les exportations vers la République du Congo ont connu une hausse de 212,2 %. En effet, évaluées à 37,6 GWH en 1997, elles se sont élevées à 117,4 GWH à fin 1998 suite à l'indisponibilité du barrage de Moukoukoulou.

Quant aux importations en provenance de la Société Internationale d'Electricité des Etats des Grands Lacs (SINELAC), elles ont enregistré dans l'ensemble une progression de 5,8 % en 1998, se situant à 55 GWH contre 52 GWH une année auparavant.

2. Production d'eau potable

Le volume d'eau traité au terme de l'exercice 1998 a légèrement fléchi atteignant 211,7 millions de m^3 contre 213,5 millions l'exercice antérieur. Ce volume de production correspond à peine à 70 % de la capacité installée de la REGIDESO à cause de la défectuosité des installations de production, de la rupture de la fourniture d'électricité durant le mois d'août, ainsi que des difficultés d'approvisionnement en gasoil pour certains centres de l'intérieur du pays. Il s'agit notamment de Opala, Kasongo, Gemena, Libenge, Zongo, Lisala, Bulungu, Kenge, Masimanimba, Nioki, Mushie et Bumba.

Concernant la consommation d'eau, nonobstant l'augmentation du nombre d'abonnés recensés à 418.428 en 1998 contre 412.821 à fin 1997 et la réalisation au cours de l'exercice sous revue de 2967 nouveaux raccordements, elle a régressé de 9,2 %, passant de 127,7 millions de m^3 à 116,0 millions. Cette évolution s'explique notamment par :

- la dégradation avancée des réseaux de distribution dont le rendement est tombé à 55 % en 1998 contre 60 % une année auparavant ;
- l'insuffisance de la production dans certains centres ;
- le mauvais comptage et le manque de matériels et accessoires pour la remise en service des points de ventes à récupérer ;
- la migration des abonnés et l'arrêt de la production ou la perte de contrôle des centres investis par les rebelles.

Par ailleurs, la répartition par catégorie de clients indique que les consommations des ménages ont représenté 61,0 %, celles des entreprises et de l'Etat respectivement 9,0 % et 29,5 %.

3. Produits pétroliers

A l'arrêt depuis 1994, la SOCIR a repris ses activités en juillet 1998. Au 31 décembre de l'exercice sous revue, le volume de pétrole brut traité a été de 106.353 tonnes. Cette reprise a été rendue possible par la réhabilitation de l'outil de production sur autofinancement et la signature d'un contrat de fourniture de pétrole brut

à la SOCIR par la compagnie pétrolière X-OIL.

Quant à la consommation intérieure des produits pétroliers, elle s'est accrue de 5,2 %, en se situant à 527.719 m^3 en 1998 contre 501.690 m^3 une année auparavant. Cet accroissement s'explique notamment par la reprise de l'activité économique à la suite de la stabilité économique observée au premier semestre.

VI. TRANSPORTS

Le secteur des transports, en dépit des difficultés conjoncturelles qui l'ont marqué, a connu une évolution à la hausse au cours de l'exercice 1998. En effet, la baisse de l'activité des principaux organismes de transport observée en 1997 s'est estompée en 1998. De même, le volume des marchandises manutentionnées dans les principaux ports s'est accru durant cette même période.

1. Evolution de l'activité de principaux organismes de transport

Exprimé en tonnes/km, le volume des marchandises transportées s'est accru de 18,2 %, passant de 527,8 tonnes/km en 1997 à 624 tonnes/km en 1998.

S'agissant de l'ONATRA, le trafic des marchandises réalisé par cette société a connu une progression de 7,1 % . En effet, situé à 202,4 millions de tonnes/km une année auparavant, il est évalué à 216,8 millions de tonnes/km en 1998. Ce niveau d'activité a été atteint en dépit des difficultés auxquelles l'office a eu à faire face telles que l'arrêt des activités portuaires et ferroviaires suite à l'occupation militaire des ports de Matadi, Boma et Banana et l'insuffisance du matériel d'exploitation.

En revanche, le transport des voyageurs a accusé durant cette période un fléchissement de 13,3 %, enregistrant 95,1 millions de voyageurs/km au terme de l'année 1998 contre 109,7 millions à fin 1997. Cette contre-performance résulte de l'arrêt des activités ferroviaires et fluviales de l'Office pendant l'occupation de la Province Orientale, du Bas-Congo et de l'Equateur ainsi que du faible taux de disponibilité du matériel d'exploitation.

L'activité de transport des marchandises de la SNCC s'est améliorée de 27,9 % en dépit de la baisse de la demande de transport par la Gécamines et de la perte de contrôle des prestations des réseaux Est et Nord-Est du fait de la guerre. En effet, de 315,5 millions de tonnes/km transportées en 1997, la SNCC a réalisé 403,5 millions en 1998 grâce à un marketing dynamique et à l'application d'une politique tarifaire souple. Celle-ci a consisté en la réduction des tarifs en fonction du volume du cargo remis au transport ainsi qu'en la mise en place d'un tarif préférentiel pour les produits vivriers en wagon complet et pour le ciment. Par contre, nonobstant l'organisation d'un train semi direct desservant hebdomadairement la ligne Lubumbashi - Muene-Ditu et la reprise du trafic urbain à Lubumbashi, le nombre de voyageurs/km est tombé à 143 millions au cours de la même période contre 161,1 millions antérieurement, soit une baisse de 11,2 %. Celle-ci est imputable essentiellement à la perte de contrôle des réseaux Est et Nord - Est à cause de la guerre.

2. Evolution de l'activité de manutention dans les principaux ports

En raison de la guerre, les données relatives aux ports de Kalemie et de Kalundu actuellement occupés ne sont pas disponibles. L'analyse de l'activité de manutention pour l'exercice sous revue porte donc uniquement sur les ports de l'ONATRA situés à Kinshasa, Matadi et Boma.

Au terme de la période sous examen, le volume global des marchandises manutentionnées s'est légèrement accru, passant de 1.381,9 milliers de tonnes en 1997 à 1.396,4 milliers en 1998.

Au port de Matadi, le volume réalisé a totalisé 980,8 milliers de tonnes contre 969,4 milliers antérieurement, soit une légère hausse de 1,2 %. Celle-ci est principalement liée au bon comportement du trafic à l'exportation.

Par ailleurs, le volume des marchandises manutentionnées au port public de Kinshasa a été évalué à 374,5 milliers de tonnes en 1998 contre 354,0 milliers l'année précédente, accusant une augmentation de 5,8 %. Cette évolution est attribuable à l'amélioration des prestations sur la voie ferroviaire (+ 8,2 %).

Quant au port de Boma, ses activités ont régressé de 3,4 %, passant de 41,1 milliers de tonnes manutentionnées en 1997 à 39,7 milliers à fin 1998 en raison de la baisse des exportations.

CHAPITRE III

LES INVESTISSEMENTS

L'année 1998 a été marquée par une baisse des investissements tant publics que privés. Il sied de noter, en ce qui concerne les investissements privés, qu'il s'agit plutôt des intentions que des réalisations.

I. INVESTISSEMENTS PUBLICS

En 1998, les investissements publics du cadre budgétaire ont été évalués à 8,5 millions de FC contre l'équivalent de 38 ,7 millions en 1997, soit 21,3 millions de DTS contre 3,7 millions de DTS en 1998, traduisant une baisse de 82,6 %. Cette situation s'explique par le fait que l'essentiel des ressources publiques a été affecté aux dépenses de fonctionnement. Les investissements publics directs ont consisté en l'acquisition des biens d'équipement pour l'Etat.

L'examen des investissements directs de l'Etat par secteur révèle que les dépenses liées à l'infrastructure économique ont absorbé 86,7 % du total contre 13,3 % pour les infrastructures sociales.

II. INVESTISSEMENTS PRIVES

2.1. Investissements agréés dans le cadre du Code des investissements.

La baisse du nombre des projets agréés par la commission des investissements en 1997 s'est poursuivie en 1998.

En effet, au terme de l'année sous analyse, la Commission des Investissements a agréé 8 projets évalués à 138,6 millions de USD contre 9 projets en 1997 pour un montant de 154,7 millions de USD, soit une diminution de 10,4 %. Il s'agit de trois projets de création pour un coût de 59,7 millions de USD et de cinq projets d'extension pour une valeur de 78,9 millions de USD.

La répartition sectorielle de la valeur globale des investissements prévus indique une prépondérance des secteurs des services et de l'industrie extractive qui ont bénéficié respectivement de 46,0 % et de 34,0 % du total.

Concernant la répartition géographique, la ville de Kinshasa et la province du Bas-Congo ont bénéficié de 2 projets chacune. Les projets de Kinshasa concernent le secteur des services et ceux du Bas-Congo se rapportent au secteur manufacturier et au secteur des services. La province du Katanga et celle du Nord-Kivu ont suivi avec un projet chacune, respectivement dans le secteur de l'industrie extractive et dans celui de l'énergie.

Ces différents projets devraient permettre de créer 1.293 emplois dont 1.268 pour les nationaux et 25 pour les expatriés.

Tableau I.2a. : Répartition par province des projets agréés

PROVINCES	1997		1998	
	Nombre	Valeur en millions de $ US	Nombre	Valeur en millions de $ US
Kinshasa	7	31,6	3	28,6
Bandundu	-	-	-	-
Bas-Congo	-	-	2	18,6
Equateur	-	-	-	-
Orientale	-	-	-	-
Kasaï-Occidental	1	12,8	-	-
Kasaï-Oriental	-	-	-	-
Maniema	-	-	-	-
Nord-Kivu	-	-	1	8,7
Sud-Kivu	-	-	-	-
Katanga	-	-	1	47,5
Inter Province	1	110,3	1	35,2
TOTAL	9	154,7	8	138,6

2.2. Interventions de la SOFIDE

Comparativement à l'année 1997 où il a été observé de simples reconductions des crédits accordés en 1996, les engagements de la SOFIDE se sont évalués à 134.000 USD en 1998 contre 40.000 USD une année auparavant.

Ces interventions ont servi à financer trois projets dans le cadre de la réhabilitation de l'outil de production des petites et moyennes entreprises localisées à Kinshasa et dans la province du Bas-Congo.

Il y a lieu de relever que les ressources d'interventions de la SOFIDE au cours de l'année 1998 proviennent notamment d'une ligne de crédit obtenue auprès de l'organisme allemand Deutsche Entwicklungs Gesellschaflt (D.E.G.).

CHAPITRE IV

LES PRIX, LES SALAIRES ET L'EMPLOI

I. PRIX INTERIEURS

L'année 1998 a été caractérisée par une reprise de l'inflation par rapport à l'année précédente. En effet, le taux d'inflation qui était de 13,7 % en 1997 est passé à 134,8 %.

Ce taux d'inflation annuel masque deux périodes distinctes : le premier semestre est caractérisé par une stabilité relative des prix intérieurs et le second est marqué par une hausse rapide de ces prix. Cette évolution a été observée notamment à Kinshasa et Lubumbashi qui constituent les principaux pôles économiques du pays.

1. Evolution des prix à Kinshasa

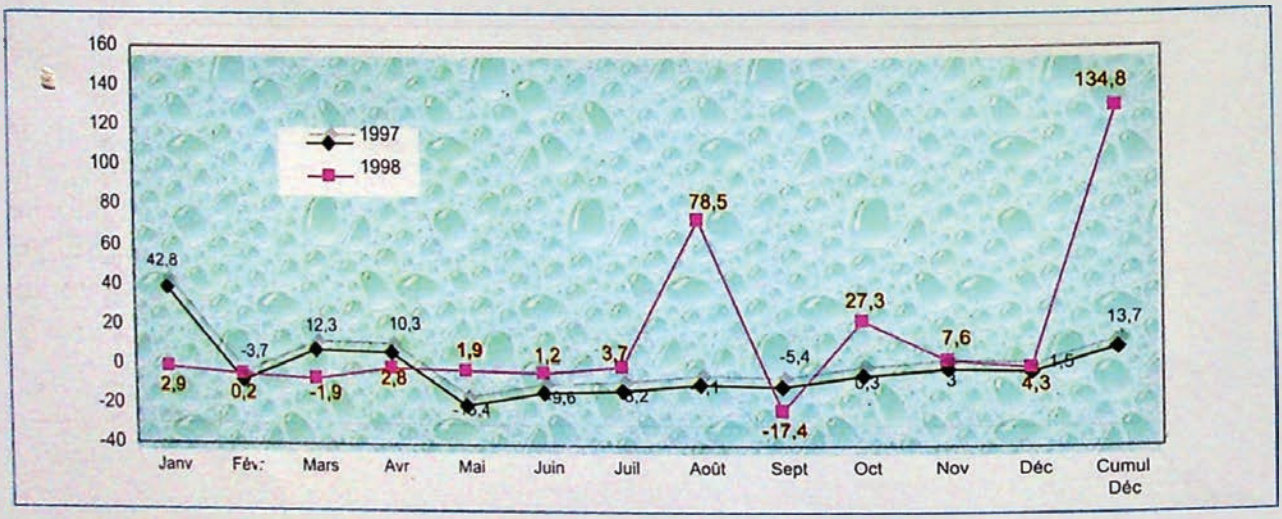
Comme l'indique le tableau suivant, les prix sont restés relativement stables au cours du premier semestre 1998. Le taux d'inflation cumulé à fin juin s'est situé à 7,3 % contre 30,6 % au cours de la période correspondante de 1997. Cette stabilité relative des prix intérieurs tient à l'application par le gouvernement et la Banque Centrale des politiques budgétaire et monétaire rigoureuses amorcées depuis mai 1997.

Tableau I.2b. : Variation en pourcentage des indices des prix à la consommation à Kinshasa (Indice BCC)

Mois / Année	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul Déc.
1997	42,8	-3,7	12,3	10,3	-15,4	-9,6	-8,2	-4,1	-5,4	0,3	3,0	1,5	13,7
1998	2,9	0,2	-1,9	2,8	1,9	1,2	3,7	78,5	-17,4	27,3	7,6	4,3	134,8

Le second semestre a enregistré un taux d'inflation de 118,4 %, soit seize fois le niveau de l'inflation du semestre précédent. De manière générale, cette situation procède du dérapage des finances publiques consécutif au financement des dépenses liées à la guerre.

Graphique 2 : Evolution des prix à Kinshasa



L'examen des différents postes de l'indice général des prix indique que l'accroissement du rythme de formation des prix sur le marché de Kinshasa au second semestre a été plus important au niveau des rubriques " Alimentation " et " Habillement " qui ont connu des hausses respectives de 150,0 % et 195,1 %. Outre le principal facteur évoqué ci-haut, cette évolution s'explique par la diminution de l'offre des biens liée aux difficultés d'approvisionnement de la ville de Kinshasa suite à l'occupation des ports de Matadi et Boma et à la dégradation persistante de la route Matadi-Kinshasa.

Il sied de relever que le mois d'août a connu un taux d'inflation record de 78,5 % et qu'un taux négatif 17,4 % a été observé en septembre. La surchauffe du mois d'août tient particulièrement à la rareté de l'offre des biens, aux anticipations engendrées par la guerre et à l'interruption de la fourniture de l'énergie électrique à partir du barrage d'Inga. La déflation du mois suivant s'explique essentiellement

par la reprise de l'approvisionnement de la ville de Kinshasa en denrées alimentaires de première nécessité à la suite de la réouverture de la route nationale n° 1 et du port de Matadi fermés en août lors de l'agression du Bas - Congo.

2. Evolution des prix à Lubumbashi

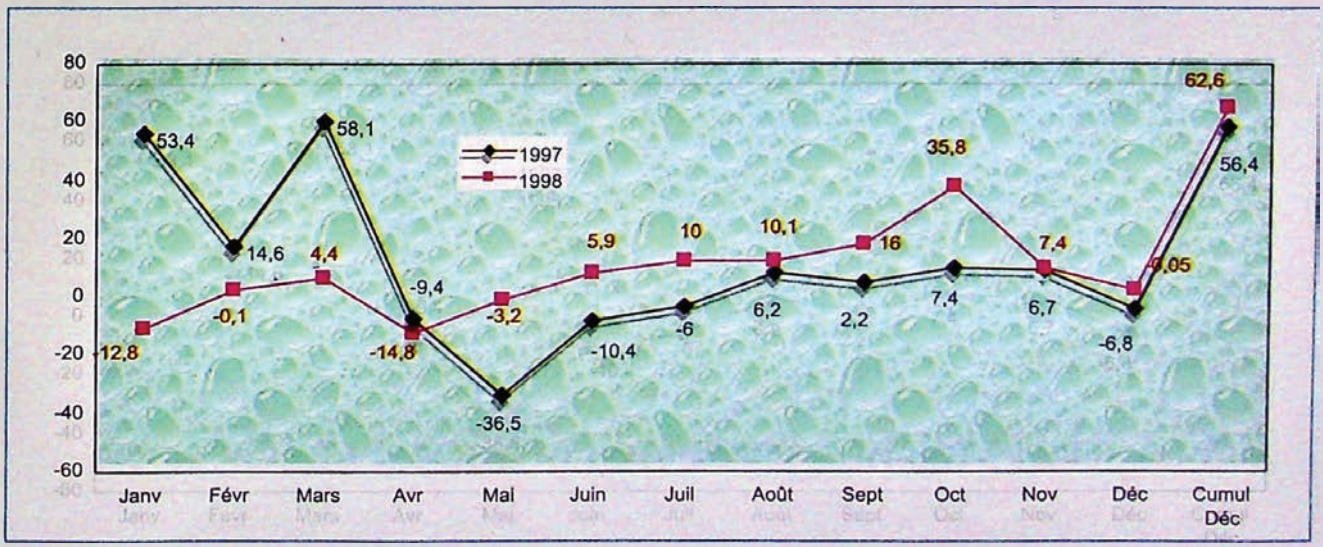
L'indice officiel des prix à la consommation des ménages à Lubumbashi publié par l'Institut National de la Statistique s'est situé à 227.078,5 points à fin décembre 1998 contre 139.613,9 points à fin décembre 1997, soit un taux d'inflation de 62,6 % contre 56,4 % une année plus tôt.

Tableau I.2c. : Variation en pourcentage des indices des prix à la consommation à Lubumbashi (Indice INS)

Mois / Année	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul Déc.
1997	53,4	14,6	58,1	9,4	-36,5	-10,4	-6,0	6,2	2,2	7,4	6,7	-6,8	56,1
1998	-12,8	0,1	4,4	-14,8	-3,2	5,9	10,0	10,1	16,0	35,8	7,4	-0,05	62,7

Comme à Kinshasa, la formation des prix observée à Lubumbashi au cours de l'année 1998 est marquée par deux séquences. Le premier semestre a enregistré une déflation de 20 % liée essentiellement à la baisse de la circulation fiduciaire due au retrait des billets de 500.000 NZ et 1.000.000 NZ décidé par la Banque Centrale en décembre 1997 en vue d'harmoniser l'éventail fiduciaire. Il y a lieu de noter que ces billets ne circulaient que dans la province du Katanga.

Graphique 3 : Evolution des prix à Lubumbashi



Le second semestre a enregistré une hausse des prix intérieurs de 104,8 %. Le taux d'inflation le plus élevé, soit 35,8 %, a été observé au mois d'octobre à la suite de la dépréciation accélérée du franc congolais par rapport au dollar américain observée particulièrement sur le marché des changes local.

II. SALAIRES

En termes réels, l'année 1998 a été marquée par une dégradation de la situation globale des rémunérations des fonctionnaires et agents de l'Administration Publique, traduisant une perte de pouvoir d'achat des employés évaluée à 100 % en raison de la résurgence de l'inflation observée au cours de la période sous analyse.

Dans le secteur privé, malgré l'augmentation de l'indice de salaire nominal enregistrée en 1998, l'indice de salaire réel est resté stationnaire. L'indice de salaire nominal dans ce secteur s'est accru de 345,5 % contre – 99,8 % en 1997 à la suite de l'amélioration des salaires.

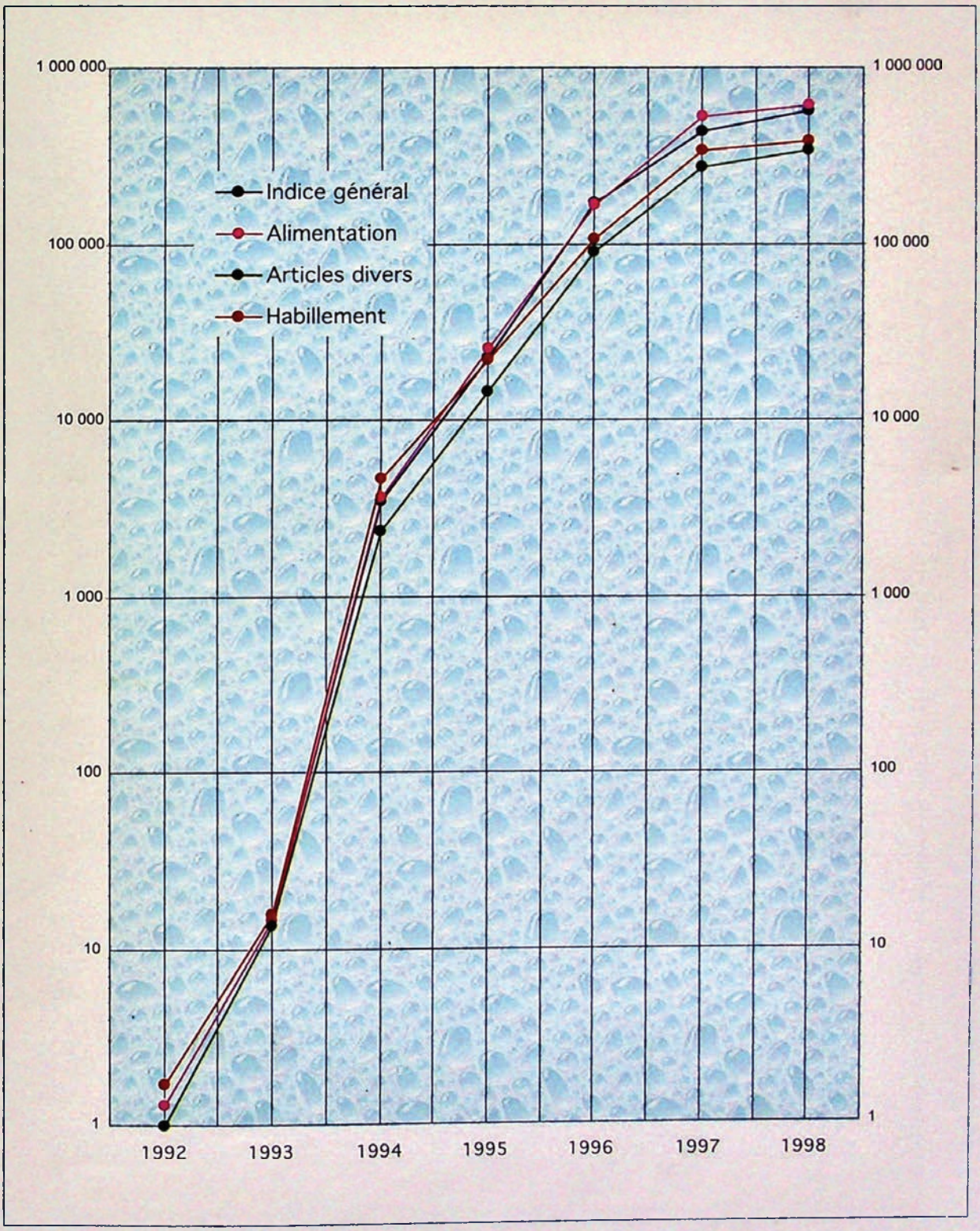
III. EMPLOI

L'analyse de l'emploi porte sur les fonctionnaires et agents de l'Administration Publique et sur les employés du secteur privé affiliés à l'Institut National de la Sécurité Sociale.

L'effectif global du personnel dans l'Administration Publique est passé de 428,5 milliers d'unités en 1997 à 438,2 milliers en 1998, soit un accroissement de 2,3 %, consécutif à l'augmentation du personnel sous-statut et des enseignants.

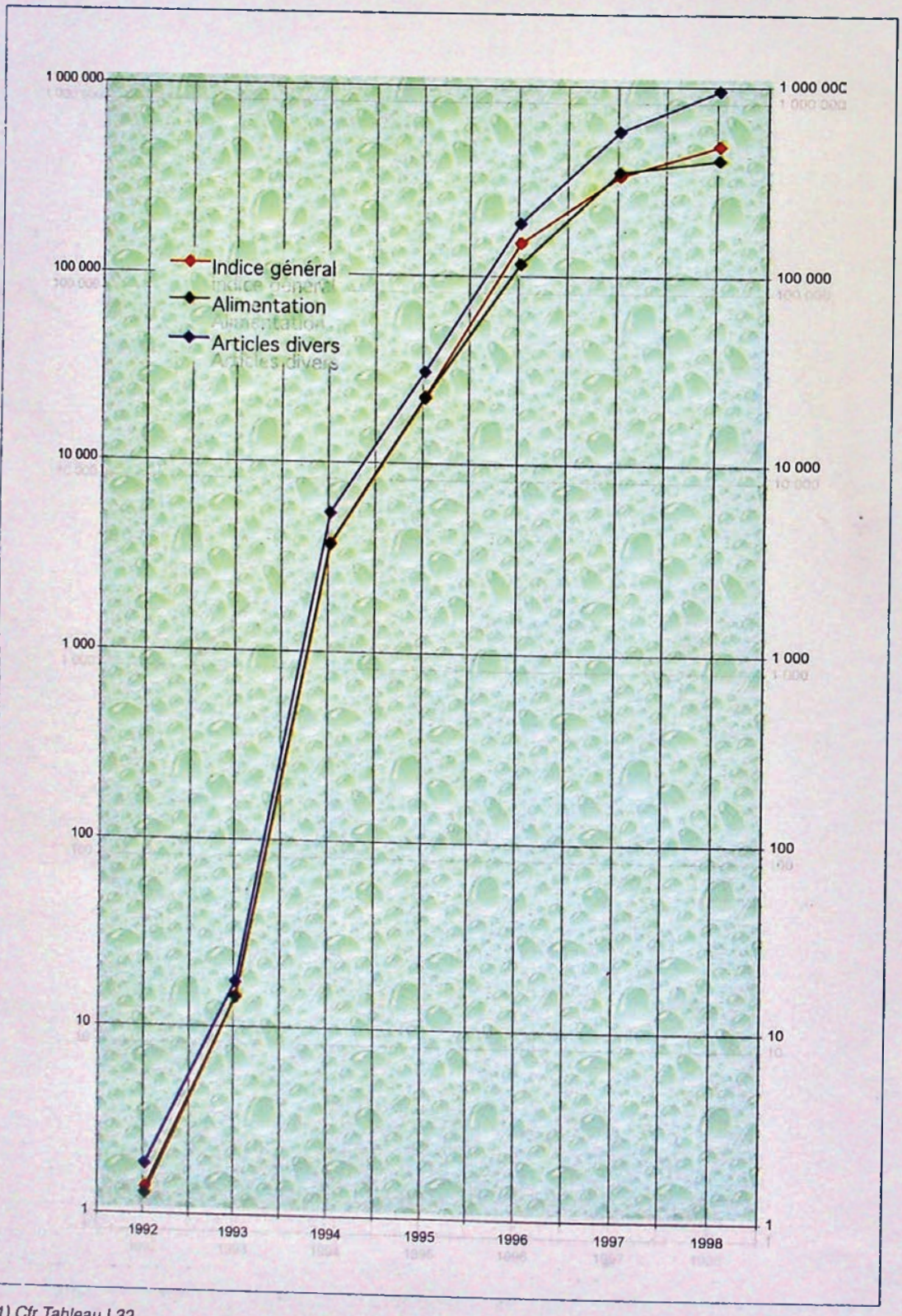
Par contre, dans le secteur privé, il a été observé une baisse de l'effectif global des travailleurs qui est passé de 562,3 milliers d'unités en 1997 à 410,3 milliers en 1998, soit un recul de 27,1 %. La réduction du nombre d'entreprises dans un environnement socio-économique défavorable est à la base de cette évolution.

Graphique 4 : Evolution des prix à la consommation des ménages à Kinshasa (1)
(Décembre 1993 = 100)



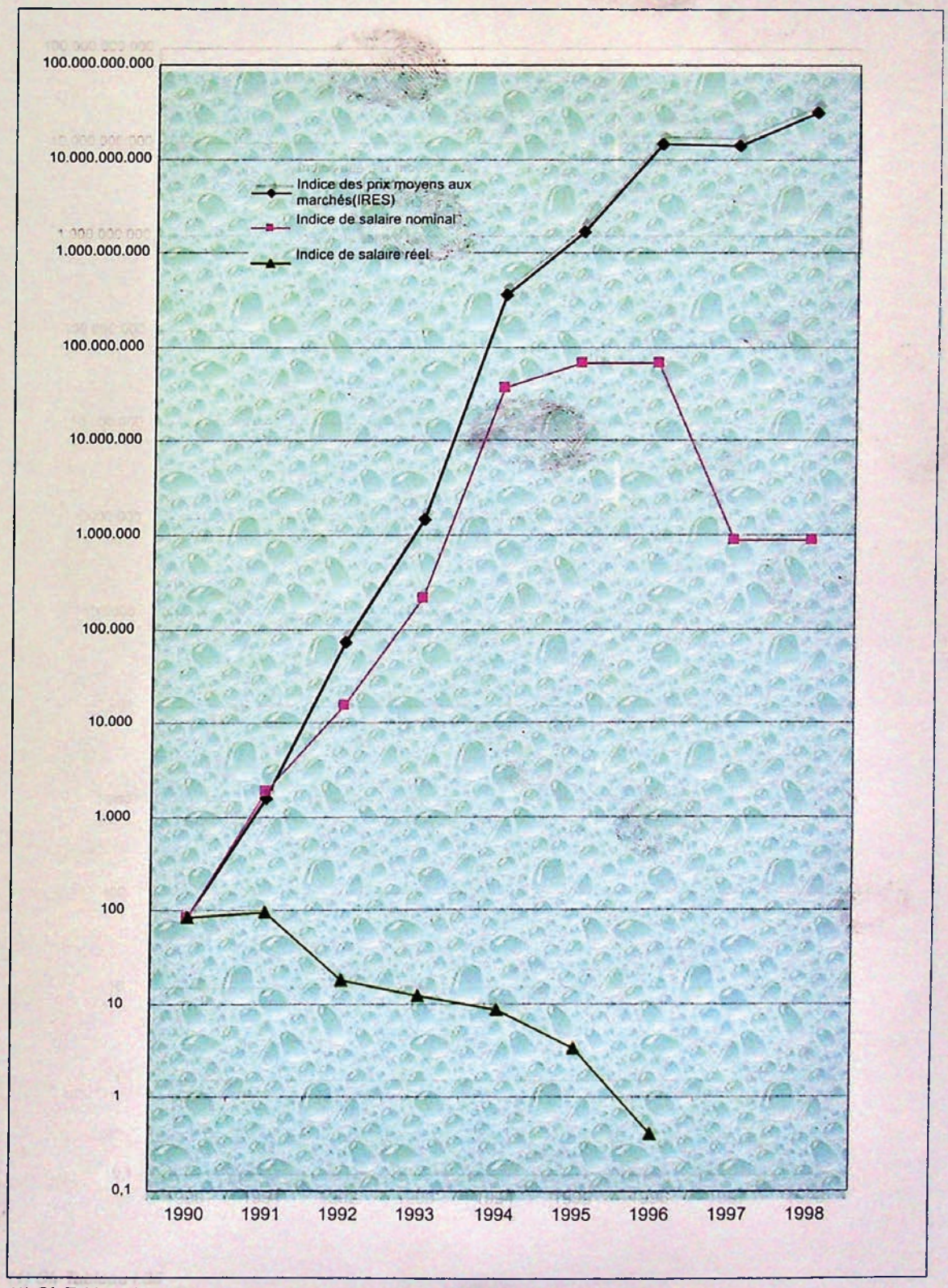
(1) Cfr Tableau I.32

Graphique 5 : Evolution des prix de détail à la consommation des ménages à Kinshasa (1)
(Décembre 1993 = 100)



(1) Cfr Tableau I.32

Graphique 6 : Salaire minimun légal, indice des prix sur les marchés à Kinshasa et revenus réels (1)
(Décembre 1990 = 100)



(1) Cfr Tableau I.35

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I

Tableau I.3. Produit intérieur brut (1)

Périodes	Estimations au prix de 1987			Estimations à prix courants (²)			Indice de prix du PIB (1987 = 100)
	En milliards de ZRZ	Indices (1987=100)	Variation annuelle en %	En milliards de ZRZ	Indices (1987 - 100)	Variation annuelle en %	
1980	730,9	84,9	-	40,3	4,7	-	5,5
1981	748,1	86,9	2,4	54,9	6,4	36,2	7,3
1982	744,7	86,5	-0,5	78,5	9,1	43,0	10,5
1983	755,2	87,7	1,4	141,8	16,5	80,6	18,8
1984	797,1	92,6	5,5	283,8	33,0	100,1	35,6
1985	800,8	97,4	5,2	358,8	41,7	26,4	44,8
1986	838,6	97,5	0,1	482,6	56,1	92,5	57,5
1987	861,0	100,0	2,5	861,0	100,0	107,6	100,0
1988	865,9	100,6	0,6	1.657,3	192,5	92,5	191,4
1989	854,1	99,2	-1,4	3.440,6	399,6	107,6	402,8
1990	798,0	92,7	-6,6	6.717,1	780,2	95,2	841,7
1991	730,8	84,9	-8,4	141.624,2	16.448,8	2.008,4	19.379,3
1992	654,3	76,0	-10,5	5.296.370,3	615.141,7	3.639,7	809.471,2
1993	565,8	66,0	-13,5	80.771.558,0	9.381.133,3	1.425,0	14.275.637,7
1994	543,9	63,0	-3,9	6.934.164,6	2.416.085.226,5	25.654,7	3.824.690.899,1
1995	547,7	63,6	0,7	39.642.097,3	13.672.351.777,0	465,9	21.493.326.413,6
1996	541,8	63,0	-1,8	289.625.465,0	99.807.750.452,9	630,0	158.609.215.836,0
1997	512,4 r	59,5	-5,4	780.381.686,6	271.909.995.331,0	172,4	456.991.588.791,6
1998	503,5	58,5	-1,7	998.982.993,7	348.077.698.153,3	28,0	595.223.233.584,9

'Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Cfr. Tableaux I.5 et I.6.

(2) En milliards de nouveaux zaires à partir de 1994.

Tableau I.4 Produit national brut et revenu national
(en milliards de ZRZ à prix courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993 (1)	1994	1995	1996	1997	1998
Produit Intérieur brut	**861,0**	**1.657,3**	**3.440,6**	**6.717,1**	**141.624,2**	**5.296.370,3**	**26.923,0**	**6.934.164,6**	**39.642.097,3**	**289.625.465,0**	**780.381.686,6**	**998.982.993,7**
Revenu des facteurs du reste du Monde	8,0	10,3	28,6	19,9	412,9	7.372,5	15,1	4.656,4	147.726,4	349.206,2	380.466,9	482.249,7
Revenu des facteurs au reste du Monde	-40,2	-59,9	-142,1	-188,4	-1.939,9	-6.824,6	-52,8	-57.309,6	-5.785.744,3	-40.056.865,8	-36.361.764,3	-40.508.978,7
Produit National Brut	**828,8**	**1.607,7**	**3.327,1**	**6.548,6**	**140.097,2**	**5.296.918,2**	**26.886,2**	**6.904.172,1**	**34.004.079,4**	**249.917.805,4**	**744.400.389,2**	**958.956.264,7**
Consommation de capital fixe	-25,8	-49,7	-103,2	-196,5	-4.202,9	-158.907,5	-54,7	-208.704,8	-1.189.262,9	-8.688.764,0	-23.411.450,6	-29.369.489,8
Revenu National	**803,0**	**1.558,0**	**3.223,9**	**6.352,1**	**135.894,3**	**5.138.010,7**	**26.831,5**	**6.695.467,3**	**32.814.816,5**	**241.229.041,5**	**720.988.938,6**	**928.986.774,9**
Transferts courants du reste du Monde	18,3	33,3	79,0	166,1	1.838,8	65.560,6	13,1	118.081,7	4.038.564,0	12.542.324,1	40.510.665,2	38.908.786,3
Transferts courants au reste du Monde	-9,2	-21,2	-122,8	-12,1	-178,5	-98.184,4	-3,5	-113.902,8	-3.542.245,7	-8.351.849,2	-18.516.055,4	-33.428.675,6
Revenu National Disponible	812,1	1.570,1	3.180,1	6.506,1	137.554,6	5.105.386,9	26.841,1	6.699.642,2	33.311.134,8	245.419.516,4	742.983.548,4	934.466.885,6
Consommation finale	**-763,7**	**-1.456,7**	**-2.926,2**	**-5.573,9**	**-131.911,0**	**-4.794.582,8**	**-24.690,1**	**-4.835.988,1**	**-34.386.406,0**	**-180.681.718,5**	**-701.997.553,7**	**-938.579.078,3**
Epargne nette	**48,4**	**113,4**	**253,9**	**932,2**	**5.643,6**	**310.804,1**	**2.151,1**	**1.840.997,4**	**-1.075.271,2**	**64.737.797,9**	**40.985.994,7**	**-4.112.192,9**

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N
(1) En millions de nouveaux zaïres à partir de cette année

Tableau I.5 : Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut
(valeurs ajoutées en milliards de ZRN à prix courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 (3)	1995	1996	1997	1998
1. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET PECHE	249,7	480,3	957,2	2 025,2	58 541,5	2.596.279,0	13.814,4	4.587.546,7	22.505.300,0	96.336.452,1	384.382.135,7	464.526.971,0
2. INDUSTRIES	237,4	485,9	1 057,6	1 896,1	24 685,1	866.016,0	4.408,9	997.517,1	7.828.733,2	93.708.747,8	160.366.284,5	204.279.376,5
1. Industries extractives	105,8	212,8	507,1	806,9	8 614,9	243.349,9	1.704,0	277.938,9	3.866.780,7	23.057.676,3	46.837.231,7	69.399.734,1
2. Industries manufacturières	80,8	182,4	346,2	739,3	10.394,9	260.688,4	1.841,3	300.345,2	1.598.675,9	25.603.152,0	46.515.633,0	59.367.204,0
3. Electricité, gaz et eau	8,8	19,0	47,6	72,6	2.222,3	228.979,0	597,7	146.342,4	867.335,5	16.912.019,0	37.841.907,0	43.533.148,0
4. Bâtiments et Travaux Publics	42,1	71,7	156,7	277,3	3.453,0	132.998,7	265,9	272.890,6	1.495.941,1	28.135.900,5	29.171.512,8	31.979.290,4
3. SERVICES	352,8	643,5	1.334,4	2.058,3	55.173,9	1.795.880,9	10.064,0	1.476.706,8	8.666.127,0	93.909.213,9	225.039.442,4	309.514.517,6
1. Commerce de gros et de détail(1)	198,1	386,8	739,8	1.583,1	32.482,4	1.214.741,4	5.691,6	876.197,0	5.945.590,3	57.731.867,0	143.405.957,6	179.612.518,7
2. Transp.et Communication	31,8	65,9	211,3	222,7	4.353,6	204.936,5	944,5	216.317,0	1.476.759,1	9.728.781,0	22.136.636,5	28.058.312,9
3. Services marchands(2)	76,3	135,4	261,3	619,2	13.512,1	451.375,2	1.722,6	187.526,2	1.272.307,6	22.661.651,0	56.295.828,0	71.496.162,3
- dont services financiers	9,8	18,8	33,8	60,8	1.019,1	145.195,0	787,5	22.660,7	153.745,9	1.550.244,2	18.122.322,3	4.531.923,0
4. Services non marchands	52,8	67,2	145,0	242,3	9.007,3	119.876,9	914,7	97.316,6	724.065,0	5.375.510,5	17.701.136,7	35.935.876,4
5. Production imputée des services bancaires (-)	-6,2	-11,8	-23,0	-48,2	-2 021,0	-195.049,0	790,6	99.350,0	-752.595,0	-1.588.595,6	-14.500.116,4	-5.588.352,7
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts de facteurs	839,9	1.609,7	3.349,2	6.540,4	140.561,1	5.258.175,9	26.706,1	6.863.070,6	39.402.607,8	287.131.605,0	769.787.862,6	978.320.865,1
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	21,1	47,7	91,4	176,7	1.063,1	38.194,4	217,8	71.094,0	239.489,4	2.493.860,0	10.593.824,0	20.662.128,6
Produit Intérieur brut au prix du marché	861,0	1.657,3	3.440,6	6.717,1	141.624,2	5.296.370,3	26.923,9	6.934 164,6	39.642.097,2	2.289.625.465,0	780.381.686,6	998.982.993,7

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

1. Non compris les hôtels et restaurants

2. Y compris les hôtels et restaurants

3. En millions de nouveaux zaïres à partir de cette année

Tableau I.6 : Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut
(valeurs ajoutées en milliards de ZRN de 1987)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
1. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET PECHE	249,7	257	264,2	271,1	278,7	287,4	292,8	290,4	283,8	275,8	268,1	264,4
2. INDUSTRIES	237,5	232,9	222,7	180,6	144,7	101,4	85,4	84,9	94,1	100,3	80,3	81,7
1. Industries extractives	105,8	97,9	94,4	80,2	61,9	39,4	31,4	32,0	34,0	35,1	30,1	33,1
2. Industries manufacturières	80,8	79,0	75,8	64,7	50,8	36,8	32,3	29,9	32,8	31,7	24,8	23,0
3. Electricité, gaz et eau	8,8	9,0	9,4	9,7	10,3	11,1	9,2	8,9	9,5	11,3	10,0	9,5
4. Bâtiments et Travaux Publics	42,1	47,0	43,1	26,0	21,7	14,1	12,5	14,1	17,8	22,2	15,4	16,1
3. SERVICES	352,8	348,1	339	327,1	293,9	258,6	182,7	163,8	162,7	158,9	157,3	148,9
1. Commerce de gros et de détail (1)	198,1	196,5	184,4	179,7	158,1	142,7	102,1	99,8	99,2	99,0	97,0	90,8
2. Transports et Communication	31,8	33,9	34,8	25,2	21,2	24,1	17,9	17,4	17,3	16,7	16,0	14,0
3. Services marchands (2)	76,3	70,6	72,8	71,3	68,7	50,7	39,9	39,4	39,2	39,0	38,5	35,7
- dont services financiers	9,8	9,8	9,7	9,8	9,3	7,1	4,8	4,7	4,7	1,8	13,5	2,2
4. Services non marchands	52,8	53,3	53,2	57,1	52,1	47,3	29,0	13,4	13,2	6,2	12,0	14,6
5. Production imputée des services bancaires (-)	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-2,0	-6,2	-6,2
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	839,9	838,1	825,9	778,7	717,3	647,4	560,9	539,1	545,5	535,0	505,7	495,0
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	21,1	27,8	28,2	19,3	13,5	6,9	4,9	4,8	7,1	6,8	6,7	8,5
Produit intérieur brut au prix du marché	861	865,9	854,1	798	730,8	654,3	565,8	543,9	547,7	541,8	512,4	503,5

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(1) Non compris les hôtels et restaurants
(2) Y compris les hôtels et restaurants

Tableau I.7 : Utilisation du produit intérieur brut
(en milliards de ZRN à prix courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994(1)	1995	1996	1997	1998
1. CONSOMMATION DES MENAGES	678,3	1.245,60	2.579,70	4.800,70	113.064,50	3.643.180,20	64.305.304,40	4.532.662,10	32.092.875,30	200.888.667,40	640.565.895,50	836.823.663,6
2. CONSOMMATION PUBLIQUE	85,5	211,1	346,5	773,2	18.846,50	1.151.402,60	12.462.185,60	303.326,00	1.947.947,40	17.888.659,30	61.431.658,20	101.755.414,9
3. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (2)	119,5	243,1	457,9	862,8	8.632,90	376.451,30	1.817.932,90	522.256,40	3.826.968,90	45.016.728,80	66.607.776,80	73.099.382,2
4. VARIATION DES STOCKS	2,4	-4,0	34,2	-254,9	-736,2	-10.998,00	-30,0	2.054,50	-111.066,10	2.187.237,00	0,0	0,0
5. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	-24,6	-38,5	-22,3	-25,5	-344,1	-114.338,30	2.186.165,10	1.573.865,60	1.885.371,70	23.644.172,50	11.776.356,10	-12.695.467,0
PRODUIT INTERIEUR BRUT	861,1	1.657,30	3.440,60	r 6.156,30	r 139.463,60	r 5.045.697,80	80.771.558,00	6.934.164,6	39.642.097,20	289.625.465,00	780.381.686,60	998.982.993,7

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(1) En millions de ZRN à partir de cette année
(2) Cfr. tableau I.11

Tableau I.8 : Utilisation du produit intérieur brut
(en milliards de ZRN de 1987)

SECTEURS	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
1. CONSOMMATION DES MENAGES	678,3	694,4	701,9	749,2	540,8	502,8	437,4	456,7	464,1	460,3	449,2	428,6
2. CONSOMMATION PUBLIQUE	85,5	107,4	89,5	83,3	54,9	129,3	89,1	28,3	21,8	30,8	40,3	51,3
3. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (1)	119,5	127,4	118,7	86,1	63,1	43,5	30,4	30,7	39,9	54,2	33,6	38,8
4. VARIATION DES STOCKS	2,4	-7,8	13,4	-49,5	-29,0	-0,5	-4,5	1,6	-0,6	1,9	0,0	0,0
5. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	-24,8	-55,5	-69,4	-2,0	146,5	-20,7	13,4	26,6	22,8	15,1	-10,7	-15,2
PRODUIT INTERIEUR BRUT	861,0	865,9	854,1	r 867,1	r 776,3	r 654,4	565,8	543,9	r 548,0	r 562,3	512,4	503,5

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(1) Cfr tableau I.12

Tableau I.9 Compte des opérations courantes de l'Etat
(En milliards de ZRN à prix courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
EMPLOIS:											
Consommation publique	85,4	211,1	345,7	773,2	18.846,5	1.151.402,6	12.462.185,6	303.326,0	1.967.723,0	17.888.659,3	66.940.059,7
Frais du personnel	40,7	50,0	110,5	244,8	8.976,5	119.896,9	2.743.993,6	97.916,0	734.711,0	4.752.545,1	16.872.402,3
Consommation de biens et services	44,7	161,1	235,2	528,4	9.870,0	1.031.505,7	9.718.192,0	205.409,0	1.233.012,0	13.136.114,2	50.067.657,4
Transferts courants	47,5	123,2	136,3	134,6	1.952,3	76.581,6	771.576,3	678.573,5	2.675.201,4	1.856.192,4	5.499.628,1
Subventions d'exploitation aux Entreprises	0,2	1,1	3,5	10,5	221,4	16.121,8	65.312,2	17.340,0	29.280,0	113.762,0	251.226,0
Transferts aux ménages	22,9	81,8	41,4	14,0	296,7	27.855,3	326.656,1	855,0	320,8	30.791,4	31.889,0
Transferts à l'extérieur	1,9	5,3	15,9	27,1	845,3	637,1	356.086,5	5.952,0	2.625.066,6	1.009.770,0	0,0
Intérêts de la dette publique	22,5	35,0	75,5	83,0	588,9	31.967,4	23.521,5	23.521,5	20.534,0	701.869,0	...
Autres transferts (OGEDEP)	-	-	-	-	-	-	-	630.905,0	-	-	5.216.513,1
Prestations de la Sécurité Sociale	0,1	0,2	0,3	10,2	102,6	1.054,8	0	1.379,2	2.380,7	46.304,9	68.177,0
Epargne de l'Etat	-22,3	-123,8	-10,0	-181,9	-13.246,3	-1.062.817,7	8.395.664,5	-116.155,0	-1.391.508,5	-2.773.680,3	-20.544.896,1
TOTAL	110,7	210,7	472,3	736,1	7.655,1	166.221,3	4.838.097,4	867.123,7	3.253.796,6	17.017.476,3	51.962.968,7
RESSOURCES:											
Recettes ordinaires	97,3	189,1	411,2	680,6	6.279,4	166.178,1	4.310.002,0	833.079,1	3.237.800,3	16.317.709,6	46.327.752,7
Cessions de biens et services(2)	6,0	6,6	17,4	30,9	573,3	8.178,0	831.064,0	13.137,0	53.751,5	1.448.364,4	11.744.864,7
Impôts directs	31,1	48,0	122,0	136,7	660,6	31.298,7	131.400,1	34.130,0	447.600,0	10.175.276,0	10.068.606,0
Impôts indirects	44,2	106,5	235,7	486,4	4.709,9	113.492,5	2.971.935,0	150.146,4	1.367.652,0	3.612.244,0	22.361.474,0
Intérêts et dividendes	0,5	2,4	6,0	8,6	88,1	5.716,3	39.553,4	4.759,8	37.397,0	91.827,0	1.015.662,0
Autres recettes ordinaires(3)	15,5	25,6	30,1	18,0	247,5	7.492,6	336.049,5	630.905,9	219.732,0	989.998,2	1.137.146,0
Transferts courants de l'extérieur	12,7	20,4	59,4	47,6	1.212,2	6,2	528.095,4	25.090,9	1.111.667,8	-	23.041.075,0
Cotisations à la Sécurité Sociale	0,7	1,2	1,7	7,9	163,5	37,0	0,0	8.953,7	15.996,3	699.766,7	2.576.146,0
TOTAL	110,7	210,7	472,3	736,1	7.655,1	166.221,3	4.838.097,4	867.123,7	3.253.796,6	17.017.476,3	51.962.968,7

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats de la C.E.S.C.N.
(1) En millions de ZRN à partir de 1994
(2) Recettes administratives, judiciaires et domaniales
(3) Il s'agit de recettes diverses

Tableau I.10 : Compte de capital et financier de l'Etat
(en milliards de ZRN à prix courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997
EMPLOIS:											
Formation brute de capital	20,8	61,7	74,9	98,3	1.232,60	135.041,3	994.312,3	49.781,9	93.548,1	1.069.227,4	13.171.821,6
Sur ressources intérieures	9,6	39,9	32,3	13,1	939,6	111.202,5	994.312,3	49.781,9	93.548,1	1.069.227,4	3.914.699,6
Sur ressources extérieures	11,2	21,8	42,6	85,2	293,0	23.838,8	-	-	-	-	9.257.122,0
Transferts de capital	14,5	32,2	58,5	140,1	1.763,50	7.978,4	97.441,4	25.150,7	25.421,0	-	-
Subventions d'équipement versées aux entreprises	13,5	30,4	54,3	139,8	1.752,50	504,6	65.312,2	18.927,7	-	-	-
Acquisition nette d'actifs incorporels	1,0	1,8	4,2	0,3	11,0	7.473,8	32.129,2	6.223,0	25.421,0	-	-
TOTAL	35,3	93,9	133,4	238,4	2.996,1	143.019,7	1.091.753,7	74.932,6	118.969,1	1.069.227,4	13.171.821,6
RESSOURCES:											
Epargne	-22,3	-123,8	-10,0	-181,9	-13.246,3	-1.062.817,6	8.395.664,5	-116.155,0	-1.391.508,5	r -2.773.680,4	-20.544.896,1
Transferts en capital reçus par l'Etat	11,2	21,8	42,6	85,1	293,1	-	-	-	411.295,9	-	9.257.122,0
Besoins de financement	46,4	195,9	100,8	335,2	15.949,3	1.205.837,3	-7.303.910,8	191.087,6	1.099.181,8	3.842.907,8	24.459.595,7
TOTAL	35,3	93,9	133,4	238,4	2.996,1	143.019,7	1.091.753,7	74.932,6	118.969,1	1.069.227,4	13.171.821,6

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(1) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau I.11 : Formation brute de capital fixe
(en milliards de ZRN à prix courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998
Par agent:												
Secteur privé	54,9	89,5	176,3	423,6	2.676,9	130.531,9	599.976,5	428.889,3	1.975.758,0	23.240.889,7	10.062.701,2	21.701.140,9
Secteur public	41,8	111,6	184,8	268,3	3.707,2	150.410,1	704.728,2	78.970,9	1.734.329,6	20.400.961,5	13.171.831,6	2.423.637,1
Entreprises publiques	21,0	49,9	109,9	148,5	2.051,6	343,1	280.489,7	29.189,1	1.640.781,5	19.300.552,9	-	-
Administrations publiques	20,8	61,7	74,9	119,8	1.655,6	144.067,0	424.238,5	49.781,8	93.548,1	1.100.408,6	13.171.831,6	2.423.637,1
Ménages	22,8	42,0	96,8	170,9	2.248,8	95.509,3	513.228,2	14.396,6	116.881,3	1.374.877,6	43.373.244,0	48.974.604,2
Total	119,5	243,1	457,9	862,8	8.632,9	376.451,3	1.817.932,9	522.256,8	3.826.968,9	45.016.728,8	66.607.776,8	73.099.382,2
Par type de biens d'investissement:												
Matériels d'équipement	42,9	89,4	152,4	255,7	1.541,2	127.717,9	531.592,3	98.142,0	1.431.069,7	15.354.752,5	14.246.813,6	16.002.851,7
Bâtiments et travaux publics	73,8	145,8	294,1	554,5	6.495,6	245.809,4	1.081.773,7	422.676,4	2.182.001,6	28.820.673,2	49.653.638,8	54.320.334,8
Projets administratifs	1,6	5,7	6,8	44,7	560,2	955,5	6.070,0	1.399,8	99.584,6	52.700,8	219.766,0	-
Cheptels	1,2	2,2	4,6	7,9	35,9	1.968,5	198.496,9	38,6	114.313,0	788.602,3	2.487.558,4	2.776.195,7
Total	119,5	243,1	457,9	862,8	8.632,9	376.451,3	1.817.932,9	522.256,8	3.826.968,9	45.016.728,8	66.607.776,8	73.099.382,2

(1) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau I.12 : Formation brute de capital fixe
(en milliards de ZRN de 1987)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Par agent:												
Secteur privé	54,9	47,4	46,0	37,2	27,2	15,7	7,4	20,6	29,3	27,9	8,1	12,8
Secteur public	41,8	58,2	47,8	25,4	21,9	16,0	12,2	7,2	9,0	10,6	2,5	1,4
Entreprises	21,0	26,1	28,5	9,1	7,4	0,7	3,3	3,8	7,5	9,9	0,0	0,0
Administrations	20,8	32,1	19,3	16,3	14,5	15,3	8,9	3,4	1,5	0,7	2,5	1,4
Ménages	22,8	21,8	24,9	23,5	14,0	11,8	10,8	2,9	1,6	15,7	22,9	24,6
Total	119,5	127,4	118,7	86,1	63,1	43,5	30,4	30,7	39,9	54,2	33,5	38,8
Par type de biens d'investissement:												
Matériels d'équipement	42,9	48,5	39,3	28,0	19,6	15,9	6,2	13,0	6,2	17,9	5,5	9,8
Bâtiments et travaux publics	73,8	75,7	r 75,6	52,0	40,8	26,1	22,7	14,1	30,7	34,7	26,3	27,4
Projets administratifs	1,6	1,9	2,5	4,8	1,3	0,1	0,1	2,1	1,4	0,1	0,1	0,0
Cheptels	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5	1,6	1,5	1,6	1,6
Total	119,5	127,4	r 118,7	86,1	63,1	43,5	30,4	30,7	39,9	54,2	33,5	38,8

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N

Tableau I.13 : Compte extérieur de l'économie
(en millions de ZRN courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 (2)	1995	1996	1997	1998
1. Exportations de biens et services	223.683,0	422.616,0	876.996,0	1.981,8	28.863,2	883.331,6	9.149.794,6	1.688.842,3	11.290.974,7	89.505.924,4	187.588.294,7	249.366.959,6
2. Importations de biens et services(1).	248.540,0	461.085,0	854.647,0	1.961,7	34.166,6	928.152,2	7.357.587,7	1.472.379,1	9.405.603,0	65.861.751,9	175.811.938,6	262.124.657,4
Solde sur biens et services	-24.857,0	-38.469,0	22.349,0	20,1	-5.303,4	-44.820,6	1.792.206,9	216.463,2	1.885.371,7	23.644.172,5	11.776.356,1	-12.757.697,8
3. Rémunération nette des salariés en provenance du Reste du Monde	-3.552,0	-11.169,0	-27.019,0	-6,4	-88,2	-2.927,1	-39.157,5	-8.477,0	-7.439,5	-203.703,6	-815.286,2	-284.965,8
4. Autres transferts courants nets en provenance du Reste du monde	9 111,0	12.139,0	-43.766,0	-6,2	389,3	-40.978,8	-774.113,0	4.178,8	-2.564.153,7	4.190.474,9	-21.994.609,8	-5.480.110,8
5. Revenu net de la propriété et de l'Entreprise en provenance du Reste du Monde	-28.685,0	-38.445,0	-86.512,0	-168,5	-3.327,0	-43.722,9	91.367,4	-44.171,1	-3.786.386,3	-39.503.955,9	35.166.021,20	39.741.763,2
Solde des opérations courantes avec le Reste du Monde	-47.983,0	-75.944,0	-134.948,0	-161,0	-8.329,3	-132.449,40	1.070.303,9	167.993,8	-4.472.607,8	-11.873.012,2	-2.447.158,7	130.000.045,7
6. Transferts nets en capital	11.165,0	21.824,0	42.624,0	24,3	243,0	4.299,1	20.080,8	57.190,2	2.577.530,7	-16.230.815,0	-32.665.800,2	61.925.251,5
7. Variation des engagements envers le Reste du Monde	-65.620,0	-82.029,0	-196.969,0	1.173,5	50.460,7	1.487.415,0	7.872,9	114.560,0	9.863.238,5	69.326.278,0	-12.886.418,0	96.175.417,9
8. Achat d'actifs incorporels	950,0	1.832,0	4.232,0	0,4	10,8	1.006,2	32.129,20	6.208,5	-	-	-	-
9. Variation des créances sur le Reste du Monde	15.765,0	9.864,0	81.755,0	537,6	18.701,4	481.439,0	26.504.960,0	252.480,0	2.775.042,9	16.315.358,0	-4.794.685,0	13.516.508,7
Total du financement net	16.714,0	11.696,0	85.987,0	538,0	18.712,1	482.445,2	26.537.089,2	258.688,5	2.775.042,9	16.315.358,0	-4.794.685,0	13.516.508,7

(1) Y compris erreurs et omissions
(2) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau I.14 : Evolution des indices d'activité économique
(base : 1990 = 100)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
I. VOLUME DE PRODUCTION							
1. Production agricole (1)	85,8	88,3	87,2	100,0	94,5	92,5 r	85,7
2. Production agricole d'exportation(1)	83,5	84,8	83,8	100,0	97,8	75,6 r	67,6
3. Production minière et métallurgique	53,8	36,5	34,9	41,5	43,4	42,4 r	42,7
4. Production de pétrole brut	76,9	77,8	84,0	94,5	100,3	95,0	88,4
5. Production manufacturière	33,9	27,8	30,3	40,0	38,6	31,4	30,6
6. Production de ciment	45,2	32,9	33,6	43,7	54,6	29,4 r	31,6
7. Production d'eau	92	89,8	95,7	103,3	99,8	102,1 r	99,8
8. Production d'électricité	107,7	98	91,7	109,4	107,7	88,5 r	82,8
9. Evolution de l'emploi	84,2	77,0	81,6	80,1	62,0	61,2	62,4
II. VOLUME DE CONSOMMATION							
1. Consommation d'eau	90,2	90,8	98,7	99,6	93,2	87,4 r	79,4
2. Consommation intérieure d'électricité	93,1	87,3	99,1	97,1	98,1	85,6 r	70,6
3. Consommation intérieure de ciment	42,0	31,4	35,1	44,4	59,3	31,3 r	32,5
4. Consommation des produits pétroliers	59,3	52,5	55,7	61,2	64,0	59,5	61,6
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT							
1. Manutention dans les principaux ports	46,9	51,3	49,1	60,2	60,3	58,6	59,0
2. Trafic des marchandises et des personnes	51,9	26,8	21,8	21,4	27,8	24,6 r	27,0
IV. PRIX							
1. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C. (2)	-	-	-	100,0	818,0	2.441,9	3.153,6
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES (3)	86.244,3	1.757.917,3	419.491.562,2	1.972.868.817,0	16.826.598.140,0	468.016,7	571.663,9
3. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES (3)	98.355,0	1.931.021,0	501.642.979,5	2.528.782.260,0	17.635.727.480,0	369.160,5	491.526,8
4. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa, US-Embassy-Econ.	83.697,1	2.644.406,2	452.713.704,1	2.180.721.913,0	18.339.871.290,0	62.904.921,4	81.766.063,8
5. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers	68.084,3	688.488,7	396.512.232,5	2.386.333.590,6	16.543.039.300,6	58.601.776.854,3	51.514.302.113,0
6. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	84,8	75,7	72,8	77,0	89,3	74,9	61,1
V. Produit Intérieur Brut (aux prix de 1987)	82,0	70,9	63,2	68,6	63,1	64,2 r	61,8

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Base : 1995 = 100

(2) Base : août 1995 = 100

(3) A partir de 1994, décembre 1993 = 100, il s'agit de l'indice moyen mensuel.

Tableau I.15 : Importations et estimations de la production commercialisée des principaux produits vivriers
(en milliers de tonnes)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Production commercialisée:							
Manioc en cossettes	9.633	9.170	9.302	9.437	8.067	6.896	8.366
Autres tubercules(1)	144	144	147	169	194	223	109
Bananes plantains	993	1.025	1.061	1.137	557	273	812
Maïs	360	382	400	414	381	351	443
Riz	242	258	256	264	213	172	221
Poids et haricots	80	82	83	84	56	37	25
Poissons frais	95	68	66	56	65	75	51
Viande .	r 45	r 42	r 41	r 41	r 40	r 39	35
Légumes	190	192	194	197	201	205	152
Fruits(2)	299	300	302	305	334	366	315
Importations:							
Maïs .	-	17	2	157	24	5	2
Riz	98	413	32	51	62	88	44
Poissons salés et fumés	4	157	2	4	10	7	5
Viande et abats	18	16	11	12	15	10	18
Blé	106	125	102	-	45	-	65

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les données du Ministère de l'Agriculture et de l'OFIDA
(1) Patates douces, pommes de terre et ignames
(2) Tomates, bananes douces et divers

Tableau I.16 : Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse
(en miliers de tonnes)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
CULTURES VIVRIERES							
Céréales							
Maïs grains	1.053	1.130	1.184	1.225	1.253	1.281	1.310
Riz paddy	403	430	426	441	416	392	404
Millet & sorgho	85	87	89	91	47	24	25
Blé & orge	7	7	8	9	8	7	6
Racines et tubercules							
Manioc tubercules	19.780	18.890	19.102	19.378	18.615	17.882	18.264
Patate douce	403	402	407	412	408	404	409
Taro	40	41	41	42	50	60	72
Pomme de terre	34	113	116	37	48	62	62
Oignons, ails...	56	57	59	60	57	54	56
Igname	289	290	294	299	49	8	7
Légumineuses							
Haricots	210	215	220	225	149	99	97
Vandzou	9	9	10	11	36	118	117
Légumes							
Feuilles de manioc	337	338	339	340	307	277	280
Tomates	42	43	45	48	45	42	41
Piments et poivre	30	31	33	34	32	30	31
Autres légumes	112	113	115	117	111	105	100
Oléagineux							
Arachides	548	593	598	598	584	570	575
Soja	14	16	17	18	2	1	2
Noix de palme (palmier à huile)	1.036	1.041	1.046	1.061	1.072	1.083	1.088
Autres oléagineux	54	56	56	57	58	59	60
Fruits							
Bananes plantains	2.117	2.186	2.262	2.424	2.140	1.889	1.950
Bananes douces	407	407	408	409	399	389	379
Autres fruits	901	910	919	928	956	985	994
ELEVAGE							
Bovins (en poids vifs)	57	50	46	42	37	33	31
Ovins (en poids vifs)	7,5	8	8	8	5	3	3
Caprins (en poids vifs)	33	34	36	36	26	19	17
Porcins (en poids vifs)	26	29	29	27	28	29	30
Volailles (en poids vifs)	26	26	27	26	31	37	44
Oeufs (en millions d'oeufs)	484	489	512	536	579	625	675
Lait (en millions de litres)	29,4	27,1	41	37	34	31	28
SYLVICULTURE							
Bois de chauffage	16.414	16.624	16.837	17.052	17.353	17.659	17.624
Charbon de bois	881	929	1.024	1.081	808	604	618
PECHE ET CHASSE							
Poissons frais	227	162	156	150	146	142	140
Gibier	81	82	84	86	88	90	92

Sources : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.

Tableau I.17 : Production agro-industriellle (en tonnes)

PRODUITS	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 (e)
PLANTES STIMULANTES							
Café robusta	71.417	69.903	69.817	67.723	62.067	53.998	46.978
exportations	51.359	43.512	54.736	46.795	42.887	37.312	32.462
Café arabica	20.983	20.206	18.529	16.991	11.908	10.360	9.013
exportations	5.272	6.932	7.816	13.866	9.792	8.519	7.411
Cacao	7.361	7.453	7.547	7.551	7.576	7.235	6.909
exportations	3.049	3.421	6.224	2.120	3.468	3.295	3.131
Thé	3.120	3.352	3.405	3.418	3.431	2.951	2.538
exportations	902	2.353	1.784	515	1.559	1.341	1.153
Tabac	3.103	3.210	3.321	3.339	3.356	3.759	4.210
BOIS							
Grumes (m^3)	330.333	287.513	446.253	416.247	453.686	494.518	539.025
exportations	72.431	76.782	119.186	111.520	121.551	132.491	144.416
Sciés (m^3)	64.578	72.848	78.432	83.076	102.420	111.638	121.686
exportations	34.688	39.130	42.125	44.666	55.013	59.964	65.361
Placages (m^3)							
exportations	6.384	6.186	7.533	7.868	7.718	8.413	9.171
OLEAGINEUX							
Huile de palme	33.503	27.290	17.052	19.563	18.612	17.707	16.846
exportations	-	-	200	5.586	1 150	237	49
Huile de palmistes	4.866	3.285	2.736	1.560	1.722	1.901	2.099
exportations	10	1.911	1.427	1.447	1.597	1.763	1.946
Tourteaux de palmistes	8.688	8.088	8.520	8.975	8.539	8.124	7.729
exportations	-	-	-	-	-	-	-
PLANTES TEXTILES							
Coton-fibres	9.190	9.200	9.150	9.100	9.051	9.142	9.234
Huile de coton	53	28	131	129	120	121	122
Tourteaux de coton	381	208	688	681	674	681	688
Fibres Urena-Punga	4.595	4.877	5.176	5.487	5.526	5.581	5.637
PLANTES MEDICINALES							
Quinquina	6.590	8.497	6.651	6.684	6.687	6.420	6.164
exportations	834	2.114	2.269	3.705	3.707	3.559	3.417
PLANTES A CAOUTCHOUC							
Hévéa	9.738	8.497	7.414	6.450	5.611	5.274	4.957
exportations	7.111	3.516	2.932	2.890	3.095	2.909	2.734
PLANTES INSECTICIDES							
Pyrèthre	150	151	154	155	156	157	158
PLANTES SACCHARIFERES							
Canne à sucre	1.707.340	1.715.520	1.711.090	1.706.670	1.702.261	1.697.863	1.693.476

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.

Tableau I.18 : Production minière et métallurgique

Produits	Unité	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997r	1998
Cuivre	tonnes	355.734	236.073	147.318	48.133	30.642	34.958	40.165	37.658	38.236
Lingot de zinc	tonnes	38.204	28.318	18.830	4.147	595	4.516	3.159	1.660	1.147
Cobalt	tonnes	9.981	8.621	6.427	2.092	3.274	3.967	4.041	3.003	3.871
Cadmium	tonnes	127	124	-	-	-	-	-	-	-
Argent	kilos	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cassitérite totale	tonnes	2.176	1.625	1.018	1.002	897	793	694	232	...
soit en étain contenu	tonnes	1.567	1.171	733	722	646	571	500	...	...
Or fin (1)	kilos	5.224	6.131	2.525	1.502	780	1 180	1 252	394	151
Diamant de Lubilanji (MIBA)	milliers de carats	9.556	6.852	4.567	4.534	4.882	5.679	6.803	6.419	6.831
Diamant du Kasaï Artisanal (2)	milliers de carats	9.991	10.598	8.934	10.616	11.377	16.345	15.437	15.558	19.252
Charbon	tonnes	78.255	-	-	-	11.000	14.400	12.700	-	-
Wolframite	tonnes	17	17	-	-	-	-	-	-	-
Colombo-tantalite	tonnes	34	57	28	4	2	2	3	-	-
Monazite	tonnes	124	-	-	-	-	-	-	-	-
Pétrole brut	milliers de barils	10.678	9.699	8.212	8.308	8.972	10.087	10.707	10.146	9.444
Indice de la production minière et métallurgique (1990=100) (3)		100	77,8	53,8	36,5	34,9	41,5	43,4	42,4	42,7

(1) Y compris l'exploitation artisanale
(2) Sur base des achats des comptoirs
(3) Indice élaboré par la Banque Centrale du Congo sur la base des chiffres des sociétés productrices et de C.N.E.

Tableau I.19 : Principales productions manufacturières

	Unité	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATIONS								
Industries alimentaires :								
Lait stérilisé	milliers de litres	407	362	476	367	379	359	130
Farine de maïs	tonnes	12.978	9.300	23.139	12.280	13.157	11.455	9.531
Farine de froment	tonnes	85.048	81.406	104.087	119.549	123.381	131.571	118.209
Sucre	tonnes	81.737	78.895	72.794	79.409	72.000	64.375	56.628
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	370	171	88	58	63	115	112
Graisses et huiles de table	tonnes	2.731	4.930	3.551	4.940	3.496	4.808	5.914
Margarine	tonnes	816	1.120	1.339	1.336	3.157	1.799	999
Aliments pour animaux	tonnes	124.767	57.686	60.200	60.708	53.329	52.928	28.269
Pêche lacustre	tonnes	1.892	1.975	2.002	1.833	2.141	1.372	879
Industries des boissons :								
Bières	milliers d'hl.	1.634	1.333	1.607	2.630	2.322	1.717	1.613
Limonades, eaux gazeuses	milliers d'hl.	755	656	632	687	678	680	758
Boissons alcooliques	hl	1.176	2.108	1.179	1.644	1.411	1.528	1.439
Industries du tabac :								
Cigarettes	millions d'unités	2.682	2.472	2.521	3.394	3.658	3.555	3.848
Industries de confection et bonneterie :								
Bonneterie	milliers de pièces	441	400	107	212	163	187	179
Couvertures	milliers de pièces	106	177	74	41	85	63	47
Sacs	milliers de pièces	6.276	5.972	6.477	6.305	6.467	5.938	5.406
Toiles d'emballages	milliers de m	292	156	221	241	263	189	136
Matelas	pièces	2.950	2.736	1.962	3.204	4.533	3.752	3.105
Industries de tissage et d'impres. des tissus								
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m2	19.096	17.483	18.857	24.674	31.712	10.568	1.563
Tissus imprimés	milliers de m2	28.510	30.638	14.516	18.192	15.472	11.223	10.204
Tissus polyesther	milliers de m2	-	-	1 591	3 308	4 434	3 627	827
Industries des chaussures :								
Chaussures	milliers de paires	934	1.661	1.791	1.726	1.758	1.742	1.609
Industries de la chimie de consommation								
Savons	tonnes	38.693	38.598	37.796	32.262	28.280	25.702	29.212
Peintures, vernis, émaux	tonnes	287	317	199	180	133	214	206
Pneus pour automobiles	milliers de pièces	36	26	46	50	48	49	56
Allumettes	cartons	20.986	42.138	44.327	46.020	47.778	58.932	79.915
Stylos à billes	milliers de pièces	3.467	2.640	4.542	5.104	4.362	5.902	5.274
Industries du plastique :								
Casiers et bacs do 32 litres	milliers de pièces	97	114	125	139	130	134	131
Divers articles plastiques	milliers de pièces	1.179	1.655	983	1.272	1.646	1.484	1.338
Industries des fabrications métal. légères :								
Articles galvanisés	milliers de pièces	333	389	390	312	415	399	497
Machettes et houes	milliers de pièces	26	132	319	412	273	304	245
Pelles et bêches	milliers de pièces	1	17	16	36	33	50	64
Tôles galvanisées	milliers de pièces	145	163	151	179	118	101	86
Articles de ménage émaillés	milliers de pièces	25	80	89	99	84	91	86
Articles de ménage en aluminium	tonnes	15	30	38	43	61	36	17
Valises et malles	pièces	2.904	972	143	421	128	473	144
Frigos & congélateurs	pièces	136	119	41	10	3	2	-
Bouchons couronnes	millions de pièces	270	297	347	468	542	405	447
Industries d'imprimeries et diverses :								
Imprimés	milliers de pièces	248	264	282	301	300	300	266
Papiers et cartons	tonnes	1.171	1.895	1.921	1.947	1.929	1.238	795
Papiers hygiéniques	Cartons	1.728	4.249	9.463	26.625	39.382	33.004	27.652
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT								
Industries des filatures :								
Filatures	tonnes	2.859	1.576	1.901	1.801	1.965	1.588	1.608
Industries de la chimie de base :								
Explosifs	tonnes	4.820	635	775	1 059	934	435	513
Acétylène	kilos	44.602	55.301	49.314	42.236	38.737	35.233	38.101
Oxygène	milliers de m3	101	160	165	133	120	102	100
Industries des fabrications métal. lourdes :								
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	447	546	618	537	331	471	372
Chaudronnerie	tonnes	447	244	303	331	317	324	320
Menuiserie métallique	tonnes	105	129	117	123	120	121	118
Fonderie fonte et acier	tonnes	1 029	941	353	306	492	248	118
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	8	12	29	60	49	28	23
Fûts métalliques de 30 litres	pièces	338	729	317	503	311	273	203
Fûts métalliques de 200 litres	pièces	31.921	31.288	28.929	26.859	18.442	10.544	11.486
Mobiliers métalliques	pièces	9.072	5.980	2.370	2.947	1.216	1.915	790
Industrie du matériel de transport :								
Réparations navales	pièces	16	34	45	39	47	61	74
Constructions navales	pièces	7	7	7	8	4	-	-
Automobiles (véhicules montés)	pièces	131	150	160	155	157	156	-
Industries des minéraux non métalliques :								
Ciment	milliers de tonnes	208	161	154	195	241	125	134
Produits en béton	tonnes	600	700	612	602	743	672	718
Carrelages	milliers de m2	13	8	12	17	20	6	10
Fibro-ciment	milliers de m2	100	71	119	138	201	56	70
Concassés	milliers de tonnes	285	217	251	243	236	239	249
Bouteilles	milliers de pièces	15.548	16.847	17.031	19.779	17.550	22.700	20.990
Industries de transformation de bois :								
Tranchages	m3	6.384	6.186	7.533	7.382	8.046	7.714	7.396
Contreplaqués	m3	1.207	1.169	1.423	1.380	1.504	1.442	1.382

Source : Enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo

(1) A partir de 1994, fûts métalliques de 36 litres.

Tableau I.20 : Indice de la production des industries manufacturières
(base : 1990 = 100)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
A. INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION									
Produits Alimentaires	100	95,6	73,1	65	81,7	68,8	65	66,5	59,5
Boissons	100	67,8	49,5	47,1	51,6	78,1	70,3	55,2	54,1
Tabacs	100	65,8	61,3	55,1	56,2	71,6	77,2	75	79,5
Confection,Bonneterie	100	71,4	73,7	72,4	75	72	75,2	68,6	62,1
Impression de Tissus	100	73,1	58,2	60	37,2	39,3	33,4	23,5	22
Chaussures et cuirs	100	70,9	17,9	24,7	30,4	59,6	60,7	60,1	55,5
Chimie de Consommation	100	71,1	47,1	48,2	53,5	48,2	42,5	38,8	44,7
Plastique	100	62,7	32,3	24,6	42,3	46,8	43,8	45,1	44,1
Fabrications métalliques légères	100	42	18,4	17,3	21,4	9,4	7,3	8,9	7,2
Imprimérie et divers	100	73,9	54,3	94,3	95,6	44,5	44,1	28,3	18,2
Indice A..	100	71,5	55,9	53,4	52,9	25,9	22,8	23,1	22,9
B. INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT ET D'APPROVISONNEMENT									
Filatures et tissages	100	76,1	57,9	31,9	38,5	36,5	39,8	32,1	32,6
Chimie de base	100	84,3	49,3	68,4	65,7	54,2	49,3	43,2	44,7
Industries mécaniques	100	39,8	30,3	29,8	27,5	25,5	17,5	10	10,9
Matériel de transport	100	70,3	58,4	42,3	48,2	50,6	68,7	60,1	47,2
Minéraux non métalliques	100	58,3	47,8	36,1	49,3	43,7	52,7	30,2	31,8
Transformation du bois	100	82,7	42,7	55	44,3	44,5	48,5	46,5	44,6
Indice B..	100	69,2	47,1	44,1	48	41,4	45,8	38,2	36,6
Indice global A+B	100	71,1	54,4	51,7	52	40	38,6	31,4	30,6

Source : Enquêtes économiques Banque Centrale du Congo

Tableau I.21 : Production, exportation et consommation intérieure de ciment*
(en tonnes)

ANNNEE	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variations de stocks
	Ciment Portland	Ciment (1) Métallurgique	Total	Exportation (2)	Consommation locale (3)	Total	
1990	459.878	...	459.878	40.936	417.637	458.573	1.305
1991	271.401	...	271.401	20.745	256.052	276.797	-5.396
1992	207.514	22.073	229.587	23.576	198.038	221.614	7.973
1993	151.309	10.434	161.743	23.480	142.046	165.526	-3.783
1994	154.411	11.315	165.726	29.199	148.974	178.173	-12.447
1995	195.461	13.107	208.568	14.515	190.178	204.693	3.875
1996	240.790	15.219	256.009	7.623	223.459	231.082	24.927
1997	124.929	5.123	130.052	7.948	128.370	136.318	-6.266
1998	134.324	10.638	144.962	300	138.032	138.332	6.630

Source : Banque Centrale du Congo (enquêtes économiques)
(1) Uniquement production de CIMENKAT (Ex. CIMSHABA)
(2) Uniquement ciment portland normal
(3) Y compris ciment métallurgique
** Les chiffres ont été rectifiés à partir de 1992.*

Tableau I.22 : Production de la raffinerie de pétrole
(en tonnes)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
1. Pétrole brut traité (1)	396.715	336.908	261.969	157.877	103.299	50.783	-	-	-	106 553
2. Production totale	374.002	314.245	245.934	146.590	131.707	49.400	-556	-	-	74 510
Gaz liquéfié (LPG)	409	287	336	121	215	151	-	-	-	332
Essence super	71.685	57.968	41.816	28.256	30.848	8.319	-47	-	-	27 953
Jet JP1 et pétrole	78.083	67.578	56.818	31.353	31.159	11.127	-33	-	-	16 660
Gasoil	133.731	117.574	91.891	52.563	36.677	20.696	-307	-	-	29 565
Fuel oil	90.094	70.838	55.073	34.297	32.808	9.107	-169	-	-	-
3. Consommation de la raffinerie + pertes	22.713	22.663	16.035	11.287	11.543	6.625	556	554	-	7.918
4. Ventes sur le marché intérieur	273.828	260.110	256.116	145.087	71.007	257.231	197.900	292.776	-	163 315
5. Exportations	82.553	61.243	45.993	39.598	22.036	1.715	-	7.981	-	11 712
6. Variations de stocks des produits finis	17.621	-7.108	-56.175	-38.095	-1.287	-214.788	-198.456	-301.311	-	-76 392

Source : Socir
(1) = 3+4+5+6

Tableau I.23 : Consommation des produits pétroliers
(en m³)

Produits	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Essence auto	160 503	134 166	123 220	124 756	132 289	143 998	160 943	160 764	163 470
Carburant aviation	190 495	131 481	97 796	116 703	144 760	156 879	153 746	125 288	126 605
Pétrole	30 129	18 990	12 491	10 139	9 208	11 734	11 680	11 820	14 259
Gasoil	403 653	303 522	228 243	184 967	197 510	216 452	224 334	195 090	200 956
Fuel oil	50 389	30 608	16 158	17 022	17 842	20 935	17 379	13 261	18 941
Huiles	20 905	10 144	5 409	4 677	5 385	6 581	4 922	3 403	3 422
G.P.I (Gaz)	490	219	170	177	142	92	110	68	66
Total	856 564	629 130	483 487	458 441	507 136	556 671	573 114	509 694	527 719

Source : SEP-Congo

Tableau I.24 : Production et consommation d'électricité par province (en millions de Mwh)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
I. Production brute (1) dont:										
centrales hydroélectriques	6.130	5.447	5.084	5.876	5.346	5.001	5.965	5.871	4.827	4.510
centrales thermiques	22	14	9	7	5	5	9	9	8	10
- Kinshasa, Bas-Congo et										
- Bandundu	3.943	3.363	2.984	3.479	3.405	2.960	3.648	4.100	3.371	3.082
- Orientale	88	89	81	73	59	59	59	72	59	15
- Kivu	96	100	118	128	137	149	165	95	121	65
- Kasai Oriental et Occidental	6	9	6	3	-	3	6	6	6	7
- Equateur	11	24	17	20	19	19	20	21	17	16
- **Katanga**	2.008	1.876	1.887	2.180	1.731	1.816	2 076	1.586	1.261	1.335
Total	6.152	5.461	5.093	5.883	5.351	5.006	5.974	5.880	4.835	4.520
II. Consommation intérieure nette :										
- Kinshasa, Bas-Congo et										
Bandundu	1.538	1.480	1.919	2.056	2.361	2.225	2.016	2.386	1.833	1.557
dont: ville de Kinshasa	1.359	1.407	1.537	1.837	2.149	2.064	1.829	2.165	1.705	1.381
haute tension	708	707	731	888	1.028	1.012	965	776	23	-
basse tension	651	700	806	949	1.121	1.052	864	848	969	693
éclairage public	-	-	-	-	-	-	-	541	713	688
- Orientale	62	58	59	54	44	59	99	58	40	14
- Kivu	84	73	68	71	87	149	112	69	78	46
- Kasai Oriental et Occidental	20	18	11	19	14	3	67	12	8	17
- Equateur	12	20	17	14	17	19	16	13	6	6
- Katanga	2.930	2.692	2.244	1.924	1.245	1.816	1.903	1.267	1.192	1.182
- Ajustements (2)	-	-	1	-97	20	30	-	452	560	243
Total	4.646	4.341	4.319	4.041	3.788	4.301	4.213	4.257	3.717	3.065
III. Exportations (3)	568	62	120	1.230	1.415	1.077	1.647	1.302	1.112	404
IV. Importations (4)	-	58	70	35	53	41	43	45	52	55
V. Pertes (5)	938	1.116	724	647	201	-	157	366	58	1.106

Source: S.N.EL.

1 I = II + III - IV + V. Non compris les autoproducteurs.

2 Conformément au tableau 26

3 Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

4 En provenance de la Zambie et de la SINELAC.

5 Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau I.25 : Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODES	REGIDESO			S.N.EL		
	Production d'eau (en millions de M³)	Consommation (d'eau en millions M³)	Nombre d'abonnés (en unités)	Production d'électricité (en millions de kwh)	Consommation d'électricité (en millions de kwh)	Nombre d'abonnés (en unités)
1985	181,9	128,1	209.207	4.920	4.572	116.031
1986	190,2	130,4	225.113	5.182	4.648	133.834
1987	197,9	144,4	252.551	5.502	4.861	149.091
1988	203,1	166,6	266.909	5.783	4.908	148.250
1989	203,1	160,2	301.421	6.152	4.646	152.483
1990	209,1	146,1	329.107	5.461	4.341	183.447
1991	206,2	137,2	348.537	5.093	4.319	194.991
1992	192,4	r 131,7	366.290	5.883	4.041	207.293
1993	187,8	132,5	380.483	5.351	3.788	220.199
1994	200,1	r 142,5	393.286	5.006	4.301	220.312
1995	215,6	r 144,7	401.544	5.974	4.213	234.747
1996	210,0	136,1	407.578	5.880	4.470	255.912
1997	213,5	127,7	403.852	4.835	3.717	251.255
1998 (p)	211,7	116,0	418.428	4.520	3.065	258.006

Sources : REGIDESO et SNEL

Tableau I.26 : Consommation d'électricité par secteur

Secteurs	1992	1993	1994	1995	1996 r	1997	1998
Mines et métallurgie	1.633	1.060	2.046	892	2.279	1.387	1.287
Autres secteurs industriels (haute et moyenne tension)	1. 072	1.194	1.203	1.962	1.114	1.146	831
Distribution (basse tension) (1)	1. 309	1.514	1.052	1.345	1.055	1.155	924
Transports (2)	27	20	-	14	22	29	23
Industries agricoles	-	-	-	-	-	-	-
Total	4.041	3.788	4.301	4.213	4.470	3.717	3.065

Source : Banque Centrale du Congo d'après les données de la SNEL

(1) Consommation domestique et éclairage public

(2) Une partie de la consommation d'électricité dans les transports est comprise dans la consommation haute tension et n'a pas pu être isolée

Tableau I.27 : Activités des principaux organismes de transports
(en millions d'unités)

Marchandises (tonnes/km)	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 (e)
1. ONATRA	399,8	124,8	107,8	138,4	138,0	202,4	216,8
Voies fluviales	286,6	28,8	26,9	12,2	28,3	35,6	38,2
Bas-fleuve	-	-	0,2	-	0,1	0,2	0,2
Voies ferrées(CFMK)	113,2	96,0	80,7	126,2	109,6	166,6	178,4
2. S.N.C.C.	542,2	213,0	207,7	210,8	376,7	315,5	403,5
Réseau Sud (OCS) (1)	494,0	203,3	200,3	195,2	331,9	...	...
Réseau Est (SFE).	47,7	9,6	7,2	15,4	44,8	...	...
Réseau Nord (CFU)	0,5	0,1	0,2	0,2	-	...	...
3. TMK	21,2	14	9,4	11,7	8,8	6,2	2,4
4. Lignes Aériennes Congolaises (LAC)	48,2	33,8	21,1	13,2	6,6	2,0	1,3
5. Scibe-Airlift	1,2	0,8	0,5	6,7	4,7	1,7	-
6. SHABAIR	6,4	36,2	25,0	16,3	1,8	-	-
Total général	1.019,0	422,6	371,5	397,1	536,6	527,8	624,0
Voyageurs / km							
1. ONATRA	170,1	110,6	97,6	78,9	135,2	109,7	95,1
Voies fluviales	97,3	29,0	26,4	8,1	10,9	8,2	5,8
Bas-fleuve	0,3	-	0,3	1,0	-	0,5	0,5
Voies ferrées(CFMK)	27,9	19,1	36,4	26,3	74,1	59,7	50,8
T.U.K.	44,6	62,5	34,5	43,5	50,2	41,3	38,0
2. S.N.C.C.	129,6	30,7	39,0	49,2	146,5	161,1	143,0
Réseau Sud (OCS) (1)	98,1	17,2	28,7	49,1	123,5	...	...
Réseau Est (SFE)	31,3	13,5	10,2	-	23,0	...	...
Réseau Nord (CFU)	0,2	-	0,1	0,1	-	...	...
3. TMK	4,4	5,4	7,1	10,6	8,0	0,9	0,5
4. Lignes Aériennes Congolaises (LAC)	307,8	241,6	152,9	96,8	48,4	24,0	19,1
5. Scibe-Airlift	186,7	140,0	88,6	103,6	74,9	24,4	-
6. SHABAIR	58,8	123,3	90,0	61,0	15,0	-	-
Total général	857,4	651,6	475,2	400,1	428,0	320,1	257,7
Indice de l'activité des organismes de transport (1990 = 100)	51,9	26,8	21,8	21,4	26,9	24,6	27,0

Sources : Rapports des sociétés de Transport
(1) En 1995 et 1996, données communiquées par l'ex SIZARAIL et comprenant l'O.C.S. et la S.F.E.

Tableau I.28 : Marchandises manutentionnées dans les principaux ports
(en milliers de tonnes)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997 (p)	1998 (p)
Port de Matadi	712	843,7	809,5	1.012,10	996,8	969,4	980,8
Entrées	492,6	645,7	573,3	745,7	734,4	786,0	763,4
Sorties	219,4	198	236,2	266,4	262,4	183,4	217,4
Port public de Kinshasa	380,7	310,7	273,9	390,2	364,2	354,0	375,9
Réseau fluvial	116,7	58,1	54,2	56,8	70,7	70,8	69,4
Chargement	28,9	6,6	4,4	7,1	8,2	10,5	11,0
Déchargement	87,8	51,5	49,8	49,7	62,5	60,3	58,4
C.F.M.K.	264,0	252,6	219,6	333,4	294,2	283,2	306,5
Chargement	96,1	60,7	59,3	r 108,5	95,5	60,1	63,8
Déchargement	167,9	191,9	160,3	r 224,9	198,7	223,1	242,7
Port de Boma	37,9	46,1	43,4	43,6	45,4	42,4	39,7
Chargement	32,1	25,5	26,7	26,0	26,7	29,8	25,3
Déchargement	5,8	20,6	16,7	17,6	18,7	12,6	14,4
Port de Kalemie	39,0	25,4	19,4	19,3	35,1	-	...
Chargement	29,5	22,3	16,3	16,6	28,0	-	...
Déchargement	9,5	3,1	3,1	2,7	7,1	-	...
Port de Kalundu	15,5	16,3	7,4	53,3	79,3	17,4	...
Chargement	3,7	2,7	3,3	5,1	18,8	0,7	...
Déchargement	11,8	13,6	4,1	48,2	60,5	16,7	...
Total	1.185,1	1.242,2	1.153,4	1.518,5	1.521,5	1.383,2	1.396,4
Indice de manutention (1990=100) (1)	46,8	50,3	47,5	60,3	62,4	55,9	59,0

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.
(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo et ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I.29 : Investissements agréés dans le cadre du code des investissements
(en milliers de zaïres)

Secteurs	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998
1. Agriculture, élevage,pêche	95.718	9.176.295	-	72	2.718.885	733.077.000	-
2. Industries extractives et métallurgiques de base et de métaux non ferreux	940.870.000	70.088.947	-	109.169	111.798.241	1.981.049.557	9.206.820.447
3. Industries manufacturières	1.645.501	120.812.936	201	815.646	10.856.038	3.824.467.496	2.822.926.836
dont :							
Produits alimentaires	-	57.936.100	1	137.547	881.531	2.854.145.204	-
Boissons	92.173	-	-	-	2 481.618	-	-
Tabacs	-	-	-	13.135	837.008	-	-
Chaussures et cuirs	793.775	64.385	-	-	30.505	-	-
Textiles, confections	-	-	-	-	-	-	-
Chimie de consommation	370.596	58.758.419	10	133.348	633.562	271.243.158	-
Matériaux de construction	-	-	-	-	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-
Industrie des minéraux non métalliques	-	-	-	-	-	-	2.822.926.836
Transformation du bois	225.421	-	46	304.177	4.359.298	-	-
Autres industries manu-facturières	163.537	4.054.032	144	227.439	1.632.517	699.079.134	-
4. Services	3.153.083	208.798.413	15.223	621.350	23.659.051	17.474.281.815	16.529.073.833
dont:							
Banques	4.440	74.679.055	-	19.694	75.714	-	-
Bâtiments et travaux publics	20.697	-	-	-	60.859	-	1.854.331.642
Transports	8.642	111.190.000	4.839	395.564	15.354.374	368.000.850	-
Hôtellerie	-	-	-	-	124.256	-	-
Autres services	3.119.305	22.929.358	10.385	206.092	8.043.849	17.106.280.965	14.674.742.191
Total	945.764.302	408.876.591	15.425	1.546.237	149.032.214	24.012.875.868	28.558.821.116

Source : Banque Centrale du Congo d'après les données de la Commission des investissements
(1) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau I.30 : Engagement d'intervention de la SOFIDE dans le financement des investissements (en millions de zaïres)

	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998
1. Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	628.500	27.873.600	35.500	200.000	25.900.929	5.253 790	8.033.300
2. Industries extractives	-	-	-	-	-	-	-
3. Industries manufacturières	1.311.100	8.341.765	15.000	-	-	-	8.033.300
4. Bâtiments et travaux publics	34.000	995.000	-	-	-	-	-
5.Transports	150.000	3.408.600	89.000	-	-	-	5.462.644
6. Autres services (2)	220.000	1.535.568	270.354	25.000	9.579.796	-	-
Total	2.343.600	42.154.533	409.854	225.000	35.480.725	5.253.790	21.529.244

Source : SOFIDE
(1) En milliers de ZRN à partir de 1994
(2) Principalement le commerce

Tableau I.31 : Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa (base : 1989 = 100)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Indice d'ensemble	146,1	4.617,1	790.438,1	5.647.230,5	41.508.815,0	113.671.872,6	156 939 968,1
dont:							
- Alimentation	76,0	278,6	357.292,7	2.200.970,6	16.403.209,0	45.383.399,6	68.404.401,7
- Boissons	4,2	152,8	28.135,7	170.642,8	1.189.821,4	3.220.535,7	4.145.035,7
- Non alimentaire	7,0	299,3	45.677,1	264.380,8	1.801.250,0	4.936.666,7	5.514.666,7
- Habillement	20,1	394,0	101.395,8	499.353,2	3.476.460,2	8.898.141,3	13.479.452,8
- Loyer	6,1	285,0	46.714,3	694.452,4	5.481.445,2	12.285.714,3	21.188.585,7
- Transport	16,2	366,3	140.062,5	1.586.250,0	6.637.500,0	17.625.000,0	13.500.000,0
- Frais scolaires	3,9	56,8	22.748,0	470.873,7	4.868.446,6	12.728.487,3	12.370.394,5
- Divers	8,9	344,4	48.403,7	435.473,6	1.650.694,9	7.515.272,6	60.610.359,5

Source : Section économique de l'ambassade des Etats-Unis

Tableau I.32 : Indices des prix de détail à Kinshasa
(base : déc. 1993 = 100)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1997				1998			
							Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
I. Prix aux marchés														
Indice général	14,6	3.487,5	22.386,4	169.874,5	433.927,6	571.663,9	531.650,2	472.481,1	421.995,0	395.548,7	418.697,1	440.554,5	660.845,6	895.364,8
dont:														
- Alimentation	14,8	3.629,2	25.470,3	163.801,7	524.121,4	611.627,7	624.953,9	583.129,9	517.969,5	481.060,8	496.706,7	517.964,5	832.338,5	1.060.473,9
- Habillement	15,6	4.646,6	21.738,0	107.410,2	336.769,6	385.107,4	436.172,1	364.077,9	293.765,0	285.167,5	325.087,3	340.094,8	465.050,4	744.732,0
- Articles divers	13,5	2.334,4	14.530,4	89.761,7	270.012,7	338.090,3	354.549,0	277.840,0	250.199,4	261.517,0	283.334,9	309.243,1	392.916,3	572.268,7
II. Prix dans les magasins														
Indice général	13,6	3.523,6	20.866,6	136.165,3	312.323,4	453.559,3	436.784,1	336.189,2	310.510,8	325.042,0	334.222,6	378.019,1	540.160,6	909.170,1
dont:														
- Alimentation	13,4	3.409,8	20.327,1	105.709,6	328.407,1	377.536,0	425.505,2	317.336,5	288.719,6	304.653,1	293.739,8	338.917,9	506.397,0	864.893,5
- Articles divers	16,2	5.046,8	28.096,2	173.440,5	536.735,9	878.619,5	587.791,9	588.598,8	602.262,0	598.020,1	876.225,4	901.524,4	992.203,9	1.501.972,0

Source : IRES

Tableau I.33 : Indice des prix moyens de détail à Kinshasa
(Base août 1995 = 100)

PERIODES	ALIMENTATION	LOGEMENT	HABILLEMENT	AUTRES ART. ET SCES DIVERS	INDICE GENERAL
1995					
Septembre	118,1	133,6	134,2	144,9	126,3
Octobre	147,6	177,4	166,6	188,2	160,7
Novembre	197,3	225,7	210	229,5	208,3
Décembre	227,2	249,2	249,8	257,2	237,3
1996					
Janvier	302,2	316,9	318,4	362,7	317
Février	369,4	361,3	341,5	392,4	371,5
Mars	409,4	431,4	423,8	489,8	429,2
Avril	484,1	437,7	467,1	604,9	500,9
Mai	528,0	512,4	491,4	675,5	553,5
Juin	587,6	594,6	558	751,1	619,7
Juillet	652,7	650,9	620,9	830,8	686,4
Août	817,9	814,8	808,5	1.033,8	860,0
Septembre	883,4	915,0	913,4	1.215,1	955,3
Octobre	1.090,5	1.170,5	1.146,6	1.489,8	1.183,9
Novembre	1.420,8	1.409,5	1.374,8	1.622,6	1.457,2
Décembre	1.819,3	1.762,8	2.370,2	2.039,7	1.881,9
1997					
Janvier	2.594,8	2.296,8	3.776,3	2.982,1	2.687,5
Février	2.423,5	2.389,0	3.428,8	3.034,1	2.588,8
Mars	2.737,9	2.770,8	4.102,5	3.238,9	2.907,9
Avril	3.083,7	3.088,1	4.220,0	3.428,2	3.207,6
Mai	2.646,8	2.370,7	2.977,1	3.090,8	2.712,9
Juin	2.457,7	2.125,9	2.435,5	2.664,3	2.451,8
Juillet	2.142,0	2.037,3	2.538,0	2.663,1	2.250,4
Août	1.996,3	1.893,2	2.481,4	2.757,8	2.157,0
Septembre	1.965,5	1.917,6	2.648,0	2.213,5	2.041,1
Octobre	1.968,2	1.959,3	2.606,4	2.219,3	2.047,2
Novembre	2.037,5	2.088,5	2.603,7	2.226,2	2.109,4
Décembre	2.105,6	2.022,4	2.564,6	2.229,4	2.140,8
1998					
Janvier	2.186,6	2.142,4	2.656,3	2.187,9	2.203,3
Février	2.132,6	2.257,5	2.733,3	2.273,6	2.206,9
Mars	2.067,9	2.157,7	2.770,2	2.326,5	2.165,7
Avril	2.153,5	2.243,8	2.738,9	2.316,7	2.226,7
Mai	2.161,3	2.288,3	2.920,6	2.440,9	2.270,9
Juin	2.196,9	2.259,1	3.002,4	2.462,5	2.297,2
Juillet	2.287,8	2.307,3	3.161,8	2.541,3	2.383,1
Août	4.938,0	3.399,8	3.809,3	2.842,6	4.253,0
Septembre	3.668,9	3.333,1	4.897,9	2.832,8	3.515,0
Octobre	4.693,4	4.244,4	6.561,9	3.463,4	4.476,1
Novembre	5.054,2	4.586,8	7.244,3	3.666,1	4.818,3
Décembre	5.262,6	4.961,4	7.568,2	3.734,9	5.027,5

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau I.34 : Variations des indices des prix à la consommation

PERIODES	Taux mensuels (1)				Taux cumulés (2)				Taux moyens mensuels			
	I.R.E.S Magasins	I.R.E.S. Marchés	US-Embassy Economic	Banque Centrale du Congo	I.R.E.S Magasins	I.R.E.S. Marchés	US-Embassy Economic	Banque Centrale du Congo	I.R.E.S Magasins	I.R.E.S. Marchés	US-Embassy Economic	Banque Centrale du Congo
1993												
Janvier	24,7	35,4	108,3		24,7	35,4	108,3		24,7	35,4	108,3	
Février	27,6	27,1	-22,6		59,2	72,2	61,3		26,2	31,2	27	
Mars	3,1	-5,8	7,6		64,1	62,2	73,5		17,8	17,5	20,1	
Avril	3,8	3,3	-0,6		70,4	67,8	72,4		14,2	13,8	14,6	
Mai	4,9	6,9	13		78,7	82,4	94,7		12,3	12,8	14,2	
Juin	8,6	6,2	10,1		94	93,7	114,4		11,6	11,7	13,5	
Juillet	10,2	14,8	11,3		113,7	122,3	142,7		11,3	12,1	13,5	
Août	9,5	8	11,6		134	140,1	170,9		11,2	11,6	13,3	
Septembre	23,5	27,5	13,5		189	206,1	207,4		12,4	13,2	13,3	
Octobre	35	31,1	115,7		290,2	301,2	563		14,6	14,9	20,8	
Novembre	219,1	248,4	129,1		1.144,90	1.298,00	1.419,20		25,5	27,1	28,1	
Décembre	330,4	230,9	487,7		5.258,20	4.651,70	6.827,60		39,2	37,9	45,4	
1994												
Janvier	171,5	189,9	66,8		171,5	189,9	66,8		171,5	189,9	36,8	
Février	3,5	5,7	38,8		181	200,4	128,1		67,6	75	51	
Mars	17	12,9	15,8		228	246	164,3		48,6	51,2	36,3	
Avril	64,4	59	75,9		440,6	450,1	364,9		52,5	53,1	46,6	
Mai	76,4	65	54,6		853,4	807,6	618,9		57	55,4	48,4	
Juin	43,8	24,2	20,9		1.271,10	1.027,20	768,9		54,7	49,7	43,4	
Juillet	107,9	103,6	93,2		2.750,40	2.195,10	1.578,40		61,4	56,5	49,6	
Août	51	65	17,8		4.202,40	3.686,20	1.877,80		60	57,5	45,2	
Septembre	49	54,4	73,5		6.310,10	5.746,60	3.332,30		58,8	57,2	48,1	
Octobre	18,9	26,2	14,1		7.523,60	7.279,00	3.816,10		54,2	53,7	44,3	
Novembre	12,3	23,9	32,5		8.460,70	9.018,00	5.068,10		49,9	50,7	43,2	
Décembre	2,7	8,5	18,1		8.689,10	9.796,90	6.029,70		45,2	46,7	40,9	
1995												
Janvier	15,5	17,5	28		15,5	17,5	28		15,5	17,5	28	
Février	4	2,7	4,1		20,1	20,7	33,3		9,6	9,9	15,5	
Mars	1,7	0,9	1,9		22,2	21,8	35,8		6,8	6,7	10,6	
Avril	8	7,5	9,1		31,9	30,9	48,2		7,2	7	10,3	
Mai	17,8	19,7	12		55,3	56,7	66		9,2	9,4	13,5	
Juin	19,1	10,6	14,6		85	73,3	90,1		10,8	9,6	11,3	
Juillet	9,6	15,1	9,7		102,8	99,4	108,6		10,6	10,4	11,1	
Août	6,3	4,6	-0,5	0	115,6	108,6	107,6		10,1	9,6	9,6	
Septembre	22,4	21,8	39,6	26,4	163,9	154,1	169,8		11,4	10,9	12,5	
Octobre	31,6	29,1	25,7	27,2	247,4	228	264,4		13,3	12,6	13,8	
Novembre	39,7	31,9	27,5	29,6	385,1	332,6	364,4		15,4	14,2	15	
Décembre	3,9	8,7	3,7	13,9	404,1	370,3	381,7		14,4	13,8	14	
1996												
Janvier	11,1	34,9	38,6	33,6	11,1	34,9	38,6	33,6	11,1	34,9	38,6	33,6
Février	31,2	14,9	14,5	17,2	45,9	55	58,7	56,5	20,8	24,5	26	25,1
Mars	23,5	14,9	13,2	15,5	80,2	78,1	70,6	80,8	21,7	21,2	21,5	21,8
Avril	6,2	16,5	13,3	16,7	91,4	111	103,5	111,1	17,6	20,5	19,4	20,5
Mai	6,3	11,5	16,7	10,5	103,5	135,3	137,5	133,2	15,3	18,7	18,9	18,5
Juin	14,6	21,5	9,5	11,9	133,2	186	160	161,1	15,2	19,1	17,3	17,3
Juillet	12,2	8,3	12,8	10,8	161,7	209,7	193,2	189,2	14,7	17,5	16,6	16,6
Août	22	24,7	22,7	25,3	219,2	286,2	259,6	262,4	15,6	18,4	17,4	17,5
Septembre	18,5	14,6	27,1	11,1	278,3	342,6	393,3	302,5	15,9	18	19,4	16,7
Octobre	17,3	23,2	19,7	23,9	343,6	445,2	490,8	398,8	16,1	18,5	19,4	17,4
Novembre	17,8	17,9	17,6	23,1	422,6	542,7	596	514	16,2	18,4	19,3	17,9
Décembre	33,5	32,7	20,9	29,1	597,4	752,9	741	693	17,6	19,6	19,4	18,8
1997												
Janvier	25,6	25,9	32,9	42,8	25,6	25,9	32,9	42,8	25,6	25,9	32,9	42,8
Février	3,6	-7	-5	-3,7	30,1	17,1	26,2	37,6	14	8,2	12,3	17,3
Mars	6,7	14,4	16,6	12,3	41,4	33,9	47,5	54,5	12,2	10,2	13,8	15,6
Avril	13,2	6,9	8,4	10,3	60	43,2	59,8	70,4	12,5	9,4	12,4	14,3
Mai	-2,6	-10,6	-20,1	-15,4	55,6	27,7	27,6	44,2	9,3	5	5	7,6
Juin	-30,2	-6,6	-10	-9,6	8,6	19	14,9	30,6	1,4	2,9	2,3	4,5
Juillet	-7,4	-5,6	-7,3	-8,2	0,7	12,1	6,5	19,6	0,1	1,6	0,9	2,6
Août	-5	-3	-1,7	-4,1	-4,3	8,7	4,7	14,6	-0,5	1,1	0,6	1,7
Septembre	4,9	-2,4	1,5	-5,4	0,5	6,2	6,2	8,4	5	0,7	0,7	0,9
Octobre	1,6	2,1	2,1	0,3	2,1	8,5	8,5	8,8	0,2	0,8	0,8	1,3
Novembre	5,6	3,9	0,5	3	7,8	12,7	9	12,1	0,7	1,1	0,5	1
Décembre	-2,4	-11,6	-2,9	1,5	5,2	-0,4	5,8	13,7	0,4	0	0,5	1
1998												
Janvier	-1,5	4,6	3	2,9	-1,5	4,6	3	2,9	-1,5	4,6	3	2,9
Février	6	1,6	0,8	0,2	4,4	6,3	3,8	3,1	2,8	3,1	1,9	1,5
Mars	-1,5	-0,4	0,1	-1,9	2,8	5,9	3,9	1,2	0,9	1,9	1,3	0,4
Avril	2,6	0	-0,4	2,8	5,5	6,1	3,5	4	1,3	1,5	0,9	1
Mai	7,2	3	2	1,9	13,1	9,3	5,6	6,1	2,5	1,8	1,1	1,2
Juin	2,9	1,9	3,6	1,2	16,3	11,3	9,6	7,3	2,4	1,7	1,5	1,1
Juillet	1	2,2	2,5	3,7	17,5	13,8	12,3	11,3	2,3	1,9	1,7	1
Août	11,8	31,2	62,2	78,6	31,4	49,3	104,6	98,7	3,5	8,2	14,1	9
Septembre	26,5	11,9	-6,5	-17,4	66,2	67,1	91,3	64,2	5,7	5,8	7,5	5,7
Octobre	28,1	27,8	22,1	27,3	112,9	113,5	133,6	109,1	7,1	6,9	8,6	7,6
Novembre	25,1	3,3	3	7,6	166,3	120,8	140,6	125,1	9,3	7,5	8,3	7,7
Décembre	5	2,6	16,2	4,3	179,7	126,3	179,5	134,6	8,9	7,3	8,9	7,4

(1) Variations en pourcentage par rapport au mois précédent

(2) Variations en pourcentage par rapport au mois de décembre précédent

Tableau I.35 : Effectifs des travailleurs de l'administration publique et du secteur privé
(en milliers d'unités)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 (p)	Variations en %				
								1994	1995	1996	1997	1998
A. Administration publique	421,9	423,1	429,0	425,3	425,8	428,5	438,2	1,4	-0,9	0,1	0,6	2,3
Personnel sous-statut (1)	152,7	126,7	137,2	121,9	117,5	148,0	154,9	8,3	-11,1	-3,6	24,0	4,7
Pensionnés civils et militaires	69,2	71,0	71,5	72,2	76,7	72,8	71,5	0,7	1,0	6,2	-5,1	-1,8
Enseignants (2)	200,0	225,4	220,3	231,2	231,6	207,7	211,8	-2,3	4,9	0,2	-10,3	2,0
B. Travailleurs du secteur privé (3)	929,1	821,1	704,2	674,5	588,5	562,8	410,3	-14,2	-4,2	-12,8	-6,0	-27,1
Total	1.351,0	1.244,2	1.133,2	1.099,8	1.014,3	991,8	848,5	-8,9	-2,9	-7,8	-3,2	-14,4

Sources : Ministère des Finances/Direction de la Paie, Fonction publique et I.N.S.S.
(1) Non compris les effectifs des militaires actifs
(2) Ensemble du personnel de l'E.P.S.P. et de l'E.S.U.R.S.
(3) Travailleurs du secteur privé affiliés à la Sécurité Sociale

Tableau I.36 : Salaire réel dans le secteur privé et dans l'administration publique
(1980=100)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	Variations en %							
								1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Indice moyen des prix aux marchés (IRES)	86.244,3	1.757.917,3	419.491.562,2	1.972.868.817,0	16.826.598.140,0	16.759.291.747,4	37 926 277 224,37	1.816,2	4.400,80	1.938,30	23.763,0	370,3	752,9	-0,4	126,3
SECTEUR PRIVE															
Indice de salaire nominal	48.653,9	104.940,3	145.836,8	8.480.559,4	8.480.559,4	13.336,2	59.418,4	225,7	14.838,30	115,7	40,0	5.715,1	0,0	-99,8	345,5
Indice de salaire réel	56,4	6,0	0,0	0,4	0,1	0,0	0,0	-83,0	231,8	-89,4	0,0	0,0	-75,0	-100,0	0,0
ADMINISTRATION PUBLIQUE															
Indice de salaire nominal	33.434,6	435.716,8	83.982.249,4	157.350.790,9	157.350.790,9	8.756,6	9.490,4	4.825,3	578,8	1.203,20	19.174,5	87,4	0,0	-99,9	8,4
Indice de salaire réel	38,8	24,8	20,0	8,0	1,0	5,2	0,0	157,0	-84,9	-36,1	-19,3	-60,0	-87,5	420,0	-100,0
Pour mémoire:															
SALAIRE MINIMUM LEGAL (1)															
Indice de salaire nominal	18.471,3	254.777,1	43.949.044,6	80.254.777,1	80.254.777,1	1.019.110,00	1.019.110,0	2.124,8	730,2	1.279,30	17.250,0	82,6	0,0	-98,7	0,0
Indice de salaire réel	21,4	14,5	10,4	4,1	0,5	0,0	0,0	16,1	-81,6	-32,2	-28,3	-60,6	-87,8	-100,0	-100,0

Source : Les ordonnances présidentielles et les enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo
(1) Il s'agit du salaire d'un huissier de la Fonction publique

Tableau I.37 : Répartition des salariés des entreprises par secteur d'activité
(en pourcentage)

Secteurs	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1988
1. Agro-industriel	26,5	53,8	55,7	32,8	26,0	26,3	14,5
2. Minier	17,2	5,4	6,2	5,7	6,3	5,1	0,1
3. Manufacturier	23,3	11,8	7,8	11,2	12,2	11,9	2,7
4. Transport	13,2	4,2	3,7	15,0	17,0	17,2	26,0
5. Service et autres	19,8	24,8	26,6	35,5	38,5	39,5	42,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo (enquêtes économiques)

Tableau I.38 : Répartition par province des salariés affiliés à l'INSS
(en pourcentage)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
KINSHASA	41,7	46,4	42,6	42,8	31,2	30,3	1,6
BANDUNDU	3,5	3,3	2,6	2,2	1,2	1,2	1,2
BAS-CONGO	2,3	2,8	2,2	2,3	1,4	1,6	4,8
EQUATEUR	5,7	2,4	5,6	3,6	10,5	10,6	14,6
ORIENTALE	18,4	18,8	19,5	19,9	30,2	30,6	41,9
KASAI-OCCIDENTAL	2,5	2,4	2,8	2,9	1,5	1,3	1,7
KASAI-ORIENTAL	2,5	2,5	2,5	2,6	4,3	4,4	6,0
MANIEMA	1,7	1,5	1,4	1,8	3,4	3,5	4,7
NORD-KIVU	1,4	1,3	1,2	1,7	1,3	1,3	1,8
KATANGA	17,2	16,1	17,8	18,4	4,3	4,3	5,9
SUD-KIVU	3,1	2,5	1,8	1,8	10,7	10,9	15,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Institut National de Sécurité Sociale

TITRE II
LES FINANCES PUBLIQUES

APERCU GENERAL

Pour l'exercice 1998, le Gouvernement s'est doté d'un budget en équilibre en vue de poursuivre les efforts de redressement entrepris en 1997. Cependant, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est ressentie des effets de la guerre, à la suite de laquelle les recettes ont baissé et les dépenses se sont accrues.

Toutefois, les opérations du cadre budgétaire de l'Etat pour l'année 1998 se sont clôturées par un déficit moins important que celui de l'année 1997.

Par ailleurs, les opérations à financement extérieur spécifique, c'est-à-dire celles exécutées en dehors du cadre budgétaire, ont bénéficié des concours bilatéraux et multilatéraux chiffrés à 123,1 millions de USD contre 245,8 millions en 1997.

Par rapport au PIB, le solde global du compte général du Trésor s'est établi à 2,8 % contre 3,5 % en 1997. Les recettes fiscales ont atteint 5,8 % du PIB en 1998 contre 4,3 % une année plus tôt. Les prélèvements effectués sur le commerce extérieur ont été de 2,2 % du PIB contre 1,6 % précédemment. Quant aux dépenses, elles ont représenté 9,7 % contre 6,1 % une année auparavant.

Au regard du produit intérieur brut, la contribution du secteur public dans la formation du capital fixe, qui avait atteint 1,7 % en 1997, est tombée à 0,9 % en 1998. Au même moment, la part du secteur public dans le revenu des ménages s'est accru en 1998 en s'établissant à 5,8 % contre 1,4 %.

Tableau II.1. : Opérations intégrées des administrations publiques
(en milliards de Zaïres)

	Recettes non remboursables (a)	Dépenses courantes (b)	Ajustements statistiques (c)	Dépenses en capital (d)	Prêts nets (e)	Besoins de financement (f) = (a)-(b)+(c)-(d)-(e)
1992	170.080,1	689.098,4	-62.978,0	119.706,7	-	-701.703,0
1993	3.313.994,0	13.072..357,2	-1.178.614,6	994.312,3	-	-11.932.290,1
1994 (1)	208.382,0	334.482,0	14.822,0	40.313,0	-	-151.591,0
1995	3.296.760,0	3.183.253,0	44.835,0	105.431,0	-	52.911,0
1996	32.779.397,0	28.181.816,0	-2.610.784,0	5.531.293,0	-	-3.544.496,0
1997	72.662.014,0	65.880.729,0	-20.417.695,0	13.122.887,0	-	-26.709.297,0
1998 (2)	802.198,0	1.061.107,0	32.737,0	24.839,0	-	-251.011,0

(1) En millions de nouveaux zaïres à partir de 1994.
(2) En milliers de francs congolais.

CHAPITRE I
LES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

En 1998, la politique budgétaire excluait tout recours au financement monétaire et prônait le respect rigoureux des procédures budgétaires.

Des mesures spécifiques ont été prises en vue de garantir une exécution efficace du budget 1998. Parmi celles-ci, figurent l'instauration du précompte sur les bénéfices industriels et commerciaux (décret-loi n° 58 du 18 février 1998) et la promulgation du décret-loi n° 67 du 20 avril 1998 relatif au mode de paiement des dettes envers l'Etat et instituant le système des timbres fiscaux.

Cependant, à cause de la guerre, l'exécution du budget s'est caractérisée par un accroissement plus rapide des dépenses et une mobilisation relativement faible des recettes.

Ainsi, les opérations du cadre budgétaire se sont soldées, après ajustement statistique, par un déficit de 251,0 millions de FC, couvert entièrement par les avances de la Banque Centrale.

I. RECETTES COURANTES

Les recettes courantes se sont chiffrées à 604,3 millions de FC en 1998 contre 403,6 millions une année auparavant, soit un accroissement de 49,7 %. Cependant, exprimés en francs constants de 1997, les encaissements du Trésor ont enregistré une contraction de 36,2 %.

Par rapport à l'objectif budgétaire établi à 885,1 millions de FC, il se dégage un taux de réalisation de 68,3 %. Ce rendement est attribuable aux facteurs ci-après :

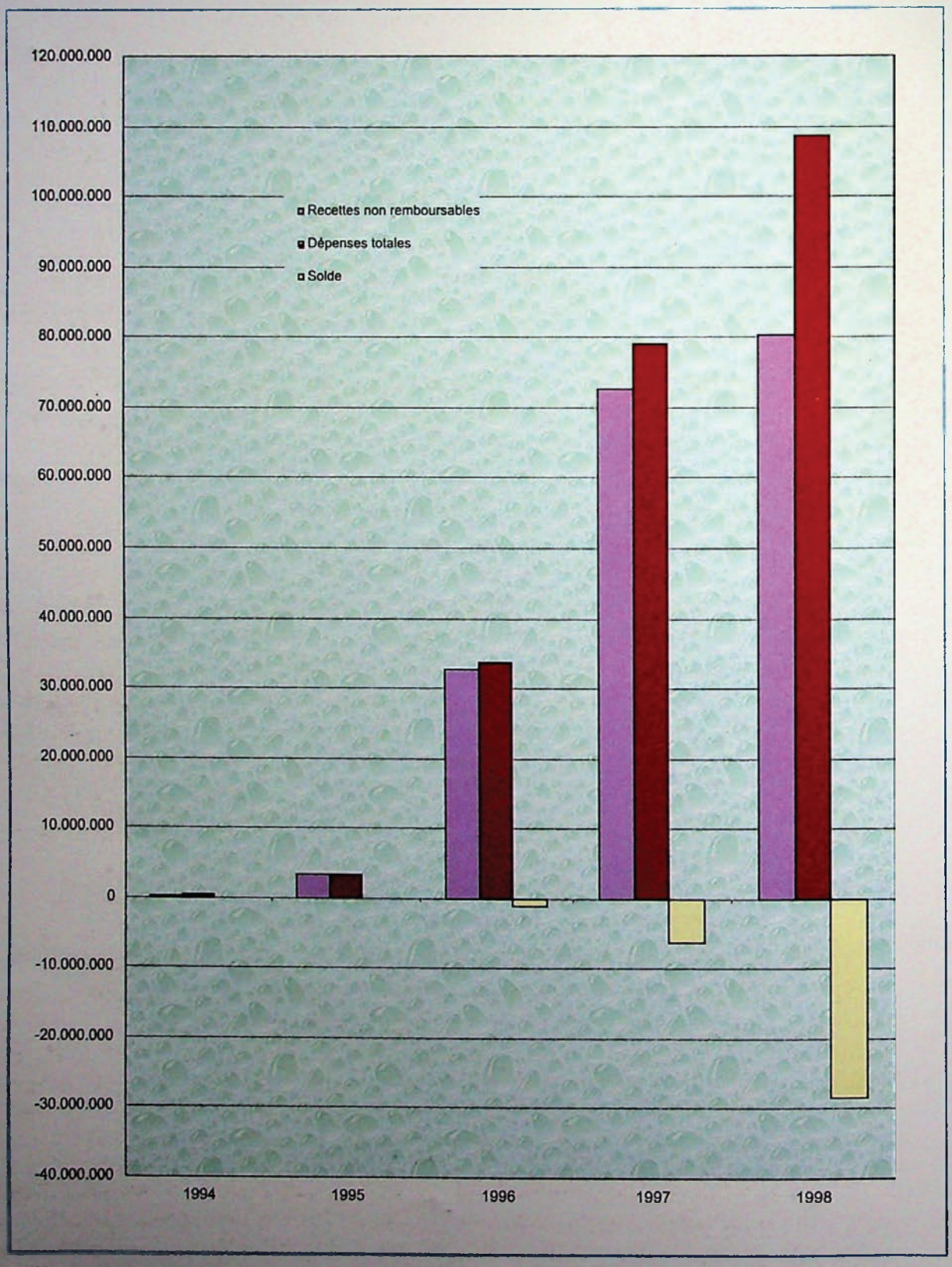
- les effets de la guerre déclenchée le 02 août 1998 : celle-ci a occasionné un manque à gagner estimé en FC à l'équivalent de 80 millions de USD, selon les régies financières (DGC, OFIDA) ;
- la faiblesse des recettes de la DGRAD. Elles se sont élevées à 69,9 millions de FC contre 169,0 millions prévus ;
- la faiblesse des recettes des pétroliers producteurs qui se sont situées à 22,2 millions de FC au lieu de 71,8 millions prévus dans le budget ;
- l'absence de contributions de la Gécamines au Compte Général du Trésor.

1. Recettes fiscales

1.1. Recettes des contributions sur le commerce extérieur

Les recettes des contributions sur le commerce extérieur ont totalisé 200,7 millions de FC en 1998 contre 109,6 millions en 1997, soit une progression de 83,1 %. En termes constants, les recettes sont tombées à 85,5 millions de FC en 1998 soit une baisse de 23,4 %. Le rapprochement des recettes issues des transactions avec l'extérieur aux éléments du budget chiffrés à 234,1 millions de FC laisse apparaître un taux

Graphique 7 : Opérations intégrées de l'Etat (1)
(en millions de ZRN)



(1) Cfr Tableau II.7

de rendement de 85,5 %. Les droits d'entrée ont été les plus déterminants en totalisant 191,6 millions de FC, soit 95,5 % du total.

Le niveau atteint par cette catégorie des recettes procède entre autre d'une meilleure organisation des services, en dépit d'une contraction de l'assiette imposable (valeur des importations et des exportations), laquelle est passée de 2,1 milliards de USD à 1,6 milliard d'une année à l'autre.

Outre l'organisation des services, la mobilisation des recettes douanières a été sous-tendue par une série de mesures dont les plus importantes ont porté sur :

- la réglementation des importations des pneus d'occasion ;
- la réduction de 40 à 30 % des droits d'entrée et de 20 à 13 % de la CCA à l'importation afin de diminuer la fraude et d'élargir l'assiette imposable ;
- l'instauration des valeurs FOB minimales à appliquer sur les tissus importés de l'Asie et de l'Afrique pour éviter la sous-évaluation.

L'évolution de l'ensemble des recettes douanières aurait pu être meilleure n'eut été le déclenchement de la guerre au mois d'août 1998. En effet, la fermeture durant près de 3 mois du port de Matadi par lequel passent environ 80 % des exportations et importations du pays en est la cause la plus déterminante. A cela s'ajoute la suspension des droits et taxes à l'importation sur les véhicules utilitaires.

1.2. Recettes des contributions sur les revenus

Les recettes des contributions sur les revenus sont constituées des prélèvements sur les revenus des personnes physiques et sur les bénéfices des sociétés et des entreprises. Au 31 décembre 1998, elles se sont chiffrées à 176,1 millions de FC contre 100,6 millions une année plus tôt. Comparativement aux prévisions fixées à 110,8 millions de FC, il en résulte une plus-value de 65,9 millions qui s'explique par le paiement régulier des salaires consécutif à une relative stabilité de l'environnement macro-économique au cours du premier semestre 1998.

Exprimées en termes constants, les recettes des contributions sur le revenu ont baissé de 25,3 % d'une année à l'autre.

1.3. Recettes des contributions sur les biens et services

Ces recettes sont composées des droits de consommation, des contributions sur le chiffre d'affaires à l'intérieur, de la marge distribuable (taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises pétrolières de production) et des contributions sur les véhicules. Au total, ces recettes se sont chiffrées à 104,2 millions de FC à fin 1998 contre 74,0 millions l'année précédente, soit une progression de 40,8 %. Eu égard aux prévisions chiffrées à 129,2 millions de FC, les réalisations affichent un rendement de 80,6 %.

Comme en 1997, la structure de cette rubrique reste marquée par l'importance des droits de consommation (66,5 %) et de la CCA à l'intérieur (23,5 %). La part de la marge distribuable s'est élevée à 9,7 % du total. L'évolution des contributions sur les biens et services s'explique notamment par l'inflation qui a prévalu durant le second semestre 1998.

En termes constants, ces recettes ont affiché un recul de 40,1 %.

1.4. Autres recettes

Les autres recettes fiscales qui avaient atteint 37,9 millions de FC en 1997 se sont établies à 52,7 millions une année après. Elles sont constitués pour l'essentiel par un montant à ventiler de 52,1 millions de FC et par des contributions sur les propriétés immobilières évalués à 0,57 million.

2. Recettes non fiscales

En 1998, les recettes non fiscales qui regroupent les recettes administratives, judiciaires, domaniales et du portefeuille ainsi que les royalties ont totalisé 69,9 millions de FC contre 79,3 millions une année auparavant. En termes constants, elles ont diminué de 62,5 % par rapport à l'année 1997.

Cette baisse qui a concerné aussi bien les royalties que les recettes du portefeuille, procède de la récupération par les sociétés pétrolières de production, des avances accordées à l'Etat en 1997, du repli des cours ainsi que de la baisse de la production du pétrole brut. En outre, les difficultés liées à l'application de la double imposition des entreprises publiques par le système d'avances à valoir sur les dividendes des entreprises publiques et celui des avances spéciales de ces entreprises au Trésor semblent avoir eu un effet négatif sur le rendement de cette catégorie des recettes.

L'examen de la structure de ces recettes montre que 64,8 millions de FC ont été mobilisés dans le cadre des recettes administratives, judiciaires et domaniales contre 57,8 millions en 1997. Les versements des sociétés pétrolières au titre des royalties ont totalisé 2,0 millions de FC alors qu'ils avaient atteint 11,3 millions une année auparavant. Les revenus du portefeuille de l'Etat ont été chiffrés à 3,0 millions de FC en 1998 contre 10,1 millions en 1997.

Tableau n° II.2. : Importance relative de différentes catégories de recettes courantes (en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
1. Recettes des contributions sur le commerce extérieur	30,1	44,1	32,7	29,4	27,7	33,2
2. Recettes des contributions sur les revenus	25,5	16,4	21,1	17,2	24,9	29,2
3. Recettes des contributions sur les biens et services	24,0	22,7	18,7	16,1	18,3	17,3
4. Autres recettes fiscales	3,5	5,2	19,7	25,2	9,4	8,7
5. Recettes non fiscales	16,9	11,6	7,8	12,1	19,7	11,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

II. DEPENSES PUBLIQUES

En 1998, les dépenses publiques ont totalisé 888,1 millions de FC, dont 99,0 % ont concerné les dépenses courantes contre 466,6 millions en 1997, soit un accroissement de 90,4 %. Par rapport aux prévisions budgétaires établies à 885,1 millions de FC, le taux d'exécution des dépenses en 1998 a atteint 100,3 %. Exprimées en termes constants, ces dépenses ont baissé de 18,9 % d'une année à l'autre.

1. Dépenses courantes

En 1998, les dépenses courantes de l'Etat se sont chiffrées à 879,6 millions de FC contre des prévisions de 765,9 millions, soit un taux d'exécution de 114,8 %. Comparées à l'année 1997 où elles s'étaient élevées à 427,9 millions de FC, les dépenses courantes ont progressé de 105,6%. Cependant en termes constants, celles-ci se sont contractées de 12,4 %.

Les rémunérations et les frais de fonctionnement ont constitué, à l'instar des années précédentes, les postes les plus importants de ces dépenses (95,9 %).

L'analyse par service de ces dépenses renseigne que la quasi-totalité de celles-ci, soit 97,2 %, a été effectuée dans le cadre des services communs.

1.1. Analyse des dépenses par nature

1.1.1. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement englobent les rémunérations et les frais d'acquisition d'autres biens et services. En 1998, les décaissements effectués à ce titre ont atteint 843,2 millions de FC contre 419,4 millions l'année précédente.

S'agissant des dépenses des rémunérations, elles ont été multipliées par cinq, passant de 105,8 millions en 1997 à 527,9 millions de FC. Par rapport aux prévisions arrêtées à 460,6 millions de FC, elles ont représenté 114,6 %. Cette évolution s'explique notamment par le paiement des arriérés des rémunérations et l'indexation de certaines catégories de salaires.

Quant aux frais d'acquisition d'autres biens et services, ils ont enregistré une faible augmentation (5,1 %), passant de 313,7 millions de FC en 1997 à 315,3 millions. Par rapport aux prévisions arrêtées à 159,7 millions de FC, il se dégage un dépassement de 97,4 %, imputable en grande partie à la guerre et aux effets inflationnistes que celle-ci a occasionnés.

1.1.2. Intérêts sur la dette publique

Les dépenses relatives au paiement d'intérêts sur la dette publique se sont chiffrées à 27,8 millions de FC en 1998 contre 5,5 millions en 1997. De ce montant, 2,1 millions de USD, soit 3,2 millions de FC ont été versés au Fonds Monétaire International au titre des commissions et la différence représente les intérêts sur les avances accordées au Trésor par la Banque Centrale.

1.1.3. Subventions et transferts

En 1998, les subventions et transferts ont totalisé 8,6 millions de FC. Sur ce montant, 6,7 millions ont été versés aux entreprises, 0,2 million aux ménages et 1,7 million aux organisations internationales. Concernant les entreprises, il s'agit essentiellement de la rétrocession faite aux régies financières sur les recettes réalisées par elles. L'année précédente, les dépenses effectuées sous cette rubrique s'étaient élevées à 2,9 millions de FC, soit un accroissement de 196,6 % d'une année à l'autre.

1.2. Analyse des dépenses par service

L'analyse par service des dépenses courantes révèle que 76,7 % de celles-ci, soit 675,0 millions de FC se sont rapportés aux services communs, dont les dépenses centralisées (63,1 %), les villes et provinces (6,1 %), les budgets annexes (3,6 %) et la dette publique (3,2 %). L'importante part qui revient aux dépenses centralisées se justifie par le fait que les rémunérations sont comprises dans cette rubrique.

Le reste de dépenses a concerné pour l'essentiel la Présidence de la République (14,3 %), le Ministère de la Défense Nationale (4,9 %) et le Ministère des Finances (1,3 %). Il convient de noter que le Service National dépendait en 1998 de la Présidence de la République.

Tableau n° II.3. : Structure des dépenses courantes par Ministère et Institution (en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Services communs *	43,5	59,9	62,5	39,7	49,8	76,7
Institutions publiques	27,5	25,6	19,9	22,9	17,2	14,3
Finances	0,2	4,3	2,8	1,5	1,3	1,3
Défense Nationale	27,2	3,3	5,4	29,3	25,8	4,9
Affaires Etrangères	0,2	0,7	2,3	1,2	1,1	0,5
Travaux Publics	0,1	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0
Education Nationale	0,2	0,3	1,2	0,9	0,8	0,0
Autres Ministères	1,1	5,4	5,4	4,0	3,5	2,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* *Cfr. rubrique Autres Services du tableau II.20.*

2. Dépenses en capital

Les dépenses d'investissement exécutées en 1998 n'ont représenté que 1 % du total des dépenses contre une prévision de 13,5 %. En effet, sur 119,2 millions de FC prévus au budget, l'Etat a débloqué 8,5 millions en faveur des investissements publics contre 38,7 millions de FC en 1997, soit une baisse de 78,0 %. Cette évolution s'explique essentiellement par la situation de guerre.

A l'instar des cinq dernières années, toutes les dépenses en capital effectuées en 1998 ont été affectées à l'acquisition des biens de capital, à raison de 86,7 % pour l'infrastructure routière et 13,3 % pour l'infrastructure sociale et collective.

L'analyse par service révèle que la totalité des dépenses en capital a été absorbée par trois institutions, à savoir le Ministère des Travaux Publics (56,6 %), la Présidence de la République (30,1 %) et le Ministère du Commerce Extérieur (13,3 %). Pour ces deux derniers, il s'agit respectivement de la lutte anti-érosive et de la réhabilitation des installations de la Foire Internationale de Kinshasa.

III. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Le déficit budgétaire s'est contracté en 1998, diminuant ainsi les besoins de financement. En effet, ceux-ci ont baissé de 6,0 %, passant de 267,1 millions de FC en 1997 à 251,0 millions. Ils ont été couverts entièrement par les emprunts auprès de la Banque Centrale.

Tableau n° II.4. : Besoins et moyens de financement des opérations du cadre budgétaire (en milliards de zaïres)

Année	Solde des opérations du cadre budgétaire	Ajustement statistique	Besoins et moyens de financement
1992	-638.725,0	-62.978,0	-701.703,0
1993	-10.753.675,0	1.178.614,0	-11.932.290,0
1994 (1)	-166.413,0	14.822,0	-151.591,0
1995	8.076,0	44.835,0	52.911,0
1996	-933.712,0	-2.610.784,0	-3.544.496,0
1997	-6.291.602,0	-20.417.695,0	-26.709.297,0
1998 (2)	-283,7	32,7	-251,0

(1) En millions des ZRN à partir de 1994.
(2) En millions de CDF

Tableau n° II.5. : Couverture des besoins de financement des opérations du cadre budgétaire (en milliards de zaïres)

Année	Organismes monétaires	Variation de l'endettement intérieur non monétaire	Moyens de financement
1992	683.243,4	18.459,6	701.703,0
1993	11.799.683,1	132.607,0	11.932.290,0
1994 (1)	151.558,0	33,0	151.591,0
1995	-46.245,0	-6.666,0	-52.911,0
1996	3.544.447,0	49,0	3.544.496,0
1997	26.709.250,0	47,0	26.709.297,0
1998 (2)	251,0	0,0	251,0

(1) En millions de ZRN à partir de 1994.
(2) En millions de CDF

CHAPITRE II

LES OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

Les opérations à financement extérieur spécifique, c'est-à-dire les interventions des organismes et gouvernements étrangers dans les activités de l'Etat, réalisées en dehors du cadre budgétaire, ont été exécutées essentiellement à l'aide des fonds de contrepartie et des donations.

En 1998, elles se sont chiffrées à 197,9 millions de FC contre 323,0 millions une année auparavant, soit 123,1 millions de dollars contre 338,3 millions.

I. RECETTES

En 1998, les partenaires bilatéraux ont financé certaines activités et projets du pays pour 45,5 millions de USD, soit 37,0 % ; tandis que les organismes internationaux ont participé pour 77,6 millions, soit 63 % du total des apports extérieurs.

Parmi les pays qui ont apporté leurs concours, la Belgique vient en tête avec 56,1 %, suivie des Etats-Unis d'Amérique (21,5 %), des Pays-Bas (7,0 %), de l'Italie (6,3 %) et de la Suisse (4,0 %).

S'agissant des organismes internationaux, les parts les plus importantes sont venues de l'Union Européenne (35,0 %), de l'UNICEF (24,4 %), du HCR (19,5 %) et du PNUD (18,1 %).

II. DEPENSES

En 1998, l'apport des partenaires extérieurs a servi pour 63,1 millions de dollars aux dépenses courantes et pour 60,0 millions aux dépenses d'investissement.

Les dépenses courantes ont concerné l'assistance et le secours d'urgence ainsi que l'aide alimentaire pour respectivement 57,1 millions de dollars et 6 millions ; tandis que les dépenses d'investissement se sont rapportées à la coopération technique autonome pour 49,8 millions de dollars, aux projets d'investissement pour 7,7 millions et à la coopération technique liée à des projets d'investissement pour 2,5 millions.

Tableau II.6 : Opérations à financement extérieur spécifique
(en milliards de ZRZ)

Année	Ressources	Dépenses courantes	Dépenses en capital	Solde
1992	4.494,7	4.494,7	-	-
1993	-	-	-	-
1994 (1)	-	-	-	-
1995	1.176,5	1.176,5	-	-
1996	17.091,0	12.883,8	4.207,2	-
1997	32.298,2	23.041,1	9.257,1	-
1998 (2)	197.854,0	181.466,0	16.388,0	-

(1) En millions de nouveaux zaïres à partir de 1994.
(2) En milliers de francs congolais.

CHAPITRE III
LA REFORME FISCALE

En 1998, le gouvernement a pris trois mesures d'ordre fiscal afin d'améliorer la mobilisation des recettes publiques.

La première, instituée par le Décret-loi n° 058 du 18 février 1998, instaure un nouveau mode de perception de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, dénommé " Précompte B.I.C. ". Ce décret a été complété par l'arrêté n° 004/ CAB/MIN/FIN/98 du 26 février 1998 portant mesures d'application.

La seconde mesure, contenue dans le Décret-loi n° 067 du 20 avril 1998, consacre le timbre fiscal comme unique preuve de règlement de toutes créances envers l'Etat notamment en ce qui concerne les contributions, impôts, droits, taxes et redevances. La troisième mesure, reprise dans le même décret, stipule que tous les règlements des créances dues à l'Etat doivent obligatoirement être effectués à l'aide d'un chèque certifié et barré. Outre la mobilisation des recettes, cette disposition vise la réhabilitation de l'intermédiation financière.

I. PRECOMPTE B.I.C.

1. OBJECTIFS ET MODALITES D'APPLICATION

L'institution du Précompte B.I.C. poursuit les principaux objectifs ci-après : 1°) l'élargissement de l'assiette imposable par la fiscalisation du secteur informel ; 2°) la culture, dans le chef des contribuables, de la spontanéité à se faire connaître auprès des services fiscaux ; 3°) le rapprochement du paiement de l'impôt du moment de la réalisation effective du revenu en vue d'atténuer les effets de l'inflation sur les recettes fiscales ; 4°) la résolution du problème de trésorerie de l'Etat en lui permettant de disposer tout au long de l'année des recettes qui auraient pu lui échapper ou être payées au-delà de l'année de réalisation des revenus imposables.

Le mécanisme du Précompte B.I.C consiste à retenir un pourcentage sur le montant de chaque transaction, en vue de constituer une provision à valoir sur l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux au moment du paiement de cette contribution en fin d'exercice. Le taux du précompte B.I.C a été fixé initialement à 3 %, mais la loi stipule qu'il peut être modifié lorsque les circonstances le justifient.

La base du précompte est constituée par trois éléments : 1°) la valeur en douane des marchandises lors de l'importation et de l'exportation, à l'exception de celles exonérées des droits de douane ; 2°) le prix des marchandises vendues localement au stade de gros et demi-gros ; 3°) les factures en ce qui concerne les prestations de services et les travaux immobiliers.

Pour les personnes morales et les professions libérales, le système du précompte fonctionne conjointement avec celui des acomptes provisionnels. Pour les personnes physiques exerçant une activité commerciale (entreprises individuelles),

le précompte B.I.C remplace les acomptes provisionnels compte tenu du volume réduit de leurs transactions par rapport à celles des sociétés.

Le précompte B.I.C. n'étant pas un nouvel impôt, il ne peut pas être pris en compte et incorporé dans le prix de revient des marchandises ou dans tout autre élément des charges, sous peine de s'exposer à une amende égale au montant du précompte incorporé et à la perte du droit à l'imputation du précompte sur les acomptes provisionnels.

Le produit du précompte B.I.C. est reversé au compte du receveur des Contributions ouvert à la Banque Centrale ou à ses représentations en provinces, le premier jour ouvrable de la semaine pour les opérations de la semaine précédente. Ce reversement s'effectue sur base de la note de perception mise à la disposition du redevable légal par les services des contributions. Le défaut, l'insuffisance et le retard de reversement sont sanctionnés d'une amende de 50 % du dernier montant du précompte payé.

On distingue deux catégories de redevables dans le paiement du précompte B.I.C., à savoir les redevables réels et les redevables légaux.

Les redevables réels sont les personnes pour compte desquelles le précompte est retenu à l'occasion des opérations décrites précédemment et reversé auprès des services des contributions par les différents redevables légaux. Il s'agit des importateurs et exportateurs, des grossistes et demi-grossistes, des prestataires de services et des entrepreneurs immobiliers.

Les redevables légaux sont ceux tenus par la loi de calculer et de retenir le précompte et de le reverser au service des contributions. Il s'agit :

- de l'Office des Douanes et Accises (OFIDA), en matière d'importation et d'exportation ;
- des fabricants et producteurs locaux, des importateurs ainsi que des grossistes et demi-grossistes ;
- des personnes morales bénéficiaires des prestations des services et des travaux immobiliers, en cette matière. Par contre, toute personne physique, même exerçant le commerce, bénéficiaire des services ou maître d'ouvrage n'est pas redevable légal du précompte B.I.C.

Les agents économiques ci-après ne sont pas soumis au paiement du précompte B.I.C. : les commerçants soumis au régime de la patente, les personnes physiques ou morales exonérées de la contribution sur les bénéfices ainsi que les institutions non assujetties à cet impôt (institutions publiques, missions diplomatiques, associations sans but lucratif, etc.).

2. EVALUATION

Le mécanisme du Précompte B.I.C. n'a produit des effets qu'à partir du mois d'avril 1998. Les recettes mobilisées à ce titre par la Direction Générale des Contributions entre avril et décembre 1998 se sont élevées à 48,5 millions de FC, soit 23,0 % des recettes totales réalisées par cette régie au cours de cette période. Elles

ont concerné les provinces du Bas-Congo, du Katanga, de Kinshasa et l'Administration Centrale.

Il a été relevé que bon nombre d'opérateurs économiques, mal informés, ont considéré le précompte B.I.C. comme une nouvelle taxe et l'ont incorporé dans le prix de revient de leurs marchandises.

Par ailleurs, certains grossistes et demi-grossistes échappant au contrôle ont écoulé leurs produits sans établissement de facture, permettant ainsi à leurs clients de ne pas payer le précompte. Du côté des redevables légaux , il convient de mentionner que certains d'entre eux n'ont pas respecté le délai de reversement à la D.G.C. des précomptes prélevés.

S'agissant de la structure des recettes du précompte B.I.C. par nature d'opérations, elle s'est présentée de la manière ci-après en 1998 : ventes en gros et demi – gros (61 %), prestations des services et travaux immobiliers (21 %), importations et exportations (18 %).

La faiblesse des recettes du précompte d'origine douanière pourrait s'expliquer par les perturbations dues à la fermeture durant trois mois du port de Matadi.

Le nouveau mécanisme du précompte B.I.C. a permis d'atteindre 30.000 contribuables évoluant dans le secteur informel pour la seule ville de Kinshasa.

Il convient également de noter que moins de six mois après son instauration, le système du précompte BIC avait fait l'objet de critiques de la part des opérateurs économiques, dont les principales sont résumées ci-après :

1° le taux de 3 % était jugé exorbitant au regard des marges bénéficiaires assez faibles appliquées par les importateurs dans leurs transactions. C'est notamment le cas de la distribution des produits alimentaires et pharmaceutiques dont la marge bénéficiaire varie entre 2 et 5 %. Il était ainsi apparu le risque qu'en fin d'exercice le total des précomptes retenus soit toujours supérieur à l'impôt effectif sur les bénéfices ;
2° l'application du précompte BIC sur les factures des clients non redevables des impôts auprès de la DGC était mal ressentie par ceux-ci qui n'ont pas hésité à parler d'une nouvelle taxe ;
3° la plupart des frontières du pays étant très poreuses, les importateurs informels ne payaient pas le précompte à l'importation et de ce fait ne l'appliquaient pas lors de la distribution. La conséquence en était que les produits de ces derniers revenaient moins cher sur le marché que ceux des importateurs qui appliquaient le précompte. Les importateurs du secteur structuré avaient ainsi enregistré des baisses dans leurs chiffres d'affaires à la vente ;
4° au regard des obligations des redevables légaux vis-à-vis du fisc, il est apparu que l'introduction de ce nouveau mécanisme dans la législation fiscale a entraîné des frais supplémentaires (programme informatique, papier, personnel, frais bancaires, etc.);
5° le délai de reversement du précompte était jugé très court par les redevables légaux. En effet, ces derniers ont l'obligation de reverser au Trésor, le premier jour de la semaine, le montant total des précomptes perçus la semaine précédente ;

6° le circuit de paiement du précompte mis en place au niveau de la DGC était estimé long et compliqué. En effet, les attestations de paiement ne sortaient que trois semaines minimum après la date de paiement.

Tableau II.6.1. : Evolution du précompte BIC par rapport aux recettes totales de la DGC en 1998 (en millions de FC)

Mois	Précompte BIC (A)*	Recettes totales (B)	A/B
Janvier	-	12,3	-
Février	-	10,2	-
Mars	-	13,7	-
Avril	0,3	12,7	2,4 %
Mai	3,7	16,4	22,6 %
Juin	4,8	16,6	28,9 %
Juillet	7,0	22,3	31,4 %
Août	3,8	14,5	26,2 %
Septembre	5,5	25,1	21,9 %
Octobre	8,7	25,2	34,5 %
Novembre	7,5	27,7	27,1%
Décembre	7,2	50,4	14,3 %
TOTAL	48,5	247,1	19,6 %

Source : Direction Générale des Contributions.
** Données de Kinshasa, du Bas-Congo, du Katanga et de l'Administration Centrale.-*

II. TIMBRES FISCAUX

1. Objectif et fonctionnement

Dans le but d'accroître les recettes publiques par l'amélioration de leur mode de perception, le timbre fiscal a été consacré comme unique preuve de paiement des dettes envers l'Etat par le Décret-loi n° 067 du 20 avril 1998. Les créances visées sont notamment les contributions, impôts, droits, taxes et redevances dont le règlement devra donner lieu à l'apposition et à l'oblitération des timbres fiscaux pour être considéré comme libératoire de la dette envers l'Etat.

Le timbre fiscal a ainsi remplacé la quittance modèle unique qui était jusque là en vigueur. Il est libellé en Franc Fiscal (FF) dont la parité a été fixée à 1 FF = 100.000 NZ, soit 1 Franc Congolais.

L'émission des timbres fiscaux est de la compétence du Ministère des Finances qui en fixe les modalités d'acquisition et d'utilisation par l'intermédiaire de la Banque Centrale du Congo. Les trois régies financières et les entités administratives décentralisées (EAD) disposent chacune de sa propre série de timbres. La Banque Centrale est chargée d'en assurer la distribution sur toute l'étendue du pays, à travers ses Directions provinciales et Agences, les banques commerciales et les coopératives d'épargne et de crédit. Ces institutions assurent à leur tour la vente des timbres auprès du public, conformément aux dispositions édictées par le Ministère des Finances et Budget.

S'agissant de la procédure d'acquisition et d'utilisation des timbres fiscaux, elle se déroule généralement de la manière ci-après :

1. le contribuable se présente aux guichets d'une banque pour acquérir les timbres fiscaux dont il a besoin en vue de s'acquitter de ses obligations vis-à-vis de l'Etat. Ces timbres sont payés par débit en compte ou contre versement d'espèces ;
2. les timbres fiscaux sont remis au contribuable accompagnés d'un chèque certifié et barré du même montant ;
3. le contribuable présente les timbres fiscaux et le chèque à la régie financière concernée ;
4. cette dernière oblitère les timbres et les remet au contribuable qui s'acquitte de sa dette. Le chèque est présenté à l'encaissement au profit du compte du Trésor.

Il convient de noter qu'en juillet 1998 la Banque Centrale a, dans une instruction aux banques agréées, consacré l'émission d'un chèque unique par régie financière à la place des chèques individuels. Le chèque unique, accompagné du relevé des paiements effectués, est déposé par chaque banque à la chambre de compensation pour être encaissé au profit du compte du Trésor par le délégué de la régie financière concernée. Les banques agréées sont tenues d'adresser à la Banque Centrale un rapport mensuel reprenant la liste des chèques certifiés et barrés émis par elles.

En ce qui concerne les opérations en faveur des EAD, les banques ou coopératives créditent les comptes bénéficiaires mentionnés sur les notes de perception établies par ces entités.

2. Evaluation

L'évaluation du système des timbres fiscaux en 1998 révèle des écarts importants entre les timbres émis et les versements y relatifs au compte général du Trésor.

L'écart entre les timbres cédés et les recettes correspondantes au compte général du Trésor a atteint 47,1 % entre juin et décembre 1998.

Tableau II.6.2. : Situation des timbres fiscaux de juin à décembre 1998 par série
(en millions de FC)

	DGC	OFIDA	DGRAD	Coop + CADECO	EAD	Total
1. Timbres reçus/cédés (1)	352,2	318,5	64,6	3,0	66,3	804,7
2. Encaissement au Trésor (2)	255,0	154,0	17,6	n.d.	n.d.	426,0
3. Ecart (1-2)	97,3	164,5	47,0	3,0	66,3	378,7
4. Ecart en %	27,6	51,6	72,8	-	-	47,1

(1) Données fournies par la Direction des Services de Caisse.
(2) Données de la Direction des Comptes Courants, Monnaie Nationale et Fonds Publics.

Par rapport aux intermédiaires chargés de vendre ces timbres au public, il s'est dégagé un écart de 39,5 % pour les banques agréées, de 70,1 % pour les Agences et Directions Provinciales de la Banque Centrale et de 10,2 % pour les régies financières.

Tableau II.6.3. : Situation des timbres fiscaux par organisme bénéficiaire
(en millions de FC)

Séries	Banques agréées	Régies financières	Coopératives + CADECO	Directions Provinciales BCC + Agences	EAD	Total
1. Valeurs des timbres cédés	395,5	109,7	3	296,5	66,3	804,7
2. Encaissement	239,1	98,5	n.d.	88,4	-	426,0
3. Ecart (1-2)	156,4	11,2	3,0	208,1	66,3	378,7
4. Ecart en %	39,5	10,2	-	70,1	-	47,1

Il ressort de la situation détaillée dans le tableau ci-dessus que l'écart le plus important provient des agences et Directions Provinciales de la Banque Centrale (208,1 millions de FC). Cet écart s'explique essentiellement par les retards de transmission des informations comptables entre le siège de la Banque Centrale et ses Directions Provinciales et Agences. Par ailleurs, dans certaines provinces où l'activité économique n'est pas développée, les timbres fiscaux à valeur faciale élevée ne sont pas demandés ; ce qui gonfle la valeur des timbres cédés.

S'agissant des banques, il apparaît que sur la valeur globale des timbres cédés (395,5 millions), les versements des banques se sont élevés à 239,1 millions, soit un écart de 156,4 millions imputable au non-respect des instructions relatives au nivellement des recettes de l'Etat au compte général du Trésor.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II

Tableau II.6 bis : Importance relative des finances publiques dans l'économie (en millions de ZRZ)[3]

	Valeurs courantes							Structure en %						
	1992	1993	1994	1995	1996	1997 r	1998 (*)	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
1. Produit Intérieur brut	5.295.370.300,0	78.074.291.700,0	6.956.825,3	37.591.369,0	289.625.465,0	769.800.000,0	9.177.000,0	100	100	100	100	100	100	100
2. Dépenses publiques	808.805.150,0	14.066.669.475,0	374.795,0	3.288.684,0	16.622.082,0	46.655.419,0	904.479,0	15,3	18	5,4	8,7	5,7	6,1	9,9
Consommation publique	646.358.471,0	12.909.076.752,0	314.699,0	3.128.552,0	15.146.456,0	42.538.481,0	871.000,0	12,2	16,5	4,5	8,3	5,2	5,8	9,5
Formation brute de capital	119.202.219,0	994.312.300,0	40.313,0	105.431,0	1.324.085,0	3.865.765,0	24.839,0	2,3	1,3	0,6	0,3	0,5	0,5	0,3
Transferts à d'autres secteurs	43.244.460,0	163.280.423,0	19.783,0	54.701,0	151.541,0	251.173,0	8.640,0	0,8	0,2	0,3	0,1	0,1	0	0,1
3. Charge fiscale brute	144.797.318,0	2.752.372.595,0	184.263,0	1.702.543,0	10.935.396,0	32.430.080,0	534.437,0	2,7	3,5	2,6	4,5	3,8	4,3	5,8
Commerce extérieur	48.555.271,0	997.721.174,0	91.994,0	692.238,0	4.615.622,0	10.965.099,0	200.787,0	0,9	1,3	1,3	1,8	1,6	1,4	2,2
Exportations	10.350.603,0	349.088.649,0	19.632,0	50.214,0	462.592,0	624.414,0	9.111,0	0,2	0,4	0,3	0,1	0,2	0,1	0,1
Importations	38.194.368,0	653.286.325,0	71.094,0	641.937,0	4.162.509,0	10.335.531,0	191.668,0	0,7	0,8	1	1,7	1,4	1,4	2,1
Divers	10.299,0	1.346.200,0	1.268,0	87,0	521,0	5.154,0	8,0	-	-	-	-	-	-	-
Activités intérieures	96.242.047,0	1.754.651.421,0	92.269,0	1.010.305,0	6.319.774,0	21.266.815,0	333.650,0	1,8	2,2	1,3	2,7	2,2	2,8	3,6
Revenus	31.298.832,0	845.185.926,0	34.130,0	447.600,0	2.699.599,0	10.068.606,0	176.717,0	0,8	1,1	0,5	1,2	0,9	1,3	1,9
Biens et Services	56.478.283,0	794.629.093,0	47.402,0	396.293,0	2.519.392,0	7.406.002,0	104.220,0	1,1	1	0,6	1,1	0,9	1	1,1
Autres recettes fiscales	8.464.932,0	114.836.402,0	10.737,0	166.412,0	1.100.783,0	3.792.207,0	52.137,0	0,2	0,1	0,2	0,4	0,4	0,5	0,6
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Charge fiscale nette (1)	101.552.858,0	2.589.092.172,0	184.480,0	1.647.842,0	10.783.855,0	32.178.907,0	525.797,0	1,9	3,3	2,4	4,4	3,7	4,2	5,7
5. Solde global (2)	-701.703.115,0	-11.932.290.054,0	-151.591,0	52.911,0	-3.544.496,0	-26.709.297,0	-251.011,0	-13,2	-15,3	-2,2	0,1	-1,2	-3,5	-2,7
6. Formation brute de capital fixe	376.451.300,0	1.817.932.900,0	522.256,8	3.826.968,9	45.016.728,8	66.607.776,8	730.993,8	100	100	100	100	100	100	100
Contribution des administrations publiques	119.706.793,0	994.312.300,0	40.313,0	105.431,0	5.531.293,0	13.122.887,0	24.839,0	31,8	54,7	7,7	2,7	12,3	19,7	3,4
Acquisition directe des biens de capital	119.202.219,0	994.312.300,0	40.313,0	105.431,0	5.531.293,0	13.122.887,0	24.839,0	31,7	54,7	7,7	2,7	12,3	19,7	3,4
Transferts d'équipements	504.574,0	-	-	-	-	-	-	0,1	-	-	-	-	-	-
7. Revenus des ménages	3.643.180.200,0	61.608.007.700,0	4.532.662,1	32.092.875,2	200.888.667,4	640.565.895,5	8.368.236,6	100	100	100	100	100	100	100
Contribution des administrations publiques	134.652.337,0	2.837.478.854,0	90.148,0	749.486,0	1.943.727,0	10.578.303,0	528.102,0	3,7	4,6	2,0	2,3	1,0	1,6	6,3

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cf tableau II.7.

(3) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994.

(4) En milliers de francs congolais en 1998.

Tableau II.7 : Situation intégrée des opérations des administrations publiques (en millions de ZRZ) (12)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 (13)
1.Recettes non remboursables	170.080.105	3.312.994.000	208.382	3.296.760	32.779.397	72.662.014	802.198
a) Recettes courantes (1)	165.585.442	3.312.994.000	208.382	2.120.259	15.688.370	40.363.817	604.345
Cadre budgétaire	165.585.442	3.312.994.000	208.382	2.120.259	15.688.370	40.363.817	604.345
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	4.494.663	-	-	1.176.501	17.091.027	32.298.197	197.854
Courantes (2)	4.494.663	-	-	1.176.501	12.883.819	23.041.075	181.466
En capital (3)	-	-	-	-	4.207.208	9.257.122	16.388
2.Dépenses courantes	689.098.357	13.072.357.175	334.482	3.183.253	28.181.816	65.830.729	1.061.107
Cadre budgétaire (4)	684.603.694	13.072.357.175	334.482	2.006.752	15.297.997	42.789.654	879.641
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc. (5)	4.494.663	-	-	1.176.501	12.883.819	23.041.075	181.466
3.Epargne budgétaire (6)	-519.018.252	-9.759.363.175	-126.100	113.507	390.373	2.425.837	-275.297
4.Dépenses en capital	119.706.793	994 312 300	40.313	105.431	5.531.293	13.122.887	24.839
Cadre budgétaire (7)	119.706.793	994 312 300	40.313	105.431	1.324.085	3.865.765	8.451
A fin. ext. spéc.(8)	-	-	-	-	4.207.208	9.257.122	16.388
5.Total dépenses= 2 + 4	808.805.150	14 066 669 475	374.795	3.288.684	33.713.109	78.953.616	1.085.947
Cadre budgétaire	804.310.487	14 066 669 475	374.795	2.112.183	16.622.082	46.655.419	888.093
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	4.494.663	-	-	1.176.501	17.091.027	32.298.197	197.854
6.Solde (1 - 5)	-638.725.045	-10.753.675 475	-166.413	8.076	-933.712	-6.291.602	-283.748
Cadre budgétaire	-638.725.045	-10.753.675 475	-166.413	8.076	-933.712	-6.291.602	-283.748
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc	-	-	-	-	-	-	-
7.Ajustement statistique (9)	-62.978.070	-1.178.614.579	14.822	44.835	-2.610.784	-20.417.695	32.737
8.Besoins de financement (10)	-701.703.115	-11.932.290 054	-151.591	52.911	-3.544.496	-26.709.297	-251.011
9.Financement (11)	701.703.115	11.932.290.054	151.591	-52.911	3.544.496	26.709.297	251.011
Intérieur monétaire net	683.243.479	11.799.683.054	151.558	-46.245	3.544.447	26.709.250	251.011
Int. non monét. net	18.459.636	132.607.000	33	-6.666	49	47	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cf tableau II.9.

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant ou secteur privé étranger : cf tableaux III.19 et III.21.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableau III.21.

(4) Cf tableau II.21.

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat zairois.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cf tableau II.25.

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.

(10) Correspond selon le cas soit aux besoins nets de financement (-), soit aux capacités excédentaires nettes de financement (+).

(11) Chiffres différents de ceux du tableau II.27 qui ne comprennent pas les soldes de la sécurité sociale.

(12) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994.

(13) En millions des Francs Congolais

Tableau II.8 : Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat (1)
(en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (6)	1995	1996	1997	1998 (7)
A.RECETTES FISCALES	204.832.963	3.448.250.520	303.562	1.259.221	10.102.528	61.359.484	716.095
1.Contr. sur le comm. ext(2)	53.550.672	1.600.371.311	135.544	416.455	3.005.864	20.546.324	234.199
-Droits de sortie	14.544.835	289.782.011	41.149	210.532	511.504	3.696.286	15.371
-Droits d'entrée	39.004.430	1.309.470.000	94.374	205.892	2.493.860	16.839.570	217.699
-Divers	1.407	1.119.300	21	31	500	10.468	1.129
2.Contr. sur les revenus (3)	20.635.195	131.400.064	20.370	53.715	684.157	5.034.921	110.816
-Personnes physiques	18.847.709	108.202.307	16.513	42.877	427.280	3.462.217	58.564
-Sociétés et entreprises	1.787.486	23.197.757	3.857	10.838	256.877	1.572.704	52.252
-Amendes et accroissements	-	-	-	-	-	-	-
3.Contr. sur biens et serv. (4)	26.751.617	251.882.100	44.007	167.647	1.688.719	12.773.923	129.236
4.C.E.R à charge des empl.	3.528.487	17.797.023	2.269	7.553	73.235	689.917	6.740
5.Contr. sur la prop. immob.	812.537	12.218.472	822	17.185	85.096	551.913	3.120
-Bâtiments	717.445	11.611.090	40	16.757	82.573	534.770	267
-Terrains	95.092	607.382	782	428	2.523	17.143	2.853
6.Fonds spéciaux	259.619	5.050.000	-	168.635	1.626.234	6.247.154	44.200
-Fonds de relance économique	206.310	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	35.228	3.500.000	-	168.635	1.626.234	6.247.154	44.200
-Divers (5)	18.081	1.550.000	-	-	-	-	-
7.Divers	11.383.243	331.581.550	526	58.225	671.041	2.597.967	52.100
8.Gécamines	61.176.500	446.950.000	-	174.930	840.000	4.810.000	63.843
9.Pétroliers	26.735.093	651.000.000	100.024	194.876	1.428.182	8.107.365	71.842
B.RECETTES NON FISCALES	14.351.126	873.398.131	25.354	496.346	1.162.739	11.852.026	169.008
1.Recettes adm., judiciaires et domaniales	11.215.678	831.064.011	8.409	362.301	534.343	8.840.103	152.917
2.Portefeuille	1.484.694	39.553.420	13.140	49.418	601.711	1.959.096	15.000
3.Donations	-	-	-	-	-	-	-
4.Divers	1.650.754	2.780.700	3.805	84.627	26.685	1.052.827	1.091
TOTAL (A+B)	219.184.089	4.321.648.651	328.916	1.755.567	11.265.267	73.211.510	885.103

Source : Ministère du Budget
(1) Non compris le fonds de contrepartie.
(2) Cf tableau II.10.
(3) Cf tableau II.12.
(4) Cf tableau II.14.
(5) Il s'agit du Fonds de Promotion du Tourisme et du Fonds de Reboisement depuis 1985.
(6) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994.
(7) En milliers de francs congolais en 1998.

Tableau II.9 : Recettes courantes des Administrations Publiques (en millions de ZRZ)

	1991	1992	1993	1994 (5)	1995	1996	1997	1998(6)
I.RECETTES DU CADRE BUDGET (1)	6.883.767	165.585.442	3.312.994.000	208.382	2.120.259	15.688.370	40.363.817	604.345
A.RECETTES FISCALES	6.216.039	144.797.318	2.752.372.595	184.263	1.954.707	13.787.409	32.430.080	534.436
1.Contrib. s/comm. ext. (2)	1.355.686	48.555.271	997.721.174	91.994	692.238	4.615.622	11.163.265	200.787
-Droits de sortie	292.285	10.350.603	343.088.649	19.632	50.214	452.592	624.414	9.111
-Droits d'entrée	1.063.146	38.194.369	653.286.325	71.094	641.937	4.162.509	10.533.697	191.668
-Divers	255	10.299	1.346.200	1.268	87	521	5.154	8
2.Contrib. s/revenus (3)	636.711	31.298.832	845.185.926	34.130	447.600	2.699.599	10.068.606	176.717
-Revenus des pers. phys.	325.783	14.721.454	172.517.499	19.544	168.642	1.106.820	3.877.419	55.229
-Revenus des soc. et ent	310.828	16.577.378	672.668.427	14.466	231.143	1.227.742	6.191.187	121.487
-Amendes et accroiss.	100	0	0	120	47.815	365.037	0	0
3.Contrib. s/biens et services(4)	1 071.038	56.478.283	794.629.093	47.402	396.293	2.519.392	7.406.002	104.220
4.C.E.R charge des employeurs	23.591	3.306.695	20.816.040	3.253	26.575	202.901	479.477	0
5.Contrib. s/prop. immob.	355	2.514	1.527.739	7	382	2.929	20.992	577
-Bâtiments	0	2.514	1.527.739	0	382	0	0	577
-Terrains	355	0	0	7	0	2.929	20.992	0
6.Fonds spéciaux	991	0	0	0	0	0	0	0
-Fonds de relance économique	907	0	0	0	0	0	0	0
-Fonds agricole	84	0	0	0	0	0	0	0
-Fonds promotion touris.	0	0	0	0	0	0	0	0
7.Divers	844.517	5.155.723	92.492.623	7.477	139.455	894.953	3.291.738	52.137
8.Gécamines	2.283.150	0	0	0	252.164	2.852.013	0	0
B.RECETTES NON FISCALES	667.728	20.788.124	560.621.405	24.119	165.552	1.900.961	7.933.737	69.908
1.Recettes adm.,judic. et domaniales	452.034	7.598.294	76.064.013	13.137	47.878	825.399	5.781.357	64.858
2.Portefeuille	85.584	5.715.944	209.987.777	4.759	37.397	90.565	1.015.234	3.044
3.Royalties	127.928	7.473.886	274.569.615	6.223	80.277	984.997	1.137.146	2.006
4.O.GE.DE.P.	2.182	0	0	0	0	0	0	0
5.Divers	0	0	0	0	0	0	0	0
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	169.650	0	0	0	0	0	0	0
A.Cotisations	52.290	0	0	0	0	0	0	0
B.Autres	117.360	0	0	0	0	0	0	0
Total (I + II)	7.053.417	165.585.442	3.312.994.000	208.382	2.120.259	15.688.370	40.363.817	604.345

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

((1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A + B)

(2) Cf tableau II.11

(3) Cf tableau II.13

(4) Cf tableau II.15

(5) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994.

(6) En milliers de francs congolais en 1998.

Tableau II.10 : Prévisions des recettes des contributions sur le commerce extérieur (1)
(en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (3)	1995	1996	1997	1998(4)
A. DROITS DE SORTIE	14.544.833	289.782.011	41.149	210.532	511.504	3.696.286	15.371
1. Droits de sortie ordin.	5.523.007	215.243.926	34.629	104.089	236.788	1.952.339	8.912
-Produits minéraux	4.963.138	212.147.026	7.239	44.542	48.843	1.437.681	6.563
-Produits végétaux	368.517	1.407.500	26.576	46.425	131.845	160 221	732
-Autres produits	191.352	1.689.400	814	13.122	56.100	354 437	1.618
2. C.C.A à l'exportation	9.021.809	74.533.685	6.254	106.164	262.877	1.735.578	6.116
3. Amendes	17	4.400	266	279	11.839	8.369	343
B. DROITS D'ENTREE	39.004.430	1309.470.000	94.374	205.892	2.493.860	16.839.570	217.699
1.Droits de douane	25.960.935	850.863.000	63.608	142.400	1.617.970	11.658.840	150.714
2.C.C.A à l'importation	12.292.600	55.977.800	24.812	33.000	747.230	4.511.080	58.322
3.Taxe statistique	588.588	401.131.200	5.855	21.600	91.810	643.140	8.315
4. Amendes	162.307	1.498.000	99	8.892	36.850	26.510	348
C. ENTREPOTS (2)	1.408	1.119.300	21	31	500	10.468	1.129
TOTAL(A+B+C)	53.550.671	1.600.371.311	135.544	416.455	3.005.864	20.546.324	234.199

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo
(1) Non compris la Gécamines.
(2) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.
(3) En millions de ZRN à partir de 1994.
(4) En milliers de francs congolais en 1998.

Tableau II.11 : Recettes des contributions sur le commerce extérieur (1)
(en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (3)	1995	1996	1997	1998 (4)
A. DROITS DE SORTIE	10.350.603	343.088.649	19.632	50.214	452.592	624.414	9.111
1. Droits de sortie ordin.	1.391.971	4.153.186	2.338	3.980	147.138	531.109	7.840
-Produits minéraux	1.294.788	3.863.319	2.175	1.298	47.982	477.095	6.728
-Produits végétaux	77.741	231.808	130	1.206	44.597	25.434	609
-Autres produits	19.442	58.059	33	1.476	54.559	28.580	503
2. C.C.A à l'exportation	82.607	14.525.121	9.862	38.548	203.919	86.948	659
3.Taxe statistique	8.876.012	324.409.912	7.432	7.686	101.535	6.357	612
4. Amendes	13	430	-	-	-	-	-
B. DROITS D'ENTREE	38.194.369	653.286.325	71.094	641.937	4.162.509	10.335.531	191.668
1. Droits de douane	24.511.053	426.203.998	46.382	494.934	3.201.589	8.570.686	133.938
2. C.C.A à l'importation	11.567.878	206.373.150	22.459	115.549	751.117	1.583.062	52.956
3. Taxe statistique	2.053.030	20.055.890	2.183	25.677	169.191	148.618	4.408
4. Amendes	62.408	653 287	70	5.777	40.612	33.165	365
C. ENTREPOTS (2)	10.299	1.346.200	1.268	87	521	5.154	8
TOTAL	48.555.271	997.721.174	91.994	692.238	4.615.622	10.965.099	200.787

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo
(1) Cf note 1, tableau II.10
(2) Cf note 2, tableau II.10
(3) En millions de ZRN à partir de 1994.
(4) En milliers de francs congolais en 1998.

Tableau II.12 : Prévisions des recettes des contributions sur les revenus (1) (en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (2)	1995	1996	1997	1998 (3)
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	18.847.709	108.202.307	16.513	42.877	427.280	3.462.217	58.564
1.Rémunérations	17.862.245	96.777.569	13.580	34.378	333.384	3.125.514	36.577
2.Revenus locatifs	897.366	9.488.498	621	3.278	42.713	145 941	17.987
3.Revenus mobiliers	85.946	1.898.472	1.972	4.323	26.156	144 568	3.528
4.Professions libérales	2.152	37.768	340	898	25.027	46.194	473
B. REVENUS DES SOC. ET ENT.	1.787.486	23.197.757	3.857	10.838	256.877	1.572.704	52.252
1.Sociétés	1.432.425	15.820.604	3.040	8.923	225.008	1.445.679	39.198
2.Entreprises	355.061	7.377.153	817	1.915	31.869	127.025	13.054
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	20.635.195	131.400.064	20.370	53.715	684.157	5.034.921	110.816

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.
(1) Cf note 1, tableau II.11
(2) En millions de ZRN à partir de 1994.
(3) En milliers de francs congolais en 1998.

Tableau II. 13 : Recettes des contributions sur les revenus (1) (en millions de ZRZ)

	1991	1992	1993	1994 (3)	1995	1996	1997	1998 (4)
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	325.783	14.721.454	172.517.499	19.544	168.642	1.106.820	3.877.419	55.229
1.Rémunérations (2)	308.472	13.226.776	160.100.913	17.202	147.884	948.347	3.274.249	47.820
2.Revenus locatifs	9.956	1.302.649	7.778.626	798	6.061	46.182	163.994	3.256
3.Revenus mobiliers	7.355	186.843	4.564.921	1.544	14.687	112.222	439.176	4.152
4.Professions libérales	-	5.186	73.039	-	10	69	-	1
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	310.828	16.577.378	672.668.427	14.466	231.143	1.227.742	6.191.187	121.487
1.Sociétés	309.903	15.734.607	670.075.552	14.466	230.877	1.225.664	6.190.166	121.441
dont - Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pétroliers	203.058	13.563.524	498.285.748	11.906	76.568	228.364	2.080.173	6.283
2.Entreprises	925	842.771	2.592.875	-	266	2.078	1.021	46
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	100	-	-	120	47.815	365.037	-	-
TOTAL	636.711	31.298.832	845.185.926	34.130	447.600	2.699.599	10.068.606	176.717

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.
(1) Cf note 1, tableau II.10.
(2) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.
(3) En millions de ZRN à partir de 1994.
(4) En milliers de francs congolais en 1998.

Tableau II.14 : Prévisions des recettes des contributions sur biens et services (1)
(en millions de ZRZ)

	1991	1992	1993	1994(4)	1995	1996	1997	1998(5)
A. C.C.A. A L'INTERIEUR	223.210	20.391.899	87.243.148	21.116	70.021	546.240	4.155.799	34.085
B. DROITS DE CONSOMMATION	232.820	5.774.864	122.332.000	22.018	79.977	733.550	6.154.337	75.049
1.Bières	87.029	2.339.855	35.474.000	9.000	26.053	355.100	2.478.355	30.215
2.Huiles minérales	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Tabacs fabriqués	112.392	2.056.842	49.615.800	7.156	29.174	212.780	2.424.647	29.569
4.Autres produits (2)	32.856	1.376.326	37.194.200	5.862	24.742	165.570	1.250.274	15.250
5.Amendes	543	1.841	48.000	-	8	100	1 061	15
C. CONTRIBUTIONS SUR VEH. (3)	9.207	584.854	42.306.952	873	17.649	408.929	2.463.787	20.101
TOTAL (A+B+C)	465.237	26.751.617	251.882.100	44.007	167.647	1.688.719	12.773.923	129.236

Source : Ministère du Budget.
(1) Cfr note 1, tableau II. 10.
(2) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.
(3) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.
(4) En millions de ZRN à partir de 1994.
(5) En milliers de francs congolais en 1998.

Tableau II.15 : Recettes des contributions sur biens et services (1)
(en millions de ZRZ)

	1991	1992	1993	1994(4)	1995	1996	1997	1998(5)
A. C.C.A. A L'INTERIEUR	289.742	13.462.226	47.774.280	18.581	106.256	743.656	1.714.798	24.514
B. DROITS DE CONSOMMATION	523.337	25.859.597	107.586 .162	14.314	161.177	915.672	3.474.924	69.389
1. Bières	268.110	10.077.815	47 768 256	6.355	89.582	508.839	1.608.542	30.772
2. Huiles	-	-	-	-	-	-	32.664	-
3. Tabacs fabriqués	210.296	13.133.883	48 521 359	6.342	50.191	285.140	1.301.359	31.475
4. Autres produits (2)	44.840	2.645 551	11 188 961	1.603	21.372	121.601	531.663	7.029
5. Amendes	91	2.348	107 586	14	32	92	696	113
C. MARGE DISTRIBUABLE (3)	255.282	17.053.092	626 482 632	14.199	127.707	849.500	2.080.496	10.147
D. CONTRIBUTIONS SUR VEH.	2.677	103.368	12 786 019	308	1.153	10.564	135.784	169
TOTAL	1.071.038	56.478.283	794 629 093	47.402	396.293	2.519.392	7.406.002	104.220

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.
(1) Cfr note 1, tableau II. 10.
(2) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.
(3) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.
(4) En millions de ZRN à partir de 1994.
(5) En milliers de francs congolais en 1998.

Tableau II.16 : Cours du cuivre, valeur de base et droits de sortie

Début du mois	Cours moyen de référence Cu Electro [2] F.B./T.m.	Valeur de base en ZRZ pour 100 kg [3]	Montant du droit de sortie [1] en ZRZ Pour 100 kg [3]
1990 Janvier	86.407	115.039	47.166
Février	84.536	109.944	45.077
Mars	95.037	109.452	44.875
Avril	95.936	113.428	46.505
Mai	96.599	131.730	54.009
Juin	91.263	140.755	57.710
Juillet	95.472	149.515	61.301
Août	92.169	146.800	60.188
Septembre	100.075	163.685	67.111
Octobre	88.082	188.409	77.248
Novembre	81.286	213.698	87.616
Décembre	79.193	218.292	89.500
1991 Janvier	78.802	284.449	116.624
Février	77.385	426.311	174.787
Mars	82.611	513.302	210.454
Avril	89.340	730.876	299.659
Mai	83.671	836.226	342.853
Juin	84.116	937.450	384.355
Juillet	84.872	977.987	400.975
Août	82.917	1.037.622	425.425
Septembre	83.888	1.399.161	573.656
Octobre	84.423	2.437.792	999.495
Novembre	81.893	3.941.601	1.616.056
Décembre	75.549	5.141.498	2.108.014
1992 Janvier	72.271	11.068.820	4.538.216
Février	75.854	14.465.283	5.930.766
Mars	78.523	15.514.380	6.360.896
Avril	77.501	21.568.257	8.842.985
Mai	76.363	24.555.897	10.067.917
Juin	76.848	34.092.610	13.977.970
Juillet	79.709	34.901.576	14.309.646
Août	77.600	610.585.296	250.339.971
Septembre	74.743	1.385.541.347	568.071.952
Octobre	70.767	166.136.601	68.116.006
Novembre	72.372	215.127.108	88.202.114
Décembre	73.617	307.528.522	126.086.694
1993 Janvier	78.714	358.335.931	146.917.732
Février	76.901	358.335.931	146.917.732
Mars	75.398	551.763.340	226.222.969
Avril	65.986	591.656.836	242.579.303
Mai	61.192	505.278.533	207.164.198
Juin	65.590	524.137.042	214.896.187
Juillet	70.533	559.680.592	229.469.043
Août	72.264	681.668.269	279.483.990
Septembre	66.412	828.883.727	339.842.328
Octobre	60.830	1.033.078.670	423.562.255
Novembre	61.212	1.150.186.218	471.576.349
Décembre	63.288	1.386.000.000	568.260.000
1994 Janvier	67.968	659	270
Février	68.956	...	...
Mars	68.833	...	...
Avril	67.899	16.947	6.948
Mai	75.744	24.811	10.173
Juin	81.388	...	...
Juillet	81.418	...	...
Août	79.359	...	...
Septembre	81.930	...	...
Octobre	81.328	...	...
Novembre	91.142	...	...
Décembre	98.413	...	...

Sources : Office des Douanes et Accises et Banque Centrale du Congo.

(1) Le droit de sortie est de 41 % de la valeur de base.

(2) Prix de l'avant-dernier mois.

(3) En nouveaux zaires en 1994

Tableau II.17 : Taxes et contributions versées au Trésor par la Gécamines et son personnel (en millions de ZRZ)

Rubriques fiscales	1988	1989	1990	1991	1995 (1)	1996
1. Droits de sortie	14.282	36.866	-	-	-	-
2. C.C.A. à l'exportation	3.057	20.891	9.503	-	-	-
3. Droits d'entrée	19.886	26.762	94.708	813.053	-	-
4. Taxe sur bénéfices ant.	22.899	6.964	-	-	-	-
5. Taxe et impôts divers	1.973	3.413	13.356	212.811	-	-
6. Taxes sur rémunérations	6.689	41.645	51.741	1.257.285	-	-
TOTAL	68.786	136.541	169.308	2.283.149	252.164	2.852.013
En % du total des rec. budg.	42,9	35,4	25,3	33,2	11,9	18,2

Sources : Gécamines et Banque Centrale du Congo.
(1) en millions de ZRN à partir de 1995.

Tableau II.18 : Evolution des effectifs payés par l'Etat [1]
Répartition par ministère
(situation à la fin de l'année)

Ministères	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 (3)
Finances	3.541	3.583	2.377	2.025	2.339	2.334	2.330
Fonction Publique	1.716	1.758	6.243	5.791	5.973	5.885	4.885
Administration du territoire	16.869	16.911	16.898	16.446	16.804	16.913	13.910
Justice	3.733	3.775	3.832	3.381	3.644	3.641	3.484
Portefeuille	127	147	129	129	125	125	125
Environnement	2 833	2.875	2.947	2.942	2.760	2.768	2.560
Développement rural	949	991	1.164	1.148	962	962	962
Affaires Etrangères	731	743	801	801	763	764	764
Commerce	431	443	517	517	461	461	461
Défense	4.947	4.980	5.086	4.635	5 065	5.084	4.080
Affaires sociales	4.759	4.806	4.999	4.548	4 673	4.670	4.670
Education Nationale (2)	203.157	228.034	220.343	231.639	235.768	237.645	121.083
Santé Publique	31.346	31.386	31.386	29.592	28.656	29.752	25.493
Information	76	76	73	73	65	65	65
Culture et Arts	481	521	730	730	719	725	725
Sports	1.073	1 083	1.414	1.014	1.335	1.344	1.344
Anciens combattants	325	331	328	321	305	305	305
Travail	439	459 r	609	469	563	561	561
Agriculture	8.426	8.468	8.731	8.573	7.748	7.849	5.845
Economie Nationale	2.035	2.076	2.365	2.305	2.203	2.208	1.895
Postes et Télécommunications	107	120	196	191	183	196	196
Mines	340	341	373	372	367	360	360
Transports et Communications	619	639	726	723	740	740	740
Travaux Publics	8.341	8.371	8.782	8.082	8.461	8.566	7.586
Energie	210	230	251	251	229	245	245
Affaires Foncières	1.203	1.245	1.246	1.202	1.230	1.241	941
Plan	580	587	680	680	619	614	614
Divers	122.487	98.096	105.774	96.720	93.114	92.569	76.740
TOTAL	421.881	423.075 r	429.000	425.300	425.874	428.592	282.969

Source : Direction de la Paie, Ministère des Finances

(1) Non compris les militaires de la Défense Nationale, les effectifs des organes politiques et des services bénéficiant des subventions.

(2) Y compris les boursiers étudiant en R.D.C.

(3) Non compris les Provinces occupées par la rebellion

Tableau II.19 : Budget des dépenses courantes de l'Etat
Répartition par ministère
(en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (3)	1995	1996	1997	1998 (4)
I.Institutions politiques	8.985.000	375.706.462	20.933	59.789	1.984.543	1.753.752	21.457
Présidence de la République	4.485.000	286.093.293	11.136	34.079	461.507	1.081.687	13.303
Compagnons de la Révolution	-	-	95	-	-	-	-
Assemblée Nationale & H.C.R.	2.400.000	15.165.440	7.790	12.058	1.330.193	221.955	2.789
Bureau du 1er ministre	1.000.000	27.681.299	619	9.286	88.365	262.049	3.218
Serv. techn. de la Prés.	900.000	34.827.430	813	-	-	-	-
Organismes auxiliaires	-	-	480	-	-	-	-
Ministère d'Etat	200.000	11.939.000	-	-	-	-	-
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	-	-	4.366	104.478	188.061	2.146
II.Ministères	24.913.743	1.014.529.190	51.941	169.654	614.577	1 570 699	91.341
Administration du Territoire	4.085.727	108.870.521	4.229	6.401	14.751	91.701	4.480
Affaires Etrangères	2.640.000	79.913.819	3.128	5.255	18.437	124.510	5.307
Commerce	250.738	8.047.175	443	2.461	7.910	22.371	913
Défense Nationale	2.000.000	487.014.698	15.000	65.009	144.047	-	18.002
Anciens Combattants	129.000	-	274	285	3.687	15.399	913
Justice	660.000	27.571.953	1.261	3.312	32.086	98.358	3.480
Finances	450.000	14.442.251	1.346	2.401	18.395	41.781	2.740
Economie Nationale	285.935	14.696.903	673	1.201	5.531	14.941	913
Education Nationale (1)	996.804	31.991.330	2.503	3.604	70.469	232.334	5.701
Information et presse	129.000	4.140.112	1.381	1.937	23.822	51.580	3.654
Agriculture	351.000	16.095.085	757	1.255	6.938	22.182	914
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	488.501	26.718.209	3.952	14.112	31.673	40.125	2.700
Mines	281.408	9.031.468	799	4.800	14.288	40.279	2.780
Transports et Communications	422.500	13.559.669	924	4.462	15.432	38.909	2.192
Fonction Publique	172.000	6.600.149	1.100	1.646	9.833	19.045	1.279
Affaires sociales	129.000	8.280.224	750	1.281	5.920	15.431	.903
Postes, Télégraphes,Télégrammes	379.500	12.179.632	391	2.407	8.589	31.202	1.827
Santé Publique	286.500	9.794.900	943	23.482	61.907	199.358	8.706
Culture et Arts	172.000	10.636.247	637	1.163	5.666	26.377	1.461
Energie	222.519	7.141.499	616	1.641	6.789	11.936	1.553
Pétrole	-	-	-	-	-	-	3.000
Sports & Jeunesse	489.062	9.893.199	1.214	2.264	11.088	144.278	3.106
Urbanisme et Affaires Foncières	573.000	12.869.650	942	4.480	14.357	53.548	1.370
Travail et Prévoyance Sociales	402.769	12.926.413	441	959	6.825	33.333	1.918
Portefeuille	0	9.628.167	627	2.152	6.200	13.364	741
Environnement	172.000	5.520.149	244	1.254	6.146	12.176	731
Développement rural	150.500	-	261	272	3.571	8.698	457
Plan	302.000	9.692.355	1.045	1.587	5.392	16.901	816
Recherche scientifique	129.000	4.140.112	518	539	3.274	15.947	911
Condition Féminine	129.000	-	-	-	3.702	11.414	639
Droits et libertés du Citoyen	107.500	-	219	228	2.494	240	-
Droits humains	-	-	-	-	-	-	457
Budget	700.150	23.470.537	1.634	3.303	19.082	58.290	1.030
Habitat et Logement	172.000	-	1.171	891	4.052	15.283	910
Reconstruction	-	-	-	-	-	-	2.187
Coopération Internationale	301.000	6.950.186	1.033	2.075	7.989	20.466	1.000
Relations avec le Parlement	125.000	5.215.256	-	208	1.229	2.683	183
Réformes Institutionnelles	5.486.168	-	343	357	1.844	3.637	187
Relations avec partis politiques	125.000	-	873	700	1.840	4.867	307
Petites et Moyennes Entreprises	372.850	11.957.543	54	56	2.089	4.641	240
Participations et privatisations	300.000	-	-	-	-	-	-
Tourisme et hôtellerie	172.612	5.539.779	115	120	3.073	6.560	426
Industrie & Artisanat	172.000	-	100	94	4.160	6.554	305
III.Autres services	187.748.861	3.156.533.329	251.608	1.422.280	6.601.229	66.795.088	731.888
Dette Publique	30.491.157	536.524.053	47.432	103 103	1.715.859	1.750.567	80.860
Ville et Provinces	7.500.530	105.000.000	5.940	37.213	348 147	1.900.637	17.550
Dépenses centralisées (2)	142.021.644	2.455.811.322	172.245	1.134.743	4.388.569	52.870.240	532.394
Budgets annexes	6.763.513	40.400.000	13.475	124.893	59.500	869.070	22.308
Dépenses pour ordre	972.017	18.797.954	12.516	22.328	89.154	9.404.574	78.776
TOTAL	221.647.604	4.546.768.981	324.482	1.651.723	9.200.349	70.119.539	844.686

Source : Ministère du Budget

(1) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire

(2) Y compris les rémunérations et les interventions économiques

(3) En millions de ZRN à partir de 1994

(4) En milliers de francs congolais en 1998

Tableau II.20 : Exécution du budget des dépenses courantes de l'Etat
Répartition par ministère
(en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998 (4)
I. Institutions politiques	169.896.422	3.602.736.600	85.743	399.489	3.511.944	7.359.246	125.471
Présidence de la Républ.	35.012.048	2.592.320.438	69.339	235.033	2.207.693	4.155.657	125.471
Conseil Législatif	896.336	18.020.508	1.857	17.966	282.476	183 069	0
Bureau du 1er ministre	112.472.034	956.875.154	14.283	144.327	1.021.775	3.020.520	0
Organismes auxiliaires	17.808.382	35.520.500	264	1.020	0	0	0
Serv. Techn. de la Prés.	3.707.622	0	0	0	0	0	0
Ministère d'Etat	0	0	0	1 143	0	0	0
II. Ministères	152.697.884	3.803.093.600	48.369	353.557	5 715 169	13.595.913	79.158
Droits et Libertés	0	180.000	2	0	20	0	0
Droits humains						0	0
Administration du territoire.	1.163.312	35.124.738	406	2.797	9.447	37.969	1.702
Affaires Etrangères	5.422.061	27.597.842	2.279	46.029	181.021	509.237	3.971
Défense Nationale	73.211.688	3 568 199 832	10.816	108.122	4.480.561	11.005.140	42.788
Anciens Combattants	0	0	2	0	1.536	0	0
Justice	8.841.235	1.444.930	272	8.645	60.301	43.707	840
Finances	17.018.745	22.922.028	14.412	56.068	223.199	340.044	11.087
Economie Nationale	86.822	52.282	680	1.391	11.267	3.448	267
Petites et moyennes entreprises	-	-	-	-	-	-	57
Education Nationale	10.911.546	24.659.397	1.703	25.161	135.524	77.099	1.398
Information et Presse	15.855	1.787.735	5.748	2.671	16.823	13.497	708
Agriculture	17.801.983	4.290.919	46	6.047	12.269	6.698	71
Travaux Publics (2)	1.816.048	9.920.670	1.519	9.340	78.976	1.215.985	7.620
Mines, Industrie et Artisanat	14.089	0	126	552	14.036	2.012	711
Transports et Communications.	53.896	44.826	9	2.121	1.314	9.380	466
Fonction Publique	356.105	157.279	483	5.409	115.266	27.669	682
Postes, Téléphones Télégrammes.	1.325.815	45.987.524	374	4.265	23.951	20.828	639
Santé Publique	4.124.470	4.810.327	996	23.254	63.667	77.664	126
Développement rural	0	3.000.000	3	0	15	53	0
Culture et Arts	334.812	1.944.006	28	2.905	5.058	6.973	79
Travail et Prévoyance Sociale	525.390	45.736	24	107	4.180	107	142
Energie	3.180.772	257.473	191	723	3.100	646	37
Pétrole							0
Tourisme et hôtellerie							49
Sports, Loisirs et Jeunesse	2.314.064	15.517.439	1.623	15.754	136 855	155.422	2.377
Urbanisme et Affaires Foncières.	582 061	0	665	99	965	397	24
Plan	1.972.392	2.233.494	144	12.844	25.690	10.831	131
Reconstruction							2
Portefeuille	139.332	377.141	38	878	473	536	14
Commerce	49.487	23.361.066	567	1.008	1.585	3.858	1.112
Environnement	101.722	0	7	378	6.159	6.903	103
Affaires sociales	1.202	459.736	29	191	12.178	3.041	135
Recherche scientifique	38.011	66.990	177	28	30	389	0
Condition Féminine	278	35.238	2	0	152	55	0
Budget	741.310	721.530	4.640	13.845	82.754	10.757	0
Coopération Internationale	528.112	2.184.576	352	2.925	6.797	5.493	430
Relations avec le Parlement	25.269	1.536.150	2	0	0	75	0
Réformes Institutionnelles							0
et Rélation avec les Partis Politiques	0	4.082.696	4	0	0	0	1.389
III. Autres services	407.081.846	5 702 924 900	200.370	1.253.706	6.070.884	21.834.495	675.013
Villes et Provinces	26.118	3.192.700	170	0	47 685	463.356	53.568
Dette Publique	138.327.457	1.504.814.200	58.163	241.238	2.617.415	2.905.214	27.757
Dépenses centralisées (3)	177.424.881	3.133.093.300	104.736	863.135	2.118.078	16.091.700	555.034
Dépenses à ventiler	44.934.343	789.696.700	7.474	13.396	386.580	320.305	0
Budgets annexes	12.404.245	108.847.600	10.899	106.657	787.364	1.802.747	31.911
Budget pour ordre	33.964.802	163.280.400	18.928	29.280	113.762	251.173	6.742
TOTAL	729.676.152	13.108.755.100	334.482	2.006.752	15.297.997	42.789.654	879.641

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

(2) Y compris les dépenses de l'Office des Routes

(3) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées

(4) En milliers de francs congolais en 1998

Tableau II.21 : Dépenses courantes de l'Etat par nature (en millions de ZRZ) (7)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 (8)
I.Biens et services	608.452.044	12.784.675.031	291.186	1.931.517	14.137.767	41.943.934	843.244
1.Rémunérations	106.797.078	2.739.510.600	89.291	724 065	1.905.948	10.578.303	527.886
2.Autres biens et services	501.654.966	10.045.164.431	201.895	1.207.452	12.231.819	31.365.631	315.358
Fournitures et matériel (1)	302.711.681	3.712.483.034	133.512	513.138	4.217.798	4.651.945	65.551
Frais généraux et divers	150.381.014	4.558.796.733	50.060	425.915	6.830.771	17.899.632	161.098
Dépenses extérieures (2)	290.267	-	-	-	-	-	-
Provinces et villes	26.118	3.192.747	170	-	47.685	463.356	53.568
Organismes médicaux	1 203 621	44.175.266	-	-	-	-	-
Enseignement	962.897	33.131.485	-	-	12.556	-	-
Voyages	8.240.809	301.864.312	8.109	100.682	736.429	1.225.060	35.141
A ventiler	37.838.559	1.391.520.854	10.044	167.717	386.580	7.125.638	-
II.Versements d'intérêts	31.967.418	124.401.721	23.513	20.534	1.008.689	551 584	27.757
1.Sur dette intérieure	4.660.694	9.549.694	7.872	183	16.000	-	27.757
Découvert journalier	905.858	2.111.694	7.872	-	-	-	27.757
Bons du Trésor	3.754.834	7.438.000	-	183	16.000	-	-
Dette consolidée	2	2	-	-	-	-	-
2.Sur dette extérieure	27.306.724	114.852.025	15.641	20 351	992.689	551.584	-
Dette financière	18.269.038	74.540.110	15.641	20.351	992.689	551.584	-
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	9.037.686	40.311.915	-	-	-	-	-
III.Subventions et transferts	44.184.232	163.280.423	19.783	54.701	151.541	294.136	8.640
1.Organismes publics (3)	1.444.346	-	-	-	-	11.074	-
2.Entreprises	14.304.094	65.312.169	18.928	29.280	113.762	251.173	6.742
3.Ménages	27.855.259	97.968.254	855	25.421	37.779	31.889	217
Bourses d'études	6.790.960	32.656.085	-	-	1.143	476	83
Pensions civiles et militaires	481.448	-	-	-	-	-	-
Soins médicaux	7.000.930	-	557	20.307	29.648	29.221	37
Divers (4)	13.581.921	65.312.169	298	5.114	6.988	2.192	96
4.A l'étranger (5)	580 533	-	-	-	-	117.788	1.681
Total (6)	684.603.694	13.072.357.175	334.482	2.006.752	15.297.997	42.789.654	879.641

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires

(2) Principalement les représentations diplomatiques

(3) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales

(4) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat

(5) Concerne les cotisations à des organismes internationaux

(6) Ce total diffère de celui du tableau II.20. Il comprend les dépenses de matériel militaire qui figurent au Budget en capital mais n'inclut pas les charges d'amortissement de la dette publique

7) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

(8) Chiffres rectifiés à partir de 1995

Tableau II.22 : Budget des dépenses en capital de l'Etat - Répartition par ministère (en millions de ZRZ) (1)

MINISTERES	Autorisation d'engagement							Crédits de paiement						
	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998 (3)	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998 (3)
Présidence	1.577.610	-	-	-	97.183	223.860	6.115	16.885	-	-	-	97.183	223.860	6.115
Affaires étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce	590.685	-	-	-	-	-	-	9.941	-	-	-	-	-	-
Finances	3.463.137	1.732.500	-	-	15.821	1.157.910	21.646	297.332	16.750.000	-	-	15.821	1 157 910	21.646
Education Nationale	239.661.440	30.855.825	4.928	52.250	205.667	739.960	15.227	4.011.810	131.167.500	4.928	52.250	205.667	739.960	15.227
Information	803.497.320	4.279.275	-	11.225	92.663	-	4.000	1.339.375	4.322.500	-	11.225	92.663	-	4.000
Agriculture	93.867.867	14.396.580	-	14.000	42.941	163.798	4.482	4.285.059	34.542.500	-	14.000	42.941	163.798	4.482
Développement rural	24.718.854	6.292.440	-	-	31.641	-	2.000	1.962.021	26.356.000	-	-	31.641	-	2.000
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	137.278.399	299.732.895	31.719	42.750	385.791	508.430	10.898	26.531.494	372.293.433	31.719	42.750	385.791	508.430	10.898
Mines et Affaires Foncières	-	519.750	-	-	9.040	5.200	143		525.000	-	-	9.040	5.200	143
Transports et Communications	81.962.199	36.361.710	2.432	12.238	241.828	120.729	3.302	3.078.302	36.729.000	2.432	12.238	241.828	120.729	3.302
Postes,Téléphones Télégrammes.	3.378.526	3.402.630	-	14.275	153.685	-	3.000	155.755	3.437.000	-	14.275	153.685	-	3.000
Santé Publique	419.309.608	33.783.750	8.513	28.050	177.236	250.770	6.854	7.845.084	82.125.000	8.513	28.050	177.236	250.770	6.854
Energie	220.347.126	-519.750	1.643	30.500	275.729	-	2.000	1.337.577	24.166.500	1.643	30.500	275.729	-	2.000
Jeunesse et Sports	5.392.245	415.800	-	-	-	-	-	53 312	420.000	-	-	-	-	-
Défense Nationale(2)	5.078.076	2.990.295	-	-	15.821	16.770	453	56.795	5.020.500	-	-	15.821	16.770	453
Culture et Arts	6.812.892	415.800	-	-	13.560	16.900	465	67.358	420.000	-	-	13.560	16.900	465
Portefeuille	-	-	-	-	-	26.000	715	-	-	-	-	-	26.000	715
Environnement	22.226.862	7.120.575	1.452	3.800	42.941	152.100	4.160	561.603	7.192.500	1.452	3.800	42.941	152.100	4.160
Plan	134.847.090	54.575.830	2.495	8.109	67.802	249.997	6.830	2.150.759	58.117.000	2.495	8.109	67.802	249.997	6.830
Justice	9.395.991	457.875	-	-	-	-	-	132.873	462.000	-	-	-	-	-
Administration du Territoire	11.704.845	13.860.000	1.643	10.166	180.806	238.290	6.508	2.437.700	30.000.000	1.643	10.166	180.806	238.290	6.508
Primature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affaires sociales	8.130.933	2.515.590	-	1 700	19.391	52.000	1.418	105.677	2.541.000	-	1.700	19.391	52.000	1.418
Recherche scientifique	24.087.345	3.076.920	3.285	-	54.242	-	1.500	424.062	3.108.000	3.285	-	54.242	-	1.500
Travail	1.064.451	-	-	-	-	7.800	215	10.524	-	-	-	-	7.800	215
Fonction Publique	701 139	398.475	1.164	1.350	9.040	23.400	644	18.932	402.500	1.164	1.350	9.040	23.400	644
Economie Nationale	-	-	-	-	9.040	10.400	286	-	-	-	-	9.040	10.400	286
Conseil Législatif	4.682.924	2.862.090	-	-	13.560	58.110	1.585	347.299	32.891.000	-	-	13.560	58.110	1.585
Condition Féminine	1.945.365	693.000	-	-	-	-	-	28.663	700.000	-	-	-	-	-
Anciens Combattants	-	-	-	-	4.520	-	1.500	-	-	-	-	4.520	-	1.500
Budget	49.883.370	763.129	246	2.044	95.604	338.390	9.249	174.066	770.837	246	2.044	95.604	338.390	9.249
Conseil Judiciaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Urbanisme et Habitat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Petites et Moyennes Entreprises	3.488.478	415.800	164	-	4.520	-	4.000	96.227	420.000	164	-	4.520	-	4.000
Total	2.319.094.777	530.993.369	59.684	232.457	2.260.072	4.360.814	119.193	57.536.485	874.879.770	59.684	232.457	2.260.072	4.360.814	119.193

Source : Ministère du Budget

(1) En millions de ZRN à partir de 1994

(2) Comprend les constructions des camps, des achats de matériels et d'équipement et les charges sur crédits fournisseurs

(3) En milliers de francs congolais en 1998

Tableau II.23 : Budget des dépenses en capital de l'Etat
Répartition des crédits de paiement par secteur
(en millions de ZRZ) (1)

SECTEURS	Valeurs courantes							Structure en %						
	1992	1993	1994(1)	1995	1996	1997	1998(2)	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
A. Projets économiques et sociaux	53.760.678	690.280.139	51.030	101.606	1.262.571	3.312.153	78.548	93,4	78,9	85,5	43,7	55,9	76	65,9
Projets économiques	14.817.533	325.455.275	18.800	22.966	590 212	2.237.703	46.247	25,8	37,2	31,5	9,9	26,1	51,3	38,8
Projets sociaux	38.943.145	364.824.864	32.230	78.640	672 359	1.074.450	32.301	67,7	41,7	54	33,8	29,8	24,6	27,1
B. Equipement des administrations	3.633.371	158.353.238	7.281	21.696	378 116	1.022.661	23.958	6,3	18,1	12,2	9,3	16,7	23,5	20,1
C. Dépenses militaires	56.975	13.998.076	716	-	15 821	-	-	0,1	1,6	1,2	-	0,7	-	-
D. Investissements indirects	85.461	12.248.317	657	109.155	603 564	26.000	16.687	0,1	1,4	1,1	47	26,7	0,6	14
Participations dans les entreprises en République Dém. du Congo	85.461	12.248.317	657	109.155	603.564	26.000	16.687	0,1	1,4	1,1	47	26,7	0,6	14
Participations dans les organismes financiers internationaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	57.536.485	874.879.770	59.684	232.457	2.260.072	4.360.814	119.193	100	100	100	100	100	100	-100

Source : Ministère du Budget
(1) En millions de ZRN à partir de 1994
(2) En milliers de francs congolais en 1998

Tableau II.24 : Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition par ministère (en millions de ZRZ) (1)

Ministères	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998 (2)
1. Présidence.	-	-	-	-	-	-	2.540
2. Primature	-	3.702.200	-	-	-	-	-
3. Finances	-	-	-	-	-	-	-
4. Education Nationale	416.359	3.800	-	2.177	19 843	66.986	-
5. Information	-	-	89	208	-	-	-
6. Agriculture	-	6.069.600	-	-	2050	7.731	-
7. Travaux Publics	94.858.052	774.860.400	31.135	87.544	1.173.786	3.401.870	4.786
8. Mines et Affaires Foncières.	-	-	-	-	-	-	-
9. Transports et Communications.	-	2.809.200	120	-	-	-	-
10. Postes,Télégraphes Télé.	-	1.025.300	21	-	10.328	30.153	-
11. Santé Publique	252.018	125.200	1.224	1.700	3.174	19.278	-
12. Energie	504.574	-	51	-	109.605	320.858	-
13. Défense Nationale	-	205.716.600	7.673	13.802	3.170	1.157	-
14. Portefeuille	100.716	-	-	-	-	-	-
15. Environnement	-	-	-	-	-	-	-
16. Plan	3.616.632	-	-	-	-	-	-
17. Développement rural	-	-	-	-	2 129	17.732	-
18. Justice	-	-	-	-	-	-	-
19. Affaires sociales	-	-	-	-	-	-	-
20. Affaires étrangères	-	-	-	-	-	-	-
21. Travail	-	-	-	-	-	-	-
22. Recherche scientifique	-	-	-	-	-	-	-
23. Conseil Législatif	-	-	-	-	-	-	-
24. Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-
25. Budget	-	-	-	-	-	-	-
26. Fonction Publique	-	-	-	-	-	-	-
27. Cultures & Arts	-	-	-	-	-	-	-
28. Sports & Loisirs	-	-	-	-	-	-	-
29. Anciens Combattants	-	-	-	-	-	-	-
30. Urbanisme & Habitat	320 298	-	-	-	-	-	-
31. Commerce Extérieur	-	-	-	-	-	-	1.125
TOTAL	100.068.649	994.312.300	40 313	105 431	1.324.085	3.865.765	8.451

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo
(1) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994
(2) En milliers de francs congolais en 1998

Tableau II.25 : Exécution des dépenses publiques en capital du cadre budgétaire
Répartition par secteur
(en millions de ZRZ)

Secteurs	1992	1993	1994 (2)	1995	1996	1997	1998 (3)
I. Acquisition des biens de capital	119.202.219	994.312.300	40.313	105.431	1.324.085	3.865.765	8.451
A. Infrastructure économique	98.352.087	782.298.400	38.288	99.556	753.769	2.203.486	7.326
1. Voies de communications	94.852.087	776.228.800	38.288	99.556	751.779	1.983.720	7.326
Routes, ponts et chaussées	94.822.087	772.394.300	38.147	99.556	695.608	1.679.837	7.326
Voies fluviales	-	2.809.200	-	-	48.850	243 750	-
Voies maritimes	-	-	-	-	-	-	-
Voies ferrées	30.000	-	-	-	-	-	-
Voies aériennes	-	-	-	-	4.061	34.813	-
Télécommunications	-	1.025.300	141	-	3.200	25.320	-
2. Agriculture	3.500.000	6.069.600	-	-	2.050	219.766	-
3. Mines	-	-	-	-	-	-	-
B. Infrastructure sociale et collective	1.207.488	3.833.193	1.364	5.453	430.046	1.237.045	1.125
1. Enseignement	416.359	3.800	-	2.334	19.347	105.916	-
2. Santé publique	252.018	125.200	1.224	1.700	111.605	212.405	-
3. Urbanisme	320.298	1.993	-	-	290.796	788.522	-
4. Information	-	-	89	208	7.128	91.811	-
5. Divers	218.813	3.702.200	51	1.211	1.170	38.391	1.125
C. Equipement des administrations	19.642.644	2.466.100	661	422	137.100	415.956	-
1. Constructions civiles	4.500	2.466.100	622	422	47.831	195.600	-
2. Matériel durable (1)	19.638.144	-	39	-	89.269	220.356	-
D. Constructions militaires	-	205.716.600	-	-	3.170	9.278	-
II. Transfert d'équipements	504.574	-	-	-	-	-	-
Secteur énergie	504.574	-	-	-	-	-	-
Secteur agricole	-	-	-	-	-	-	-
Secteur tourisme	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	119.706.793	994.312.300	40.313	105.431	1 324 085	3.865.765	8.451

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.
(1) Y compris les achats de matériel durable du budget des dépenses ordinaires mais non compris les achats de matériel militaire.
(2) En millions de nouveaux zaïres à partir de 1994.
(3) En milliers de francs congolais en 1998.

Tableau II.26 : Encours de la dette publique libellée en monnaie nationale (en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (3)	1995	1996	1997	1998 (4)
A. Auprès des institutions monétaires	706.446.547	12.506.129.604	155.726	109.481	3.653.928	30.363.178	554.643
Banque Centrale du Congo	720.248.675	12.444.803.604	137.771	101.438	3.629.578	27.184.827	528.342
anques de dépôts	-13.802.128	61.326.000	17.955	8.043	24 350	3.178.351	26.301
B. Auprès des institutions financières et des organismes sociaux (1)	2	2	2	2	2	2	-
C. Autres créanciers (2)	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	706.446.549	12.506.129.606	155.728	109.483	3.653.930	30.363.180	554.643

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Cf tableau IV.22.
(2) U.S.A.I.D. : Recettes de ventes de produits agricoles remboursables en $ US ou en zaires à l'option de l'Etat zairois en tranches annuelles de 114.000 zaïres
(3) En millions de nouveaux zaïres à partir de 1994
(4) En milliers de francs congolais en 1998

Tableau II.27 : Couverture des besoins nets de financement de l'Etat (en millions de ZRZ) (3)

	1992	1993	1994 (3)	1995	1996	1997	1998 (4)
Besoins nets de financement	-701.703.115	-11.932.290.054	-151.591	52.911	-3.544.496	-26.709.297	-251.011
Moyens de financement :	701.703.115	11.932.290.054	151.591	-52.911	3.544.496	26.709.297	251.011
A. Financement intérieur monétaire (1)	683.243.479	11.799.683.054	151.558	-46.245	3.544.447	26.709.250	251.011
Banque Centrale du Congo	696.907.537	11.724.554.929	133.623	-36.333	3.528.140	23.555.249	256.494
Banques de dépôts	-13.664.058	75.128.125	17.935	-9.912	16.307	3.154.001	-5.483
B. Financement intérieur non monétaire	18.459.636	132.607.000	33	-6.666	49	47	-
Institutions financières et organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-
Souscription nette bons du trésor par le public	18.459.636	132.607.000	33	-6.666	49	47	-
C. Financement extérieur net	-	-	-	-	-	-	-
1. Recours brut aux crédits extérieurs	-	-	-	-	-	-	-
Crédits financiers en devises	-	-	-	-	-	-	-
Crédits commerciaux en devises	-	-	-	-	-	-	-
Crédits en zaires (2)	-	-	-	-	-	-	-
2. Remboursement de crédits extérieurs	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo
(1) D'après la Direction des Comptes Courants, Monnaie Nationale et Fonds Publics
(2) Il s'agit des variations des soldes de fonds de contrepartie
(3) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994
(4) En milliers de francs congolais en 1998

TITRE III

LES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

APERCU GENERAL

En 1998, le secteur extérieur a été marqué par l'aggravation du déficit de la balance des paiements, la dépréciation du taux de change ainsi que par l'accumulation des arriérés de la dette extérieure.

La balance des paiements s'est soldée par un déficit de 410,1 millions de DTS contre 227,1 millions en 1997. Cette évolution résulte de la forte détérioration des balances des services et des capitaux publics ainsi que de la réduction de l'excédent de la balance des transferts courants.

La monnaie nationale qui était restée relativement stable au premier semestre, s'est fortement dépréciée un mois après la mise en circulation du franc congolais, sous l'effet de la guerre.

S'agissant de la dette extérieure, son service n'a été effectué qu'à concurrence de 1,5 million de DTS en faveur du FMI.

Quant à la coopération sous-régionale, elle s'est poursuivie dans le cadre du COMESA et en 1998 la République Démocratique du Congo a adhéré à la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC).

CHAPITRE I
LE COMMERCE EXTERIEUR

I. COURS DES MATIERES PREMIERES

L'indice des cours de principaux produits exportés par la République Démocratique du Congo a enregistré un recul de 13,4 %, s'établissant à 96,4 points contre 111,3 points en 1997, à la suite de la détérioration des prix de la plupart des produits miniers et végétaux.

1. Produits miniers

L'indice des prix des produits miniers a connu un fléchissement de 14,1 % en 1998, passant d'une année à l'autre de 107,7 à 92,5 points. Cette évolution s'explique essentiellement par le mauvais comportement des cours du cuivre, du cobalt, de l'or et du pétrole. En effet, ces produits ont été confrontés au problème de l'abondance de l'offre consécutive à la surproduction et aux niveaux élevés des réserves mondiales tout au long de l'année sous revue. Par contre, le cours de diamant a enregistré une hausse de 4,3 %, passant de 18,8 dollars le carat en 1997 à 19,6 dollars.

2. Produits végétaux

L'indice des prix des produits végétaux est passé de 160,3 points en 1997 à 149,1 points en 1998, soit une régression de 7,0 % liée à la baisse des cours de la plupart des produits à l'exception du café robusta, du cacao et de l'huile de palme. Ce recul est imputable à une offre abondante et à une forte concurrence exacerbée par les effets de la crise asiatique.

S'agissant du cours du café robusta, il est passé de 1.603,5 $/TM en 1997 à 1.765,6 $/TM en 1998, soit une progression de 10,1 %. Cet accroissement est dû aux dégâts causés par l'ouragan Mitch sur la production du Honduras et aux prévisions de baisse de production faites par le Brésil pour la saison 1999-2000.

Quant aux prix du cacao et de l'huile de palme, ils ont connu des hausses respectives de 3,5 % et 20,3 %, dues à une demande restée excédentaire par rapport à la production pendant une bonne partie de l'année.

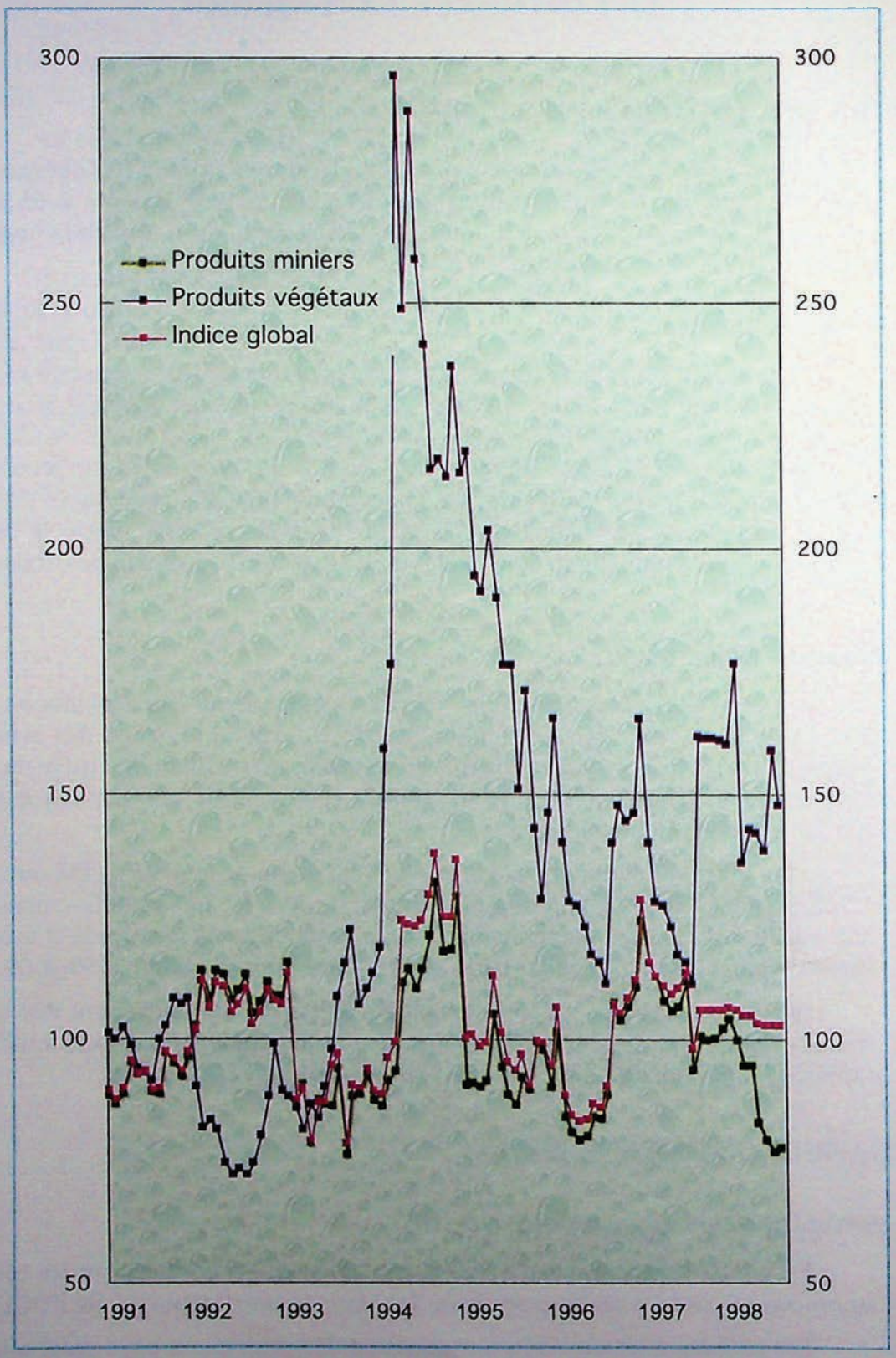
II. ECHANGES COMMERCIAUX

1. Destination des exportations

En vue de tenir compte du commerce informel, les données sur les échanges commerciaux ont été établies sur base des statistiques douanières de l'OCDE.

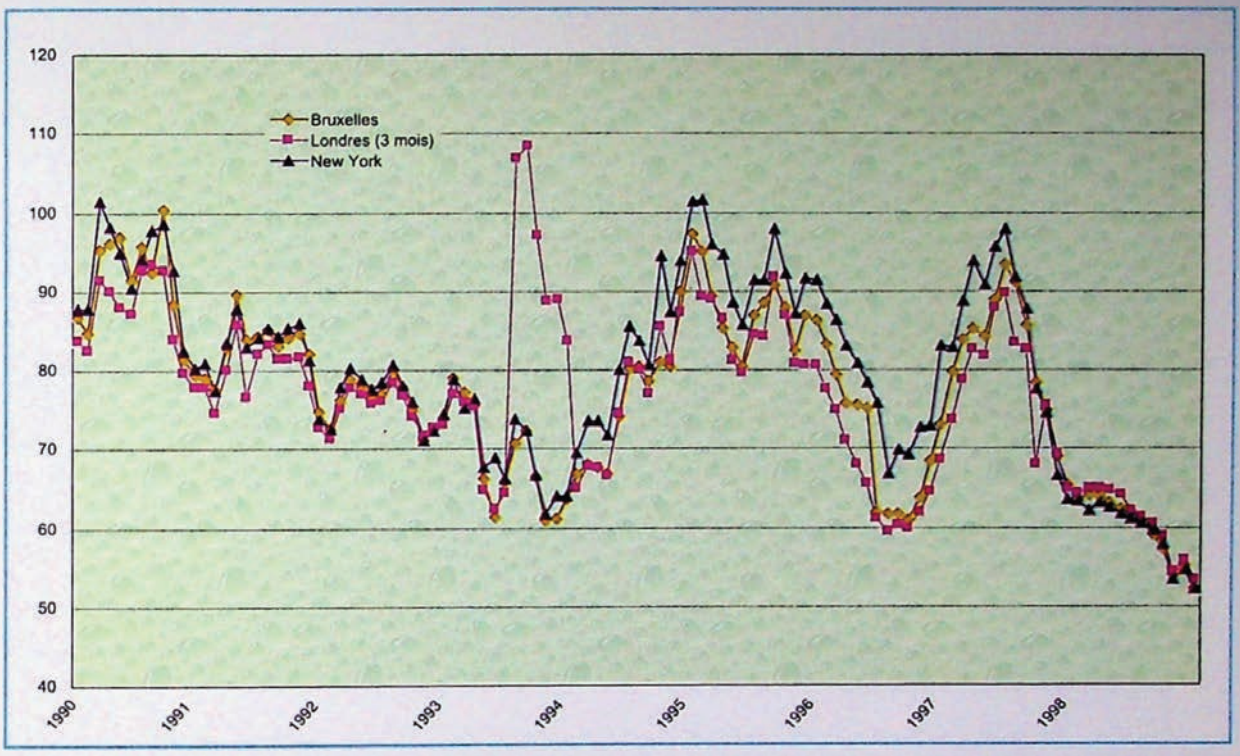
Les recettes d'exportations à destination des principaux pays partenaires ont enregistré une hausse de 7,0 % en 1998, passant de 1.006,4 millions de DTS en 1997 à 1.077,0 millions. Cette amélioration est essentiellement due à l'accroisse-

Graphique 8: Cours des principaux produits exportés (1)
(Base 1990 = 100)



(1) Cfr Tableaux III.9 et III.10

Graphique 9 : Cours du cuivre électrolytique à Bruxelles, Londres et New York (1)
(en milliers de FB / Tonne métrique)



(1) Cfr Tableau III.9

ment des recettes de ventes vers des destinations diverses qui sont passées de 117,3 millions de DTS en 1997 à 311,1 millions en 1998 et ont représenté 29,0 % du total des recettes d'exportation.

Les exportations vers les pays de l'Union Européenne se sont contractées de 1,2 %, se situant à 581,4 millions de DTS en 1998 contre 588,3 millions une année auparavant. Elles ont représenté 54,0% du total des recettes d'exportation contre 58,5 % en 1997. Au sein de l'U.E., 83,5 % des recettes d'exportation de la RDC sont issues des transactions avec l'Union Economique Belgo – Luxembourgeoise.

Les exportations vers l'Amérique du Nord ont reculé de 42,9 %, s'établissant à 124,2 millions de DTS en 1998 contre 217,4 millions en 1997.

Les recettes provenant des exportations vers le Japon sont tombées à 27,2 millions de DTS en 1998 contre 38,0 millions une année auparavant, soit une régression de 28,4 %.

2. Origine des importations

Les dépenses d'importation se sont élevées à 784,2 millions de DTS en 1998 contre 706,7 millions en 1997, soit une progression de 11,0 %. Cette hausse est imputable à l'augmentation des dépenses d'importation de provenances diverses qui sont passées de 272,4 millions de DTS en 1997 à 491,3 millions au cours de l'année sous revue, soit un accroissement de 80,4 %.

Les importations en provenance des pays de l'Union Européenne se sont contractées de 28,9 %, se situant à 241,6 millions de DTS en 1998 contre 339,6 millions une année auparavant. Elles ont représenté 30,8 % du total des importations en 1998 contre 48,1 % en 1997. Il y a lieu de relever que seules les importations en provenance de l'Italie ont connu une amélioration de 5,3 % attribuable aux dons en nature octroyés à la R.D.C.

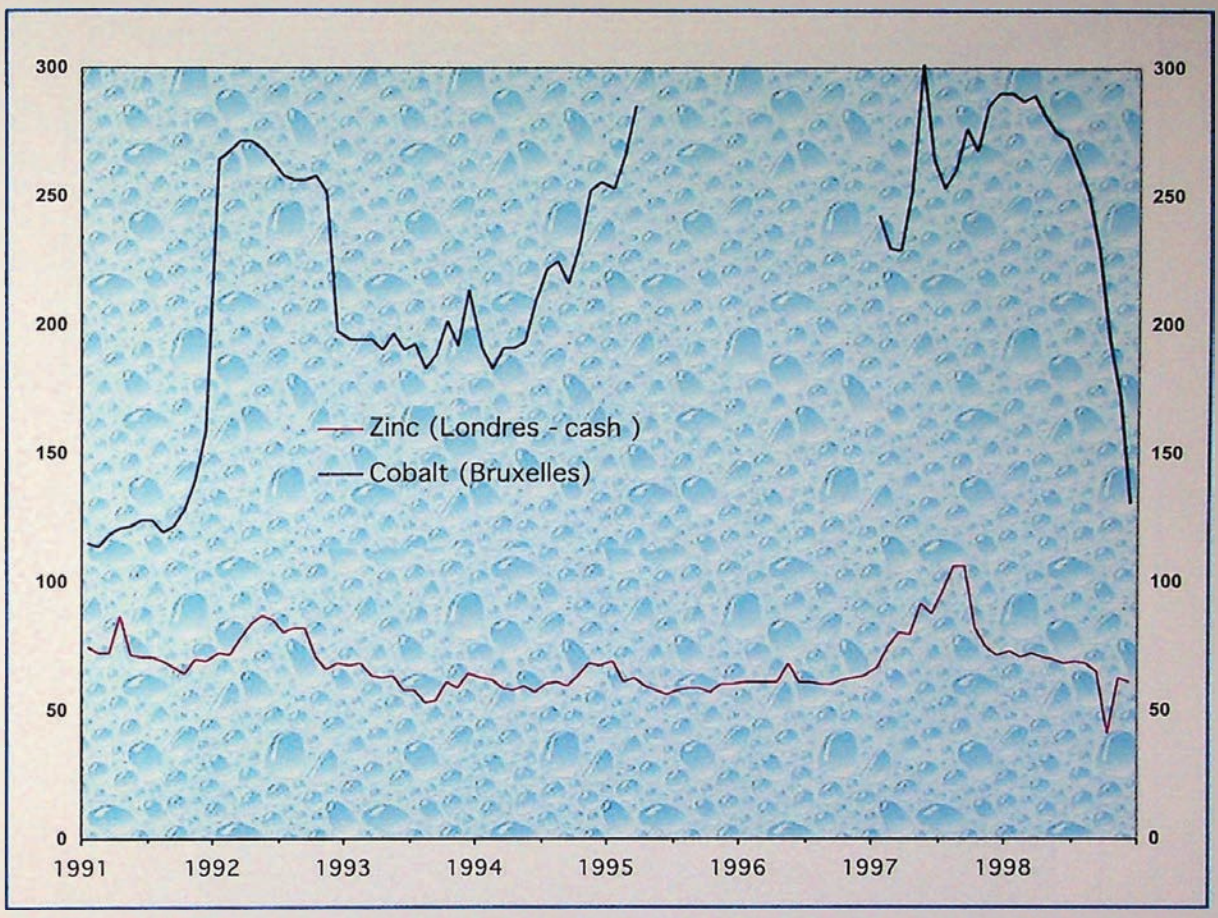
Les dépenses d'importation d'origine nord américaine ont totalisé 34,4 millions de DTS en 1998 contre 58,0 millions en 1997, soit une régression de 40,7 %. Leur part dans l'ensemble des dépenses d'importation a été de 4,4 % en 1998 contre 8,2 % en 1997.

De 16,4 millions de DTS en 1997, les dépenses d'importation en provenance du Japon sont tombées à 8,9 millions en 1998, soit un recul de 45,7 %.

3. Termes de l'échange

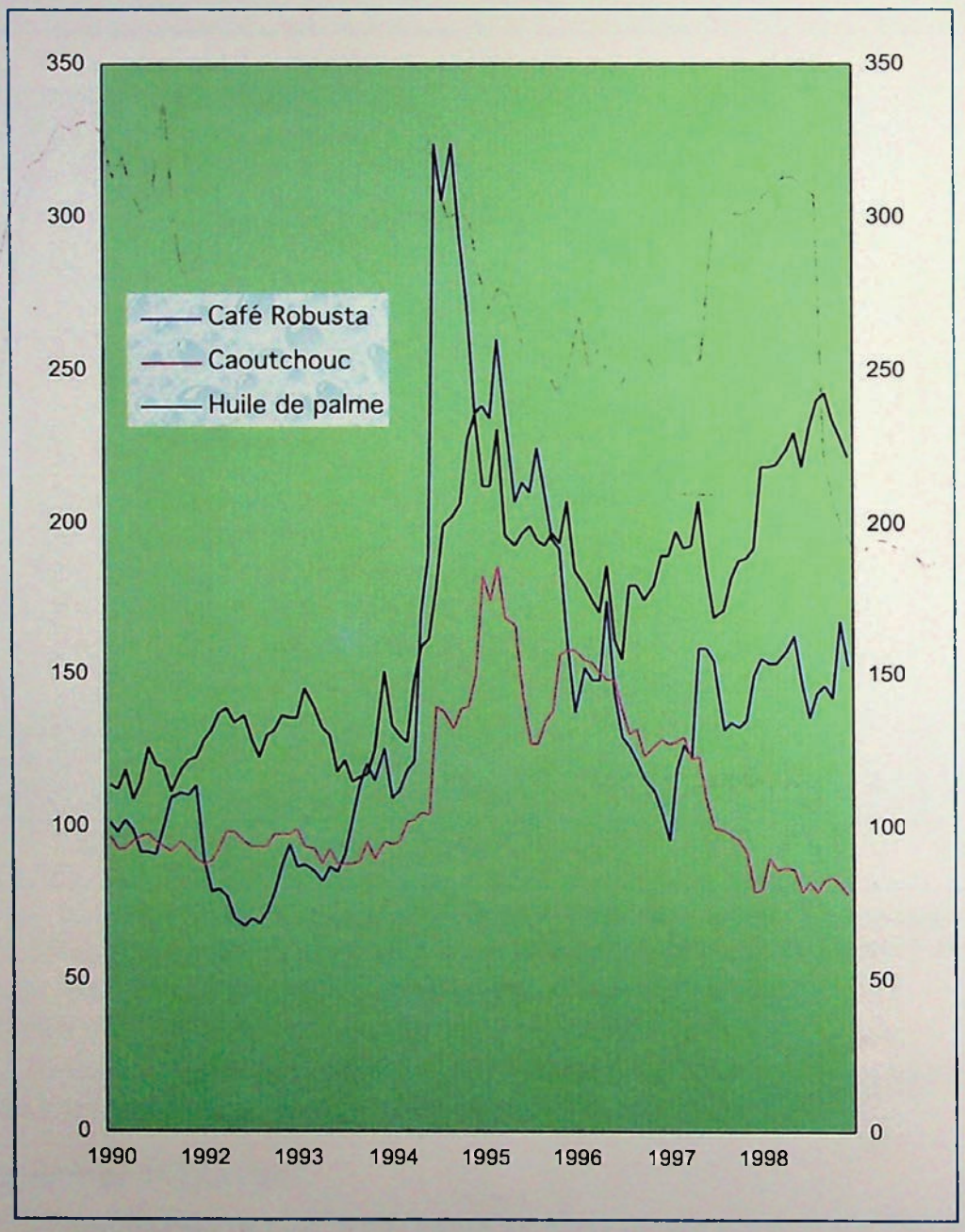
L'indice des termes de l'échange est passé de 143,6 points en 1997 à 174,9 en 1998. En effet, la baisse de l'indice des prix à l'exportation a été moins importante (-8,6 %) que celle des prix à l'importation (-25,0 %), occasionnant une amélioration de 21,8 %.

Graphique 10a : Cours de principaux produits minéraux exportés (1)
(Base = 1990 = 100)



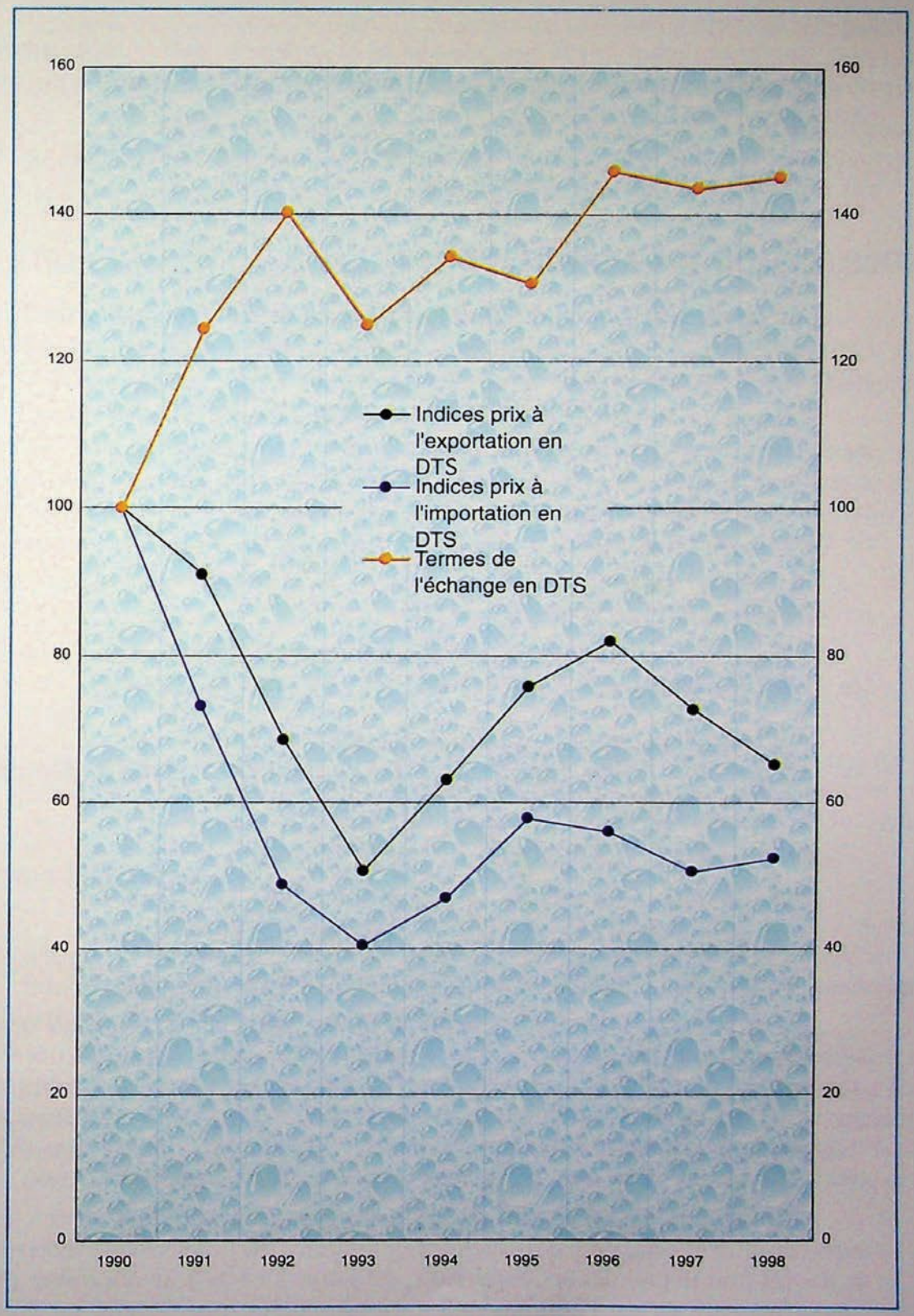
(1) Cfr Tableau III.9 .
Cobalt : Marché hors-Londres à partir de 1997.

Graphique 10b : Cours des principaux produits végétaux exportés (1)
(Base 1990 = 100)



(1) Cfr Tableau III.10

Graphique 11 : Termes de l'échange (1)
(Indice 1990 = 100)



(1) Cfr Tableau III.15

CHAPITRE II
L'EVOLUTION DU MARCHE DES CHANGES

Contrairement à l'évolution monétaire observée en 1997, l'année 1998 a été caractérisée par une dépréciation de la monnaie nationale localisée en majeure partie au second semestre.

Le volume des transactions sur le marché des changes a enregistré une baisse par rapport à celui de l'année précédente.

I. EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

Au terme de l'année 1998, la monnaie nationale s'est repliée de 55,8 % à l'interbancaire et de 69,4 % au parallèle face à la devise américaine contre des appréciations respectives de 6,3 % et de 8,1 % en 1997.

Cependant, de janvier à juin 1998, le nouveau zaïre s'est replié de 23,2 % face au dollar sur le marché interbancaire et de 20,3 % au parallèle. Cette dépréciation a résulté essentiellement de l'unification de l'espace monétaire réalisée par l'uniformisation de l'éventail fiduciaire et par la levée des barrières à la libre circulation de fonds à travers le pays.

Au second semestre de l'année 1998, le FC a perdu 42,5 % de sa valeur au marché officiel et 60,3 % au marché libre.

L'évolution du taux de change du marché parallèle en provinces s'est présentée de la manière ci-après :

Tableau III.1. : Evolution du taux de change parallèle en provinces

Villes	Décembre 1997	Décembre 1998	Taux de dépréciation
- Kinshasa	1,1 FC/USD	3,63 FC/USD	69,7 %
- Mbuji-Mayi	1,3 FC/USD	3,80 FC/USD	65,3 %
- Lubumbashi	1,3 FC/USD	3,55 FC/USD	63,4 %
- Boma	1,2 FC/USD	3,00 FC/USD	60,0 %

La dépréciation observée s'explique d'une part, par l'expansion des émissions monétaires destinées à couvrir le déficit de l'Etat et d'autre part, par la rareté des devises consécutive à la paralysie de l'activité économique due à la situation de guerre. A ces facteurs s'ajoutent la création d'un service public doté du monopole d'achat des substances minérales précieuses (SASMIP) et l'interdiction du séjour des expatriés œuvrant dans les comptoirs situés dans les zones minières.

Par ailleurs, il est important de noter que le différentiel entre le cours interbancaire et celui du parallèle qui était inférieur à 4 % au second semestre 1997 et durant tout le premier semestre 1998, est passé à 50 % à fin décembre 1998. La raison majeure en est l'administration du taux de change décidée en septembre 1998.

Il convient également de signaler qu'au cours du mois de septembre 1998, la Banque Centrale a édicté une nouvelle réglementation concernant l'agrément des bureaux de change. Les mesures répressives qui ont suivi l'application de cette nouvelle instruction ont conduit à l'opacité du marché parallèle et à la multiplicité des taux. Il s'agit notamment de la fermeture des bureaux de change, de la confiscation des fonds ainsi que de l'arrestation de leurs propriétaires non en règle.

Cette évolution a amené le Ministère des Finances et les opérateurs économiques à convenir d'un taux concerté de 3,5 FC le dollar, différent du taux interbancaire de 2,4 FC, consacrant de ce fait la pluralité des cours de change.

II. VOLUME DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DES CHANGES

Le volume des transactions dénouées sur le marché interbancaire des changes s'est élevé à 230,9 millions de dollars contre 301,8 millions en 1997, soit un recul de 23,5 %. Cette baisse s'explique par la contraction de l'activité économique résultant de la situation de guerre que connaît le pays.

Sur ce montant, les banques commerciales ont totalisé 177,6 millions de dollars contre 260,8 millions en 1997, soit une baisse de 31,9 % d'une année à l'autre. Les interventions de la Banque Centrale sur le marché de change ont connu une hausse de 63,6 %, passant de 32,6 millions à 53,3 millions de dollars.

CHAPITRE III
LA SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE

A l'instar de l'année 1997, aucun engagement n'a été enregistré au titre de la dette extérieure en 1998. Par ailleurs, le manque de moyens des paiements extérieurs n'a pas permis d'effectuer le service de la dette, excepté envers le FMI.

1. Stock de la dette

Au 31 décembre 1998, le stock de la dette à moyen et long termes s'est chiffré à 8.821,5 millions de DTS contre 8.917,7 millions l'année précédente. Cette évolution procède essentiellement de l'appréciation du DTS par rapport au dollar observé au cours de l'année sous revue.

La prise en compte de la dette envers le FMI, des engagements vis-à-vis des anciens propriétaires des " biens zaïrianisés " et de la dette à court terme à charge de la Banque Centrale a porté ce stock à 9.427,2 millions de DTS, correspondant à 888,9 % des exportations et 221 % du PIB. Ce montant comprend 68,4 % d'encours, 21,1 % d'arriérés en intérêts et 10,5 % d'intérêts de retard.

Tableau III.2. : Stock de la dette extérieure au 31/12/1998
(en millions de DTS) 1 DTS = 1,41 US

	Encours (1)	Intérêts contractuels (2)	Intérêts de retard (3)	Stock (4) (1)+(2)+(3)	Stock (en %)
I. Dette à moyen et long termes	**5.910,6**	**1.919,5**	**991,4**	**8.821,5**	
1. Club de Paris	4.083,3	1.453,1	971,1	6.507,5	69
a) Dette consolidée	3.079,9	1.305,4	849,5	5.234,8	-
- Accord 4 à 8	2.002,3	676,7	126,1	1.832,4	-
- Accord 9	1.003,4	147,7	121,6	1.272,7	-
b) Dette non consolidée	418,4	34,2	31,0	483,6	-
- Avant le 30.06.1983	484,4	76,0	45,4	605,8	-
- Méc. paiement SNEL	100,6	37,5	45,2	183,3	-
2. Club de Kinshasa	225,9	50,4	7,7	284,0	3
3. Club de Londres	26,4	-	-	26,4	0,3
4. Institutions multilatérales	1.389,0	355,5	1,3	1.745,8	18,5
dont BAD	261,1	289,6		550,7	-
5. Trust GECAMINES/BIRD	180,1	59,4	11,3	250,8	2,7
dont BAD	50,7	11,3	-	62,0	-
6. Autres paiements (SFI)	5,9	1,1	-	7,0	0,1
II. Dette due aux anciens propriétaires des biens zaïrianisés	**99,5**	**3,5**	**103,0**	**-**	**1,1**
III. Fonds Monétaire International	**300,7**	**66,9**	**-**	**367,6**	**3,9**
IV. Dette à court terme	**135,1**	**-**	**-**	**135,1**	**1,4**
1. Arriérés commerciaux	14,9	-	-	14,9	-
2. Avances à termes fixes	9,0	-	-	9,0	-
3. Dette issue des mécanismes de compensation entre les banques centrales	27,1	-	-	27,1	-
4. Autres engagements	84,1			84,1	-
Total général	**6.445,9**	**1.989,9**	**991,4**	**9.427,2**	**100,0**
En % du Stock	**68,4**	**21,1**	**10,5**	**100,0**	

Source : OGEDEP et BCC.

Il ressort de ce tableau que la dette congolaise est essentiellement bilatérale. En effet, la part du Club de Paris est de 69 %, celles des institutions multilatérales de 22,4 % et du Club de Londres de 0,3 %.

2. Engagements et utilisations

Les engagements extérieurs à moyen et long termes en force au 31 décembre 1998 ont totalisé 8.502,3 millions de DTS. Les utilisations se sont élevées à 7.390,9 millions, soit un solde non utilisé de 1.111,4 millions.

Trois raisons essentielles justifient la non libération de ce montant par les créanciers, à savoir : l'accumulation des arriérés, la suspension de la coopération structurelle avec les partenaires extérieurs et la faible capacité d'absorption du pays.

3. Service de la dette

Le service de la dette s'est chiffré à 6.168,4 millions de DTS, soit 581 % des exportations contre 5.880 millions une année auparavant. Contrairement à l'année 1997 où le service n'a pas été effectué, un montant de 1,5 million de DTS a été payé au FMI en juin, juillet et août 1998 en sa qualité de créancier privilégié et ce, conformément à l'engagement pris par le Gouvernement de payer 500.000 USD par mois. Les paiements ont été suspendus à la suite de l'éclatement de la guerre.

Actuellement, la République Démocratique du Congo est loin de bénéficier des mécanismes mis en place par la communauté internationale pour alléger la dette extérieure des pays pauvres très endettés (PPTE).

Cependant, elle a l'avantage de figurer parmi les 41 pays pauvres éligibles à l'initiative PPTE et parmi les 11 pays d'Afrique qui sortent d'un conflit armé. Ces pays sont susceptibles de bénéficier d'un report momentané du paiement des arriérés dus aux institutions de Bretton Woods, à condition de manifester un engagement ferme à appliquer des politiques macro-économiques saines.

Tableau III.2.bis : Service de la dette extérieure au 31/12/1998
(en millions de DTS) 1 DTS = 1,41 USD

	Principal (1)	Intérêts contractuels (2)	Intérêts de retard (3)	Total dû (4)=1+2+3	Effectué (5)	Arriérés (6)=(4)-(5)
I. Dette à moyen et long termes	**2.659,0**	**1.919,5**	**991,5**	**5.569,9**	**-**	**5.569,9**
1. Club de Paris	2.186,9	1.453,1	971,1	4.611,1	-	4.611,1
a) Dette consolidée	1.880,6	1.305,4	849,5	4.035,5	-	4.035,5
b) Dette non consolidée	306,3	147,7	121,6	575,6	-	575,6
2. Club de Kinshasa	164,5	50,4	7,7	222,6	-	222,6
3. Club de Londres	26,4	-	-	26,4	-	26,4
4. Institutions multilatérales	159,1	355,5	1,3	515,9	-	515,9
dont BAD	77,0	289,6	-11,3	366,6	-	366,6
5. Trust GECAMINES/BIRD	115,7	59,4	-	186,4	-	186,4
dont BAD	45,4	11,3	-	56,7	-	56,7
6. Autres paiements (SFI)	6,4	1,1	-	7,5	-	7,5
II. Dette due aux anciens propriétaires des biens zaïrianisés	**99,5**	**3,5**	**-**	**103,0**	**-**	**103,0**
III. Fonds Monétaire International	**292,5**	**68,3**	**-**	**360,4**	**1,5**	**358,9**
IV. Dette à court terme	135,1	-	-	135,1	-	135,1
1. Arriérés commerciaux	14,9	-	-	14,9	-	14,9
2. Avances à termes fixes	9,0	-	-	9,0	-	9,0
3. Dette issue des mécanismes de compensation entre les banques centrales	27,1	-	-	27,1	-	27,1
4. Autres engagements	84,1			84,1		84,1
Total général	**3.185,6**	**1.991,2**	**991,4**	**6.168,4**	**1,5**	**6.166,9**

Source : OGEDEP et BCC.

CHAPITRE IV
L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements de l'exercice 1998 a accusé un déficit de 410,1 millions de DTS contre 227,1 millions en 1997. Cette évolution provient de la détérioration du compte des transactions courantes ainsi que du compte de capital et d'opérations financières.

Tableau III.3. : Composantes de la Balance des paiements
(en millions de DTS)

	1997	1998
Compte des transactions courantes	**-12,2**	**-215,8**
- Balance commerciale	+ 255,5	+ 238,1
- Services nets	- 190,5	- 296,3
- Revenus nets	- 198,6	- 182,6
- Transferts courants nets	+ 121,4	+ 25,0
Compte de capital et d'opérations financières	**- 293,7**	**- 342,0**
- Capitaux publics nets	- 222,6	- 295,7
- Capitaux privés nets	+ 42,3	+ 13,2
- Opérations financières nettes	- 113,4	- 59,5
Erreurs et omissions	**+ 78,8**	**+ 147,7**
Déficit global	**- 227,1**	**- 410,1**
Besoins de financement	**+ 227,1**	**+ 410,1**

Source : Banque Centrale du Congo.

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le déficit du compte des transactions courantes s'est fortement accentué en 1998 à la suite d'une part, de l'aggravation du déficit de la balance des services et d'autre part, de la baisse sensible du solde des transferts courants.

1.1. Balance commerciale

Le solde excédentaire de la balance commerciale a diminué de 6,8 % en 1998. Cette diminution du solde positif est due à une augmentation plus importante des dépenses d'importation que celle des recettes d'exportation.

a) Exportations

Les recettes d'exportation ont enregistré une hausse de 6,0 % en 1998, se situant à 1.060,6 millions de DTS contre 1.000,3 millions en 1997, en raison de l'accroissement des recettes aussi bien des produits miniers, végétaux qu'industriels.

Les recettes d'exportation des produits miniers se sont accrues de 6,0 %, s'établissant à 939,7 millions de DTS contre 886,8 millions en 1997, à la suite principalement de la hausse des recettes de diamant (+19,1 %). Cette dernière s'explique par l'augmentation de 17,7 % de la production et de 4,3 % du cours.

Par contre, la baisse de 43,4 % des recettes du pétrole brut enregistrée durant la période sous revue est due notamment à la chute des cours de ce produit sur le marché international.

S'agissant des recettes des produits agricoles, elles se sont situées à 114,9 millions de DTS en 1998 contre 109,0 millions au terme de l'exercice 1997.

En effet, les recettes du bois et du caoutchouc ont respectivement augmenté de 29,8 % et 90,9 % tandis que celles du café ont chuté de 2,6 %. Le bon comportement des recettes du bois est attribuable à l'augmentation de 11,0 % de la production exportée. S'agissant du caoutchouc, la hausse de 34,5 % de son cours a été à la base des performances observées dans ce secteur.

Les recettes des produits industriels ont augmenté de 33,3 % en 1998. Cette situation est imputable à l'amélioration des recettes des divers produits industriels qui se sont chiffrées à 5,3 millions de DTS contre 4,4 millions en 1997.

Tableau III.3.bis : Structure des exportations
(en millions de DTS) (1)

	1997		1998	
	Valeur	%	Valeur	%
I. Produits miniers	**886,8**	**88,6**	**939,7**	**88,6**
- Produits GECAMINES	208,8	20,9	214,7	20,2
- Cuivre SODIMICO	-	-	-	-
- Or	3,6	0,4	1,5	0,1
- Diamant	544,4	54,4	648,4	61,2
- Pétrole brut	126,7	12,7	71,7	6,7
- Autres	3,3	0,2	3,4	0,4
II. Produits agricoles	**109**	**10,9**	**114,9**	**10,8**
- Café	82,1	8,2	80	7,5
- Caoutchouc	3,3	0,3	6,3	0,6
- Bois	16,1	1,6	20,9	2
- Autres	7,5	0,8	7,7	0,7
III. Produits industriels	**4,5**	**0,5**	**6**	**0,6**
- Ciment	0,1	0,1	0,1	0
- Produits chimiques	0	-	0,6	0,1
- Autres *	4,4	0,4	5,3	0,5
TOTAL	**1.000,3**	**100**	**1.060,6**	**100**

Source : BANQUE CENTRALE DU CONGO.

** Boissons, tabacs, tissus imprimés, fils, câbles, treillis, sacs en jute, textiles.*

(1) Ajustement de 90 % pour l'or, de 120 % pour le diamant et de 150 % pour le café.

b) Importations

Les dépenses d'importation ont connu une hausse en 1998, passant de 744,8 millions de DTS en 1997 à 822,5 millions. Les importations des biens de consommation ont représenté 33,5 % du total en 1998 contre 38,1 % en 1997. Les achats des produits énergétiques ont absorbé 15,5 % des dépenses d'importation comme en 1997.

La part relative des biens d'équipement dans les importations a légèrement baissé, se situant à 14,8 % contre 16,0 % en 1997. De 16,7 % en 1997, la proportion des matières premières servant à l'approvisionnement des industries locales est descendue à 15,7 % des dépenses totales.

Les autres importations ont concerné notamment les biens importés par la Gécamines et ont représenté 20,5 % du total des importations contre 13,5 % en 1997.

Tableau III.4. : Structure des importations
(en millions de DTS)

	1997		1998	
	Valeur	%	Valeur	%
A. BIENS DE CONSOMMATION	**283,8**	**38,1**	**275,5**	**33,5**
1. Non durables	208,8	28,0	203,2	24,7
2. Durables	74,9	10,1	72,3	8,8
B. ENERGIE	**116,9**	**15,7**	**127,5**	**15,5**
1. Matières brutes	0,3	0,0	0,1	0,0
2. Matières élaborées	116,6	15,7	127,4	15,5
C. MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	**124,4**	**16,7**	**129,1**	**15,7**
1. Destinées à l'agriculture et alimentation	61,1	8,2	63,3	7,7
2. Destinées à l'industrie	63,3	8,4	65,8	8,0
D. BIENS D'EQUIPEMENT	**119,2**	**16,0**	**121,7**	**14,8**
1. Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	10,7	1,4	10,6	1,3
2. Matériels de transport	66,9	9,0	68,3	8,3
3. Machines pour industries spécialisées	41,6	5,6	42,8	5,2
E. AUTRES	**100,5**	**13,5**	**168,6**	**20,5**
- Biens importés par la Gécamines	58,6	7,9	69,5	8,4
- Indéterminés	41,9	5,6	99,1	12,1
TOTAL	**744,8**	**100,0**	**822,5**	**100,0**

Source : Banque Centrale du Congo.

1.2. Balance des services

A la suite de la hausse des dépenses de voyages et des autres services rendus aux entreprises, le déficit de la balance des services s'est accentué en 1998, se situant à 296,3 millions de DTS contre 190,5 millions en 1997.

En effet, les dépenses de voyages ont atteint 47,7 % du total des dépenses des services en 1998 contre 9,0 % en 1997, à cause essentiellement de l'augmentation des dépenses relatives aux frais de séjour des hommes d'affaires congolais à l'étranger. De 14,5 millions de DTS en 1997, ces dépenses sont passées à 149,9 millions en 1998. Cet accroissement est attribuable aux transferts des particuliers à l'étranger dus au déclenchement de la guerre en août 1998.

Le déficit de la rubrique "autres services aux entreprises" s'est accru de 70,9 % d'une année à l'autre en raison notamment de l'augmentation des frais de mise sur marché des produits Gécamines et des dépenses pour tiers effectuées par cette entreprise. Ces dépenses se sont chiffrées à 22,7 millions de DTS contre 14,3 millions en 1997.

Tableau III.4.bis : Répartition des opérations sur les services
(en millions de DTS)

	Soldes	
	1997	1998
Transport	-69,1	-66,8
Voyages	-9,7	-121,1
Services de communication	-2,9	-1,5
Services de bâtiment et travaux publics	-0,1	-0,1
Services d'assurance	-15,5	-10,9
Services financiers	-30,6	-9,4
Services d'informatique et d'information	-1,6	-
Redevances et droits de licence	-4,8	+ 5,5
Autres services aux entreprises	-45,4	-77,6
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	+3,8	-2,6
Services fournis ou reçus par les Administrations publiques	-14,6	0,6
TOTAL	-190,5	-296,3

Source : Banque Centrale du Congo.

1.3. Balance des revenus

La balance des revenus s'est soldée par un déficit de 182,6 millions de DTS en 1998 contre 198,6 millions en 1997. Cette évolution s'explique principalement par la baisse du montant à payer au titre d'intérêts sur la dette extérieure pour l'année 1998, lequel s'est situé à 161,7 millions de DTS contre 172,4 millions en 1997 à la suite de l'appréciation du DTS par rapport au dollar.

1.4. Balance des transferts courants

La balance des transferts courants s'est soldée par un excédent moins important en 1998 qu'en 1997. Cette évolution résulte d'une part, de la baisse de l'aide humanitaire extérieure qui est passée de 168,4 millions de DTS en 1997 à 132,4 millions en 1998 et d'autre part, de l'accroissement des transferts effectués par la Gécamines pour l'utilisation de la main-d'œuvre expatriée. Ces dépenses se sont situées à 32,0 millions de DTS contre 28,0 millions en 1997.

Tableau III.5. : Evolution des transferts courants
(en millions de DTS)

	1997	1998
1. RECETTES	**223,6**	**177,5**
- Transferts privés	17,6	41,8
- Transferts publics	206,0	135,7
2. DEPENSES	**102,2**	**152,5**
- Transferts privés	100,6	151,2
- Transferts publics	1,6	0,7
3. SOLDE	**+121,4**	**+25,0**
- Transferts privés	-83,4	-110,0
- Transferts publics	+204,4	+135,0

Source : Banque Centrale du Congo

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le déficit de ce compte s'est accentué en 1998, s'établissant à 342,0 millions de DTS contre 293,7 millions en 1997.

Cette évolution est essentiellement imputable à l'aggravation du solde déficitaire de la balance des capitaux. La dégradation est due à la hausse du montant à payer au titre du remboursement du principal de la dette publique qui est passé de 215,3 millions de DTS en 1997 à 291,0 millions en 1998.

Le déficit de la balance des opérations financières s'est fortement atténué. Cette situation s'explique principalement par la contraction du montant à payer par la Gécamines au titre du remboursement d'emprunts à long et court termes qui s'est chiffré à 26,5 millions de DTS contre 47,8 millions en 1997.

Tableau III.5.bis : Evolution du compte de capital et d'opérations financières
(en millions de DTS)

	1997			1998		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. CAPITAL	**62,8**	**243,1**	**-180,3**	**66,6**	**349,1**	**-282,5**
1.1. Transferts de capitaux	62,8	243,1	-180,3	66,6	349,1	-282,5
* Capitaux publics	0,0	222,6	-222,6	0,6	296,3	-295,7
- remise de dettes	0,0	0,0	0,0	-	-	-
- autres transferts	0,2	222,6	-222,6	0,6	296,3	-295,7
* Capitaux privés	62,8	20,5	-42,3	66,0	52,8	+13,2
- transferts des migrants	2,1	4,1	-2,0	2,1	4,1	-2,0
- remise de dettes	0,0	0,0	0,0	-	-	-
- autres transferts	60,7	16,4	+44,3	63,9	48,7	+15,2
1.2. Acquisitions et cessions ANFNP(1)	-	-	-	-	-	-
2. OPERATIONS FINANCIERES	**45,5**	**158,9**	**-113,4**	**101,1**	**160,6**	**-59,5**
- investissements directs	25,3	48,8	-23,5	73,7	31,7	+42
- investissements de portefeuille	0,0	15,7	-15,7	-	18,4	-18,4
- autres investissements	20,2	94,4	-74,2	27,4	110,5	-83,1
TOTAL (1+2)	**108,3**	**402,0**	**-293,7**	**167,7**	**509,7**	**-342,0**

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) actifs non financiers non produits.

III. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT

Au regard de l'évolution des recettes et des dépenses enregistrées dans la balance des paiements de l'année 1998, il s'est dégagé un déficit de 410,1 millions de DTS contre 227,1 millions en 1997.

L'augmentation des besoins de financement enregistrée en 1998 résulte principalement de la hausse du montant à payer au titre du remboursement du principal de la dette publique, des dépenses liées aux voyages et aux autres services rendus aux entreprises ainsi que de la baisse de l'assistance humanitaire extérieure.

Le financement du déficit de la balance des paiements a été opéré par accumulation d'arriérés de la dette extérieure pour 317,0 millions de DTS dont 286,9 millions envers les créanciers bilatéraux et 30,1 millions à l'égard du FMI ainsi que par une utilisation des réserves de change de 2,0 millions de DTS.

IV. RESSOURCES EXTERIEURES

Le volume global de l'assistance apportée à la RDC par ses partenaires extérieurs a diminué sensiblement au cours des quatre dernières années. En 1998, il s'est chiffré à 91,1 millions de DTS contre 179,3 millions en 1997.

La diminution de l'aide extérieure est à mettre en rapport avec les événements survenus dans le pays depuis 1997.

En effet, le changement de régime politique en mai 1997 et la fin de la guerre à l'Est du pays ont non seulement changé la structure et la forme de cette assistance, mais surtout ont entraîné l'annulation ou l'interruption de différents programmes, notamment le programme d'appui à la réhabilitation des routes (PAR) et le programme d'appui transitoire au secteur de la santé (PATS), localisés dans les provinces du Kivu et des deux Kasaï.

1. Assistance multilatérale

1.1. Nations Unies

L'assistance des Nations Unies a été constituée presqu'exclusivement par l'assistance humanitaire et le secours d'urgence ainsi que par la coopération technique. Concernant l'aide humanitaire, elle s'est contractée en 1998 en se chiffrant à 14,3 millions de DTS contre 64,6 millions en 1997. S'agissant de l'assistance technique, elle a augmenté en passant de 12,6 millions de DTS en 1997 à 23,0 millions en 1998.

Ces programmes sont financés principalement par le Haut Commissariat aux Réfugiés et le Programme Alimentaire Mondial et dans une moindre mesure, par les autres agences spécialisées des Nations Unies comme l'UNESCO, l'UNICEF, le FMI, l'OIT, le FNUAP et l'OMS.

1.2. Union Européenne

En 1998, les dépenses effectuées dans le cadre de l'assistance financière sous forme de dons par l'Union Européenne sont tombées à 20,1 millions de DTS alors qu'elles étaient de 66,3 millions en 1997. Un montant de 10,4 millions de DTS a été alloué aux programmes d'appui à la santé et à la réhabilitation des routes. L'aide à la sécurité alimentaire de l'ordre de 2,1 millions de DTS a été principalement destinée aux couches les plus démunies de la population. A ces programmes s'ajoutent des financements à travers les ONG.

2. Assistance bilatérale

2.1. Belgique

La coopération avec la Belgique s'est faite essentiellement sous la forme d'assistance humanitaire et de secours d'urgence. Les dépenses liées à cette coopération ont été évaluées en 1998 à 18,9 millions de DTS, ce qui donne à la Belgique la première place parmi les pays qui ont apporté leur concours à l'économie congolaise. Elles sont cependant en diminution puisqu'elles avaient atteint 23,3 millions de DTS en 1997.

2.2. Etats-Unis d'Amérique

La valeur globale de l'assistance octroyée par les Etats-Unis est passée de 17,9 millions de DTS en 1997 à 7,3 millions en 1998. Cette aide comprend, outre l'assis-

tance humanitaire et le secours d'urgence, des subventions à des projets d'intérêt public.

2.3. Autres assistances

Il y a lieu de mentionner l'assistance accordée par d'autres pays tels que les Pays-Bas, l'Italie, la Suisse et l'Allemagne au titre d'aide humanitaire.

Il importe aussi de signaler l'assistance octroyée à la Banque Centrale du Congo par la Suède et la Belgique dans le cadre de la réforme monétaire et qui a servi à imprimer les premiers billets de banque du franc congolais.

Tableau III.6. : Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de DTS)

	1995	1996	1997	1998
Donations multilatérales	**205,2**	**187,8**	**103,8**	**57,4**
Nations Unies	105,5	127,6	37,5	37,3
UE	99,7	60,2	66,3	20,1
Donations bilatérales	**24,2**	**25,3**	**63,8**	**33,7**
Belgique	5,2	5,6	23,3	18,9
France	2,4	2,9	1,3	-
Allemagne	11,8	16,6	9,6	0,6
Italie	-	-	-	2,1
Finlande	-	-	-	0,4
Canada	-	-	5,3	-
Japon	0,3	0,1	2,3	-
Pays-Bas	-	-	1,4	2,4
Espagne	-	-	0,4	-
Suède	-	-	-	0,6
Suisse	0,7	-	1,2	1,3
Royaume-Uni	-	-	1,1	0,1
USA	3,8	0,1	17,9	7,3
ONG	2,4	5,8	0,8	-
TOTAL GENERAL	**231,8**	**218,9**	**168,4**	**91,1**

Source : PNUD.

Tableau III.7 : Type des donations d'origine multilatérale et bilatérale
(en millions de DTS)

Organisme	Coopération technique et projet d'investissement		Aide alimentaire		Assistance et secours d'urgence	
	1997	1998	1997	1998	1997	1998
Total	**27,4**	**33,4**	**6,2**	**2,1**	**70,2**	**21,9**
Nations Unies	12,6	23,0	5,7	-	19,2	14,3
UE	14,8	10,4	0,5	2,1	51,0	7,6

Source : PNUD.

Tableau III.8. : Type des donations d'origine bilatérale
(en millions de DTS)

Organisme	Coopération technique et projet d'investissement		Aide alimentaire		Assistance et secours d'urgence	
	1997	1998	1997	1998	1997	1998
Total	**26,6**	**11,0**	**0,4**	**2,2**	**36,4**	**20,5**
Belgique	3,2	5,7	-	0,6	20,2	12,7
USA	10,2	3,3	-	-	7,7	4,0
Autres pays (1)	12,8	2,0	0,3	1,6	7,7	3,8
ONG	-	-	0,1	-	0,8	-

Source : PNUD.
(1) Pays-Bas, Suisse, Italie, Allemagne, France, Finlande, Canada, Espagne, Suède, Royaume-Uni.

CHAPITRE V
LA COOPERATION SOUS REGIONALE

En matière de coopération sous-régionale, il y a lieu de noter que la République Démocratique du Congo est membre des organisations ci-après : la CEPEGL, la CEEAC, la SADC et le COMESA. L'extension des conflits en Afrique Centrale a paralysé le fonctionnement de certaines organisations telles que la CEPEGL et la CEEAC où se retrouvent le Rwanda, le Burundi et la République Démocratique du Congo.

I. LES ACTIVITES DU COMESA

Au mois de juin 1998, le COMESA a organisé le troisième Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement à Kinshasa et les travaux des organes directeurs et tech-

niques à Lusaka en novembre de la même année. Ces multiples réunions visaient à renforcer la coopération au sein du COMESA. Ainsi, au terme des travaux du Sommet de Kinshasa, cette coopération s'est élargie avec l'adhésion de l'Egypte comme membre effectif.

Concernant les activités exercées au cours de l'année sous revue, elles ont porté essentiellement sur le projet de télécommunication du Comesa (COMTEL), la réforme et la modernisation des administrations des douanes et des statistiques du commerce extérieur, l'industrie et l'énergie, les transports et communications, la coopération monétaire et budgétaire ainsi que la coopération technique.

1. Projet COMTEL

En 1998, il a été décidé de créer une société régionale privée à responsabilité limitée (COMTEL), avec comme actionnaires les offices nationaux de télécommunications des pays membres ainsi que le secteur privé et les investisseurs institutionnels. L'objectif visé dans la création de cette société est la facilitation de l'interconnexion régionale.

A ce sujet, une requête de la République Démocratique du Congo visant à inclure les facilités suivantes a été retenue dans ce projet :

- la liaison téléphonique à fibre optique Lubumbashi – Kinshasa via Mbuji–Mayi pour relier le pays avec la Zambie et le reste de l'Afrique Australe ;
- la création des centraux de communication internationale numérique à Kinshasa et à Lubumbashi.

2. Commerce et douane

Dans la perspective de la mise en place de la zone de libre échange prévue en octobre 2000, le COMESA a élaboré un programme dont l'exécution est suivie chaque année. Pour 1998, les dispositions prises ont porté sur le libre échange des produits agricoles, l'élimination des barrières non – tarifaires, la catégorisation des importations des Etats membres du COMESA dans la structure du tarif extérieur commun, l'exécution du programme de réduction tarifaire ainsi que la réforme et la modernisation des administrations des douanes et des statistiques du commerce extérieur. La République Démocratique du Congo a pu bénéficier de cette dernière action qui a été financée par l'UE essentiellement dans le système automatisé des données douanières (SYDONIA) et celui de gestion commerciale (EUROTRACE).

3. Industrie et Energie

Dans le cadre de la réhabilitation et la revalorisation des industries métallurgiques, la République Démocratique du Congo a soumis des propositions de projets sur l'acier, la génération d'électricité et la production de la levure. A cet effet, une visite avait été effectuée par le COMESA à la Sidérurgie de Maluku et à la Levurerie du Congo en juin 1998.

4. Transports et Communications

Un programme de facilitation du trafic de transit du COMESA a été mis en œuvre en 1998. Le Gouvernement a introduit une requête pour l'organisation des séminaires et la vulgarisation du manuel de ce programme. En outre, plusieurs systèmes d'information ont été mis en application, notamment le régime de la carte jaune dans le cadre de l'assurance automobile à responsabilité civile et le système d'information avancée sur les marchandises (SIAM) qui devrait couvrir tous les Etats membres du COMESA.

Par ailleurs, tous les pays membres devraient accroître l'utilisation de l'Internet comme moyen de communication avec le Secrétariat du COMESA et les autres Etats membres.

5. Coopération monétaire et budgétaire

Dans le cadre de la coopération monétaire et budgétaire, un programme d'harmonisation monétaire avait été adopté par la conférence en 1990. Ce programme devrait être exécuté en quatre phases de 1991 à 2025, en vue d'aboutir à l'union monétaire. La première phase (1992-1996) concerne la libéralisation de toutes les transactions commerciales et des paiements courants, notamment par l'élimination des restrictions de change aux importations.

La deuxième phase (1997-2000) devrait réaliser la convertibilité limitée des monnaies et la formation d'une union informelle des taux de change. Enfin, les deux dernières phases (2000-2025) seront consacrées à la coordination des politiques monétaires et l'adoption d'une monnaie commune.

Dans le cadre du suivi de l'exécution de ce programme, le COMESA a convenu en 1998, sa révision. Pour le Conseil, la réalisation de cette harmonisation implique d'abord la stabilité financière et économique au niveau des pays membres.

6. Coopération technique

Sur ce point, les actions entreprises par le COMESA en 1998 ont porté sur les relations étroites et suivies entre l'Union Européenne et les Etats membres dans les domaines d'intégration économique. Le Secrétariat du COMESA a été mandaté pour demander à la commission de l'Union Européenne de financer les projets visant à renforcer l'intégration régionale.

II. ADHESION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO A LA COMMUNAUTE DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE (SADC)

1. Genèse

La Communauté de Développement de l'Afrique Australe a comme origine la conférence de la coordination de développement de l'Afrique Australe (SADC) créée

à Lusaka le 1er avril 1980 après l'adoption de la déclaration de Lusaka. La République Démocratique du Congo y a adhéré en 1998.

Cette conférence a pour objectif la mise en place des accords de coopération en vue d'atteindre une véritable intégration régionale équitable, principalement dans le secteur des transports et communications. A cet effet, il a été convenu au niveau de la région, de renforcer la coopération dans les projets sur les infrastructures.

En 1992, la région ayant atteint un point où les mesures vers une intégration régionale étaient justifiées, une coopération renforcée permettait aux pays de la région de débattre des problèmes de développement. Ainsi fut créée au cours de cette année, la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, en sigle SADC, comprenant les pays suivants : Angola, Botswana, République Démocratique du Congo, Lesotho, Malawi, Ile Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

2. Adhésion de la RDC à la SADC

La République Démocratique du Congo est devenue membre effectif de la SADC en février 1998 et la ratification du traité s'est effectuée en octobre de la même année.

La participation de la RDC dans les activités de la SADC est demeurée modeste en raison de son adhésion récente. Cette situation justifie le manque de matière à piloter par la RDC à l'instar des autres pays membres. Ainsi, le pays devra-t-il procéder à la mise en place d'une part, de la structure nationale de coordination qui servira de point focal au niveau national, en l'occurrence le Ministère de la Coopération Internationale et d'autre part, des points focaux sectoriels et sous-sectoriels au sein des autres Ministères et organismes techniques en rapport avec les différentes matières gérées par les autres Etats membres.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III

Tableau III.9 : Cours des principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits et marchés		Cotation	Moyennes annuelles						
			1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Cuivre	New York	USD:100/lb	107,9	91,0	112,4	141,1	112,2	107,5	73,0
	Londres : 3 mois	USD/tm	1.297,3	1.576,6	2.313,7	2.847,9	2.137,0	2.227,8	1.663,9
	Bruxelles	BEF/tm	75.514,0	68.202,4	77.389,9	86.777,6	69.868,3	81.458,1	60.459,2
Etain	Londres : 3 mois	USD/tm	6.134,4	5.207,1	5.512,5	6.190,5	6.178,9	5.672,6	5.459,5
	Paris	FRF/ kg	37,7	34,4	35,5	36,3	37,0	38,9	38,3
Zinc.	New York								
	(qual. sup. N.Y.)	USD:100/lb	62,0	62,0	52,5	50,3	51,6	65,6	58,3
	Londres :								
	cash (cours vendeur)	GBP/tm	700,4	655,2	997,9	1.030,8	1.012,0	805,8	1.020,4
Diamant	Kinshasa	USD/carat	20,7	24,5	20,5	19,6	20,6	18,8	19,6
Cobalt	Bruxelles	USD/lb	31,5	27,0	20,6	26,3	25,0	24,0	22,1
Or	Londres	USD/once	343,8	358,6	382,6	384,2	383,3	331,2	292,8
Wolfram	Londres								
	(moyenne)	USD/tm	32,6	22,7	38,8	63,3	6,2	5,8	6,4
Pétrole	Arabe. Arabie Saoudite								
	(Rastanura)	USD/baril	20,6	18,4	17,7	18,7	21,7	18,2	14,9
Argent Métal	Londres (cash)	GBP:100/o.t	224,7	282,1	343,8	328,6	323,5	298,8	331,7
	New York	USD:100/o.t.	393,3	432,2	528,0	513,9	505,8	487,1	542,0
Argent	Bruxelles	BEF/Kg	4.118,0	4.822,0	5.721,8	4.805,5	5.607,1	6.368,8	7.233,8

Sources: Centre National d'Expertise et l'Echo.

Tableau III.10 : Cours des principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits et marchés		Cotation	Moyennes annuelles						
			1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Café :									
Arabica	(Brésil) New York	USD:100/lb	64,1	71,0	158,8	159,6	112,3	171,3	145,2
Robusta (1)	New York	USD:100/lb	42,6	52,9	119,7	127,7	75,2	72,7	80,1
Cacao	New York C.I.F.								
	(marché à terme)	USD:100/lb	44,7	45,3	57,3	59,7	60,7	68,1	70,6
Thé	Londres								
	(moyenne aux enchères)	USD:100/lb	90,7	83,9	82,9	73,7	...	...	...
Huile (2) :									
de palme vrac 5 %									
d'acidité	Anvers C.I.F.	BEF/kg	12,8	13,2	17,4	18,9	16,8	19,3	22,6
de palmistes vrac 6 %									
d'acidité max. 8 %	Anvers C.I.F.	BEF/kg	18,5	15,2	20,4	19,9	22,9	23,2	23,4
Coton	New York (contrat n°2)	USD:100/lb	58,2	59,4	75,3	95,1	73,8	72,4	66,9
Caoutchouc	Londres C.I.F.								
	(R.S.S. R.M.A. 1)	GBP:100/kg	55,1	61,0	80,9	107,0	95,7	66,4	61,6
Bois Sapelli									
Grumes, qualité LM	Congo F.O.B.	FRF/m3	1.750,0	1.756,9	1.820,8	1.656,3	...	...	...
Sciés, qualité FAS, Standard	Cameroun F.O.B.	FRF/m3	2.750,0	2.767,4	3.233,3	3.020,8	...	...	...

Sources: L'Echo et Marchés Tropicaux.
(1)(2) Sur le marché de Londres à partir de 1998.

Tableau III.11 : Evolution des indices des cours de matières premières
(Base : 1990 = 100)

Périodes	Données exprimées en XDR			Données exprimées en ZRZ (1)		
	Indices des principaux produits exportés					
	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global (2)
1984	94,1	251,0	110,6	4,3	9,4	4,9
1985	91,2	227,1	105,5	5,5	11,6	6,1
1986	68,2	243,3	86,7	5,4	17,2	6,6
1987	74,4	161,1	82,3	10,6	23,7	11,8
1988	97,0	147,8	101,7	22,9	37,5	24,2
1989	101,9	135,0	104,9	49,4	65,7	50,9
1990	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1991	91,1	91,2	91,1	1.974,5	1.984,8	1.975,5
1992	111,0	79,3	108,8	102.406,9	71.605,7	115.479,1
1993	102,3	99,3	102,1	1.034.721,2	1.008.937,2	1.190.027,7
1994	103,1	184,6	108,8	529.135.478,6	968.003.139.1	560.130.226,4
1995	113,1	199,3	119,2	3.585.347.668,7	6 427.106.700,0	3.786.045.082,2
1996 (r)	88,1	134,0	91,6	19.441.158.269,6	29.167.577.141,0	20.186.776.192,3
1997	107,7	160,3	111,3	59.030.114.639,4	86.860.185.705,4	60.942.540.035,7
1998	92,5	149,1	96,4	61.479.691.264,2	102.084.463.378,6	64.269.967.912,1

Source : Banque Centrale du Congo
(1) A partir de 1994, en ZRN
(2) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté

Tableau III.12 : Répartition des exportations par principaux pays de destination
(Valeur C.I.F.)

Pays	En millions de XDR						
	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
1. C.E.E	620,9	434,5	616,5	745,8	701,6	588,3	581,4
U.E.B.L	452,4	312,2	448,5	496,9	518,0	447,8	485.7
France	22,2	12,6	24,1	27,8	19,7	14,9	11,2
Italie	53,7	42,3	66,0	104,9	55,3	40,3	36,9
République Fédérale d'Allemagne	51,2	29,7	24,7	42,9	47,2	36,6	19.7
Pays-Bas	7,7	4,5	9,5	10,3	13,0	11,5	-
Royaume-Uni	3,4	8,1	11,7	11,9	15,7	7,1	5,5
Irlande, Danemark et Grèce	1,6	3,6	1,3	2,8	1,2	3,8	1,0
Portugal	14,7	13,9	17,4	27,2	21,4	17,2	16,1
Espagne	14,0	7,6	13,3	21,1	10,1	9,1	5,3
2. Amérique du Nord	208,7	182,7	141,9	194,8	183,2	217,4	124,2
3. Japon	57,1	44,1	57,1	53,3	56,9	38,0	27,2
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	13,4	31,2	21,0	31,7	44,3	45,4(e)	33,1(e)
Sous - total O.C.D.E.	900,1	692,5	836,5	1.025,6	986,0	889,1(e)	765,9(e)
5. Destinations diverses	162,1	77,6	90,7	92,0	121,1	117,3(e)	311,1(e)
Total	1.062,2	770,1	927,2	1.117,6	1.107,1	1.006,4(e)	1.077,0(e)

Sources : Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E

Tableau III.13 : Répartition des importations par principaux pays fournisseurs
(Valeur F.O.B.)

PAYS	En millions de XDR						
	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
1. C.E.E	271,3	231,1	243,7	305,7	369,8	339,6	241,6
U.E.B.L	115,9	97,2	97,5	132,0	161,0	150,0	133,9
France	33,2	20,7	28,4	31,8	44,7	38,3	32,1
Italie	15,3	22,5	13,9	25,4	26,5	22,5	23,7
République Fédérale d'Allemagne (1)	38,3	27,0	46,3	46,1	59,3	51,1	29,1
Pays-Bas	29,0	30,6	29,1	30,2	38,6	34,9	-
Royaume-Uni	21,3	18,9	12,8	16,7	18,6	26,8	9,3
Irlande, Danemark et Grèce	14,0	10,4	10,1	15,6	12,3	9,8	9,5
Portugal	0,6	0,4	0,8	0,9	1,5	0,8	0,3
Espagne	3,7	3,4	4,8	7,0	7,3	5,4	3,7
2. Amérique du Nord	28,1	29,7	30,4	69,2	69,6	58,0	34,4
3. Japon	12,8	9,9	28,0	7,2	26,9	16,4	8,9
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	11,8	9,5	20,9	15,4	16,4	20,3(e)	8,0(e)
Sous-total O.C.D.E.	324,0	280,2	323,0	397,5	482,7	434,3(e)	292,9(e)
Provenances diverses	131,8	306,2	350,0	402,1	363,7	272,4(e)	491,3(e)
Total	455,8	586,4	673,0	799,6	846,4	706,7(e)	784,2(e)

Sources : Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E
(1) A partir de 1991, y compris l'Allemangne de l'Est

Tableau III.14 : Balance commerciale (1)

périodes	En millions de ZRZ courants (2)			En millions de XDR		
	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde
1984	63.329,6	36.251,8	27.077,8	1.712,0	980,0	732,0
1985	80.851,7	48.653,2	32.198,5	1.591,5	957,7	633,8
1986	100.677,6	83.955,3	16.722,3	1.434,7	1.196,4	238,3
1987	196.038,2	213.131,2	-17.093,0	1.345,3	1.462,6	-117,3
1988	383.437,4	422.717,4	-39.280,0	1.527,7	1.684,2	-156,5
1989	753.067,3	516.098,3	236.969,0	1.539,7	1.055,2	484,5
1990	1.408.408,0	1.271.878,6	136.529,4	1.424,3	1.286,3	138,0
1991	27.808.551,0	14.368.826,7	13.439.724,3	1.293,0	668,1	624,9
1992	971.600.713,2	416.922.994,8	554.677.718,4	1.062,2	455,8	606,4
1993	7.732.093.557,6	5.887.676.486,4	1.844.417.071,2	770,1	586,4	183,7
1994	1.603.991,1	1.164.242,9	439.748,2	927,2	673,0	254,2
1995	11.877.662,8	8.498.012,9	3.379.649,9	1.117,6	799,6	318,0
1996	80.542.964,2	61.576.700,3	18.966.263,9	1.107,1	846,4	260,7
1997	182.334.228,1	128.036.167,6	54.298.060,5	1.006,4	706,7	299,7
1998	236.083.171,1	171.900.114,0	64.183.057,1	1.077,0	784,2	292,8

(1) Cf tableaux III.12 et III.13
(2) A partir de 1994, en millions de ZRN courants

Tableau III.15 : Evolution des termes de l'échange
(Base : 1990 = 100)

PERIODES	Données exprimées en XDR			Données exprimées en ZRZ (1)		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import	
1990	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1991	91,1	73,1	124,6	1.980,2	1.589,3	124,6
1992	68,4	48,7	140,5	63.201,3	45.051,5	140,3
1993	50,6	40,4	125,2	513.749,8	410.736,5	125,1
1994	62,9	46,9	134,1	108.797,1	81.087,1	134,2
1995	75,8	57,9	130,9	805.589,5	615.712,7	130,8
1996	82,0	56,1	146,2	11.846.261,4	8.113.877,6	146,0
1997(p)	72,5	50,5	143,6	13.135.166,5	9.140.686,5	143,7
1998(p)	66,3	37,9	174,9	14.533.253,7	8.307.847,9	174,9

Source : Statistiques du Commerce Extérieur de l'OCDE et Direction of Trade Statistics (IMF)
- calculs Banque Centrale du Congo
(1) A partir de 1994, en millions des ZRN.

Tableau III.16 : Exportation des principaux produits végétaux et animaux

Produits	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998(p)
Bois (en m³)	**113.503**	**122.098**	**168.844**	**164.054**	**184.282**	**134.399**	**149.160**
Grumes	72.431	76.782	119.186	111.520	121.551	97 830	105.248
Sciés	34.688	39.130	42.125	44.666	55.013	30.933	38.210
Placages et divers	6.384	6.186	7.533	7.868	7.718	5.636	5.702
Autres produits (T.M.)	**92.112**	**82.495**	**84.669**	**75.973**	**100.736**	**43.513**	**41.931**
Thé	902	2.353	1.784	515	1.559	...	...
Café-robusta	51.359	48.804	54.736	46.795	41.153	18.897	14.775
Café-arabica	5.272	6.241	7.816	13.866	8.110	4.142	6.397
Caoutchouc	7.111	5.134	3.751	1.740	5.766	3.333	3.216
Huile de palme	-	-	200	5.586	1.150	16.781	16.883
Huile de palmistes	10	1.911	1.427	1.447	1.597	360	611
Cacao	3.049	3.421	6.224	2.120	3.466	...	...
Rauwolfia	45	39	3.034	16	33	...	...
Pellets	22.167	11.596	3.094	-	25.867	...	...
Quinquina	834	2.114	2.269	3.705	8.271	...	...
Divers	1.363	882	334	183	2.645	...	...

Sources : OCC ex-OZAC et Fonds de Reconstitution du capital forestier (pour le bois) à partir de 1991.

Tableau III.17 : Ressources extérieures utilisées
(en millions de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Donations et contributions assimilables	**184,5**	**175,8**	**214,8**	**166,1**	**83,7**	**9,7**
1. Provenant du secteur public[1]	157,3	162,1	199,9	151,2	72,4	5,0
2. Provenant du secteur privé[2]	27,2	13,7	14,9	14,9	11,3	4,7
B. Prêts et autres capitaux nets	**340,7**	**211,4**	**210,0**	**-47,2**	**-165,5**	**44,3**
1. Provenant du secteur public	319,2	304,5	388,5	197,5	66,3	48,6
a) Prêts financiers	328,3	312,9	408,0	209,4	91,5	48,6
b) Autres capitaux	-9,1	-8,4	-19,5	-11,9	-25,2	-
2. Provenant du secteur privé	21,5	-93,1	-178,5	-244,7	-231,8	-4,3
a) Crédits financiers	13,6	-93,1	-178,5	-244,7	-231,8	-4,3
b) Crédits fournisseurs	7,9	-	-	-	-	-
c) Autres capitaux						
C. Apports nets des ressources (A + B)	**525,2**	**387,2**	**424,8**	**118,9**	**-81,8**	**54,0**
D. Intérêts et revenus d'investissements	**-284,1**	**-212,4**	**-235,4**	**-190,5**	**-179,7**	**-62,2**
E. Transferts nets des ressources (C + D)	**241,1**	**174,8**	**189,4**	**-71,6**	**-261,5**	**-8,2**

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Cf tableau III.16
(2) Cf tableau III.17

Tableau III.18 : Ressources nettes en provenance du secteur public extérieur
(en millions de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Apports bruts	**517,6**	**507,3**	**656,2**	**378,2**	**200,4**	**61,7**
1. Donations	157,3	162,1	199,9	151,2	72,4	5,0
bilatérales	138,8	129,6	151,9	111,6	57,6	-
multilatérales	18,5	32,5	48	39,6	14,8	5,0
2. Prêts	360,3	345,2	456,3	227	128	56,7
bilatéraux	112,9	125,9	121,9	116,2	29,5	13,5
multilatéraux	247,4	219,3	334,4	110,8	98,5	43,2
B. Amortissements et autres opérations	**41,1**	**40,7**	**67,8**	**29,5**	**61,7**	**8,1**
Prêts bilatéraux	1,7	4,0	20,6	1,7	13,3	5,2
Prêts multilatéraux	30,3	28,3	27,7	15,9	23,2	2,9
Autres opérations de l'Etat (1)	9,1	8,4	19,5	11,9	25,2	-
C. Apports nets (A - B)	**476,5**	**466,6**	**588,4**	**348,7**	**138,7**	**53,6**
D. Intérêts versés sur les prêts	**-90,9**	**-56,8**	**-61,3**	**-60,3**	**-34,0**	**-7,9**
E. Transferts nets des ressources (C+D)	**385,6**	**409,8**	**527,1**	**288,4**	**104,7**	**45,7**

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Souscription aux organismes internationaux, prêts aux Gouvernements et ccntrepartie des arriérés

Tableau III.19 : Ressources nettes en provenance du secteur privé extérieur
(en millions de XDR)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Apports bruts	**7,9**	**435,9**	**756,7**	**704,6**	**860,3**	**404,2**	**344,2**
1. Dons des institutions privées	7,9	27,2	13,7	14,9	14,9	11,3	4,7
à l'Etat	7,9	-	-	-	-	-	-
aux organismes privés	-	27,2	13,7	14,9	14,9	11,3	4,7
2. Capitaux privés	0,0	408,7	743,0	689,7	845,4	392,9	339,5
a) Crédits fournisseurs	0,0	143,4	-	-	-	-	-
à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
aux entreprises	-	143,4	-	-	-	-	-
b) Crédits financiers	0,0	265,3	743	689,7	845,4	392,9	339,5
à l'Etat	-	-	32,4	78,4	34,7	128,1	56,7
aux entreprises	-	265,3	710,6	611,3	810,7	264,8	282,8
c) Autres capitaux[1]							
B. Amortissements	**346,2**	**387,2**	**836,1**	**868,2**	**1.090,1**	**624,7**	**343,8**
1. Crédits fournisseurs	-	135,5	-	-	-	-	-
à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
aux entreprises	-	135,5	-	-	-	-	-
2. Crédits financiers	88,9	251,7	836,1	868,2	1.090,10	624,7	343,8
à l'Etat	-	-	61,5	107,4	78,5	29,5	44,6
aux entreprises	88,9	251,7	774,6	760,8	1.011,60	595,2	299,2
3. Autres capitaux[1]	257,3	-	-	-	-	-	-
C. Apports nets de ressources (A - B)	**-338,3**	**48,7**	**-79,4**	**-163,6**	**229,8**	**-220,5**	**0,4**
D. Intérêts et revenus d'investissements (2)	**-55,0**	**-58,1**	**-155,6**	**-174,1**	**-130,2**	**-145,7**	**-54,3**
E. Transferts nets de ressources (C+D)	**-393,3**	**-9,4**	**-235,0**	**-337,7**	**-360,0**	**-366,2**	**-53,9**

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr. balance générale des paiements , tableau III.23, poste 12, dont il faut déduire les opérations relatives aux prêts d'origine publique extérieure et aux crédits consentis par le secteur privé extérieur aux entreprises publiques congolaises.

(2) Cfr. balance générale des paiements, tableau III.23, poste 6, dont il faut déduire les intérêts payés sur les prêts d'origine publique extérieure.

Tableau III.20 : Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en milliers de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Donations multilatérales	**18.548**	**32.469**	**47.966**	**39.559**	**14.748**	**4.965**
F.E.D.	7.657	18.703	27.218	27.311	1.042	-
Nations-Unies	10.891	13.766	20.748	12.248	13.706	4.965
Donations bilatérales	**138.775**	**129.605**	**151.822**	**111.622**	**57.592**	**-**
République Fédérale d'Allemagne	9.290	12.734	16.286	12.919	5.264	-
Belgique	42.343	40.925	53.299	-	-	-
Canada	6.721	6.675	11.341	7.107	4.407	-
Etats-Unis	19.092	24.303	14.504	31.682	8.254	-
France	19.142	15.309	13.504	-	19.937	-
Italie	8.256	11.124	13.469	8.170	-	-
Japon	29.657	15.559	27.379	46.592	11.275	-
Royaume-Uni	4.003	-	-	-	-	-
Suisse	-	-	-	-	1.169	-
Suède	-	-	2.040	4.747	-	-
Autres	271	2.976	-	405	7.286	-
Total	**157.323**	**162.074**	**199.788**	**151.181**	**72.340**	**4.965**

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau III.20 bis : Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de XDR)

	1994	1995	1996	1997
Donations multilatérales	**197,8**	**211,5**	**202,9**	**111,0**
F.E.D./ UE	28,9	49,8	30,4	68,8
Nations-Unies	168,9	161,8	172,5	42,2
Donations bilatérales	**10,8**	**24,3**	**31,8**	**67,3**
République Fédérale d'Allemagne	2,2	12,5	17	11,4
Belgique	6,0	5,5	5,7	41,4
Canada	0,0	0,0	0,0	5,3
Etats-Unis	0,0	0,0	0,1	0,1
France	1,4	2,5	2,9	1,7
Italie		0,0	0	0,9
Japon	0,0	0,4	0,1	0,3
Pays-Bas	0,0	-	-	2,8
Royaume-Uni	0,01	0,0	0,0	1,4
Suisse	1,2	0,8	0,0	0,0
Suède	-	-		
Autres	0,0	2,6	6,0	2,0
Total	**208,6**	**235,8**	**234,7**	**178,3**

Source : PNUD

Tableau III.21 : Nature des donations extérieures d'origine publique
(en milliers de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Dons à l'Etat	**153.527**	**160.080**	**192.326**	**146.958**	**70.021**	**4.965**
1. Financement de projets économiques et sociaux	55.385	49.218	90.308	86.141	13.625	-
Marchandises	47.077	-	-	-	-	-
Services	8.308	-	-	-	-	-
Cession de devises	-	-	-	-	-	-
2. Donations en marchandises	12.380	4.672	2.923	12.655	34	-
Dons spéciaux liés à des projets	12.380	4.672	2.923	12.655	34	-
3. Coopération technique	85.762	106.190	99.095	48.162	56.362	4.965
dont: Cession de devises	...	...	...	...	...	-
B. Dons à des organismes privés ou à des particuliers(bourses d'études et stage)	**3.796**	**1.994**	**7.462**	**4.223**	**2.319**	**-**
Total	**157.323**	**162.074**	**199.788**	**151.181**	**72.340**	**4.965**

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau III.22 : Encours utilisé de la dette publique extérieure
(en milliers XDR)

	Au 31 décembre 1988	Au 31 décembre 1989	Au 31 décembre 1990	Au 31 décembre 1991	Montant en instance d'utilisation au 31/12/1991	Encours global des utilisations au 31/12/1991	Encours global des engagements au 31/12/1991
I. Crédits à l'Etat	**3.806.787**	**5.317.346**	**4.675.754**	**4.390.287**	**303.805**	**6.169.224**	**6.473.029**
1. Finances	3.571.974	5.068.282	4.451.427	4.179.807	210.578	5.738.753	5.949.331
2. Transports et Communication	29.455	30.494	28.093	24.456	1.390	106.823	108.213
3. Travaux Publics	4.536	5.036	4.230	4.234	-	4.928	4.928
4. Agriculture	149.166	155 313	138.083	132.651	64.202	193.535	257.737
5. Education Centrale	13.011	16.003	17.452	18.713	17.124	19.244	36.368
6. Défense Centrale	28.103	29.784	23.723	18.275	2.271	83.398	85.669
7. Information	6.936	7.386	7.267	6.335	672	16.727	17.399
8. Energie	3.606	4.268	4.152	3.960	77	3.960	4.037
9. Santé	-	780	1.327	1.856	4.104	1.856	5.960
10. Plan	-	-	-		3.387	-	3.387
II. Crédits aux entreprises (1)	**1.632.637**	**2.108.480**	**1.891.383**	**1.902.653**	**848.993**	**2.770.802**	**3.619.795**
1. Air-Zaire	8.557	9.607	8.116	8.314	-	23.092	23.092
2. Siderna	3.251	3.725	1.955	1.701	-	24.563	24.563
3. C.N.E.C.I.	5.570	5.388	4.552	4.663	-	7.247	7.247
4. Gécamines	106.675	130.962	130.494	168.448	122.100	345.119	467.219
5. SICAI	214	244	232	209	-	8.830	8.830
6. Sofide	144.179	303.666	153.262	151.300	40.141	170.611	210.752
7. S.N.EL.	471.032	542.884	490.224	483.981	175.666	952.468	1.128.134
8. C.S.CO.	5.667	6.299	5.268	5.341	172	5.626	5 798
9. Onatra	141.237	182.691	180.114	172.207	79.362	188.649	268.011
10. Comingem	3.071	3.543	3.471	-	-	-	-
11. Office des Routes	351.538	408.966	378.489	389.708	149.614	433.107	582.721
12. Regideso	98.354	144.876	135.755	140.642	139.378	167.090	306.468
13. D.A.I.P.N.	1.021	1.175	1.158	1.009	-	14.128	14.128
14. Gosuma	21	25	21	21	5	21	26
15. S.N.C.Z.	154.534	179.007	214.857	211.486	104.222	232.781	337.003
16. ZAIRETAIN	202	189	168	155	37	195	232
17. Sotexki	7.655	8.276	6.973	6.591	-	10.598	10.598
18. O.N.D.E	11.854	13.170	16.516	11.188	-	11.958	11.958
19. Sucrerie de Kwilu-Ngongo	32.614	32.857	31.023	28.579	130	33.209	33.209
20. Sucrerie de Kiliba	31.966	36.992	36.619	33.931	-	37.089	37.089
21. Grands Hôtels du Zaire	11.190	11.306	7.429	6.523	-	10.871	10.871
22. Sotraz	27.922	46.546	49.126	42.972	-	42.972	42.972
23. B.C.A.	-	3.898	3.601	3.436	3.320	3.436	6.756
24. Hôtel Diplomate	-	-	-	66	289	66	355
25. Société KANIA	2.554	2.941	2.896	2.525	-	3.753	3.753
26. O.N.P.T.Z.	6.350	8.993	5.736	3.182	3.581	18.848	22.429
27. OKIMO	2.281	11.477	11.624	11.088	4.230	11.088	15.318
28. RVF	-	2.604	5.182	6.279	3.627	6.279	9.906
29. RVM	-	1.479	2.232	2.953	9.881	2.953	12.834
30. S.I.N.E.L.A.C.	3.128	4.694	4.290	4.155	675	4.155	4.830
31. R.V.A.	-	-	-		12.105	-	12.105
32. Imprimerie du Kivu					458	-	458
Total	**5.439.424**	**7.425.826**	**6.567.137**	**6.292.940**	**1.152.798**	**8.940.026**	**10.092.824**

Source : OGEDEP

(1) Il s'agit des crédits contractés par les entreprises publiques, semi-publiques ou privées avec la garantie de l'Etat.

Tableau III.23 : Dette extérieure
(en millions de XDR)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Encours global (1)	6.864,7	6.907,9	6.683,6	8.672,1	9.967,1	9.439,8	9.427,2
* F.M.I.	186,2	209,3	219,6	370,9	358,2	354,7	367,6
* Club de Paris	4.663,0	4.663,0	4.602,3	5.976,1	6.874,0	6.649,0	6.507,5
* Club de Kinshasa	177,2	178,6	173,4	230,6	67,1	286,5	284,0
* Club de Londres	383,0	383,0	240,8	434,7	452,7	27,4	26,4
* Institutions multilatérales	1.323,7	1.343,0	1.305,9	1.476,2	1.771,2	1.652,4	1.745,8
dont BAD	363,4	377,5	367,1	361,1	376,0	626,0	550,7
* Autres	131,6	131,0	141,6	183,6	443,9	469,8	495,9
Service de la dette							
- Service dû	2.854,7	3.631,7	4.032,5	4.657,6	5.901,5	5.880,0	6.168,4
** F.M.I.*	141,2	209,3	267,4	302,9	325,9	328,7	360,4
* Club de Paris	2.105,9	2.678,2	2.878,9	3.266,9	4.593,8	4.458,0	4.611,1
* Club de Kinshasa	52,9	144,3	153,9	230,6	67,1	214,7	222,6
* Club de Londres	383,0	383,0	426,3	434,7	436,1	27,4	26,4
* Institutions multilatérales	143,0	185,7	243,4	339,9	478,6	447,4	515,9
dont BAD	100,6	158,6	220,8	281,6	376,0	344,6	366,6
* Autres	28,7	31,2	62,6	82,6	-	403,8	432,0
- Service effectué	57,2	9,9	9,0	15,4	28,8	-	1,5
* F.M.I.	12,44	3,6	9,0	15,3	2808	-	1,5
* Club de Paris	0,4	-	-	-	-	-	-
* Club de Kinshasa	5,4	-	-	-	-	-	-
* Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	10,3	5,6	-	0,1	-	-	-
dont BAD	6,7	-	-	-	-	-	-
* Autres	28,7	0,7	-	-	-	-	-
- Arriérés	2.797,5	3.621,8	4.023,5	4.642,2	5.872,7	5.880,0	6.166,9
** F.M.I.*	128,8	205,7	258,4	287,6	297,1	328,7	358,9
* Club de Paris	2.105,5	2.678,2	2.878,9	3.266,9	4.593,8	4.458,0	4.611,1
* Club de Kinshasa	47,5	144,3	153,9	230,6	67,1	214,7	222,6
* Club de Londres	383,0	383,0	426,3	434,7	436,1	27,4	26,4
* Institutions multilatérales	132,7	180,0	243,4	339,8	478,6	447,4	515,9
dont BAD	93,9	158,6	220,8	281,6	376,0	344,6	366,6
* Autres	-	30,6	62,6	82,6	-	403,8	432,0

Source : OGEDEP

(1) Y compris les intérêts contractuels et de retard à partir de 1995.

Tableau III.23 bis : Dette extérieure
(en millions de XDR)

	1996 (1)	1997	1998
Stock	9.967,1	9.439,8	9.427,2
* F.M.I.	358,2	354,7	367,6
* Club de Paris	6.874,0	6.649,0	6.507,5
* Club de Kinshasa	67,1	286,5	284,0
* Club de Londres	452,7	27,4	26,4
* Institutions multilatérales	1.771,2	1.652,4	1.745,80
dont BAD	376,0	626,0	550,7
* Autres	443,9	469,8	495,9
Encours	7.441,9	6.645,9	6.445,9
* F.M.I.	312,2	299,0	300,7
* Club de Paris	4.732,6	4.332,2	4.083,3
* Club de Kinshasa	12,8	229,9	225,9
* Club de Londres	452,7	27,4	26,4
* Institutions multilatérales	1.554,6	1.407,0	1.389,0
dont BAD	200,8	429,5	261,1
* Autres	377,0	350,4	420,6
Service de la dette			
- Service dû	5.901,5	5.880,0	6.168,4
* F.M.I.	325,9	328,7	360,4
* Club de Paris	4.593,8	4.458,0	4.611,1
* Club de Kinshasa	67,1	214,7	222,6
* Club de Londres	436,1	27,4	26,4
* Institutions multilatérales	478,6	447,4	515,9
dont BAD	376,0	344,6	466,6
* Autres	-	403,8	432,0
- Service effectué	28,8	-	1,5
* F.M.I.	28,8	-	1,5
* Club de Paris	-	-	-
* Club de Kinshasa	-	-	-
* Club de Londres	-	-	-
* Institutions multilatérales	-	-	-
dont BAD	-	-	-
* Autres	-	-	-
- Arriérés	5.872,7	5.880,0	6.166,9
* F.M.I.	297,1	328,7	358,9
* Club de Paris	4.593,8	4.458,0	4.611,1
* Club de Kinshasa	67,1	214,7	222,6
* Club de Londres	436,1	27,4	26,4
* Institutions multilatérales	478,6	447,4	515,9
dont BAD	376,0	344,6	466,6
* Autres	-	403,8	432,0

Source : OGEDEP sauf FMI et Club de Londres
(1) Prévision FMI

Tableau III.23 ter : Mouvement de la dette publique extérieure
(en milliers de XDR)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Utilisations	**265.336**	**279.558**	**r 273.240**	**319.500**	**r 233.035**	**100.621**
1. Crédits à l'Etat	74.626	155.637	84.691	111.154	70.179	10.710
a) Financiers	74.626	155.637	84.691	111.154	70.179	10.710
b) Commerciaux	-	-	-	-	-	-
2. Crédits aux entreprises	190.710	123.921	r 188.549	208.346	r 162.856	89.911
a) Financiers	190.710	123.921	188 535	208 346	162 846	89.911
b) Commerciaux	-	-	-	-	-	-
B. Remboursements	**293.070**	**378.295**	**61.951**	**86.238**	**40.860**	**32.974**
C. Variations nettes (A-B)	**-27.734**	**-98.737**	**211.275**	**233.262**	**192.165**	**67.647**
D. Intérêts	**310.609**	**374.727**	**70.451**	**72.989**	**74.263**	**34.061**

Source : Banque Centrale du Congo et OGEDEP

Tableau III.24 : Répartition de l'utilisation des emprunts publics extérieurs
(en milliers de XDR)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Crédits à l'Etat	78.234	74.626	155.637	84.691	111.154	70.179	10.710
A. Crédits financiers	73.334	74.626	155.637	84.691	111.154	70.179	10.710
1. Finances	32.723	42.079	148.192	78.699	107.085	63.565	8.306
2. Transcoms	30	130	-	-	-	-	-
3. Information	1.033	155	100	57	27	-	-
4. Agriculture	34.220	27.311	4.619	3.025	1.221	905	81
5. Education nationale	4.902	3.506	1.385	2.330	1.701	4.558	1.733
6. Energie	426	1.445	1.341	580	340	294	
7. Santé	-	-	-	-	780	857	590
B. Crédits fournisseurs	4.900	-	-	-	-	-	-
1. Finances	4.900	-	-	-	-	-	-
II. Crédits aux entreprises (1)	86.472	190.740	123.921	188.549	208.346	162.856	89.911
A. Crédits financiers	81.572	190.740	123.921	188.549	208.346	162.856	89.911
1. Régideso	6.362	14.318	13.741	19.013	25.469	10.353	12.226
2. Gécamines	7.399	5.396	7.325	47.957	24.908	30.160	31.845
3. Onatra	14.285	29.412	13.422	14.331	19.064	19.693	6.941
4. Sucrerie de Kwilu-Ngongo	2.024	1.836	6.074	7	-	-	-
5. R.V.F.	-	-	-	-	2.604	3.923	1.336
6. Sofide	11.375	56.244	5.581	21.435	14.100	4.857	282
7. S.N.EL.	18.580	23.645	23.905	29.572	30.396	13.501	8.915
8. S.N.C.Z.	4.330	9.668	15.641	17.786	7.488	56.475	10.440
9. Grands Hôtels du Zaire	-	12.764	-	-	-	-	-
10. Office des Routes	5.899	20.410	23.606	10.269	49.937	16.368	16.886
11. C.S.C.O.	-	-	-	-	-	-	-
12. R.V.M	-	-	-	-	1.479	1.224	823
13. Sucrerie de Kiliba	3.155	11.261	10.796	7.088	56	-	-
14. ZAIRETAIN	-	-	-	-	-	-	-
15. SOTRAZ	8.163	2.233	414	15.075	14.393	4.665	136
16. Sotexki	-	3.553	3.416	125	-	-	-
17. ONPTZ	-	-	-	487	81	-	-
18. PALMEZA	-	-	-	2	-	-	-
19. OKIMO	-	-	-	2.278	8.775	1.441	
20. SINELAC	-	-	-	3.124	5.698	196	81
21. B.C.A.	--	-	-	-	3.898	-	-
B. Crédits fournisseurs	4.900	-	-	-	-	-	-
1. S.N.EL.	4.900	-	-	-	-	-	-
Total	**164.706**	**265.366**	**279.558**	**273.240**	**319.500**	**233.035**	**100.621**

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Cf note 1 tableau III.23 ter

Tableau III.25 : Balance générale des paiements (1)
(en millions de XDR)

	CREDIT				DEBIT			
	1992	1993	1994	1995	1992	1993	1994	1995
A. Transactions sur biens et services	**980,7**	**927,3**	**923,3**	**1.124,4**	**1.686,8**	**1.398,0**	**1.292,8**	**1.492,4**
Balance commerciale	884,6	819,2	876,9	1.076,0	663,8	440,0	465,7	626,9
1. Marchandises	884,6	819,2	876,9	1.076,0	663,8	440,0	465,7	626,9
2. Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services	96,1	108,1	46,4	48,4	1.023,0	958,0	827,1	865,5
3. Expéditions internationales	0,1	0,1	0,4	0,5	112,0	77,0	92,2	100,0
4. Autres transports	9,0	9,0	7,4	10,4	5,0	5,0	1,3	1,2
5. Voyages	5,0	4,0	2,9	4,0	51,0	44,0	38,9	29,2
6. Revenus des investissements	15,0	16,0	3,5	5,1	671,0	662	585,6	563,2
7. Transactions des pouvoirs publics	16,0	24,0	18,2	4,1	70,0	72,0	29,3	14,4
8. Autres services	51,0	55,0	14,0	24,3	114,0	98,0	79,8	157,5
B. Transferts unilatéraux	**36,3**	**12,9**	**100,0**	**110,7**	**84,3**	**93,9**	**71,7**	**73,5**
9. Privés	14,8	5,6	2,8	3,1	83,8	93,6	71,4	70,6
10. Publics	21,5	7,3	97,2	107,6	0,5	0,3	0,3	2,9
Total (A + B)	1.017,0	940,2	1.023,3	1.235,1	1.771,1	1.491,9	1.364,5	1.565,9
C. Capitaux des entreprises	**274,4**	**197,0**	**67,2**	**74,7**	**35,4**	**257,0**	**176,0**	**189,4**
11. Crédits fournisseurs	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0
12. Autres capitaux	274,4	197,0	67,2	74,7	35,4	257,0	176,0	189,4
D. Capitaux de l'Etat	**57,0**	**26,0**	**62,4**	**102,2**	**428,0**	**436,0**	**452,0**	**389,9**
13. Crédits fournisseurs			0,0	0,0			0,0	0,0
14. Autres emprunts de l'Etat(2)	57,0	26,0	60,8	102,2	428,0	436,0	452,0	389,9
15. Autres capitaux(3)	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total (C + D)	331,4	223,0	129,6	176,9	463,4	693,0	628,0	579,3
E. Erreurs et omissions (4)	**0,0**	**0,0**	**90,0**	**108,5**	**0,0**	**0,0**	-	-
Total (A à E)	**1.348,4**	**1.163,2**	**1.152,9**	**1.412,0**	**2.234,5**	**2.184,9**	**1.992,5**	**2.145,2**

Source : Banque Centrale du Congo

(1) La balance des paiements comprend les règlements financiers proprement dits, les opérations sur crédits fournisseurs, les aides extérieures, les opérations en monnaie nationales des non-résidents et les opérations non-controlées

(2) Y compris la contre-valeur de 416,9 millions de dollars constituant le montant consolidé en 1980 au titre de l'accord de refinancement de la dette bancaire, dont la contrepartie se retrouve dans les capitaux

(3) Y compris la contrepartie des arriérés sur paiements extérieurs

(4) Les transactions reprises dans la balance des paiements sont calculées aux taux annuels. En revanche les avoirs du système bancaire en monnnaies étrangères sont exprimés au cours de change à fin période (<cfr. tableau 96). La différence entre ces deux séries statistiques compose l'essentiel de la rubrique «erreurs et omissions»

Tableau III.25 bis : Balance générale des paiements (1)
(en millions de XDR)

	Crédit				Débit			
	1995	1996	1997	1998	1995	1996	1997	1998(p)
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES								
A. Biens et services	1.161,0	1.230,3	1.035,4	1.137,6	948,2	905,3	970,4	1.195,8
Balance commerciale	1.062,4	1.189,6	1.000,3	1.060,0	657,3	635,8	744,8	822,5
1. Marchandises	1.062,4	1.189,6	1.000,3	1.060,6	657,3	635,8	744,8	822,5
2. Or non monétaire	-	-		-	-	-	-	-
Services	98,6	40,7	35,1	77,0	290,9	269,5	225,6	373,3
3. Transports	12,3	7,2	13,5	7,1	111,9	111,1	82,6	73,9
3. Voyages	4,4	4,2	10,5	57,1	33,2	27,2	20,2	178,2
5. Services de communications	0,3	0,2	0,1	0,1	3,0	2,0	3	1,6
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	0,3	-	0,1	0,1
7. Service d'assurance	0,4	0,2	0	0	5,0	9,3	15,5	10,9
8. Services financiers	15,5	8,0	4,6	3,2	24,9	51,0	35,2	25
9. Services d'informatique et d'information	-	1,6	0	0	2,0	1,6	1,6	0
10. Redevances et droits de licence	-	4,5	0,4	6,5	4,6	1,6	5,2	1,0
11. Autres services aux entreprises	13,6	9,5	0,6	1,6	71,9	62,9	46	79,2
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3,6	3,6	4	0,1	0,6	0,8	0,2	2,7
13. Services fournis ou reçus par les adminisatrations publiques	48,5	7,8	1,4	1,3	33,5	2,0	16,0	0,7
B. Revenus	6,0	4,8	2,1	2,2	544,5	550,6	200,7	184,8
14. Rémunérations des salariés	4,2	4,2	0,7	0,7	4,9	7,0	5,2	2
15. Revenus des investissements	1,8	0,6	1,4	1,5	539,6	543,6	195,5	182,8
C. Transferts courants	247,0	172,4	223,6	177,5	104,6	114,8	102,2	152,5
16. Transferts publics	225,8	152,3	206	135,7	1,4	-	1,6	0,7
17. Transferts privés	21,2	20,1	17,6	41,8	103,2	114,8	100,6	151,8
TOTAL (A + B+ C)	1.414,0	1.407,5	1.261,1	1.317,3	1.597,3	1.570,7	1.273,3	1.533,1
COMPTE DU CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES								
D. Capital	38,7	36,6	62,8	66,6	404,8	259,7	243,1	349,1
D.1. Transferts des capitaux				66,6			243,1	349,1
Capitaux publics	-	-	-	0,6	383,3	218	222,6	296,3
18 . Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	-	-	-	0,6	383,3	218	222,6	296,3
Capitaux privés	38,7	36,6	62,8	66	21,5	41,7	20,5	52,8
20. Transferts des migrants	2,2	2,1	2,1	2,1	4,1	4,1	4,1	4,1
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	36,5	34,5	60,7	63,9	17,4	37,6	16,4	48,7
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	-	-	-	-	-
E. Opérations financières	54,4	124,8	45,5	101,1	190,3	199,3	158,9	160,6
24. Investissements directs	31,3	121,3	25,3	73,7	38,3	32,8	48,8	31,7
25. Investissements de portefeuille	-	-	-	-	21,7	23,8	15,7	18,4
26. Autres investissements	23,1	3,5	20,2	27,4	130,3	142,7	94,4	110,5
TOTAL (D + E)	93,1	161,4	108,3	167,7	595,1	459,0	402,0	509,7
F. Erreurs et omissions	173,3	147,1	78,8	147,7	-	-	-	-
Total (A à F)	1 680,4	1 716,0	1 448,2	1 632,70	2 192,4	2 029,7	1 675,3	2 042,8

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP du FMI.

Tableau III.26 : Solde de la balance générale des paiements
(en millions de XDR)

	1995	1996	1997	1998(p)
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES				
A. Biens et services	**+212,8**	**+325,0**	**+65,0**	**-58,2**
Balance commerciale	+405,1	+553,8	+255,5	+238,1
1. Marchandises	+405,1	+553,8	+255,5	+238,1
2. Or non monétaire	-	-	-	-
Services	-192,3	-228,8	-190,5	-296,3
3. Transports	-99,6	-103,9	-69,1	-66,8
3. Voyages	-28,8	-23,0	-9,7	-121,1
5. Services de communications	-2,7	-1,8	-2,9	-1,5
6. Services de bâtiment et travaux publics	-0,3	-	-0,1	-0,1
7. Service d'assurance	-4,6	-9,1	-15,5	-10,9
8. Services financiers	-9,4	-43,0	-30,6	-9,4
9. Services d'informatique et d'information	-2	-1,6	-1,6	-
10. Redevances et droits de licence	-4,6	-1,6	-4,8	5,5
11. Autres services aux entreprises	-58,3	-53,4	-45,4	-77,6
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3	2,8	3,8	-2,6
13. Services fournis ou reçus par les adminisatrations publiques	15	5,8	-14,6	0,6
B. Revenus	**-538,5**	**-545,8**	**-198,6**	**-182,6**
14. Rémunérations des salariés	-0,7	-2,8	-4,5	-1,3
15. Revenus des investissements	-537,8	-543,00	-194,1	-181,3
C. Transferts courants	**142,4**	**57,6**	**121,4**	**25**
16. Transferts publics	224,4	152,3	204,4	135,0
17. Transferts privés	-82	-94,7	-83	-110,0
TOTAL (A + B+ C)	**-183,3**	**-163,2**	**-12,2**	**-215,8**
COMPTE DU CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES				
D. Capital	**-366,1**	**-223,1**	**-180,3**	**-282,5**
D.1. Transferts des capitaux	-366,1	-223,1	-180,3	-282,5
Capitaux publics	-383,3	-218	-222,6	-295,7
18, Remises de dettes	-	-	-	-
19. Autres transferts	-383,3	-218,0	-222,6	-295,7
Capitaux privés	17,2	-5,1	42,3	13,2
20. Transferts des migrants	-1,9	-2,00	-2	-2,0
21. Remises de dettes	-	-	-	0,0
22. Autres transferts	19,1	-3,1	44,3	15,2
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	-
E. Opérations financières	**-135,9**	**-74,5**	**-113,4**	**-59,5**
24. Investissements directs	-7	88,5	-23,5	42,0
25. Investissements de portefeuille	-21,7	-23,8	-15,7	-18,4
26. Autres investissements	-107,2	-139,2	-74,2	-83,1
TOTAL (D + E)	**-502,0**	**-297,6**	**-293,7**	**-342,0**
F. Erreurs et omissions	**173,3**	**147,1**	**78,8**	**147,7**
DEFICIT GLOBAL TOTAL (A à F)	**-512,0**	**-313,7**	**-227,1**	**-410,1**
G. Moyens de financement	**512,0**	**313,7**	**227,1**	**410,1**
1. Arriérés (réduction)	457,0	278	387,7	452,7
2. Crédit net du FMI	29,3	10,4	31,9	17,5
- Prêts FAS	-	-	-	-
- Achats	-	-	-	-
- Rachats	44,5	39,2	31,9	17,5
- Variations d'arriérés (réduction)	-15,2	-28,8	0,0	0,0
3. Autres mouvements de réserve (accroissement -)	25,7	25,3	21,6	22,3
4.GAP à financer et réechélonnement dette extérieure	0,0	0,0	-214,1	-82,4

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP du FMI.

Tableau III.27 : Prévision de la balance des paiements
(en millions de XDR)

	1999
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	
A. Biens et services	**-51,1**
Balance commerciale	76,8
1. Marchandises	76,8
2. Or non monétaire	0
Services	-127,9
3. Transports	-49,0
4. Voyages	-3,3
5. Services de communications	+2,1
6. Services de bâtiment et travaux publics	+,0
7. Service d'assurance	-9,5
8. Services financiers	-9,4
9. Services d'informatique et d'information	0,0
10. Redevances et droits de licence	+1,7
11. Autres services aux entreprises	-55,2
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	+1,8
13. Services fournis ou reçus par les adminisatrations publiques	-7,1
B. Revenus	**-178,1**
14. Rémunérations des salariés	-1,0
15. Revenus des investissements	-177,1
C. Transferts courants	**+60,5**
16. Transferts publics	+133,3
17. Transferts privés	-72,8
TOTAL (A + B+ C)	**-168,7**
COMPTE DU CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	
D. Capital	**-277,7**
D.1. Transferts des capitaux	-277,7
Capitaux publics	-289,2
18. Remises de dettes	0
19. Autres transferts	-289,2
Capitaux privés	+11,5
20. Transferts des migrants	-2,0
21. Remises de dettes	0,0
22. Autres transferts	13,5
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0,0
E. Opérations financières	**-28,4**
24. Investissements directs	45,1
25. Investissements de portefeuille	-10,6
26. Autres investissements	-62,9
TOTAL (D + E)	**-306,1**
F. Erreurs et omissions	**45,0**
DEFICIT GLOBAL TOTAL (A à F)	-429,8
G. Moyens de financement	**429,2**
1. Arriérés (réduction)	402
2. Crédit net du FMI	11,5
- Prêts FAS	
- Achats	
- Rachats	11,5
- Variations d'arriérés (réduction)	0
3. Autres mouvements de réserve (accroissement -)	15,7
4.GAP à financer et réechélonnement dette extérieure	0,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.28 : Répartition des recettes d'exportation de marchandises par groupe d'entreprises (en milliers de XDR)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
A. Entreprises minières	584.327	409.199	336.000	475.000	459.600	491.800	552.400
Gécamines (1)	379.100	152.000	121.500	206.300	179.000	208.800	214.700
MIBA (2)	33.086	37.279	36.800	42.400	52.000	55.600	69.100
Comptoirs diamant (2)	132.142	185.550	157.400	212.700	214.400	222.200	264.400
Kilo-Moto (3)	714	143	600	400	900	-	-
Comptoirs d'Or (3)	4 214	4 184	1 600	4 700	5 900	1 900	800
Sodimico (4)	16.700	16.300	5.300	1.400	1.400	-	-
Sominki (5)	-	-	4.000	4.800	4.200	-	-
D.G.M.P. (6)	14.071	3.143	-	-	-	-	-
Autres	4.300	10.600	8.800	2.300	1.800	30.300	3.400
B. Entreprises agricoles	48.500	49.320	145.000	131.200	170.800	63.700	63.400
C. Entreprises industrielles et non-définies	112.200	95.600	90.600	119.100	142.300	130.300	76.500
Sous-total	745.027	554.119	571.600	725.300	772.700	685.800	692.300
D. Ajustements	138.973	265.081	305.300	337.100	416.900	314.500	368.300
Produits miniers	119.873	209.001	178.100	229.600	262.800	268.300	315.600
Diamant	111.539	204.143	176.300	225.200	257.300	266.600	314.900
Autres	8.334	4.858	1.800	4.400	5.500	1.700	700
Produits agricoles	19.100	56.080	127.200	107.500	154.100	46.200	52.700
Café	16.900	36.028	125.800	106.200	152.900	44.800	48.000
Autres	2.200	20.052	1.400	1.300	1.200	1.400	4.700
Total des recettes d'exportation des marchandises	884.000	819.200	876.900	1.062.400	1.189.600	1.000.300	1.060.600

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cuivre, cobalt, concentré de zinc, argent, or, cadmium et germanium

(2) Diamant industriel

(3) Or

(4) Cuivre

(5) Cassitérite, colombo-tantalite, wolfram et tungstène

(6) D.G.M.P. : Direction Générale des Matières Précieuses

Tableau III.29 : Répartition des paiements d'importation de marchandises par mode de financement [1]
(en millions de XDR)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
A. RESSOURCES PROPRES (2)	534,9	209,0	261,6	401,5	358,2	491,7	593,2
B. RESSOURCES EXTÉRIEURES	128,1	231,0	204,1	255,8	277,6	253,1	229,3
1. Dons et contributions assimilables	4,9	8,0	78,9	169,7	131,4	158,7	118,8
Etat	4,9	-	76,1	151,5	117,1	144,4	107,2
Particuliers et organismes bénévoles	-	-	2,8	18,2	14,3	14,3	11,6
2. Prêts à des conditions spéciales	56,7	8,0	-	23,1	3,5	-	-
Etat	56,7	8,0	-	-	-	-	-
Entreprises	...	...	-	23,1	3,5	-	-
3. Capitaux	66,5	215,0	125,2	63,0	142,7	94,4	110,5
Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-
Investissements en nature	-	-	13,8	-	-	-	-
Apports non contrôlés	66,5	215,0	111,4	63,0	142,7	94,4	110,5
Total	**663,0**	**440,0**	**465,7**	**657,3**	**635,8**	**744,8**	**822,5**

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Valeur CIF
(2) Cf tableau III.31

Tableau III.30 : Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit
(en milliers de XDR)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Produits miniers	**1.199 775**	**888.475**	**689.478**	**617.500**	**514.100**	**704.600**	**722.400**	**760.100**	**868.000**
Cuivre	928.985	670.814	249.078	152.000	24.200	56 500	60.300	60.100	38.200
Cobalt	...	...	115.300	-	96.800	148.300	116.200	147.200	175.400
Zinc	...	...	-	-	300	1 500	2 500	1.500	1.100
Etain	159	281	-	-	-	-	-	-	-
Germanium	244		-	-	-	-	-	-	-
Diamant	189.938	150.707	275.600	424.000	378.800	480.300	523.700	544.400	648.400
Argent	88	214	-	-	200	-	-	-	-
Or	35.595	28.724	28.500	14.600	3.900	14.100	16.300	3.600	1.500
Cassitérite	4.851	1.809	-	-	1.500	2.500	2.000	100	-
Cuivre Sodimico	37.346	17.699	16.700	16.300	5.300	1.400	1.400	-	-
Autres (1)	2.569	18.227	4.300	10.600	3.100	-	-	3.200	3.400
Produits agricoles	**175 977**	**120 232**	**67 600**	**105 000**	**272 200**	**238 700**	**324 900**	**109 000**	**114 900**
Produits du règne animal	70	211	-	-	-	5	116	-	-
Café	138.012	67.700	37.600	87.000	235.300	194.700	280.300	82.100	80.000
Thé	861	312	360	20	200	800	200	100	-
Cacao	1.286	989	1.300	410	1.100	900	1.000	900	1.100
Rauwolfia	-	83	161	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	519	1.402	233	-	300	546	746	700	100
Tourteaux (palmistes, coton)	184	233	314	-	100	646	2.080	-	700
Caoutchouc	4.859	1.939	3.000	900	2.700	4.600	6.200	3.300	6.300
Bois	17.660	17.928	11.000	5.900	17.700	22.681	23.174	16.100	20.900
Quinquina	17	458	-	-	-	-	-	-	-
Autres	12.509	28.977	13.632	10.770	14.800	13.822	11.084	5.800	5.800
Produits industriels	**178.753**	**103.693**	**112.200**	**95.600**	**90.600**	**119.100**	**142.300**	**131.200**	**77.700**
Ciment	3.867	2.363	1.900	1.200	1.900	1.034	1.000	100	100
Produits chimiques	618	2.764	3.700	-	600	616	2.600	0	600
Pétrole brut	172.834	96.649	102.600	92.800	85.200	115.400	138.300	126.700	71.700
Divers	**1.434**	**1.917**	**4.000**	**1.600**	**2.900**	**2.050**	**400**	**4.400**	**5.300**
Total	**1.554.505**	**1.112.400**	**869.278**	**818.100**	**876.900**	**1.062.400**	**1.189 600**	**1.000.300**	**1.060.600**

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les recettes d'exportation non rapatriées de la Gécamines et Sodimico qui ont servi à couvrir une partie de leurs dépenses à l'étranger

Tableau III.31 : Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisation [1] sur ressources propres
(en milliers de XDR)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
A. Biens de consommation	228.980	85.691	104.640	125.147	103.392	163.244	196.942
Alimentation, boissons, tabacs	144.028	49.651	60.587	50.434	61.622	97.293	117.377
Textiles, habillement	4.122	1.726	2.109	15.894	2.585	4.081	4.924
Autres biens non durables	26.562	11.837	14.455	32.413	11.890	18.773	22.648
Biens de consommation durables	54.268	22.477	27.489	26.406	27.295	43.097	51.993
B. Energie	33.705	36.776	41.594	64.093	54.676	77.197	93.132
Matières brutes	202	49	541	-	109	154	186
Matières élaborées	33.503	36.727	41.053	64.093	54.567	77.043	92.946
C. Matières premières et semi-produits	112.350	73.828	55.320	58.929	52.344	82.114	99.064
Destinés à l'alimentation	53.703	27.126	19.201	8.957	24.497	38.429	46.362
Destinés à l'agriculture	2.696	2.550	1.831	4.066	1.204	1.889	2.278
Textiles, cuirs, caoutchouc	15.841	13.102	9.313	4.361	5.967	9.443	11.392
Produits chimiques, colorants	25.728	18.976	13.446	1.473	11.987	18.804	22.686
Matériaux de construction	2.567	3.791	2.668	354	2.565	4.106	4.953
Minerais et produits métalliques	5.955	5.332	6.767	13.023	3.926	6.159	7.430
Autres	5.860	2.951	2.094	26.695	2.198	3.284	3.963
D. Biens d'équipement	103.790	11.837	38.455	55.588	48.716	68.838	83.048
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	8.926	1.095	3.576	1.890	4.384	6.195	7.474
Véhicules routiers non domestiques	44.941	5.353	17.382	10.339	25.478	36.071	43.517
Autres matériels de transport	9.964	856	2.769	9.450	1.755	2.547	3.073
Machines pour industries spécialisées	4.774	483	1 577	8.561	1.705	2.341	2.824
Autres	35.185	4.050	13 151	25.348	15.394	21.684	26.160
E. Autres	30.495	752	24 591	97.743	99.072	100.307	121.014
Biens importés par la Gécamines	-	-	-	67.300	78.900	58.600	85.900
Indéterminés	30.495	752	24 591	30.443	20.172	41.707	35.114
Sous-total	509.320	208.884	264 600	401.500	358.200	491.700	593.200
F. Ajustement (2)	25.680	-	-	-	-	-	-
Total	**535.000**	**208.884**	**264 600**	**401.500**	**358.200**	**491.700**	**593.200**

Source: Banque Centrale du Congo
(1) Valeur C.I.F
(2) Y compris les frais connexes aux exportations de la Gécamines.

Tableau III.32 : Répartition géographique des opérations de change du système bancaire
(en millions de XDR)

Pays	Crédit					Débit					Solde				
	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992
U.E.B.L.	261,8	319,2	277,8	205,2	124,9	294,3	314,1	292,5	207,5	93,1	-32,5	5,1	-14,7	-2,3	31,8
Italie	0,9	2,3	2,5	1,7	10,5	10,4	11,6	10,9	6,2	151,3	-9,5	-9,3	-8,4	-4,5	-140,8
Allemagne Fédérale	22,5	18,5	17,6	25,3	25,5	41,7	51,7	34,6	50,3	49,2	-19,2	-33,2	-17,0	-25,0	-23,7
France	47,5	47,0	34,3	24,1	28,5	56,0	101,3	83,7	65,3	38,2	-8,5	-54,3	-49,4	-41,2	-9,7
Espagne	0,3	0,2	0,3	2,6	2,0	0,8	1,2	2,0	12,6	1,3	-0,5	-1,0	-1,7	-10,0	0,7
Pays-Bas	2,6	3,6	3,3	98,9	4,4	14,5	24,6	23,7	30,8	6,2	-11,9	-21,0	-20,4	68,1	-1,8
Grèce	-	-	-	-	0,1	1,0	0,7	0,5	0,4	1,7	-1,0	-0,7	-0,5	-0,4	-1,6
Royaume-Uni	205,0	206,1	160,2	-	31,4	57,7	33,7	28,2	3,2	20,7	147,3	172,4	132	-3,2	10,7
Danemark	-	-	-	0,3	0,1	0,6	0,6	0,1		0,3	-0,6	-0,6	-0,1	0,3	-0,2
Irlande	-	-	0,4	0,3	0,6	1,9	2,8	3,3	0,8	4,5	-1,9	-2,8	-2,9	-0,5	-3,9
Portugal	-	0,7	0,2	0,1	1,8	0,5	0,6	0,2	0,6	0,3	-0,5	0,1	-	-0,5	1,5
Norvège	0,1	0,8	0,2	0,2	0,1	-	1,0	3,2	0,2	0,5	0,1	-0,2	-3,0	-	-0,4
Total C.E.E.	540,7	598,4	496,8	358,7	229,9	479,4	543,9	482,9	377,9	367,3	61,3	54,5	13,9	-19,2	-137,4
Etats-Unis	423,3	496,6	398,8	364,8	140,9	447,1	428,1	399,5	341,5	103,9	-23,8	68,5	-0,7	23,3	37,0
Suisse	63,6	68,7	41,3	38,4	38,0	35,1	24,8	26,9	16,3	18,8	28,5	43,9	14,4	22,1	19,2
Japon	9,3	22,9	6,1	3,1	1,0	17,2	20,7	36,5	16,1	10,7	-7,9	2,2	-30,4	-13,0	-9,7
Suède	0,6	0,9	0,9	0,3	2,0	1,0	1,1	2,7	0,3	0,6	-0,4	-0,2	-1,8	-	1,4
Autres	92,5	103,5	55,8	32,7	64,3	114,0	150,5	129,3	146,0	-	-21,5	-47	-73,5	-113,3	64,3
Total général	1.130,00	1.291,00	999,7	798	476,1	1.093,80	1.169,10	1.077,80	898,1	501,3	36,2	121,9	-78,1	-100,1	-25,2

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau III.33 : Répartition géographique des opérations de change du système bancaire en 1992
(en millions de XDR)

Pays	Totaux			Marchandises FOB			Services (1)			Transferts privés			Capitaux		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
U.E.B.L.	124,9	93,1	31,8	54,0	42,3	11,7	43,9	21,3	22,6	17,7	29,5	-11,8	9,3	-	9,3
Italie	10,5	151,3	-140,8	3,2	104,2	-101,0	6,8	45,8	-39	0,5	1,3	-0,8	-	-	-
Allemagne Fédérale	25,5	49,2	-23,7	5,3	17,5	-12,2	10,4	31,4	-21,0	8,4	0,3	8,1	1,4	-	1,4
France	28,5	38,2	-9,7	1,4	11,6	-10,2	25,0	26,1	-1,1	11,4	0,5	10,9	0,4	-	0,4
Pays-Bas	4,4	6,2	-1,8	2,3	2,3	-	1,5	3,9	-2,4	0,6	-	0,6	-	-	-
Royaume-Uni	31,4	20,7	10,7	14,4	6,9	7,5	9,9	13,4	-3,5	6,8	0,3	6,5	0,3	0,1	0,2
Danemark	0,1	0,3	-0,2	-	0,2	-0,2	0,1	0,1	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	0,6	4,5	-3,9	0,6	1,7	-1,1	-	2,8	-2,8	-	-	-	-	-	-
Portugal	1,8	0,3	1,5	1,0	-	1,0	0,8	0,3	0,5	-	-	-	-	-	-
Espagne	2,0	1,3	0,7	0,4	0,6	-0,2	1,6	0,7	0,9	-	-	-	-	-	-
Grèce	0,1	1,7	-1,6	0,1	0,4	-0,3	-	1,3	-1,3	-	-	-	-	-	-
Norvège	0,1	0,5	-0,4	-	-	-	0,1	0,5	-0,4	-	-	-	-	-	-
Total C.E.E.	229,9	367,3	-137,4	82,7	187,7	-105,0	100,1	147,6	-47,5	45,4	31,9	13,5	11,4	0,1	11,3
Etats-Unis	140,9	103,9	37,0	13,3	20,5	-7,2	85,9	76,3	9,6	28,6	2,7	25,9	13,1	4,4	8,7
Suisse	38,0	18,8	19,2	23,3	4,6	18,7	5,7	14,0	-8,3	8,4	0,2	8,2	0,6	-	0,6
Japon	1,0	10,7	-9,7	-	2,9	-2,9	1,0	7,8	-6,8	-	-	-	-	-	-
Suède	2,0	0,6	1,4	-	0,2	-0,2	0,9	0,4	0,5	1,1	-	1,1	-	-	-
Autres	64,3	-	64,3	182,9	36,1	146,8	-77,0	-36,1	-40,9	-75,7	-25,6	-50,1	24,4	25,6	-1,2
Total général	476,1	501,3	-25,2	302,2	252	50,2	116,6	210,0	-93,4	7,8	9,2	-1,4	49,5	30,1	19,4

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Ce poste comprend les expéditions internationales, les autres transports, les revenus des investissements, les transactions des pouvoirs publics (y compris les transferts publics) et les services divers

Tableau III.34 : Cours interbancaires des devises (1)

PERIODES	1 USD	1 DEM	1 GBP	1 FRF	1 CHF	1 BEF	1 JPY	1 XAF	1 XDR	1 XEU	1 ZAR
1992											
Décembre	1.828.000,00	1.154.865,00	2.932.894,00	338.892,00	1.284.117,00	56.186,00	14.725,00	6.778,00	2 537.803,00	2.259.948,00	609.687,00
1993											
Décembre	37.710.000,00	22.110.000,00	52.980.000,00	6.480.000,00	25 920 000,00	1.100.000,00	341.400,00	129.300,00	47.250.000,00	42.540.000,00	11.160.000,00
1994 (2)											
Janvier	35,76	21,15	54,53	6,21	25,07	1,02	0,33	0,09	50,25	40,72	10,73
Février	30,98	52,31	134,6	15,43	57,91	2,54	0,83	0,15	126,13	102,73	26,94
Mars	129,58	76,39	193,1	22,51	90,44	3,71	1,23	0,23	181,42	147,43	38,75
Avril	238,5	140,61	353,09	41,04	174,89	6,83	2,25	0,41	334,9	271,15	71,53
Mai	397,57	235,89	595,71	69,75	280,49	11,61	3,81	0,7	562,21	461,49	120,07
Juin	435,15	264,38	658,97	77,57	312,48	12,83	4,91	0,77	617,44	510,88	131,87
Juillet	871,43	554,6	1.349,30	157,3	657,2	28,92	8,8	1,6	1.229,30	1.063,80	271
Août	1.360,90	868	2.098,00	252,5	984,3	42,7	14,4	2,4	1.893,90	1.751,00	421,4
Septembre	2.057,00	1.326,24	3.212,36	386,59	1.591,01	60,7	20,95	3,87	3.011,09	2.539,72	643,36
Octobre	2.481,10	1.611,20	3.928,10	470,3	1.940,10	77,8	25,1	4,7	3.625,40	2.760,30	774,33
Novembre	2.953,75	1.930,16	4.974,39	562,66	2.296,76	93,87	30,25	5,59	4.358,60	3.695,27	930,9
Décembre	3.275,71	2.091,27	5.118,21	607,08	2.473,54	101,74	32,87	6,07	4.768,54	4.005,62	1.018,46
1995											
Janvier	3.621,30	2.360,90	5.726,90	683,4	2.808,40	114,6	36	6,8	5.302,70	4.494,70	1.132,50
Février	3.555,50	2.343,60	5.644,40	680,7	2.794,30	114,9	33,7	6,8	5.277,30	4.489,00	1.127,10
Mars	3.522,90	2.451,50	5.594,50	692,6	2.905,30	118,3	37,4	6,9	5.322,20	4.547,20	1.081,20
Avril	3.919,00	2.804,80	6.303,50	807,4	3.444,60	138,1	46,8	8,1	6.172,30	5.248,20	1.318,30
Mai	4.337,00	3.310,70	7.401,70	932,8	3.997,40	160,8	54,7	9,4	7.239,70	6.145,00	1.546,20
Juin	5.340,50	3.820,50	8.528,00	1.090,60	4.628,90	186	63,4	10,8	8.371,80	7.127,80	1.787,50
Juillet	6.230,90	4.483,50	9.935,70	1.287,80	5.389,90	218,2	71,5	12,88	9.708,60	8.373,80	2.073,60
Août	5.734,09	3.971,16	8.987,16	1.155,10	4.797,32	193,17	60,84	11,55	8.669,60	7.479,64	1.851,65
Septembre	7.873,80	5.398,40	12.263,57	1.559,70	6.614,60	261,43	76,7	15,8	11.690,50	10.140,60	2.506,36
Octobre	10.617,56	7.477,20	16.776,80	2.145,70	9.239,20	363,6	105,3	21,5	15.899,80	14.007,50	3.398,10
Novembre	14.083,16	9.978,76	22.088,39	2.852,34	12.366,52	485,81	136,5	28,88	21.091,69	18.705,67	4.504,72
Décembre	15.350,38	10.639,09	23.583,57	3.085,36	13.151,52	517,64	150,83	30,85	22.787,95	19.804,66	4.867,02
1996											
Janvier	18.667,50	12.808,50	28.590,70	3.744,60	15.908,60	623,2	177,9	37,2	27.285,50	24.184,20	5.863,30
Février	22.747,20	15.378,30	34.627,30	4.475,70	18.042,10	748,4	213,2	44,8	33.170,30	29.046,40	7.084,50
Mars	26.941,30	18.239,00	41.230,80	5.317,90	22.446,20	889	252,9	53,2	39.362,90	34.533,90	8.404,90
Avril	30.609,50	20.512,50	46.600,70	6.028,20	25.315,80	998,7	284,1	60,3	44.487,00	38.943,60	9.506,10
Mai	33.345,30	22.047,40	50.349,30	6.507,50	27.061,10	1.074,20	307,9	65,1	48.192,00	41.982,10	10.296,80
Juin	38.390,90	25.113,20	59.139,40	7.426,20	30.577,70	1.218,80	352	74,1	55.193,90	47.988,70	11.797,40
Juillet	42.165,30	26.603,60	65.418,00	8.235,00	33.953,50	1.353,10	386,6	85,8	61.011,90	53.306,30	13.076,30
Août	52.406,90	35.336,00	81.424,90	10.435,50	43.542,90	1.719,60	488,4	104,4	76.565,30	67.350,00	16.352,70
Septembre	61.148,70	41.188,30	94.997,20	12.180,20	50.716,70	1.997,80	569,5	121,6	89.282,00	78.516,10	19.077,60
Octobre	77.864,20	51.260,70	120.311,80	15.064,20	62.452,40	2.495,70	711,8	155,6	112.004,10	98.047,40	23.921,70
Novembre	87.198,80	57.883,80	142.700,80	17.097,10	69.236,30	2.808,90	780,3	170,9	126.893,90	111.479,30	27.100,50
Décembre	110.733,50	71.636,10	183.891,00	21.208,30	84.043,40	3.473,20	982	212,1	159.534,90	138.588,90	33.538,70

Tableau III.34 suite : Cours interbancaires des devises (1)

PERIODES	1 USD	1 DEM	1 GBP	1 FRF	1 CHF	1 BEF	1 JPY	1 XAF	1 XDR	1 XEU	1 ZAR
1997											
Janvier	148.337,60	93.774,70	248.632,60	27.766,30	107.655,20	4.548,80	1.270,30	273,1	211.271,90	182.217,70	31.804,90
Février	144.500,20	87.109,30	235.547,90	25.793,30	100.631,70	4.219,10	1.171,10	257,9	200.513,50	168.005,80	32.404,10
Mars	156.673,81	88.480,89	251.937,94	27.501,57	107.562,32	4.493,71	1.269,45	275,11	216.044,04	179.306,36	35.405,63
Avril	169.354,55	99.151,47	274.805,18	29.371,75	115.234,87	4.809,81	1.357,04	293,72	232.452,89	193.405,34	38.154,15
Mai	156.447,37	91.445,17	253.914,07	27.095,95	108.002,31	4.413,28	1.264,42	270,96	215.045,91	178.940,23	35.227,11
Juin	124.500,00	73.612,34	203.298,44	21.413,37	86.558,73	3.504,70	1.073,43	214,13	172.697,97	140.489,93	27.796,82
Juillet	110.000,00	64.998,15	179.498,08	18.869,86	76.230,16	3.089,45	947,46	188,7	152.488,68	123.639,96	24.542,60
Août	112.619,05	63.796,72	180.910,91	18.714,46	76.084,93	3.062,34	971,36	187,14	154.328,55	123.210,47	24.510,39
Septembre	114.545,45	63.899,10	182.613,07	19.018,30	77.635,25	3.096,39	944,16	190,18	155.709,13	125.621,80	24.432,79
Octobre	115.000,00	65.236,48	187.050,70	19.449,49	79.123,37	3.165,84	952,66	194,49	157.392,14	128.028,05	24.536,56
Novembre	115.250,00	66.660,47	194.613,77	19.921,16	82.028,24	3.232,80	924,57	199,21	158.587,46	131.294,35	25.395,02
Décembre	108.909,09	61.338,84	181.152,92	18.319,07	75.796,75	2.972,29	841,88	183,29	147.564,31	121.049,70	22.351,31
1998											
Janvier	114.523,81	63.108,99	187.598,94	18.843,24	77.714,10	3.059,76	880,42	188,43	153.815,17	124.612,82	23.184,01
Février	123.600,00	68.048,33	202.496,60	20.272,88	85.433,57	3.297,89	981,16	202,73	166.835,23	134.456,51	26.103,19
Mars	125.000,00	68.454,86	207.007,23	20.425,27	84.241,71	3.319,80	971	204,25	167.990,55	135.640,17	25.155,96
Avril	125.954,55	69.072,95	210.789,09	20.631,07	83.355,48	3.361,35	960,54	206,96	169.862,36	136.952,62	25.013,04
Mai	131.550,00	73.572,63	218.306,22	21.972,31	88.601,69	3.551,64	995,52	219,72	177.313,02	145.628,07	26.085,57
Juin	134.285,71	75.303,59	218.602,84	22.402,97	90.597,26	3.619,69	966,62	224,03	179.203,15	153.364,97	25.802,06
Juillet	141.782,61	78.644,11	232.748,99	23.395,34	93.701,33	3.806,82	1.011,34	233,96	188.697,92	155.973,44	23.083,37
Août	148.750,00	83.458,27	243.020,42	25.025,56	99.900,94	4.060,45	1.029,52	250,26	197.658,58	155.346,72	23.670,04
Septembre	169.318,18	98.445,78	282.799,25	29.474,83	119.148,74	4.777,80	1.244,99	294,57	229.895,41	191.648,26	27.769,44
Octobre	225.227,27	137.000,00	382.681,82	41.045,45	168.181,82	6.590,91	1.825,00	410,45	315.181,82	272.954,55	38.727,27
Novembre	245.000,00	146.440,00	409.970,00	43.800,00	178.300,00	7.120,00	2.000,90	438	341.770,00	289.590,00	43.400,00
Décembre	245.000,00	146.440,00	409.970,00	43.800,00	178.300,00	7.120,00	2.000,90	438	341.770,00	289.590,00	43.400,00

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Moyennes mensuelles

(2) A partir de janvier 1994, les cours sont exprimés en ZRN

Tableau III.35 : Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles (données à fin période)

Périodes	Cours Interbancaires		Cours parallèles		ECART EN %	
	USD	BEF	USD	BEF	USD	BEF
1992						
décembre	1.990.000	60.122	2.300.000	72.000	15,6	19,8
1993						
décembre	105.000.000	2.960.000	306.000.000	7.800.000	191,4	163,5
1994 (1)						
janvier	32,52	0,98	135,00	3,7	315,1	277,6
février	117,00	3,3	110,00	3,00	-6,0	-9,1
mars	175,00	5,08	190,00	5,2	8,6	2,4
avril	290,00	8,41	310,00	8,9	6,9	5,8
mai	418,00	12,28	430,00	12,00	2,9	-2,3
juin	485,00	14,63	510,00	14,00	5,2	-4,3
juillet	1.100,00	33,6	1.250,00	35,00	13,6	4,2
août	1.650,00	51,82	1.800,00	52,00	9,1	0,3
septembre	2.150,00	67,21	2.200,00	70,00	2,3	4,2
octobre	2.660,00	84,18	2.800,00	85,00	5,3	1,0
novembre	3.230,00	101,47	3.300,00	105,00	2,2	3,5
décembre	3.200,00	98,38	3.350,00	105,00	4,7	6,7
1995						
janvier	3.500,00	112,53	3. 700,00	115,00	5,7	2,2
février	3.300,00	106,62	3.500,00	115,00	6,1	7,9
mars	3.600,00	126,45	3.850,00	130,00	6,9	2,8
avril	4.150,00	146,42	4.500,00	160,00	8,4	9,3
mai	4.950,00	166,69	5.200,00	180,00	5,1	8,0
juin	5.550,00	194,75	5.900,00	200,00	6,3	2,7
juillet	5.600,00	194,51	5.850,00	205,00	4,5	5,4
août	6.350,00	207,92	6.600,00	225,00	3,9	8,2
septembre	9.200,00	313,27	9.500,00	330,00	3,3	5,3
octobre	11.324,83	396,74	12.500,00	400,00	10,4	0,8
novembre	15.801,92	544,75	16.200,00	547,5	2,5	0,5
décembre	14.830,50	500,48	15.800,00	530,00	6,5	5,9
1996						
janvier	19.286,49	632,03	20.100,00	680,00	4,2	7,6
février	23.603,25	779,37	24.300,00	800,00	3,0	2,6
mars	27.404,36	898,21	28.300,00	950,00	3,3	5,8
avril	30.505,91	985,09	31.500,00	1.050	3,3	6,6
mai	34.730,88	1.095,87	35.500,00	1.200	2,2	9,5
juin	38.961,82	1.238,36	40.020,00	1.280	2,7	3,4
juillet	44.205,94	1.445,47	45.700,00	1.500	3,4	3,8
août	54.862,45	1.793,92	57.000,00	1.800	3,9	0,3
septembre	67.606,26	2.210,62	71.000,00	2.250	5,0	1,8
octobre	83.006,73	2.669,67	86.000,00	2.750	3,6	3,0
novembre	94.011,35	2.992,33	98.000,00	3.200	4,2	6,9
décembre	112.652,12	3.519,56	120.000,00	3.750	6,5	6,5
1997						
Janvier	148.903,74	4.400,23	155.000,00	4.800,00	4,1	9,1
Février	143.000,00	4.108,89	150.000,00	4.700,00	4,9	14,4
Mars	169.000,00	4.843,80	175.000,00	5.300,00	3,6	9,4
Avril	176.300,00	4.956,40	185.000,00	5.200,00	4,9	4,9
Mai	120.000,00	3.410,31	110.000,00	2.900,00	-8,3	-15
Juin	110.000,00	3.089,45	110.000,00	3.000,00	0,0	-2,9
Juillet	110.000,00	3.089,45	110.000,00	3.000,00	0,0	-2,9
Août	115.000,00	3.037,70	120.000,00	3.000,00	4,3	-1,2
septembre	115.000,00	3.140,36	120.000,00	3.000,00	4,3	-4,5
Octobre	115.000,00	3.148,10	120.000,00	3.000,00	4,3	-4,7
Novembre	115.000,00	3.198,22	120.000,00	3.300,00	4,3	3,2
Décembre	106.000,00	2.893,80	110.000,00	3.000,00	3,8	3,7
1998						
Janvier	120.000,00	3.224,94	125.000,00	3.000,00	4,2	-7,0
Février	125.000,00	3.327,35	131.000,00	3.400,00	4,8	2,2
Mars	125.000,00	3.327,35	128.000,00	3.400,00	2,4	2,2
Avril	128.000,00	3.456,43	130.000,00	3.420,00	1,6	-1,1
Mai	133.000,00	3.569,28	135.000,00	3.530,00	1,5	-1,1
Juin	138.000,00	3.722,68	143.000,00	3.600,00	3,6	-3,3
Juillet	145.000,00	3.916,28	150.000,00	3.700,00	3,4	-5,5
Août	150.000,00	4.085,25	180.000,00	4.700,00	20,0	15,0
Septembre	175.000,00	4.896,47	220.000,00	5.500,00	25,7	12,3
Octobre	240.000,00	7.000,00	320.000,00	7.500,00	33,3	7,1
Novembre	240.000,00	7.000,00	360.000,00	9.000,00	50,0	28,6
Décembre	240.000,00	7.000,00	360.000,00	9.000,00	50,0	28,6

Source : Banque Centrale du Congo.

1) A partir de janvier 1994, les cours sont exprimés en ZRN.

Tableau III.36 : Balance des règlements financiers
(en millions de XDR)

	Crédit		Débit	
	1994	1995	1994	1995
A. Biens et services	**619,0**	**702,0**	**563,6**	**712,6**
Balance commerciale	572,6	653,6	345,4	530,0
1. Marchandises	572,6	653,6	345,4	530,0
2. Or non monétaire	-	-	-	-
Services	46,4	48,4	218,2	182,6
3. Expéditions interCentrales	0,4	0,5	55,3	58,4
4. Autres transports	7,4	10,4	1,3	1,2
5. Voyages	2,0	4,0	38,9	29,2
6. Revenus des investissements	3,5	5,1	33,4	36,8
7. Transactions des pouvoirs publics	18,2	4,1	29,3	14,4
8. Autres services	14,9	24,3	60	42,6
B. Transferts unilatéraux	**100,1**	**120,6**	**5,5**	**7,3**
9. Privés	2,8	120,6	5,2	4,4
10. Publics	97,3	-	0,3	2,9
Total (A + B)	719,1	822,6	569,1	719,9
C. Capitaux nets	**68,8**	**74,7**	**115,3**	**52,3**
11. Capitaux privés	67,2	74,7	115,0	52,0
12. Capitaux de l'Etat à long terme	-	-	-	-
13. Autres capitaux de l'Etat (1)	1,6	-	0,3	0,3
D. Erreurs et omissions (2)	**-**	**-**	**110**	**150,8**
Total (A à D)	**787,9**	**897,3**	**794,4**	**923,0**

Source: Banque Centrale du Congo
(1) Cf note 3 du tableau III.23
(2) Cf note 4 du tableau III.25

Tableau III.36 bis : Balance des règlements financiers
(en millions de XDR)

	CREDIT		DEBIT	
	1997	1998	1997	1998
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES				
A. Biens et services	**784,4**	**769,3**	**638,2**	**907,3**
Balance commerciale	748,0	692,3	487,4	593,2
1. Marchandises	748,0	692,3	487,4	593,2
2. Or non monétaire	-	-	-	0,0
Services	36,4	77,0	150,8	314,1
3. Transports	13,7	7,1	45,5	38,5
3. Voyages	9,9	57,1	19,3	178,2
5. Services de communications	0,1	0,1	3,6	1,6
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	0,1
7. Services d'assurance		-	5,1	5,5
8. Services financiers	5,2	3,2	27,5	25
9. Services d'informatique et d'information	-	-	1,6	0,0
10. Redevances et droits de licence	-	6,5	4,5	1,0
11. Autres services aux entreprises	1,1	1,6	23,3	60,8
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4,0	0,1	0,4	2,7
13. Services fournis ou reçus par les adminisatrations publiques	2,4	1,3	20,0	0,7
B. Revenus	**2,1**	**2,2**	**233,6**	**4,7**
14. Rémunérations des salariés	1,2	0,7	4,3	2,0
15. Revenus des investissements	0,9	1,5	229,3	2,7
C. Transferts courants	**50,7**	**45,1**	**31,3**	**78,8**
16. Transferts publics	47,6	3,3	1,6	0,7
17. Transferts privés	3,1	41,8	29,7	78,1
TOTAL (A + B+ C)	837,2	816,6	903,1	990,8
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES				
D. Capital	**59,8**	**66,6**	**18,9**	**58,1**
D.1.Transfert des capitaux	59,8	66,6	18,9	58,1
Capitaux publics	-	0,6	-	5,3
18, Remises de dettes	-	0,0	-	0,0
19. Autres transferts	-	0,6	-	5,3
Capitaux privés	59,8	66,0	18,9	52,8
20. Transferts des migrants	2,1	2,1	4,1	4,1
21. Remises de dettes	-	-	-	0,0
22. Autres transferts	57,7	63,9	14,8	48,7
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	0,0
E. Opérations financières	**-**	**27,4**	**13,0**	**31,7**
23. Investissements directs	-	-	13,0	31,7
24. Investissements de portefeuille	-	-	-	0,0
25. Autres investissements	-	27,4	-	0,0
TOTAL (D + E)	59,8	94,0	31,9	89,8
F. Erreurs et omissions	**31,7**	**147,7**	**-**	**-**
TOTAL (A à F)	**928,7**	**1058,3**	**935,0**	**1080,6**

Source: Banque Centrale du Congo

Tableau III.37 : Solde de la balance des réglements financiers
(en millions de XDR)

	1997	1998
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES		
A. Biens et services	**146,2**	**-138**
Balance commerciale	260,6	99,1
1. Marchandises	260,6	99,1
2. Or non monétaire	-	0,0
Services	-114,4	-237,1
3. Transports	-31,8	-31,4
3. Voyages	-9,4	-121,1
5. Services de communications	-3,5	-1,5
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-0,1
7. Service d'assurance	-5,1	-5,5
8. Services financiers	-22,3	-21,8
9. Services d'informatique et d'information	-1,6	0,0
10. Redevances et droits de licence	-4,5	5,5
11. Autres services aux entreprises	-22,2	-59,2
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3,6	-2,6
13. Services fournis ou reçus par les adminisatrations publiques	-17,6	0,6
B. Revenus	**-231,5**	**-2,5**
14. Rémunérations des salariés	-3,1	-1,3
15. Revenus des investissements	-228,4	-1,2
C. Transferts courants	**19,4**	**-33,7**
16. Transferts publics	46,0	2,6
17. Transferts privés	-26,6	-36,3
TOTAL (A + B+ C)	-65,9	-174,2
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES		
D. Capital	**40,9**	**8,5**
D.1.Transferts des capitaux	40,9	8,5
Capitaux publics	-	-4,7
18. Remises de dettes	-	0,0
19. Autres transferts	-	-4,7
Capitaux privés	40,9	13,2
20. Transferts des migrants	-2,0	-2,0
21. Remises de dettes	42,9	0,0
22. Autres transferts	-	15,2
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	0,0
E. Opérations financières	**-13,0**	**-4,3**
23. Investissements directs	-13,0	-31,7
24. Investissements de portefeuille	-	0,0
25. Autres investissements	-	27,4
TOTAL (D + E)	**27,9**	**4,2**
F. Erreurs et omissions	**31,7**	**147,7**
TOTAL (A à F)	**-6,3**	**-22,3**
G. Mouvements des avoirs extérieures	**6,3**	**22,3**
Banque Centrale du Congo		10,7
Banques de dépots		11,6

TITRE IV
LA MONNAIE ET LE CREDIT

APERÇU GENERAL

En 1998, la situation monétaire a été marquée par une accélération du rythme de croissance des liquidités monétaires et la poursuite de la réforme monétaire.

Après une interruption à l'arrivée du nouveau régime en mai 1997, les émissions monétaires ont timidement repris à la fin du second semestre 1997 et se sont poursuivies en 1998.

La titrisation d'une partie des dépôts bancaires à vue opérée en application du décret – loi 066 du 20 avril 1998 a rétabli la parité entre la monnaie fiduciaire et la monnaie scripturale. La mise en circulation du Franc Congolais a permis l'unification de l'espace monétaire national.

Par ailleurs, un vaste programme de restructuration du secteur financier a été mis sur pied en vue d'assainir l'environnement financier et de rétablir l'intermédiation financière.

Les banques à réseaux sont demeurées perturbées dans leur fonctionnement à cause notamment de l'occupation d'une partie du territoire national. Le marché monétaire a repris timidement au mois de mai après la neutralisation de la surliquidité bancaire par la titrisation.

CHAPITRE I

LA SITUATION MONETAIRE

I. EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE

L'analyse de la masse monétaire à fin 1998 révèle une accélération du rythme de formation des liquidités monétaires et quasi-monétaires par rapport à la fin de l'année 1997. En effet, de 51,9 %, le taux d'accroissement de la masse monétaire est monté à 157,8 % une année après. Au 31 décembre 1998, la masse monétaire est évaluée à 845,0 millions de FC contre 327,8 millions au terme de l'exercice précédent.

Il importe de relever que cette formation des liquidités intérieures s'est accélérée au second semestre de l'année. En effet, durant les six premiers mois de 1998, la masse monétaire s'était accrue de 28,3 % tandis qu'au cours du second semestre, le taux d'accroissement a été de 100,9 %.

Exprimé en DTS, le total des liquidités monétaires et quasi-monétaires s'est élevé à 247,1 millions à fin 1998 contre 228,2 millions une année plus tôt, soit une hausse de 8,3 %.

Tableau IV.1. : Composantes de la masse monétaire

	1997		1998	
	En F.C.	Variation (1)	En F.C.	Variation (1)
Disponibilités monétaires (M1)	223.336.980	103,5	638.154.169	185,7
Circulation fiduciaire hors banques	152.170.580	84	514.520.041	238,1
Dépôts à vue en monnaie nationale	71.166.400	163,1	123.634.128	73,7
Quasi-monnaie	104.419.820	1,5	206.888.402	98,1
Dépôts à terme en monnaie nationale	795.920	-39	4.655.542	484,9
Dépôt en devises	71.947.430	16	126.980.829	76,5
Provisions pour paiement des importations	31.676.470	-25,8	75.252.031	137,6
Masse monétaire (M2)*	327.756.800	51,9	845.042.751	157,8

* *M2 = M1 + quasi-monnaie*

(1) Variation en % par rapport à l'année précédente.

II. COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE

L'analyse de la structure de la masse monétaire fait apparaître une prédominance des disponibilités monétaires (M1) sur la quasi-monnaie.

En effet, les disponibilités monétaires ont totalisé 638,2 millions de FC au 31 décembre 1998 contre 223,3 millions à fin 1997, soit une expansion de 185,7 %. Leur part relative dans l'ensemble des liquidités intérieures est montée à 75,5 % contre 68,1 % une année plus tôt.

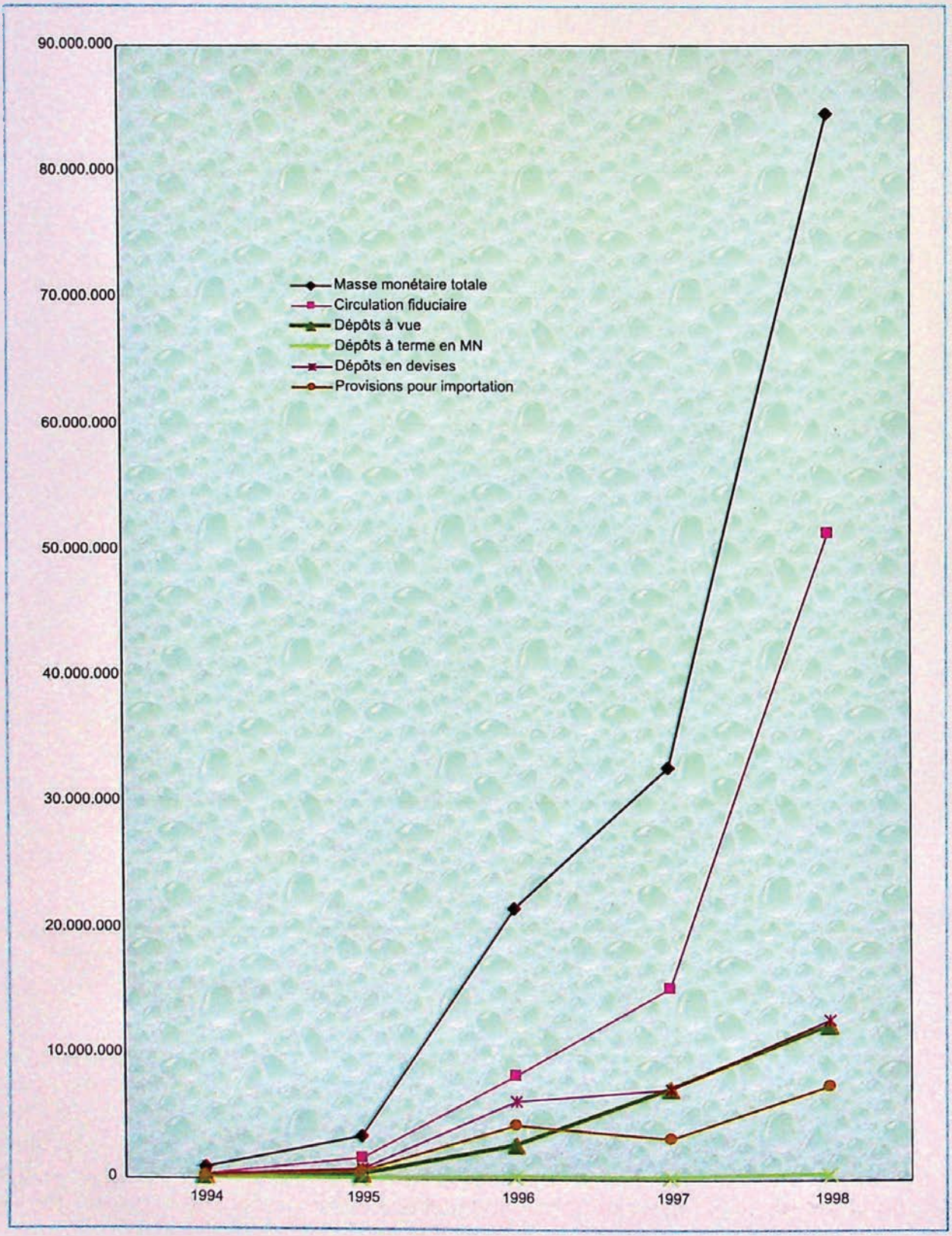
La circulation fiduciaire a représenté 60,9 % de la masse monétaire contre 46,4 % à la fin de 1997. Evaluée à 152,2 millions de FC à la fin de l'année précédente, la circulation fiduciaire est passée à 514,5 millions à fin 1998, soit un accroissement de 238,1% contre 84,0 %.

Concernant les dépôts à vue, leur part relative dans la masse monétaire a été de 14,6 % à la fin de 1998 contre 21,7 % une année auparavant. Leur total est passé de 71,2 millions de FC au 31 décembre 1997 à 123,6 millions une année plus tard, soit une hausse de 73,6 % contre 163,1 % en 1997.

Il sied de noter qu'avant la mise en circulation de la nouvelle unité monétaire, une partie des dépôts bancaires a été titrisée en vertu du décret n° 066 du 20 avril 1998 portant assainissement des dépôts bancaires. A cet effet, les banques ont transformé en dépôts à terme, après décote au taux de 4,8, les avoirs de leurs clients constitués par voie scripturale à partir du compte général du Trésor et des comptes de la Banque Centrale qui circulaient encore dans le système bancaire. Le total des dépôts titrisés s'est situé à 3,2 millions de FC.

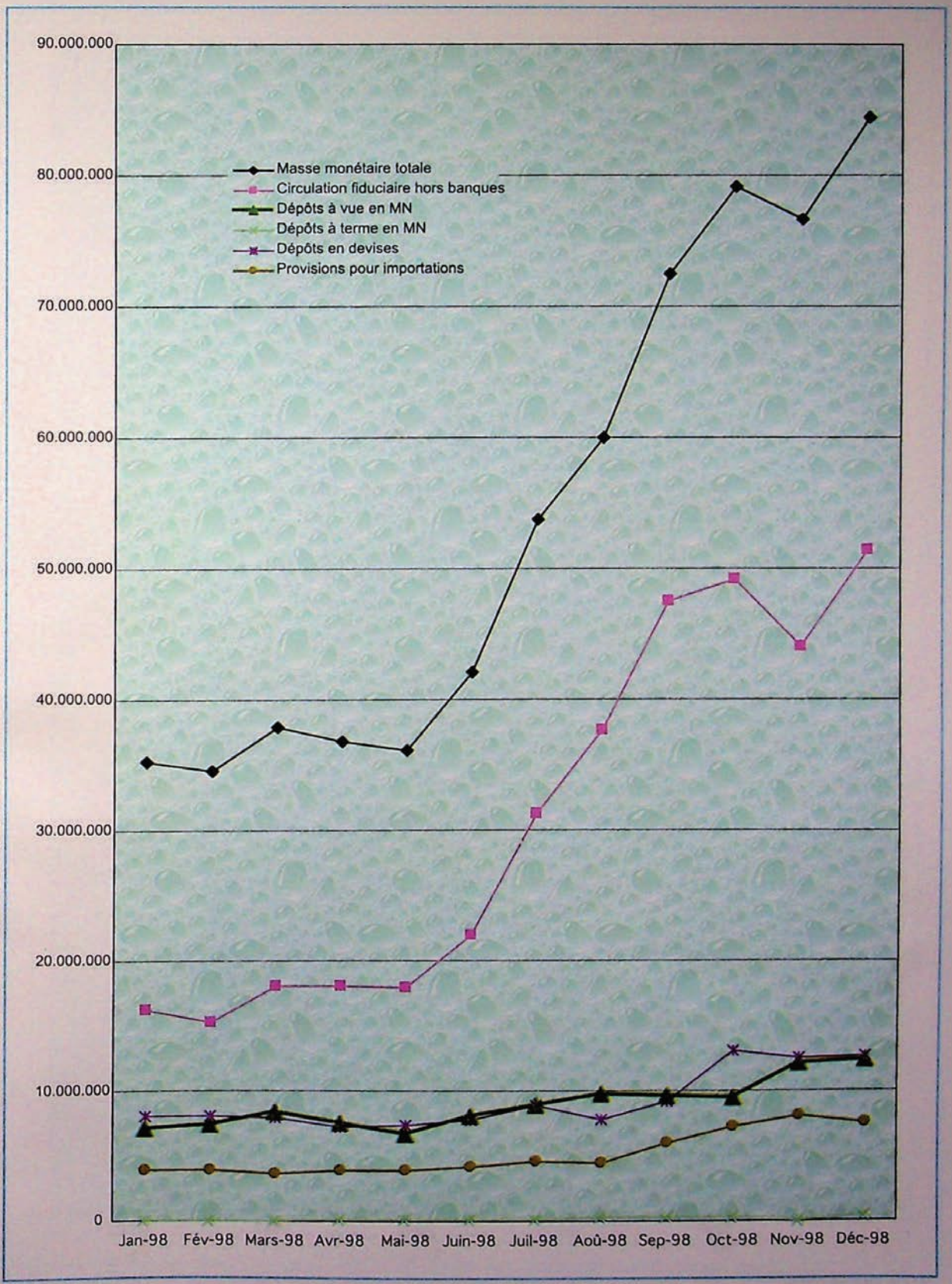
L'analyse des dépôts bancaires à vue par province révèle que la ville de Kinshasa s'est maintenue au premier rang et a totalisé 74,3 % des dépôts. Elle est

Graphique 12 a : Situation monétaire intégrée - Engagements (1)
(en millions de ZRN)



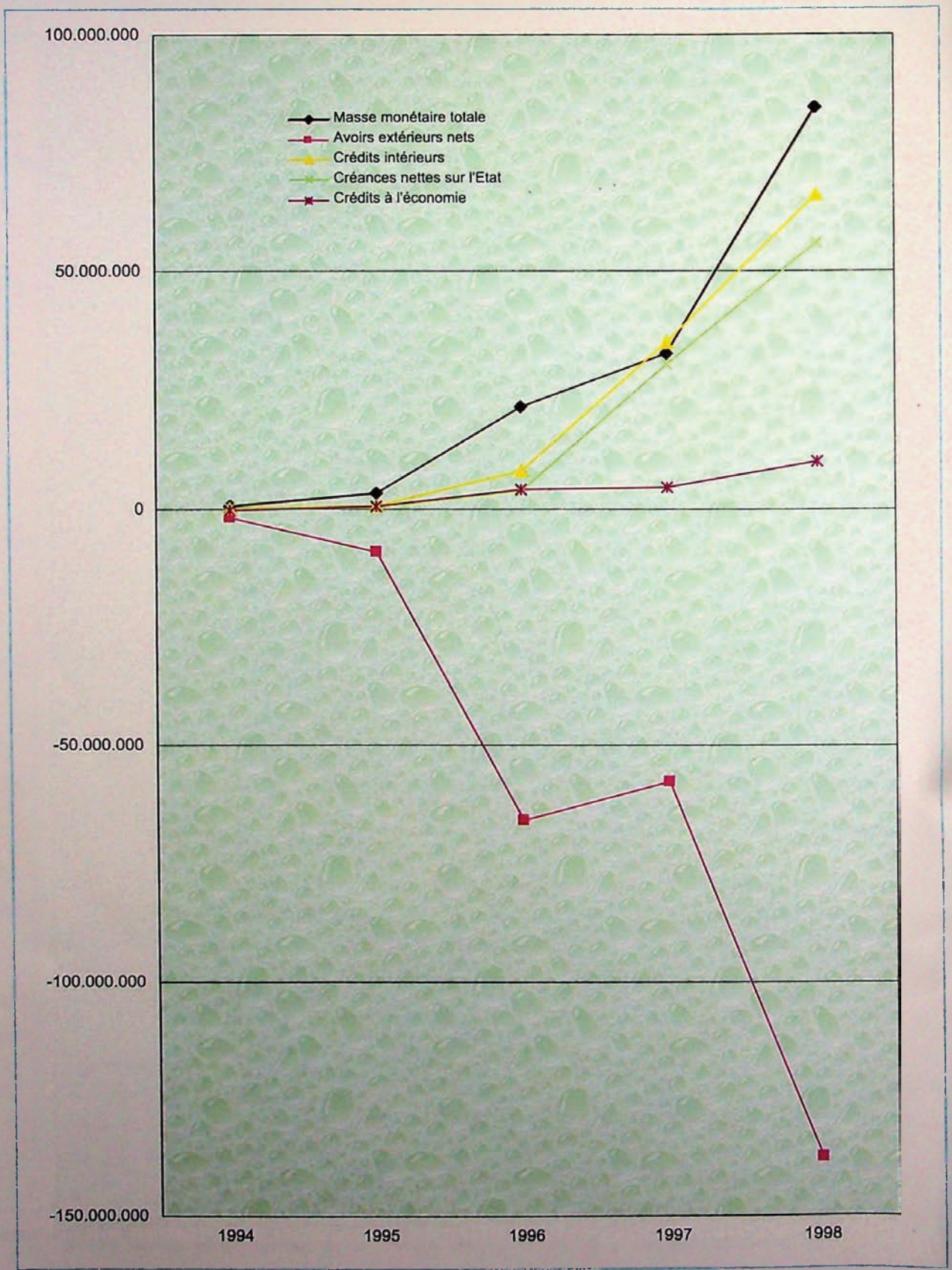
(1) Cfr Tableaux IV.5 et IV.6

Graphique 12 a (suite) : Situation monétaire intégrée en 1998 - Engagements (1)
(en millions de ZRN)



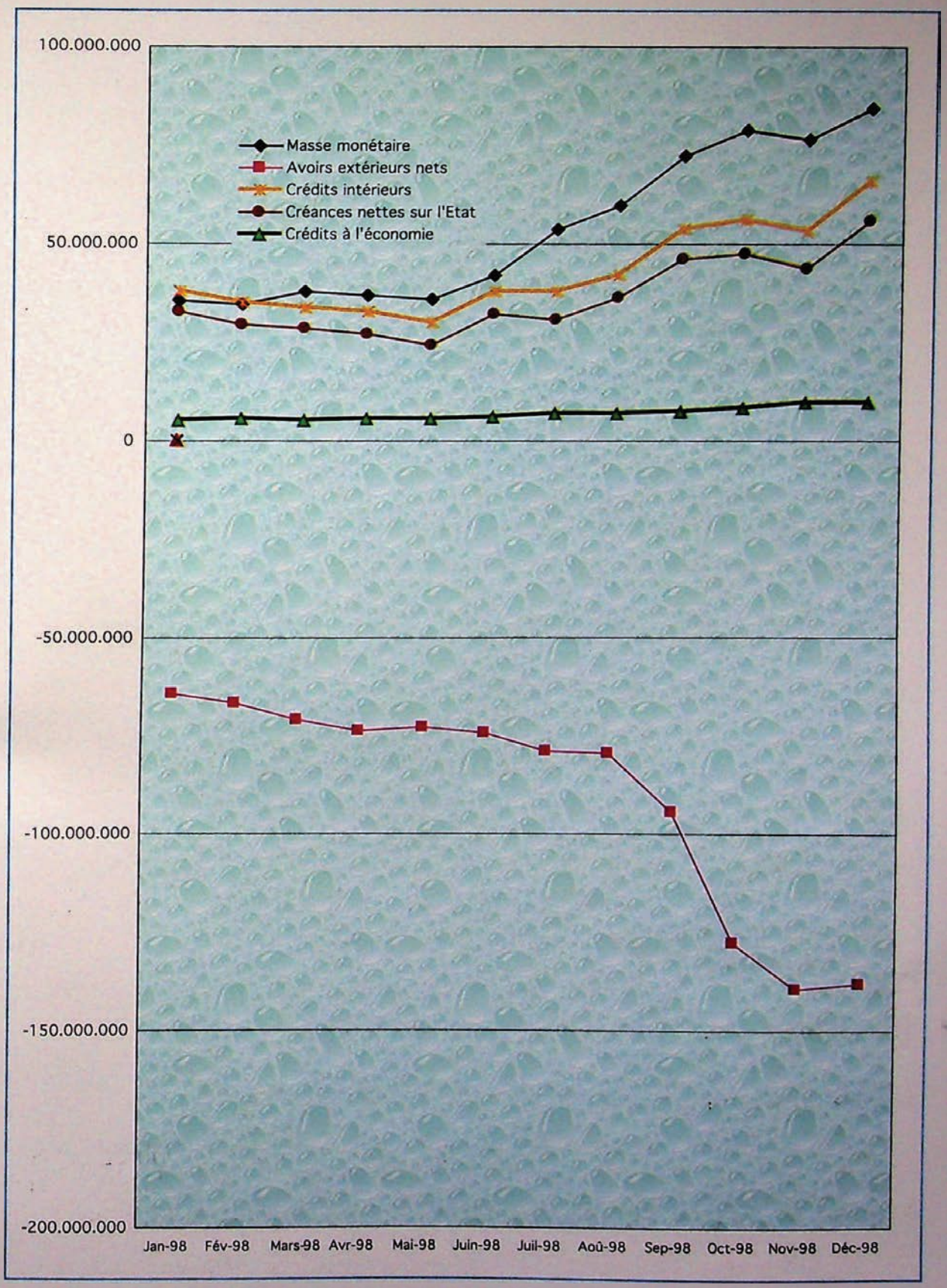
(1) Cfr Tableaux IV.5 suite et IV.6 suite

Graphique 12 b : Situation monétaire intégrée - Avoirs (1)
(en millions de ZRN)



(1) Cfr Tableau IV.5

Graphique 12 b (suite) : Situation monétaire intégrée en 1998 - Avoirs (1)
(en millions de ZRN)



(1) Cfr Tableau IV.5 suite et IV.6 suite

suivie du Katanga (17,1 %), du Kivu (5,1 %), du Bas-Congo (2,4 %), du Kasaï Oriental (0,5 %) et de la Province Orientale (0,3 %). Les provinces de Bandundu, de l'Equateur et du Kasaï Occidental ont totalisé chacune 0,1 % de l'ensemble des dépôts.

L'examen de la structure des dépôts bancaires à vue par catégorie de déposants fait apparaître la prédominance des entreprises privées qui détiennent 66,2 % du total, suivies des particuliers (21,5 %) et des entreprises publiques (7,4 %).

L'analyse par secteur d'activité économique renseigne que l'essentiel des dépôts bancaires à vue provient des autres services (33,2 %), du commerce (26,5 %) et des industries manufacturières (13,0 %).

S'agissant de la quasi – monnaie, malgré son expansion de 98,1 % à fin 1998 contre une diminution de 1,5 % précédemment, sa part relative dans la masse monétaire a baissé d'une année à l'autre, passant de 31,9 % à 24,5 %. En effet, de 104,4 millions de FC à fin 1997, la quasi-monnaie est évaluée à 206,9 millions une année après.

Les dépôts en devises des résidents sont demeurés la principale composante de la quasi-monnaie, soit 61,4 % de cette dernière. Ils ont représenté 15,0 % de la masse monétaire contre 22,0% en 1997. Leur total est passé de 72,0 millions de FC à la fin de 1997 à 127,0 millions, soit une augmentation de 76,6 % contre 16,0 % l'année précédente. Exprimés en DTS, les dépôts en devises des résidents ont enregistré une baisse. En effet, de 50,0 millions de DTS à fin décembre 1997, ils sont tombés à 37,1 millions une année plus tard, soit une diminution de 25,8 % contre une hausse de 31,2 % en 1997.

Concernant les provisions pour le paiement des importations, elles ont augmenté de 137,6 %, se situant à 75,3 millions de FC à fin 1998 contre 31,7 millions une année plus tôt. Leur part relative dans la masse monétaire est passée, d'une fin d'année à l'autre, de 9,7 % à 8,9 %. Evaluées en DTS, elles ont accusé une hausse de 2,3 % contre une baisse de 19,8 % précédemment.

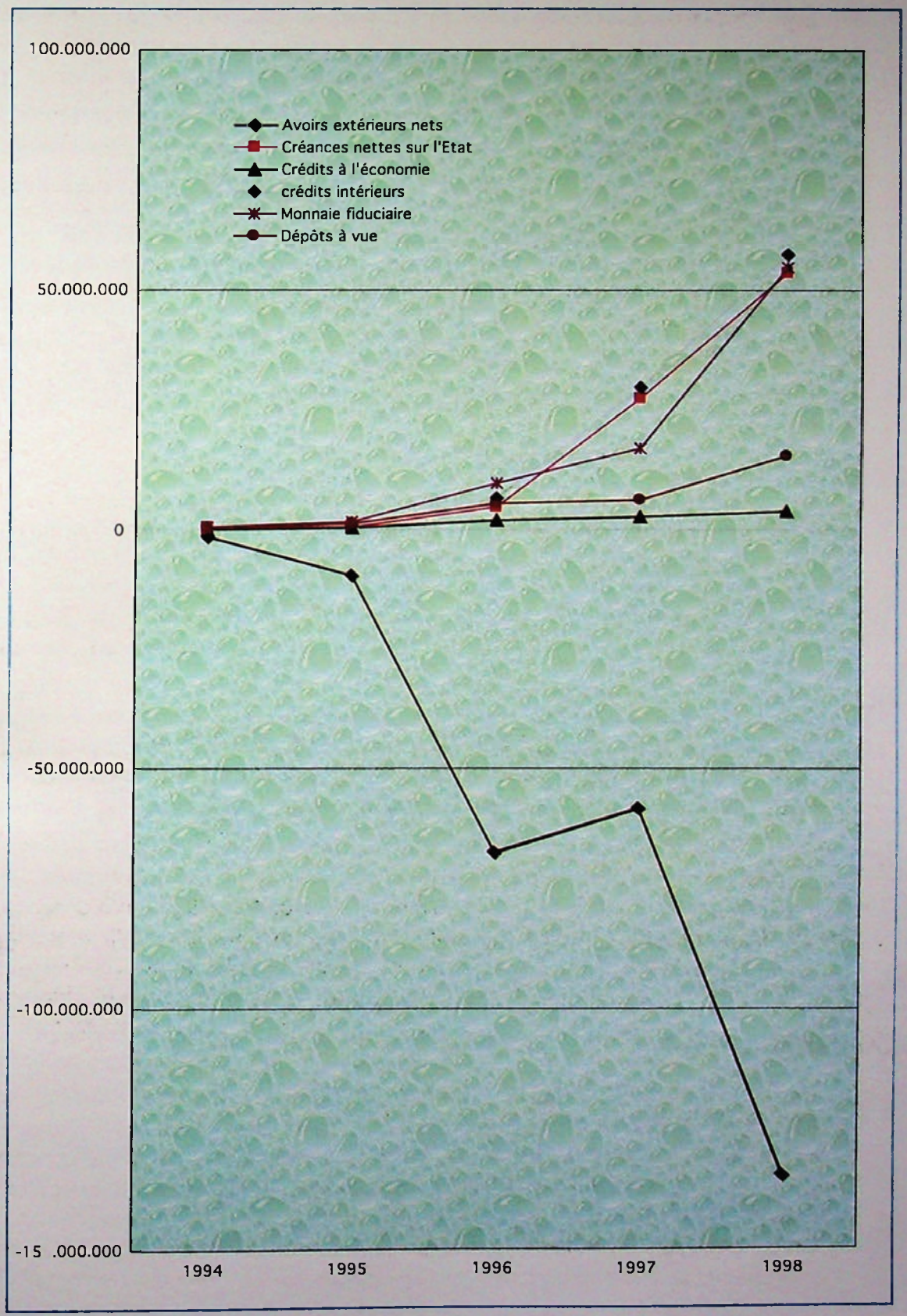
Quant aux dépôts à terme en monnaie nationale, ils se sont établis à 4,7 millions de FC à fin 1998 contre 0,79 million une année auparavant, soit une progression de 484,9 % contre une diminution de 39,0 % en 1997. Les dépôts à terme ont représenté 0,6 % du total des liquidités intérieures en 1998 contre 0,2 % une année plus tôt.

III. CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

1. Position extérieure nette

La position extérieure nette du système bancaire s'est détériorée en 1998. En effet, le solde des avoirs extérieurs nets est passé de -575,3 millions de FC à fin 1997 à -1.376,4 millions de FC une année plus tard, soit une détérioration de 139,2 % contre une amélioration de 12,3 % précédemment. Cette évolution est expliquée aussi bien par la dépréciation du taux de change que par l'accroissement des engagements extérieurs.

Graphique 13 : Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo (1)
(en millions de ZRN)



(1) Cfr Tableau IV.18

En effet, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale du Congo sont passés de -581,6 millions de FC à fin 1997 à -1.351,5 millions une année plus tard à cause de l'importance des engagements par rapport aux avoirs. Ces engagements ont atteint 1.534,9 millions de FC au terme de l'année 1998 contre 648,3 millions une année plus tôt. Quant aux avoirs de la Banque Centrale, ils ont totalisé 183,4 millions à fin 1998 contre 66,7 millions une année auparavant.

La position extérieure des banques créatrices de monnaie qui était positive de 6,3 millions de FC à fin 1997 est devenue négative, se situant à -24,9 millions au terme de 1998 à la suite de l'accroissement rapide des engagements. Ceux-ci ont progressé de 72%, passant de 69,0 millions de FC à fin décembre 1997 à 118,7 millions une année après alors que les avoirs n'ont augmenté que de 24,5 %.

Exprimée en DTS, la position extérieure nette du pays a stagné. Situé à -400,5 millions de DTS au 31 décembre 1997, le solde est descendu à -399,0 millions à fin 1998. Cette évolution est justifiée essentiellement par la diminution plus importante des engagements extérieurs (-20,1 millions) que celle des avoirs extérieurs (-18,6 millions).

2. Crédits intérieurs

Les crédits intérieurs ont été la principale source de formation des liquidités en 1998, leur contribution dans cette création monétaire a été de 78,0 %. En effet, d'un encours de 350,9 millions de FC à fin décembre 1997, ils sont montés à 659,4 millions une année après, soit une hausse de 87,9 % contre 336,9 % en 1997. Cette situation s'explique essentiellement par l'augmentation des créances nettes sur le Trésor.

En effet, le crédit à l'Etat dont l'encours était de 303,6 millions de FC à fin 1997, est passé à 561,1 millions une année après, soit un accroissement de 84,8 % contre 684,3 % précédemment. Il convient de signaler que la Banque Centrale a octroyé la quasi-totalité de ces avances, soit 95,3 %, le reste ayant été accordé par les banques de dépôts.

Concernant le crédit au secteur privé, il s'est établi à 98,3 millions de FC contre 47,3 millions une année auparavant, soit une expansion de 107,9 % contre 13,6 % en 1997. Exprimé en DTS, l'encours du crédit à l'économie a baissé de 12,5 % en 1998, se situant à 28,8 millions contre 32,9 millions. Cette évolution s'explique par la dépréciation du cours de change de la monnaie nationale.

3. Autres postes nets

Les autres postes nets ont enregistré une détérioration en 1998. Situés à - 552,2 millions de FC à fin décembre 1997, ils sont évalués à -1.562,1 millions à fin 1998, soit une détérioration de 182,9 % qui s'explique essentiellement par l'accroissement des pertes de change relatives à la réévaluation des avoirs et engagements extérieurs.

Tableau IV.2. : Facteurs de variation de la masse monétaire (M2)

	1997		1998	
	En F.C.	Variation (1)	En F.C.	Variation (1)
Position extérieure nette	-575.302.570	12,3	-1.376.430.444	-139,2
Avoirs extérieurs	142.032.700	-25,2	277.197.785	95,2
Engagements extérieurs	717.335.270	-15,2	1.653.628.229	130,5
Crédits intérieurs	350.904.740	336,9	659.395.382	87,9
Créances nettes sur l'Etat	303.631.770	684,3	561.099.624	84,8
Crédits à l'économie	47.272.970	13,6	98.295.758	107,9
Autres postes nets	-552.154.630	30,2	-1.562.077.633	-182,9
Masse monétaire (M2)	327.756.800	51,9	845.042.571	157,8

(1) Variation en % par rapport à l'année précédente

IV. EMISSIONS MONETAIRES

Les émissions monétaires ont enregistré une accélération du rythme d'expansion en 1998. En effet, de 102,4 % en 1997, le taux d'accroissement des émissions des billets de banque a presque triplé en se situant à 297,4 %. Cependant, il convient de distinguer deux séquences dans cette évolution. La première se rapporte au premier semestre et précède le lancement de la nouvelle unité monétaire, le Franc Congolais. Elle a été marquée par une reprise des émissions monétaires alors que celles-ci avaient été limitées durant les 7 derniers mois de 1997.

En effet, de 20.446,1 milliards de NZ à fin décembre 1997, le total des billets émis par la Banque Centrale est monté à 30.910,2 milliards six mois plus tard, soit une expansion de 51,2 %. Ces émissions ont servi principalement au remplacement des coupures de 500.000 NZ et de 1.000.000 NZ qui circulaient dans la province du Katanga et à la monétisation du déficit du Trésor apparu en juin 1998.

La seconde séquence couvre le deuxième semestre et son début a coïncidé avec le lancement du Franc Congolais. Au cours de cette période, les émissions monétaires sont passées de 309,1 millions de FC à fin juin 1998 à 812,5 millions de FC à fin décembre, soit une expansion de 162,8 %. Ces émissions ont été affectées essentiellement au financement du déficit du secteur public (277,5 millions de FC) ainsi qu'à l'échange des signes monétaires et à l'acquisition des devises.

CHAPITRE II

LE CREDIT AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS

Au 31 décembre 1998, l'encours total des crédits alloués aux entreprises et aux particuliers par les banques et les institutions financières spécialisées s'est situé à 15.304,3 milliards de NZ contre 9.813 milliards une année plus tôt, traduisant ainsi une augmentation de 55,9 %. Par contre, exprimé en dollars US, cet encours a baissé de 32,5 %, passant de 92,6 millions à fin 1997 à 62,5 millions au terme de la période sous revue.

En ce qui concerne les crédits décaissés par le système bancaire, leur encours s'est élevé à 9.961,6 milliards de NZ à fin décembre 1998 contre 4.727,8 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 110,7 %, justifiée entre autres par la conversion en monnaie nationale d'un prêt bancaire enregistré dans cet encours.

Les crédits consentis par les institutions financières spécialisées ont totalisé 674,8 milliards de NZ à fin décembre 1998 contre 367,1 milliards l'année antérieure.

Quant aux crédits de signature, leur encours a légèrement baissé, passant de 4.718,6 milliards de NZ à fin 1997 à 4.667,9 milliards une année plus tard.

Tableau IV.3 : Variation de l'encours des crédits aux entreprises et aux particuliers (en millions de ZRN).

	1994	1995	1996	1997	1998
A. Crédit à décaissement	+83.788,8	+541.753	+3.842.258	+539.902	+5.541.530
1. Banques	+82.268,0	+481.187	+3.518.533	+567.039	+5.233.853
2. Institutions spécialisées	+1.520,8	+60.566	+323.725	-27.137	+307.677
B. Crédits de signature	+122.128,1	+486.887	+3.501.131	+607.579	-50.640
1. Crédocs à l'exportation	+18.180,3	+40.504	+621.782	-596.048	+345.005
2. Crédocs à l'importation	+84.057,2	+400.990	+2.493.722	+209.085	-676.639
3. Autres	+19.890,6	+45.393	+385.627	+994.542	+280.994
Total des crédits utilisés	+205.916,9	+1.028.640	+7.343.389	+114.781	+5.490.890

(1) Y compris les crédits accordés par la Banque Centrale.

I. CREDITS A DECAISSEMENT

L'encours des crédits à décaissement octroyés par les banques créatrices de monnaie s'est chiffré à 6.299,7 milliards de NZ à fin décembre 1998 alors qu'il totalisait 2.220,2 milliards une année plutôt, soit une progression de 184 %.

Converti en dollars US, l'encours s'est situé à 26,2 millions à fin 1998 contre 20,9 millions une année auparavant, soit une hausse de 25,4 %.

L'accroissement observé provient de l'évolution des crédits à court terme accordés principalement aux secteurs ci-après : agriculture (35,3 %), distribution (16 %), industrie manufacturière (10,0 %) et secteurs non définis (29 %). Cette dernière rubrique enregistre essentiellement les découverts bancaires ainsi que les crédits accordés par les banques à leur personnel.

1. Répartition par terme

Les prêts à court terme ont progressé de 169 %, passant de 2.207,8 milliards de NZ à 5.946,4 milliards d'une année à l'autre. Ils ont représenté 94,4 % de l'ensemble des crédits bancaires à décaissement. Cette situation s'explique par la dégradation de l'environnement macro-économique et l'incertitude sur le plan politique, contraignant les banques à n'accorder principalement que des avances de courte durée.

S'agissant des prêts à moyen terme, leur encours a atteint 353,3 milliards de NZ à fin 1998 contre 12,3 milliards l'année précédente. Cet accroissement provient de la prise en compte du crédit accordé antérieurement par la CADECO. Les crédits à moyen terme sont restés insignifiants (5,6 %) par rapport au total des crédits décaissés.

2. Répartition par secteur d'activité

La ventilation par secteur d'activité des crédits bancaires à décaissement met en exergue l'importance du secteur agricole dont la part relative dans le total s'est située à 33,4 % contre 56,8 % à fin 1997. Les autres secteurs ont représenté 16 % pour la distribution, 10 % pour le commerce d'importation et 6 % pour la production industrielle.

II. CREDITS DE SIGNATURE

Au terme de l'année 1998, les crédits d'engagement ont légèrement diminué, passant de 4.718,6 milliards de NZ à fin 1997 à 4.667,9 milliards.

En dollars US, ces crédits ont baissé de 56,4 %, se situant à 19,4 millions à fin 1998 contre 44,5 millions une année plus tôt. La diminution enregistrée s'explique par l'évolution des crédits documentaires à l'importation qui ont baissé de 21,2 %.

S'agissant des crédits documentaires à l'exportation, ils ont totalisé 429,6 milliards de NZ à fin 1998 contre 84,6 milliards l'année précédente. Il convient cependant de noter que leur part dans les crédits d'engagement demeure faible, soit 9,2 %. Quant aux autres garanties bancaires, elles ont progressé de 19,4 %, s'établissant à 1.726,7 milliards de NZ à fin 1998 contre 1.445,7 milliards une année auparavant.

CHAPITRE III
LE MARCHE MONETAIRE

Au cours de l'année 1998, le marché de l'argent à court terme a été caractérisé par une reprise timide des transactions à partir du mois de mai pour le call money et de décembre pour le réescompte.

Les activités sur le marché interbancaire se sont améliorées par rapport à l'année précédente.

I. MARCHE EN BANQUE

L'Institut d'Emission offre trois possibilités aux banques pour leur refinancement, à savoir, le réescompte, le call money et les avances en comptes courants.

Tableau IV.4. : Encours de refinancement des banques de dépôt
(en millions de ZRZ)

	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998
Réescompte	7.869	7.845	-	-	2.435	12.519	-	-	329.500
Call money	28.032	60.259	-	-	5.488	81.076	-	-	-
Avances en comptes courants	6.833	6.833	12.352	-	5.318	625.138	1.139.472	397.078	652.278

(1) En millions de nouveaux zaïres à partir de 1994.

1. Réescompte

Le guichet de réescompte n'a enregistré qu'une opération en 1998. Cette situation est imputable à la baisse du niveau d'activité économique et à la faible circulation des titres dans le pays.

2. Call money

L'encours du marché au jour le jour a été nul au terme de l'année 1998, car toutes les transactions intervenues étaient de très courte durée. Cependant, le volume global des opérations s'est chiffré à 6.766,9 milliards de NZ alors qu'aucune transaction n'avait été enregistrée en 1997.

En effet, la titrisation d'une partie des dépôts bancaires a permis de résorber l'excès de liquidité des banques, ce qui a favorisé la reprise des opérations au mois de mai.

3. Avances en comptes courants

La Banque Centrale a maintenu le renforcement des conditions de refinancement à ses guichets. La ligne d'avances en comptes courants est fixée

périodiquement et communiquée aux banques par lettres séparées. Tout dépassement de la ligne d'avances doit être résorbé endéans 10 jours ouvrables. Le non respect de ces dispositions entraîne la suspension d'office de l'intermédiaire financier concerné de la chambre de compensation. L'utilisation des avances en comptes courants est subordonnée au nantissement, à raison de 120 % de la valeur nominale des effets publics à un an maximum ou privés de bonne qualité à 180 jours maximum.

Le solde des avances en comptes courants s'est situé à 652,3 milliards de NZ à la fin de 1998 contre 397,1 milliards l'année précédente. Leur hauteur est justifiée principalement par les découverts accordés à certaines banques, auxquels s'ajoute le solde des prêts alloués aux banques en difficultés depuis 1995.

II. MARCHE INTERBANCAIRE

Comparativement à l'année précédente, les transactions de ce marché ont augmenté en 1998. En effet, le volume global des opérations interbancaires est passé de 4.241,9 milliards de NZ en 1997 à 19.149,3 milliards une année après. L'augmentation de ces transactions est expliquée entre autres par la neutralisation d'une partie de dépôts bancaires opérée en vertu du décret-loi n° 066 du 20 avril 1998 portant assainissement des dépôts bancaires. Le taux d'intérêt moyen de ces opérations s'est situé à 22,7 % à fin décembre 1998.

CHAPITRE IV
LA REFORME MONETAIRE

I. GENESE ET OBJECTIFS

La situation économique du pays était caractérisée au 17 mai 1997, date du changement de régime politique du pays, par d'importants déséquilibres attestés par une régression continue du PIB constant, de profonds dérapages des finances publiques couverts par les avances de la Banque Centrale et des déficits insoutenables du solde de transactions extérieures.

Les faits saillants ci-après marquaient le plan strictement monétaire :

- la multiplicité d'espaces monétaires ainsi que de taux de change ;
- la perte de confiance généralisée dans la monnaie nationale du fait de l'instabilité persistante de sa valeur interne et externe ;
- la dollarisation excessive de l'économie ;
- la pénurie de signes monétaires au sein du système bancaire ;
- la rupture de la parité interne entre la monnaie scripturale et la monnaie fiduciaire ;

- la désintermédiation financière accrue attestée par l'importante circulation fiduciaire hors banque et la désarticulation du système des paiements ;
- la diminution drastique du taux de liquidité de l'économie, atteignant 4,3% en 1997 contre 10% au cours des périodes antérieures.

Pour faire face à ces dysfonctionnements, le Gouvernement a décidé, dès le mois de mai 1997, de confier à la Banque Centrale du Congo la tâche d'opérer une réforme monétaire impliquant le changement de l'unité monétaire.

Au plan politique, la réforme monétaire devait adapter l'appellation de l'unité monétaire au changement de la dénomination du pays et de l'Institut d'Emission

Au plan économique, la réforme monétaire poursuivait les objectifs majeurs suivants :

- l'unification de l'espace monétaire ;
- la stabilité des prix intérieurs et du taux de change ;
- la réduction de la disparité des taux de change à travers le pays ;
- le rétablissement du système des paiements ;
- la restructuration du système bancaire ;
- la relance de l'activité économique ;
- l'institution d'une nouvelle unité monétaire.

II. LES DIFFERENTES ETAPES DE LA REFORME

a) Stabilisation des prix intérieurs et du taux de change

La première mesure a été prise au début du second semestre 1997 et consistait en l'application d'une politique budgétaire et monétaire rigoureuse basée d'une part, sur l'exécution équilibrée des opérations financières de l'Etat et d'autre part, sur le contrôle strict des émissions monétaires. Cette action a permis de maîtriser l'inflation et de stabiliser le taux de change.

En effet, le taux d'inflation est passé de 693 % en 1996 à 13,7 % en 1997. A fin juin 1998, il s'est situé à 7,3 %, soit 15,1 % en termes annuels. Ce niveau est resté plus ou moins conforme aux prévisions du cadre budgétaire qui le situaient à 12,5 % à fin décembre 1998.

Le taux de change s'est apprécié de 36 % de mai à juillet 1997 avant de se stabiliser jusqu'à la fin de l'année. De 106.000 NZ le dollar américain à fin décembre 1997, ce taux s'est élevé à 138.000 NZ à fin juin 1998, soit un taux moyen semestriel de 122.000 NZ, inférieur à la moyenne annuelle de 130.000 NZ prévue par le cadre budgétaire.

b) Unification de l'espace monétaire et convergence des taux de change

Au mois d'octobre 1997, la Banque Centrale a commencé à retirer de la circulation les coupures de 500.000 NZ et 1.000.000 NZ, utilisées exclusivement dans la

province du Katanga. Le retrait de ces coupures s'est effectué essentiellement contre la vente des devises aux opérateurs économiques.

Le 1er décembre 1997, l'Institut d'Emission a concrétisé la décision gouvernementale de remonétiser les anciens signes monétaires " zaïres " utilisés dans les deux provinces du Kasaï, en dépit de leur démonétisation par la réforme monétaire de 1993. Cette remonétisation impliquait leur acceptation à l'encaissement et à la comptabilisation par le système bancaire ainsi que leur utilisation par les opérateurs économiques pour s'acquitter des obligations fiscales.

Enfin le 17 décembre 1997, la Banque Centrale a levé des barrières à la libre circulation à travers le pays de toutes les coupures restantes. En même temps, elle a confirmé le pouvoir libératoire illimité des coupures de 100.000 NZ de couleur orange et verte.

Ces mesures ont permis d'homogénéiser l'éventail fiduciaire sur l'ensemble du territoire national et de réduire les écarts de taux de change entre les provinces. A titre d'illustration, l'écart des taux pratiqués entre Lubumbashi et Kinshasa s'est réduit entre octobre et décembre 1997, passant de 45 à 10 %.

c) Rétablissement du système des paiements

Le décret-loi n° 066 du 20 avril 1998 portant assainissement des dépôts bancaires visait trois objectifs, à savoir la convertibilité des dépôts bancaires, le rétablissement de la parité entre le chèque et les espèces et le retrait facile des espèces aux guichets des banques.

Ce décret autorisait la Banque Centrale de procéder à la neutralisation des dépôts bancaires par la transformation en titres ou en dépôts à terme, après décote, de tout ou partie des dépôts bancaires, sur la base d'un examen de la situation financière des banques et autres institutions financières.

Les dépôts visés par ce décret-loi sont ceux constitués par voie scripturale jusqu'au 17 mai 1997 et qui circulaient encore dans le système bancaire.

En effet, avant cette date les transferts effectués à partir du compte général du Trésor ou de la Banque Centrale sans couverture de numéraire, avaient provoqué l'inconversion du chèque en liquidité primaire à la suite de l'insuffisance des encaisses bancaires.

En vertu de ce décret-loi, les banques commerciales ont transformé en titres ou dépôts à terme, les avoirs de leurs clients constitués par voie scripturale en y appliquant une décote de 4,8 (taux moyen observé entre le 1er janvier et le 17 mai 1997). Le total des dépôts titrisés a été évalué à 3,2 millions de FC. Ces dépôts sont porteurs d'intérêt au taux de 3% l'an. La maturité des titres a été fixée à 36 mois, avec un délai de grâce de 24 mois accordé aux banques commerciales pour le remboursement à leurs clients.

La Banque Centrale pour sa part bénéficiait d'un délai de remboursement de 24 mois, avec 6 mois de grâce vis à vis des banques commerciales. L'objectif visé par ce décalage de délais était de permettre aux banques de disposer de ressources suffisantes pour octroyer des crédits. La différence entre la valeur débitée et la

valeur créditée en comptes à terme était logée dans un compte " produit de la déflation " ouvert à la Banque Centrale.

Cette opération a permis de faire disparaître immédiatement la décote de la monnaie scripturale par rapport à la monnaie fiduciaire qui se situait à 1,6 au moment de la titrisation. Ainsi, les retraits aux guichets des banques étaient redevenus faciles. Les avoirs de ces dernières auprès de l'Institut d'Emission ont sensiblement diminué, passant de 3.600 milliards de NZ avant l'opération à 1.900 milliards de NZ, contre une encaisse en monnaie nationale de 1.150 milliards de NZ au lendemain de la titrisation, soit un taux de couverture des dépôts par les encaisses de 60,5%.

d) Restructuration du système bancaire

Le cadre de la restructuration du secteur financier a été défini par les décrets-lois 064 et 065 du 20 avril 1998. Ces décrets qui portent respectivement (i) Régime d'Exemptions relatifs à la restructuration de la Banque Centrale du Congo et (ii) Régime Spécial de restructuration des banques et institutions financières ont une durée maximale de 24 mois.

Le décret-loi 064 définit le cadre de la restructuration de la Banque Centrale. Selon ce décret, cette dernière est soumise au régime d'exemptions dont les principales modalités sont les suivantes :

- toute action engagée contre la Banque Centrale du Congo ainsi que toute procédure d'exécution sur son patrimoine sont suspendues jusqu'à la levée d'exemptions instaurées par ce décret – loi;
- la restructuration de la Banque Centrale, dévolue à son Conseil d'Administration, consiste en une adaptation de ses structures et méthodes de gestion.

Le décret-loi 065 organise le régime spécial de restructuration des banques et institutions financières en déséquilibre financier. Au sens de ce décret-loi, est considéré régime spécial de restructuration, " l'ensemble des mesures et dispositions visant à modifier la structure et le mode de fonctionnement d'une banque ou d'une institution financière en vue du rétablissement de son équilibre ".

L'admission au régime spécial de restructuration et, le cas échéant, la déchéance du bénéfice de ce régime, relève de la compétence de la Banque Centrale du Congo. La demande d'admission au régime spécial de restructuration, à laquelle est joint le plan de restructuration, est adressée à la Banque Centrale du Congo. Cette dernière statue sur cette demande dans un délai d'un mois à dater de sa réception et sa décision est sans recours.

Le régime de restructuration limite les pouvoirs des organes statutaires de la banque ou de l'institution financière concernée à la stricte exécution du plan de restructuration dûment approuvé par la Banque Centrale du Congo. Les opérations de restructuration se réalisent dans les délais et conditions prévus dans le plan de restructuration. Elles portent notamment sur :

- la cession totale ou partielle des actions ;
- la cession totale ou partielle des activités ou de fonds de commerce ;

- la réalisation partielle de l'actif et l'assainissement du passif ;
- la fusion avec une autre entreprise du secteur financier ;
- le redimensionnement du cadre juridique ;
- la réduction éventuelle des effectifs du personnel ;
- la suppression d'une partie des activités ;
- la recapitalisation des banques et institutions financières.

La banque ou institution financière concernée est exonérée des droits et taxes dus au Trésor Public et expressément énumérés dans le plan de restructuration.

La Banque Centrale du Congo peut, à tout moment, proclamer la levée du régime spécial de restructuration d'une banque ou institution financière qui aura exécuté avec succès son plan de restructuration.

La restructuration des banques et institutions financières a été confiée au Comité de Restructuration du Secteur Bancaire Congolais (COREBAC), créé en février 1998 par la Banque Centrale. Cet organe a pour mission principale l'assainissement du système financier congolais à travers notamment les actions ci-après :

- la définition du cadre légal et réglementaire de la restructuration bancaire ;
- la finalisation de la liste des banques à restructurer ;
- la fixation des termes de référence de la restructuration ;
- l'examen, avec les partenaires des banques commerciales, des plans de restructuration de leurs établissements ainsi que des conditions et modalités de leur exécution ;
- la préparation des termes de référence et la supervision des audits des banques à restructurer ;
- le suivi de la mise en œuvre des plans de restructuration ;
- la proposition à la radiation des banques jugées irrécupérables et pouvant faire l'objet de liquidation ;
- l'organisation de la liquidation des banques et institutions financières. Pour ce faire, le COREBAC définit les cahiers de charges de la liquidation et examine tous les contrats à conclure entre la Banque Centrale et les personnes physiques ou morales désignées pour accomplir la liquidation. Enfin, il suit le processus de la liquidation des banques et institutions financières.

Au terme de l'année 1998, la restructuration bancaire a conduit à l'exclusion de la chambre de compensation de sept banques en cessation des paiements et au déclenchement de la procédure de liquidation d'une banque privée et d'une banque publique.

III. LANCEMENT DU FRANC CONGOLAIS

1. Cadre légal

La nouvelle unité monétaire, dénommée " franc congolais ", a été instituée par le décret-loi n° 080 du 17 juin 1998 et mise en circulation le 30 juin 1998. Le franc congolais (CDF) est subdivisé en cent parties égales, appelées centimes " c ".

La parité interne a été fixée à 1 franc congolais pour respectivement 100.000 NZ et 14.000.000 Z. Les anciens signes monétaires en zaïres et nouveaux zaïres conserveront leur cours légal, avec pouvoir libératoire illimité, jusqu'au 30 juin 1999.

La parité externe a été initialement établie à 1 $ US pour 1,38 FC et a fluctué par la suite selon les forces du marché.

Le délai d'échange a été fixé à une année pour tenir compte de l'étendue du pays et des difficultés de communication. Après l'expiration de ce délai, les échanges devraient se poursuivre aux seuls guichets du siège de la Banque Centrale ou de ses directions et agences en provinces jusqu'au 31 décembre 1999.

L'éventail fiduciaire du franc congolais ainsi que les équivalences avec les anciennes monnaies se présentent comme suit :

100 FC	=	10.000.000 NZ	=	1.400.000.000 Z
50 FC	=	5.000.000 NZ	=	700.000.000 Z
20 FC	=	2.000.000 NZ	=	280.000.000 Z
5 FC	=	500.000 NZ	=	70.000.000 Z
1 FC	=	100.000 NZ	=	14.000.000 Z
50 C	=	50.000 NZ	=	7.000.000 Z
20 C	=	20.000 NZ	=	2.800.000 Z
10 C	=	10.000 NZ	=	1.400.000 Z
5 C	=	5.000 NZ	=	700.000 Z
1 C	=	1.000 NZ	=	140.000 Z

2. Déroulement des opérations

Le franc congolais a été mis en circulation dans toutes les provinces à la fois. Le lancement du franc congolais a été précédé par une campagne de sensibilisation qui avait pour objet d'informer le public sur les objectifs de la réforme monétaire, le délai et les conditions de l'échange ainsi que d'enregistrer ses appréhensions, ses attentes et ses suggestions éventuelles. En outre, l'opération devait permettre d'identifier les infrastructures devant servir à l'échange afin d'en évaluer les capacités de stockage et les conditions de sécurité.

IV. PRINCIPAUX PROBLEMES RENCONTRES

a) Equivalence entre le zaïre et le franc congolais

Lors de la mise en circulation du franc congolais, la parité entre la nouvelle unité monétaire et l'ancien zaïre a été de 14.000.000 de Z pour un 1 FC. Cette parité ayant été contestée par les opérateurs économiques des deux provinces du Kasaï qui l'évaluaient à 10.000.000 Z pour un franc, la Banque Centrale a dû vendre des devises contre les anciens zaïres pour absorber ces derniers.

b) Stabilité des prix et du taux de change

La stabilité des prix observée au second semestre 1997 s'est pratiquement poursuivie jusqu'au mois de juillet 1998. En effet, situé à 138.000 NZ le dollar américain, soit 1,38 FC au 30 juin, le taux de change s'est fixé à 1,45 FC à fin juillet 1998. Le dérapage enregistré à partir du mois d'août a porté le taux de change à 2,4 FC le dollar à la fin de l'année. La monnaie nationale s'est dépréciée de 39,6 % entre août et décembre 1998 contre 4,6 % en juillet. Au cours de la même période, le taux d'inflation s'est élevé à 164,5 % contre 1,2 % en juillet 1998.

Cette situation est consécutive à la guerre qui a entraîné à partir du 02 août des dépenses non prévues, financées par les avances de la Banque Centrale. L'accroissement des dépenses imputables à la guerre a eu un impact négatif sur l'évolution tant des prix que du taux de change.

c) Relance de l'activité économique

L'avènement de la guerre au lendemain du lancement du franc a brisé les efforts d'ajustement économique entrepris par le Gouvernement dans le but de restaurer la stabilité macro-économique et de poser les jalons de la relance économique. Elle a en effet été déclenchée au moment où la confiance des milieux d'affaires dans la politique du Gouvernement commençait à produire ses premiers résultats.

d) Perturbation des échanges

Le déclenchement de la guerre le 02 août 1998 s'est traduit par une nette perturbation du déroulement des échanges par le biais des facteurs suivants : 1) la remise en circulation, dans les territoires occupés, des billets d'anciennes monnaies déjà retirées ; 2) la nécessité, pour la Banque Centrale, de financer des déficits publics en constante accélération, perturbant ainsi l'opération de retrait d'anciens signes monétaires ; 3) le ralentissement du rythme d'incinération des anciens billets retirés de la circulation, avec comme conséquence non seulement l'engorgement des chambres fortes, mais aussi le risque de réinjection de ces anciennes monnaies.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV

Tableau IV.5 : Situation monétaire intégrée
(en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998(2)
1. Avoirs extérieurs nets	**-1.073.441.666**	**-54.468.574.745**	**-1 741.236**	**-9144.500**	**-65.621.990**	**-57.530.257**	**-1.376.430.442**
Avoirs	554.331.913	28.505.505.433	837.136	3.781.605	18.997.955	14.203.270	277.197.787
Engagements	1.627.773.579 r	82.974.080.178	2.578.372	12.926.105	84.619.945	71.733.527	1.653.628.229
2. Crédits intérieurs	**757.834.754**	**13.257.027.830**	**218.061**	**817.943**	**8.031.460**	**35.090.474**	**659.395.382**
a) Créances nettes sur l'Etat	706.455.094	12.216.293.088	130.778	254.181	3.871.152	30.363.177	561.099.624
b) Crédits à l'économie	51.379.660	1.040.734.742	87.283	563.762	4.160.308	4.727.297	98.295.758
1. Masse monétaire	**942.808.419**	**30.884.512.564**	**821.403**	**3.398.415**	**21.575.313**	**32.775.680**	**845.042.571**
- Monnaie	766.934.533	19.859.988.536	385.984	1.975.002	10.974.932	22.333.698	638.154.169
- Quasi - monnaie	175.873.886	11.024.524.028	435.419	1.423.413	10.600.381	10.441.982	206.888.402
2. Comptes du capital	**91.839.529**	**1.400.357.021**	**-34.095**	**2.087.488**	**15.225.504**	**58.086.880**	**639.506.116**
3.Comptes de réévaluation	**-993.134.960**	**-167.245.323.657**	**-1.673.406**	**-7.289.780**	**-53.416.134**	**-53.921.912**	**-852.243.586**
4. Fonds de contrepartie	**2.424.862**	**517.753.226**	**3.994**	**5.878**	**10.729**	**5.318**	**7**
5. Autres postes nets	**-359.544.762 r**	**9.3231.153.931 r**	**r -641.071**	**-6 528 558**	**-40.985.942**	**-59.385.749**	**-1.349.340.168**

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En millions de ZRN à partir de cette année
(2) En CDF

Tableau IV.5 suite : Situation monétaire intégrée
(millions de ZRN)

	Déc. 97	Mars 98	Juin 98	Sept. 98	Déc. 98(1)
1. Avoirs extérieurs nets	**-57.530.257**	**-70.977.585**	**-74.191.855**	**-94.530.697**	**-1.376.430.442**
Avoirs	14.203.270	15.086.260	16.996.792	23.868.568	277.197.787
Engagements	71.733.527	86.063.845	91.188.647	118.399.265	1.653.628.229
2. Crédits intérieurs	**35.090.474**	**33.599.115**	**38.049.302**	**53.591.462**	**659.395.382**
a) Créances nettes sur l'Etat	30.363.177	28.297.765	32.158.664	46.053.655	561.099.624
b) Crédits à l'économie	4.727.297	5.301.350	5.890.638	7.537.807	98.295.758
1. Masse monétaire	**32.775.680**	**37.870.606**	**42.056.883**	**72.505.589**	**845.042.571**
Monnaie	22.333.698	26.367.259	29.930.470	57.063.932	638.154.169
Quasi-monnaie	10.441.982	11.503.347	12.126.413	15.441.657	206.888.402
2. Comptes du capital	**58.086.880**	**60.924.083**	**49.591.007**	**53.242.139**	**639.506.116**
3.Comptes de réévaluation	**-53.921.912**	**-159.226.343**	**-65.765.074**	**-83.224.284**	**-852.243.586**
4. Fonds de contrepartie	**5.318**	**6.224**	**6.860**	**1**	**7**
5. Autres postes nets	**-59.385.749**	**23.046.960**	**-62.032.229**	**-83.462.680**	**-1.349.340.168**

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En CDF

Tableau IV.5 bis : Situation monétaire intégrée
(en millions de XDR)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
1. Avoirs extérieurs nets	**-391,3**	**-372,4**	**-375,5**	**-415,9**	**-395,4**	**-400,5**	**-399**
Avoirs	202,1	194,9	180,5	172,0	114,5	98,9	80,3
Engagements	593,3	567,3	556,1	587,9	509,9	499,4	479,3
2. Crédits Intérieurs	**276,2**	**90,6**	**47,0**	**37,2**	**48,4**	**244,3**	**191,1**
a) Créances nettes sur l'Etat	257,5	83,5	28,2	11,6	23,3	211,4	162,6
b) Crédits à l'économie	18,7	7,1	18,8	25,6	25,1	32,9	28,5
1. Masse monétaire	**343,7**	**211,2**	**177,2**	**154,6**	**130,0**	**228,2**	**244,9**
- Monnaie	279,6	135,8	83,2	89,8	66,1	155,5	185
- Quasi - monnaie	64,1	75,4	93,9	64,7	63,9	72,7	60
2. Comptes du capital	**33,5**	**9,6**	**-7,4**	**94,9**	**91,7**	**404,4**	**185,4**
3. Comptes de réévaluation	**-362,0**	**-1.143,60**	**-360,9**	**-331,6**	**-321,9**	**-375,4**	**-247**
4. Fonds de contrepartie	**0,9**	**3,5**	**0,9**	**0,3**	**0,1**	**0,0**	**-**
5. Autres postes nets	**-131,1**	**637,5**	**-138,3**	**-296,9**	**-247,0**	**-413,4**	**-391,1**

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.5 bis(suite) : Situation monétaire intégrée
(millions de XDR)

	Déc. 97	Juin 98	Sept. 98	Déc. 98
1. Avoirs extérieurs nets	**-400,5**	**-404,8**	**-395,3**	**-399,9**
Avoirs	98,9	92,7	99,8	80,3
Engagements	499,4	497,6	495,1	479,3
2. Crédits intérieurs	**244,3**	**207,6**	**224,1**	**191,1**
a) Créances nettes sur l'Etat	211,4	175,5	192,6	162,6
b) Crédits à Economie	32,9	32,1	31,5	28,5
1. Masse monétaire	**228,2**	**229,5**	**303,2**	**244,9**
Monnaie	155,5	163,3	238,6	184,9
Quasi - Monnaie	72,7	66,2	64,6	60
2. Comptes du capital	**404,4**	**270,6**	**222,7**	**185,4**
3. Comptes de réévaluation	**-375,4**	**-358,8**	**-348**	**-247,0**
4. Fonds de contrepartie	**-**	**-**	**-**	**-**
5. Autres postes nets	**-413,4**	**-338,5**	**-349**	**-391,1**

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.6 : Liquidités monétaires et quasi-monétaires
(en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998 (2)
1. Circulation fiduciaire hors banques	**363.963.515**	**13.972.038.158**	**271.765**	**1.644.357**	**8.270.435**	**15.217.058**	**514.520.041**
Emissions monétaires	419.942.223	16.283.771.291	285.616	1.851.190	10.101.434	20.446.075	812.472.623
Encaisses B.C.C.	-49 253 974	-1.623.492.510	-3.429	-138.024	-814.013	-3.686.515	-268.102.554
Encaisses B.C.M.	-6 724 734	-688.240.623	-10.422	-68.809	-1.016.986	-1.542.502	-29.850.028
2. Monnaie scripturale	**578.844.904**	**16.912.474.406**	**549.633**	**1754.058**	**13.304.878**	**17.558.622**	**330.522.530**
Dépôts à vue	**402.971.018**	**5.887.950.378**	**114.219**	**330.645**	**2.704.497**	**7.116.640**	**123.634.128**
- Banque Centrale du Congo	14.241.729	995.696.431	17.335	131.055	767.144	2.273.608	60.995.765
- Banques créatrices de monnaies	388.729.289	4.892.253.947	96.884	199.590	1.937.353	4.843.032	62.638.363
Dépôts à terme et dépôts en devises des résidents	**82.525.883**	**5.644.620.759**	**298.770**	**804.266**	**6.330.439**	**7.274.335**	**131.636.371**
Dépôts à terme en MN	**9.651.864**	**411.776.190**	**1.360**	**8.759**	**130.444**	**79.592**	**4.655.542**
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-
- Banques créatrices de monnaies	9.651.864	411.776.190	1.360	8.759	130.444	79.592	4.655.542
Dépôts en devises des résidents	**72.874.019**	**5.232.844.569**	**297.410**	**795.507**	**6.199.995**	**7.194.743**	**126.980.829**
- Banque Centrale du Congo	10.043.966	2.065.578.091	142.349	202.580	824.208	900.448	19 520 548
- Banques créatrices de monnaies	62.830.053	3167.266.478	155.061	592.927	5.375.787	6.294.295	107.460.281
Provision pour paiements des importations	**93.348.003**	**5.379.903.269**	**136.649**	**619.147**	**4 269 942**	**3.167.647**	**75.252.031**
- Banque Centrale du Congo	60.625.709	3.783.904.635	100.458	486.986	3.837.161	2.932.061	70.262.411
- Banques créatrices de monnaies	32.722.294	1.595.998.634	36.191	132.161	432.781	235.586	4.989.620
Total (1 + 2)	942.808.419	30.884.512.564	821.403	3.398.415	21.575.313	32.775.680	845.042.571

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En millions de ZRN. à partir de 1994
(2) En CDF

Tableau IV.6(suite) : Liquidités monétaires et quasi-monétaires
(en millions de ZRN)

	Déc. 97	Mars 98	Juin 98	Septembre 98	Déc. 98 (1)
1. Circulation fiduciaire hors banques	**15.217.058**	**18.055.112**	**21.941.700**	**47.448.415**	**514.520.041**
Emissions monétaires	20.446.075	23.656.675	30.910.243	67.279.855	812.472.623
Encaisses B.C.C.	-3.686.515	-3.939.028	-6.413.036	-16.445.029	-268.102.554
Encaisses B.C.M.	-1.542.502	-1.662.535	-2.555.507	-3.386.411	-29.850.028
2. Monnaie scripturale	**17.558.622**	**19.815.494**	**20.115.183**	**25.057.174**	**330.522.530**
Dépôts à vue	**7.116.640**	**8.312.147**	**7.988.770**	**9.615.517**	**123.634.128**
- Banque Centrale du Congo	2.273.608	4.441.044	2.984.411	3.259.844	60.995.765
- Banques créatrices de Monnaies	4.843.032	3.871.103	5.004.359	6.355.673	62.638.363
Dépôts à terme en M.N. et dépôts en devises	**7.274.335**	**7.906.266**	**7.961.293**	**9.423.113**	**131.636.371**
Dépôts à terme en M.N.	**79.592**	**37.850**	**161.936**	**312.229**	**4.655.542**
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-
- Banques créatrices de Monnaies	79.592	37.850	161.936	312.229	4.655.542
Dépôts en devises des résidents	**7.194.743**	**7.868.416**	**7.799.357**	**9.110.884**	**126.980.829**
- Banque Centrale du Congo	6.294.295	1.003.827	1.164.472	1.400.803	19.520.548
- Banques créatrices de Monnaies	900.448	6.864.589	6.634.885	7.710.081	107.460.281
Provision pour paiements des importations	**3.167.647**	**3.597.081**	**4.165.120**	**6.018.544**	**75.252.031**
- Banque Centrale du Congo	2.932.061	3.401.535	3.771.570	5.024.299	70.262.411
- Banques créatrices de Monnaies	235.586	195.546	393.550	994.245	4.989.620
Total (1 + 2)	32.775.680	37.870.606	42.056.883	72.505.589	845.042.571

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En CDF.

Tableau IV.7 : Origine des variations de la masse monétaire
(en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998 (2)
Variations de la masse monétaire	**916.062.123**	**29.941.704.145**	**-30.883.691.161**	**2.577.012**	**18.176.898**	**11.200.367**	**5.442.947.260**
Monnaie fiduciaire	748.860.425	19.093.054.003	-19.852.602.552	1.589.018	8.999.930	11.358.766	5.129.983.352
Monnaie scripturale	167.201.698	10.848.650.142	-11.024.088.609	987.994	9.176.968	-158.399	312.963.908
Origine des variations	**916.062.123**	**29.941.704.145**	**-30.883.691.161**	**2.577.012**	**18.176.898**	**11.200.367**	**812.266.891**
1. Avoirs extérieurs nets	**-1039.978.991**	**-53.395.133.079**	**54.466.833.509**	**-7.403.264**	**-56.477.490**	**8.091.733**	**-1.318.900.185**
2. Crédits intérieurs	**732.246.405**	**12.499.193.076**	**-13.256.809.769**	**.599.882**	**7.213.517**	**27.059.014**	**624.304.908**
Créances nettes sur l'Etat	683.266.410	11.509.837.994	-12.216.162.310	.123.403	3.616.971	26.492.025	530.736.447
Crédits à l'économie	48.979.995	989.355.082	-1.040.647.459	476.479	3.596.546	566.989	93.568.461
2. Comptes du capital	**-90.303.666**	**-1.308.517.492**	**1.400.391.116**	**-2.121.583**	**-13.138.016**	**-42.861.376**	**-.581.419.236**
3. Comptes de réévaluation	**970.197.834**	**166.252.188.697**	**-167.243.650.251**	**5.616.374**	**46.126.354**	**505.778**	**798.321.674**
4. Fonds de contrepartie	**-2.257.271**	**-.515.328.364**	**517.749.232**	**-1.884**	**-4.851**	**.5.411**	**5.311**
5. Autres postes nets	**346.157.812**	**-93.590.698.693**	**93.231.795.002**	**5.887.487**	**34.457.384**	**18.399.807**	**1.289.954.419**

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En millions de ZRN à partir de 1994.
(2) En CDF.

Tableau IV.7(suite) : Origine des variations de la masse monétaire
(en millions de ZRN)

	Déc 1997(1)	Mars 98	Juin 98	Septembre 98	Déc. 98 (2)
Variations de la masse monétaire	**+11 200 367**	**+5 094 926**	**+4 186 277**	**+30 448 706**	**+119 986 681**
Monnaie fiduciaire	+11 358 766	+2 838 054	+3 886 588	+25 506 715	+40 035 891
Monnaie scripturale	-158 399	+2 256 872	+299 689	+4 941 991	+79 950 790
Origine des variations	**+11 200 367**	**+5 094 926**	**+4 186 277**	**+30 448 706**	**+119 986 681**
1. Avoirs extérieurs nets	+8 091 733	-13 447 328	-3 214 270	-20 338 842	-431 123 472
2. Crédits intérieurs nets	+27 059 014	-1 491 359	+4 450 187	+15 542 160	+123 480 762
Créances nettes sur l'Etat	+26 492 025	-2 065 412	+3 860 899	+13 894 991	+100 563 074
Crédits à l'économie	+566 989	+574 053	+589 288	+1 647 169	+22 917 688
2. Comptes du capital	-42 861 376	-2 837 203	+11 333 076	-3 651 132	-107 084 726
3. Comptes de réévaluation	+505 778	+105 304 431	-93 461 269	+17 459 210	+20 000 746
4. Fonds de contrepartie	+5 411	-906	-636	+6 859	+3
5. Autres postes nets	**+18 399 807**	**-82 432 709**	**85 079 189**	**21 430 451**	**514 713 368**

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Par rapport à déc 96.
(2) En CDF.

Tableau IV.7 bis : Origine des variations de la masse monétaire
(en pourcentage)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Variations de la masse monétaire	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Monnaie fiduciaire	38,5	45,4	45,2	53,3	36,5	62	94,3
Monnaie scripturale	61,5	54,6	54,8	46,7	63,5	38	5,7
Origine des variations	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
1. Avoirs extérieurs nets	-113,5	-178,3	-176,4	-287,3	-310,7	72,2	-162,4
2. Crédits intérieurs	79,9	41,7	42,9	23,3	39,7	241,6	76,9
Créances nettes sur l'Etat	74,6	38,4	39,6	4,8	19,9	236,5	65,3
Crédits à l'économie	5,3	3,3	3,4	18,5	19,8	5,1	11,5
2. Comptes du capital	-9,9	-4,4	-4,5	-82,3	-72,3	-382,7	-71,6
3. Comptes de réévaluation	105,9	555,3	541,5	217,9	253,8	4,5	98,3
4. Fonds de contrepartie	-0,2	-1,7	-1,7	-0,1	0	0	0
5. Autres postes nets	37,8	-312,6	-301,9	228,5	189,6	164,3	158,8

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.7 bis(suite) : Origine des variations de la masse monétaire
(en pourcentage)

	'Décembre 97	Mars 98	Juin 98	Septembre 98	Décembre 98
Variations de la masse monétaire	**+100**	**+100**	**+100**	**+100**	**+100**
Monnaie fiduciaire	+62,0	+55,7	+92,8	+83,8	+33,4
Monnaie scripturale	+38,0	+44,3	+7,2	+16,2	+66,6
Origine des variations	**+100**	**+100**	**+100**	**+100**	**+100**
1. Avoirs extérieurs nets	+72,2	-263,9	-76,8	-66,8	-359,3
2. Crédits intérieurs nets	+241,6	-29,3	+106,3	+51,0	+102,9
Créances nettes sur l'Etat	+236,5	-40,5	+92,2	+45,6	+83,8
Crédits à l'économie	+5,1	+11,3	+14,1	+5,4	+19,1
3. Comptes du capital	-382,7	-55,7	+270,7	-12,0	-89,2
4.Comptes de réévaluation	+4,5	+2 066,8	-2 232,6	+57,3	+16,7
5. Fonds de contrepartie	+0,0	-0,0	-0,0	+0,0	+0,0
6. Autres postes nets	+164,3	-1 618	+2 032	+70	+429

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.8 : Ventilation des émissions monétaires en billets et pièces de la Banque Centrale du Congo
(millions de ZRN)

	1993 (1)	1994	1995	1996				1997				1998	
	Décembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin
BILLETS													
1.000.000 NZ	-	-	-	-	-	-	-	479.983	479.983	479.983	479.983	480.000	480.000
500.000 NZ	-	-	-	-	-	-	-	1.649.991	2.009.992	2 009.992	2.009.992	2.010.000	2.010.000
100.000 NZ	-	-	-	-	-	-	-	3.731.999	4.439.999	4.439.999	4.669.998	7.876.600	12.220.000
50.000 NZ	-	-	-	-	695.999	2.394.999	4.891.999	7.094.999	8.107.999	8.107.999	8.107.999	8.112.000	8.112.000
20.000NZ	-	-	-	-	396.400	600.000	1.173.600	1.173.600	1.173.600	1.173.600	1.173.600	1.173.600	1.173.600
10.000 NZ	-	-	-	493.000	990.200	1.144.800	1.344.800	1.344.800	1.344.800	1.344.800	1.344.800	1.344.800	1.344.800
5.000 NZ	-	-	1.138.340	1 653.040	1 822.940	2.000.740	2.000.740	2.000.740	2.004.740	2.004.740	2.004.740	2.004.740	2.004.740
1.000 NZ	-	-	251.179	251.179	251.179	251.179	251.179	251.179		251.179	251.179	251.179	251.179
500 NZ	-	228.319	403.998	403.998	403.998	403.998	403.998	403.999	403.999	403.999	403.998	403.998	403.998
200 NZ	-	29.920	30.320	30.320	30.320	30.320	30.320	30.320	30.320	30.320	30.320	30.320	30.320
100 NZ	5.645.700	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190
50 NZ	6.816.000	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912
20 NZ	668.400	974	974	974	974	974	974	974	974	974	974	974	974
10 NZ	846.570	716	716	716	716	716	716	716	716	716	716	716	716
5 NZ	617.985	235	235	235	235	235	235	235	235	235	235	235	235
1 NZ	319.497	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
50 NK	29 260	10	10	10	10	10	12	12	12	12	12	12	12
20 NK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10 NK	2.703	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Billets émis à format réduit (2)	1.337.656	238	214	214	214	(6.898)	(22.344)	(57.675)	(57.675)	(57.675)	(57.675)	(57.675)	(57.675)
PIECES		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
5 NK	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1 NK	-	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a
TOTAL	16.283.771	285.616	1.851.190	2.858.890	4.618.389	6.846.277	10.101.434	18.131.076	20.216.076	20.216.076	20.446.075	23.714.378	28.057.778

(1) En millions de ZRZ.
(2) Il s'agit des émissions d'avant la réforme monétaire du 22.10.1993.

Tableau IV.9 : Dépôts bancaires à vue [1]
Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants et province
(millions de ZRZ)

	1992	1993	1994[4]	1995	1996	1997	1998
A. Secteur d'activité	**442.665**	**7.869.975**	**232.017**	**823.235**	**7.244.042**	**10.842.895**	**18.982.547**
Agriculture	24.529	323.558	15.826	98.416	265.249	291.344	448.271
Sylviculture et exploitation forestière	1.103	69.563	1.324	6.034	74.847	38.444	34.122
Elevage et pêche	1.816	48.205	351	1.247	7.550	23.200	73.171
Industries extractives	11.176	479.157	5.330	42.584	291.844	185.511	225.239
Industries manufacturières	32.070	747.926	32.952	122.011	1.242.076	1.536.174	2.459.697
Eau, gaz, électricité	55.915	218.562	4.811	30.063	207.029	255.445	228.203
Industries du bâtiment et travaux publics	5.747	53.504	7.006	3.481	84.363	105.396	169.112
Commerce	103.114	2.075.810	63.047	196.972	1.686.364	3106.756	5.022.205
Transports	35.276	266.736	7.912	49.894	304.466	464.260	595.623
Entreprises immobilières et d'assurances(2)	5.383	129.535	2.814	8.893	38.685	101.913	90.467
Autres services	78.961	1.800.112	58.149	178.782	2.438.595	2.939.692	6.297.544
Divers (3)	87.575	1.657.307	32.495	84.858	602.974	1.794.760	3.338.894
B. Catégorie de déposants	**442.665**	**7.869.975**	**232.017**	**823.235**	**7.244.042**	**10.842.985**	**18.982.547**
Particuliers	131.555	1.097.193	29.028	82.097	1.127.490	2.037.874	4.078.466
Entreprises privées	224.490	5.888.361	176.679	656.493	5.506.454	7.152.615	12.562.257
Entreprises publiques	75.573	615.972	23.244	57.003	487.622	1.146.628	1.396.635
Organismes financiers non monétaires	6.651	71.031	2.409	7.839	44.041	353.716	685.939
Pouvoirs publics subordonnés	770	25.232	288	1.953	31.204	68.628	17.247
Organismes publics à caractère administratif	3.626	172.186	369	17.850	47.231	83.434	242.004
C. Province	**442.665**	**7.869.975**	**232.017**	**823.235**	**7.244.528**	**10.842.895**	**18.982.547**
Kinshasa	385.106	7.441.037	217.500	773.346	6.852.206	7.976.011	14.100.349
Bas-Congo	8.904	61.649	2.412	8.206	97.723	128.053	454.135
Bandundu	2.875	9.749	191	465	1.348	9.874	13.583
Equateur	2.452	45.811	855	4.156	3.853	42.748	15.554
Orientale	4.525	27.129	627	2.930	6.442	45.129	57.446
Kivu	7.772	90.742	5.442	15.711	92.607	616.643	978.262
Katanga	19.360	82.651	4.254	15.245	174.948	1.924.409	3.253.080
Kasai Oriental	7.735	83.869	545	1.996	13.506	17.745	93.248
Kasai Occidental	3.936	27.338	191	1.180	1.895	82.283	16.891

Source: Banque Centrale du Congo

1. Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

2. Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

3. Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Congo et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades

4. En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau IV.10 : Dépôts bancaires à terme [1]
Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants, région et échéance
(millards de ZRZ)

	1992	1993	1994 (4)	1995	1996	1997	1998
A. Secteur d'activité	**15.930**	**621.819**	**23.064**	**65.881**	**677.099**	**712.228**	**10.079.987**
Agriculture	20	401	1.251	6.450	-	-	-
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-	1.007	-	-	-
Elevage et pêche	-	-	140	-	-	-	-
Industries extractives	5	5	-	-	-	-	-
Industries manufacturières	707	913	66	728	-	6.093	-
Eau, gaz, électricité	699	7	-	83	-	-	-
Industries du bâtiment et travaux publics	6.008	1	-	-	80.721	-	-
Commerce	2.914	28.919	6.148	11.465	-	5.479	98.381
Transports	687	-	-	-	-	-	-
Entreprises immobilières et d'assurances (2)	-	1	-	-	-	-	-
Autres services	3.773	505.005	14.313	42.198	514.288	653.528	820.101
Divers (3)	1.117	86.567	1.146	3.950	82.090	47.128	161.505
B. Catégorie de déposants	**15.930**	**621.819**	**23.064**	**65.881**	**677.099**	**712.228**	**1.079.987**
Particuliers	862	84 426	1.202	4.238	117.578	72.034	197.163
Entreprises privées	5.941	505.057	16.599	46.336	558.639	639.562	882.8246
Entreprises publiques	9.040	32.331	5.163	15.307	882	632	-
Organismes financiers non monétaires	2	1	100	-	-	-	-
Pouvoirs publics subordonnés	-	4	-	-	-	-	-
Organismes publics à caractère administratif	85	-	-	-	-	-	-
C. Province	**15.930**	**621.819**	**23.064**	**65.881**	**677.099**	**712.228**	**1.079.987**
Kinshasa	15.729	621.584	23.062	65.879	677.097	712.179	1.078.588
Bas-Congo	2	2	-	-	-	-	-
Bandundu	4	4	-	-	-	-	-
Equateur	9	1	1	1	-	-	-
Orientale	1	2	-	1	-	-	-
Sud, Nord Kivu et Maniema	63	179	-	-	-	-	1.350
Katanga	68	39	1	-	2	49	49
Kasai Oriental	51	8	-	-	-	-	-
Kasai Occidental	3	-	-	-	-	-	-
D. Echéance	**15.930**	**621.819**	**23.064**	**65.881**	**677.099**	**712.228**	**-**
15 jours	3.785	23.237	15	29	19.493	550.477	-
1 mois	1.087	195.895	14.290	42.297	366.767	65.020	-
3 mois	1.014	22.529	6.057	16.046	256.421	53.234	-
6 mois	9.827	43.743	2.186	7.001	9.746	17.386	-
1 an et plus	217	336.415	516	508	24.672	26.111	-

Source : Banque Centrale du Congo

2. Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

3. Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Zaire et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades

4. En millions de ZRN à partir de 1994.

Tableau IV.11 : Crédits aux entreprises et aux particuliers
(milliards de ZRZ)

	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998
A. Banques	**164.325**	**3.707.556**	**205.633**	**1.173.706**	**8.271.782**	**9.446.391**	**14.620.822**
- crédits à décaissement	51.480	1.040.940	82.616	563.802	4.160.747	4.727.777	9.952.848
- crédits de signature	112.845	2.666.616	123.017	609.904	4.111.035	4.718.614	4.667.974
B. Institutions spécialisées	**1.251**	**156.512**	**9.948**	**70.514**	**394.239**	**367.102**	**674.779**
Total	165.576	3.864.068	215.581	1.244.220	8.666.021	9.813.493	15.295.601

Source: Banque Centrale du Congo.
(1) En millions de ZRN à partir de 1994.

Tableau IV.12 : Encours des crédits aux entreprises et aux particuliers (1)
Utilisations des crédits
(en milliards de ZRZ)

	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998
A. Crédits à court terme	37.671	758.917	76.075	357.487	2.294.732	2.207.879	5.946.423
1. Agriculture	10.981	217.704	30.580	167.421	1.297.224	1.203.480	2.224.018
2. Industries manufacturières	5.441	54.032	11.256	58.522	142.425	274.297	647.058
3. Distribution	3.380	28.848	3.059	32.123	92.960	37.171	980.428
4. Transport	1.088	1.655	4.370	13.907	105.195	28.520	277.160
5. Autres	12.615	456.678	26.810	85.514	656.928	664.411	1.817.759
6. Coton	838	-	-	-	-	-	-
7. Fibres	-	-	-	-	-	-	-
8. Sucre	26	-	-	-	-	-	-
9. Gécamines	16	-	-	-	-	-	-
10. Vivres	2.459	-	-	-	-	-	-
11. Autres crédits trésorerie	827	-	-	-	-	-	-
12. Crédits Banque Mondiale (86)	-	-	-	-	-	-	-
B. Crédits à moyen terme	3.672	5.539	1.572	10.472	36.308	12.310	353.274
1. Investissements productifs	2.803	3.909	707	6.022	28.678	12.310	-
2. Autres	544	3	-	-	7.630	-	353.274
3. Non couverts	325	1.627	865	4.450	-	-	-
4. Crédits BEDEPE	-	-	-	-	-	-	-
I. Crédits à décaissement total (A + B)	41.343	764.456	77.647	367.959	2.331.040	2.220.189	6.299.697
II. Crédits d'engagement	112.845	2.666.616	123.017	609.904	4.111.035	4.718.614	4.667.974
1. Crédocs à l'exportation	10.901	607.959	18.383	58.887	680.669	84.621	429.626
2. Crédocs à l'importation	51.422	1.157.306	84.443	485.433	2.979.155	3.188.240	2.511.601
- payables à l'embarquement	1.924	88.261	9.102	22.490	88.013	269.350	452.651
- payables à délai d'embarquement	49.498	1.069.045	75.341	462.943	2 891 142	2.918.890	2.058.950
3. Autres	50.522	901.351	20.191	65.584	451.211	1.445.753	1.726.747
TOTAL GENERAL (I + II)	154.188	3.431.072	200.664	977.863	6.442.075	6.938.803	10.967.671

Source : Banque Centrale du Congo, Contrôle bancaire.
(1) Non compris le portefeuille titres de banques et les crédits accordés par la BCC.
(2) En millions de ZRN à partir de cette année.

Tableau IV.13 : Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité (1)
(en milliards de ZRZ)

Secteurs d'activité économique	1992	1993		1994 (2)		1995		1996	1997	1998
	Décembre	Juin	Décembre	Juin	Décembre	Juin	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre
Agriculture, forêts, élevage et pêche	13.144	12.518	146.201	1.543	21.594	57.531	111.696	1.233.058	1.260.062	2.101.341
Production minière	892	1.393	14.782	167	470	18.813	12.486	7.230	17.738	298.345
Production industrielle	8.281	7.779	87.672	556	11.574	18.350	56.488	44.426	130.361	389.847
Bâtiments et travaux publics	2.083	640	7.243	38	1.284	3.920	5.512	97.962	82.248	114.970
Energie	1	6	349	2	105	96	5.957	23.989	112.622	170.886
Transports	1.467	24.330	5.944	191	7.536	12.792	14.551	105.195	28.520	278.600
Distribution	6.754	20.069	167.016	763	14.212	44.410	67.445	215.288	91.640	1.033.537
Commerce, Import, biens de consommation	a	a	a	23	-	-	-	132.940	145.881	633.138
Commerce, Import, biens d'équipement et matières incorporées à la production	1	1	a	a	-	1	2	-	-	-
Commerce, export. matières premières	2.442	1.885	16.408	220	2.355	6.067	27.477	3.674	-	6.334
Commerce, export. prod. finis ou semi-finis	-	-	-	-	-	213	1.987	361	-	85.356
Autres	6.278	156.337	318.841	676	14.280	41.000	64.358	466.917	351.117	1.187.343
Total	41.343	224.958	764.456	4.179	77.647	203.193	367.959	2.331.040	2.220.189	6.299.697

Source : Banque Centrale du Congo, Contrôle bancaire.

(1) Non compris le Portefeuille titres des banques et les crédits accordés par la Banque Centrale du Congo.

(2) En millions de ZRN à partir de cette année .

Tableau IV.14 : Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité
(en milliards de ZRZ)

Branches d'activité	1992	1993	1994(1)	1995	1996	1997	1998
Production agricole	6.037	43.477	3.770	76.317	221.904	292.336	451.466
Traitement et conditionnement de la production agricole	1.874	16.340	7.357	22.887	52.935	50.168	77.735
Sylviculture et exploitation forestière	1.230	14.855	1.923	1.430	88.838	67.316	123.989
Elevage	380	5 071	136	213	5 712	1 203	17
Pêche	a	a	2	-	-	-	-
Minerais métalliques	327	1.799	291	11.420	7.116	7.425	116.927
Minerais non métalliques	498	10.074	4.236	1.430	1.415	508	76
Alimentation	47	1.265	502	2.202	1.378	144	74.346
Boissons	2.300	25.327	4.608	93	163	-	6.378
Tabac	178	1.504	539	1 381	-	94	8.672
Textiles et confections	3.145	156.351	2.381	19.354	55.279	22.507	65.084
Industries chimiques	227	2.900	301	14.333	550	6.572	41.749
Matériaux de construction	297	1.039	770	73	-	-	16
Métallurgie et fabrications métalliques	279	11.244	41	536	6.579	-	45.757
Autres industries manufacturières	1.219	13.813	639	6.896	19.598	10.718	118.615
Eau, gaz,électricité	3	720	1	1	-	-	15.667
Industries du bâtiment et travaux publics	1.760	6.129	535	1.931	1.693	94.492	18.485
Commerce de gros et demi-gros	1.531	44.813	2.831	20.334	203.236	122.045	763.676
Commerce de détail	6.391	98.184	8.607	36.497	403.722	402.783	749.812
Compagnies pétrolières	1	9.341	76	685	28.886	30.005	341.613
Transports	1.048	3.034	4.329	8.849	66.157	61.849	162.421
Entreprises immobilières et d'assurances	-	5.840	-	7	-	-	-
Autres services	117	3.176	3.005	9.433	56.210	44.506	265.273
Divers	4.620	57.421	13.328	66.706	447.618	282.493	911.501
Total	33.509	533.717	60.208	303.008	1.668.989	1.497.164	4.359.275

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.
(1) En millions de ZRN à partir de cette année.

Tableau IV.15 : Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité
(en milliards de ZRZ)

Branches d'activité	1992	1993	1994(1)	1995	1996	1997	1998
Production agricole	9.237	28.308	1.206	39.072	178.482	69.339	159.834
Traitement et conditionnement de la production agricole	72	3.202	1.293	3.555	2.905	21.925	3.967
Sylviculture et exploitation forestière	1.674	33.274	2.816	5.348	76.953	-	3.848
Elevage	914	146	-	607	-	4.098	-
Minerais métalliques	268	205	1	-	694	-	17.000
Minerais non métalliques	a	-	242	7 798	-	-	-
Alimentation	73	98	1.830	159	3.602	263.466	374.661
Boissons	2.716	51.023	10.684	9.315	138.202	280.838	355.482
Tabac	563	8.105	2.901	26.309	193.515	265.453	460.785
Textiles et confections	2.472	95.703	11.468	107.411	194.627	244.599	157.749
Industries chimiques	1.079	21.168	2.223	4.022	45.134	71.525	182.593
Matériaux de construction	3.899	30.982	3.022	19.561	153.981	90.146	36.548
Métallurgie et fabrications métalliques	1.101	8.090	1.270	10.018	32.709	93.614	24.166
Autres industries manufacturières	5.514	30.710	1.956	5.084	80.551	117.416	162.128
Eau, gaz, électricité	10	12.100	-	-	517	-	-
Industries du bâtiment et travaux publics	267	1.760	163	17.394	9.803	21.527	43.774
Commerce de gros et demi-gros	1.213	5.498	2.236	38.862	200.555	305.600	353.098
Commerce de détail	4.050	20.656	3.336	14.138	178.820	122.059	142.790
Compagnies pétrolières	8.287	307.764	7.510	55.434	22.580	64.558	92.012
Transports	727	6.891	253	2.305	16.969	3.500	49.080
Entreprises immobilières et d'assurances	-	-	-	-	-	-	-
Autres services	1.033	5.975	373	16.252	126.090	158.919	70.024
Divers	6.516	491.345	17.829	48.240	256.724	204.734	271.232
Total	51.685	1.163.003	72.612	430.884	1.913.413	2.403.316	2.960.771

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.
(1) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau IV.16 : Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits (en milliards de ZRZ)

Formes des crédits	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998
Crédits d'acceptation à l'importation	-	264	2.573	1.141	-	-	-
Crédits documentaires à l'importation	28.644	646.885	45.684	345.370	1.488.170	1.450.227	1.362.352
Crédits documentaires à l'exportation	17.248	468.112	11.759	14.278	93.926	-	-
Crédits documentaires à l'intérieur	247	205	-	-	-	-	-
Lettres de garantie	185	-	-	175	20.569	-	-
Cautions	5.017	47.537	12.596	69.023	308.293	900.089	1.598.418
Avals	344	-	-	897	2.455	53.000	-
Total	51.685	1.163.003	72.612	430.884	1.913.413	2.403.316	2.960.770

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.
(1) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau IV.17 : Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité
(en milliards de ZRZ)

Branches d'activité	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998
Production agricole	9	2.280	1	479	11.578	10.033	-
Traitement et conditionnement de la production agricole	592	33.202	1.085	1.315	1.315	1.315	170.803
Sylviculture et exploitation forestière	12	1	-	-	-	-	-
Elevage	200	93	-	-	780	1	-
Pêche	-	-	-	-	-	-	-
Industries métalliques	-	-	-	-	-	-	-
Alimentation	3	1.258	54	-	15.528	15.528	-
Boissons	-	-	-	-	-	-	-
Tabac	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	14	46.804	6.744	34.007	252.169	210.425	391.439
Industries chimiques	4	-	-	-	-	-	-
Matériaux de construction	a	a	-	85	80	227	322
Métallurgie et fabrications métalliques	26	-	-	-	-	-	-
Autres industries manufacturières	-	47.650	1.818	25.556	88.230	112.805	60.977
Eau, gaz, électricité	-	-	-	-	-	-	-
Industries du bâtiment et travaux publics	183	-	-	-	-	-	-
Commerce de gros et demi-gros	a	7.825	39	153	1.195	1.221	-
Commerce de détail	89	9.131	3	-	3.665	-	3.848
Compagnies pétrolières	-	-	-	-	-	2.418	-
Transports	19	-	-	125	2.718	2.318	28.658
Autres services	-	283	3	-	1.174	-	-
Divers	100	7.985	201	8.794	15.807	10.811	18.732
Total	1.251	156.512	9.948	70.514	394.239	367.102	674.779

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.
(1) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau IV.18 : Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo
(en millions de ZRZ)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998 (2)
1. Avoirs extérieurs nets	-229.648	-967.103	-36.167.174	-1.140.330.689	-57.413.780.602	-1.874.690	-9.619.086	-67.608.970	-58.159.164	-1.351.481.286
Avoirs	156.236	512.341	13.897.465	359.399.867	20.320.461.863	513.914	2.523.476	10.694.834	6.674.029	183.441.044
Engagements	385.884	1.479.444	50.064.639	1.499.730.556	77.734.242.465	2.388.604	12.142.562	78.303.804	64.833.193	1.534.922.330
2.Crédits intérieurs	98.627	427.217	24.702.133	730.398.483	12.720.888.647	142.738	498.099	6.389.754	29.692.414	571.330.347
a) Créances nettes sur l'Etat	89.874	391.318	23.339.648	720.261.549	12.444.404.301	137.769	302.256	4.560.047	27.184.826	534.798.838
b) Credits à l'économie	8.753	35.899	1.362.485	10.136.934	276.484.346	4 969	195.843	1.829.707	2.507.588	36.531.509
1. Masse monétaire	189.441	691.040	17.034.061	448.874.919	20.817.217.315	531.907	2.464.978	13.698.948	21.323.175	665.298.765
Monnaie	162.438	534.723	12.148.676	378.205.244	14.967.734.589	289.100	1.775.412	9.037.579	17.490.666	575.515.806
Quasi-monnaie	27.003	156.317	4.885.385	70.669.675	5.849.482.726	242.807	689.566	4.661.369	3.832.509	89.782.959
2. Comptes du capital	67.202	-11.874	429.554	68.293.724	984.468.994	-70.583	1.629.913	12.762.067	44.858.237	476.048.234
3.Comptes de réévaluation	-327.446	-891.548	-22.937.126	-993 134 960	-167.245.323.657	-1.673.406	-7.289.780	-53.416.134	-53.921.912	-852.243.586
4. Fonds de contrepartie	73	74	78	75	75	-	-	-	-	7
5. Autres postes nets	-60.291	-327.578	-5.991.608	66.034.036	100.750.745.318	-519 870	-5.926.098	-34.264.097	-40.726.250	-1.069.254.359

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En millions de ZRN à partir de cette année.
(2) En Francs congolais

Tableau IV.18 suite : Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo
(en millions de ZRN)

	Déc 97	Mars 98	Juin 98	Sept. 98	Déc. 98
1. Avoirs extérieurs nets	**-58.159.164**	**-70.929.770**	**-73.003.990**	**-95.635.858**	**-1.351.481.286**
Avoirs	6.674.029	7.267.944	9.286.053	11.689.855	183.441.044
Engagements	64.833.193	78.197.714	82.290.043	107.325.713	1.534.922.330
2. Crédits intérieurs	**29.692.414**	**28.121.839**	**35.009.058**	**50.877.819**	**571.330.347**
a) Créances nettes sur l'Etat	27.184.826	25.543.150	32.401.840	47.862.582	534.798.838
b) Crédits à l'économie	2.507.588	2.578.689	2.607.218	3.015.237	36.531.509
1. Masse monétaire	**21.323.175**	**26.901.518**	**29.862.153**	**57.133.361**	**665.298.765**
Monnaie	17.490.666	22.496.156	24.926.111	50.708.259	575.515.806
Quasi-monnaie	3.832.509	4.405.362	4.936.042	6.425.102	89.782.959
2. Comptes du capital	**44.858.237**	**47.277.446**	**35.546.697**	**39.387.339**	**476.048.234**
3.Comptes de réévaluation	**-53.921.912**	**-159.226.343**	**-65.765.074**	**-83.224.284**	**-852.243.586**
4. Fonds de contrepartie	**-**	**-**	**1**	**1**	**7**
5. Autres postes nets	**-40.726.250**	**42.239.448**	**-37.638.709**	**-58.054.456**	**-1.069.254.359**

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.19 : Situation monétaire des banques créatrices de monnaie
(en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (')	1995	1996	1997	1998
1. Avoirs extérieurs nets	**66.889.023**	**2.945.205.857**	**133.454**	**474.586**	**1.986.980**	**628.907**	**-24.949.156**
Avoirs	194.932.046	8.185.043.570	323.222	1.258.129	8.303.121	7.529.241	93.756.743
Engagements	128.043.023	5.239.837.713	189.768	783.543	6.316.141	6.900.334	118.705.899
2. Crédits intérieurs	**27.436.271**	**536.139.183**	**75.323**	**319.844**	**1.641.706**	**5.398.060**	**88.065.035**
a) Créances nettes sur l'Etat	-13.806.455	-228.111.213	-6.991	-48.075	-688.895	3.178.351	26.300.786
b) Crédits à l'économie	41.242.726	764.250.396	82.314	367.919	2.330.601	2.219.709	61.764.249
1. Masse monétaire	**493.933.500**	**10.067.295.249**	**289.496**	**933.437**	**7.876.365**	**11.452.505**	**179.743.806**
Monnaie	388.729.289	4.892.253.947	96.884	199.590	1.937.353	4.843.032	62.638.363
Quasi-monnaie	105.204.211	5.175.041.302	192.612	733.847	5.939.012	6.609.473	117.105.443
2. Comptes du capital	**23.545.805**	**415.888.027**	**36.488**	**457.575**	**2.463.437**	**13.228.643**	**163.457.882**
3.Comptes de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-
4. Fonds de contrepartie	**2.424.787**	**517.753.151**	**3.994**	**5.878**	**10.729**	**5.318**	**0**
5. Autres postes nets	**-425.578.798**	**-7.519.591.387**	**-121.201**	**-602.460**	**-6.721.845**	**-18.659.499**	**-280.085.809**

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En millions de ZRN à partir de cette année.
(2) En CDF.

Tableau IV.19 suite : Situation monétaire des banques créatrices de monnaie
(en millions de ZRN)

	Déc. 97	Mars 98	Juin 98	Sept. 98	Déc. 98
1. Avoirs extérieurs nets	**628.907**	**-47.815**	**-1.187.865**	**1.105.161**	**-24.949.156**
Avoirs	7.529.241	7.818.316	7.710.739	12.178.713	93.756.743
Engagements	6.900.334	7.866.131	8.898.604	11.073.552	118.705.899
2. Crédits intérieurs	**5.398.060**	**5.477.276**	**3.040.244**	**2.713.643**	**88.065.035**
a) Créances nettes sur l'Etat	3.178.351	2.754.615	-243.176	-1.808.927	26.300.786
b) Crédits à l'économie	2.219.709	2.722.661	3.283.420	4.522.570	61.764.249
1, Masse monétaire	**11.452.505**	**10.969.088**	**12.194.730**	**15.372.228**	**179.743.806**
Monnaie	4.843.032	3.871.103	5.004.359	6.355.673	62.638.363
Quasi-monnaie	6.609.473	7.097.985	7.190.371	9.016.555	117.105.443
2. Comptes du capital	**13.228.643**	**13.646.637**	**14.044.310**	**13.854.800**	**163.457.882**
3.Comptes de réévaluation	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
4. Fonds de contrepartie	**5.318**	**6.224**	**6.859**	**0**	**0**
5. Autres postes nets	**-18.659.499**	**-19.192.488**	**-24.393.520**	**-25.408.224**	**-280.085.809**

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.20 : Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998 (2)
1. AVOIRS EN DEVISES	**340.415.508**	**19.169.730.318**	**472.667**	**2.365.919**	**9.743.328**	**6.657.277**	**183.057.663**
Avoirs libres	340.415.508	19.169.730.318	472.667	2.365.919	9.743.328	6.657.277	183.057.663
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	-	-	-
3. DEVISES ET DTS (1+2)	**340.415.508**	**19.169.730.318**	**472.667**	**2.365.919**	**9.743.328**	**6.657.277**	**183.057.663**
4. OR	**18.984.359**	**1.150.731.545**	**41.247**	**157.557**	**951.506**	**16.752**	**383.381**
a) Avoirs en or	18.984.359	1.150.731.545	41.247	157.557	951.506	16.752	383.381
- Or en dépôt	18.797.026	85.722.249	2.814	13.185	98.218	16.752	383.381
- Or en nantissement	187.333	1.054.219.008	30.845	144.372	853.288	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	10.790.288	7.588	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	**547.589.760**	**27.320.784.074**	**787.226**	**4.626.964**	**25.342.351**	**18.981.118**	**444.223.544**
a) Lignes de crédit	395.176.548	22.418.364.359	666.233	3.347.809	17.212.028	10.215.096	261.252.720
- Compte 12000	29.302.267	3.124.604.829	43.944	47.505	2.415.738	975.865	41.775.054
- Compte 12100	365.874.281	19.293.759.530	622.289	3.300.304	14.796.290	9.239.231	219.477.666
- Compte 12110	-	-	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	-	-	2.966	15.024	108.405	86.872	2.101.400
- 14100 Citibank N.Y. Avance Swap	-	-	2.966	15.024	108.405	86.872	2.101.400
c) Autres engagements	152.413.212	4.902.419.715	118.027	1.264.131	8.021.918	8.679.150	180.869.424
6. RESERVES NETTES (3+4+5-6)	**-188.189.893**	**-7.000.322.211**	**-273.312**	**-2.103.488**	**-14.647.517**	**-12.307.089**	**-260.782.500**
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	**-1.140.330.689**	**-57.413.780.602**	**-1.874.690**	**-9.619.086**	**-67.608.970**	**-58.159.164**	**-1.351.481.286**
Réserves nettes	-188.189.893	-7.000.322.211	-273.312	-2.103.488	-14.647.517	-12.307.089	-260.782.500
F.M.I. position nette	-906.181.000	-48.307.375.000	-1.530.991	-7.175.474	-50.398.459	-43.625.242	-1.038.585.600
Provisions arriérés	-45.959.796	-2.106.083.391	-70.387	-340.124	-2.562.994	-2.226.833	-52.113.186

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En millions de ZRN à partir de 1994.
(2) En fCDF.

Tableau IV.20 (suite) : Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en millions de ZRN)

	1997	1998			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre (1)
1. AVOIRS EN DEVISES	6.657.277	7.248.026	9.266.135	11.669.937	183.057.663
Avoirs libres	6.657.277	7.248.026	9.266.135	11.669.937	183.057.663
2. AVOIRS EN DTS	0	0	0	0	0
3. DEVISES ET DTS (1+2)	6.657.277	7.248.026	9.266.135	11.669.937	183.057.663
4. Or	16.752	19.918	19.918	19.918	383.381
a) Avoirs en or	16.752	19.918	19.918	19.918	383.381
- Or en dépôt	16.752	19.918	19.918	19.918	383.381
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T	18.981.118	24.739.142	23.751.376	30.960.678	442.223.544
a) Lignes de crédit	10.215.096	14.493.052	12.765.321	17.503.230	261.252.720
- Compte 12.000	975 865	4.074.784	1.674.297	2.442.920	41.775.054
- Compte 12.100	9.239.231	10.418.268	11.091.024	15.060.310	219.477.666
- Compte 12.110	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	86.872	99.292	111.755	150.239	2.101.400
- 14100 Citibank N.Y. Avance Swap	86.872	99.292	111.755	150.239	2.101.400
c) Autres engagements	8.679.150	10.146.798	10.874.300	13.307.209	180.869.424
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-12.307.089	-17.471.198	-14.465.323	-19.270.823	-260.782.500
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-58.159.164	-70.929.770	-73 003 990	-95.635.858	-1.351.481.286
Réserves nettes	-12.307.089	-17.471.198	-14.465.323	-19.270.823	-260.782.500
F.M.I. position nette	-43.307.089	-50.867.946	-55.656.940	-72.617.064	-1.038.585.600
Provisions arriérés	-2.226.833	-2.590.626	-2.881.727	-3.747.971	-52.113.186

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En CDF

Tableau IV.20 bis : Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en millions de dollars US)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
1. AVOIRS EN DEVISES	**171,1**	**181**	**147,7**	**159,5**	**84,3**	**62,8**	**74,7**
Avoirs libres	171,1	181	147,7	159,5	84,3	62,8	74,7
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	-	-	-
3. DEVISES ET DTS (1+2)	**171,1**	**181**	**147,7**	**159,5**	**84,3**	**62,8**	**74,7**
4. Or	**9,5**	**10,9**	**10,5**	**-10,6**	**8,2**	**-0,2**	**0,2**
a) Avoirs en or	9,5	10,9	10,5	10,6	8,2	0,2	0,2
- Or en dépôt	9,4	0,8	0,9	0,9	0,8	0,2	0,2
- Or en nantissement	0,1	10,1	9,6	9,7	7,4	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	**275,2**	**258**	**246**	**312**	**219,2**	**179,1**	**181,3**
a) Lignes de crédit	198,6	211,7	208,9	225,7	148,9	96,4	106,6
- Compte 12000	14,7	29,5	13,7	3,2	20,9	9,2	17,1
- Compte 12.100	183,9	182,2	194,5	222,5	128	87,2	89,6
- Compte 12.110	-	-	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	-	-	0,9	1	0,9	0,8	0,9
- 14100 Citibank N.Y. Avance Swap	-	-	0,9	1	0,9	0,8	0,9
c) Autres engagements	76,6	46,3	36,9	85,2	69,4	81,9	73,8
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-94,6	-66,1	-85,4	-141,8	-126,7	-116,1	-106,4
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	**-573**	**-542,2**	**-585,8**	**-648,6**	**-584,9**	**-548,7**	**-551,6**
Réserves nettes	**-94,6**	**-66,1**	**-85,4**	**-141,8**	**-126,7**	**-116,1**	**-106,4**
F.M.I. position nette	-455,4	-456,2	-478,4	-483,8	-436	-411,6	-423,9
Provisions arriérés	-23,1	-19,9	-22	-22,9	-22,2	-21	-21,3

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.21 : Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires (en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998 (2)
A. Avoirs extérieurs bruts	**554.331.913**	**28.505.505.433**	**837.136**	**3.781.605**	**18.997.955**	**14.203.270**	**277.197.787**
a) Banque Centrale du Congo	359.399.867	20.320.461.863	513.914	2.523.476	10.694.834	6.674.029	183.441.044
1. Avoirs en or	18.984.359	1.150.731.545	41.247	157.557	951.506	16.752	383.381
2. F.M.I. compte spécial en XDR	-	-	-	-	-	-	-
3. Avoirs en devises	340.415.508	19.169.730.318	472.667	2.365.919	9.743.328	6.657.277	183.057.663
b) Banques de dépôts	194.932.046	8.185.043.570	323.222	1.258.129	8.303.121	7.529 241	93.756 743
B. Engagements extérieurs	**1.627.773.579**	**82.974.080.178**	**2.578.372**	**12.926.105**	**84.619.945**	**71.733.527**	**1.653.628.229**
a) Banque Centrale du Congo	1.499.730.556	77.734.242.465	2.388.604	12.142.562	78.303.804	64.833 193	1.534.922.330
1. Crédit F.M.I.	906.181.000	48.307.375.000	1.530.991	7.175.474	50.398.459	43.625.242	1.038.585.600
2. Autres engagements	593.549.556	29.426.867.465	857.613	4.967 088	27.905.345	21.207.951	496.336.730
b) Banques de dépôts	128.043.023	5.239.837.713	189.768	783.543	6.316.141	6.900.334	118.705.899
C. Avoirs extérieurs nets (A - B)	**-1.073.441.666**	**-54.468.574.745**	**-1.741.236**	**-9.144.500**	**-65.621.990**	**-57.530.257**	**-1.376.430.442**
a) Banque Centrale du Congo	-1.140.330.689	-57.413.780.602	-1.874 690	-9.619.086	-67.608.970	-58.159.164	-1.351.481.286
b) Banques de dépôts	66.889.023	2.945.205.857	133.454	474.586	1.986.980	628.907	-24.949.156

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En millions de ZRN à partir de 1994.

(2) En CDF.

Tableau IV.21 suite : Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires
(en millions de ZRN)

	1997	1998			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre (1)
A. Avoirs extérieurs bruts	**14.203.270**	**15.086.260**	**16.996.792**	**23.868.568**	**277.197.787**
a) Banque Centrale du Congo	6.674.029	7.267.944	9.286.053	11.689.855	183.441.044
1. Avoirs en or	16.752	19.918	19.918	19.918	383.381
2. F.M.I. Compte spécial en DTS	-	-	-	-	-
3. Avoirs en devises	6.657.277	7.248.026	9.266.135	11.669.937	183.057.663
b) Banques de dépôts	7.529.241	7.818.316	7.710.739	12.178.713	93.756.743
B. Engagements exterieurs	**71.733.527**	**86.063.845**	**91.188.647**	**118.399.265**	**1.653.628.229**
a) Banque Centrale du Congo	64.833.193	78.197.714	82.290.043	107.325.713	1.534.922.330
1. Crédit F.M.I.	43.625.242	50.867.946	55.656.940	72.617.064	1.038.585.600
2. Autres engagements	21.207.951	27.329.768	26.633.103	34.708.649	496.336.730
b) Banques de dépôts	6.900.334	7.866.131	8.898.604	11.073.552	118.705.899
C. Avoirs extérieurs nets (A - B)	**-57.530.257**	**-70.977.585**	**-74.191.855**	**-94.530.697**	**-1.376.430.442**
a) Banque Centrale du Congo	-58.159.164	-70.929.770	-73.003.990	-95.635.858	-1.351.481.286
b) Banques de dépôts	628.907	-47.815	-1.187.865	1.105.161	-24.949.156

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En CDF.

Tableau IV.22 : Situation resumée de la société financière de développement
(en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (1)	1995 (1)	1996 (4)	1997	1998 (5)
1. Trésorerie	1.679.307	10.472.616	216.838	38.008	1.718	348	51.568
2. Crédits à moyen terme et long terme	5.373.207	329.600.871	8.012.376	29.399.303	216.547	181.774	4.005.882
3. Crédits à court terme	2.214.959	44.965.803	247.871	6.482.602	20.597	447	348.955
4. Immobilisés nets	3.900.029	215.002.767	8.783.374	33.920.961	235.651	179.317	3.011.269
Avoirs = Engagements	13.167.502	600.042.057	17.260.459	69.840.874	474.513	361.886	7.417.674
1. Fonds propres	3.995.775	215.923.803	8.156.163	32.053.204	234.517	202.479	3.464.594
Capital	260	260	-	1 (2)	3	202.479	28
Réserves et provisions	3.995.515	215.923.543	8.156.163	32.053.203	234.514	-	3.464.566
2. Quasi-capital	16.471	26.604	317	492	12	32	491
Avance permanente de l'Etat	1	-	-	-	-	-	-
Préts à long terme de l'Etat	5	5	-	-	-	-	-
Fonds consolidés (3)	16.465	26.599	317	492	12	32	491
3. Prélèvement sur lignes de crédits extérieurs	7.214.987	262.967.907	6.873.753	28.103.250	270.415	215.179	4.874.792
4. Bénéfices cumulés	1.010.446	5.665.899	-1.527.939	-11.626.596	-189.906	-221.295	-4.853.917
5. Autres éléments nets	929.823	115.457.844	3.758.165	21.310.524	159.475	165.491	3.931.714

Source : Société Financière de Développement.
(1) En milliers de ZRN
(2) Capital inférieur à 1 million de ZRN
(3) Y compris les fonds divers
(4) En millions de ZRN à partir de cette année
(5) En CDF.

Tableau IV.23 : Situation resumée de la société mobilière et immobilière
(en millions de ZRZ)

	1992	1993	1994 (1)
1. Trésorerie	1.022	22.461	3.073
2. Créances sur les entreprises et les partiliers	1	1	1
3. Immobilisés nets	-	-	-
ACTIF = PASSIF	1.023	22.462	3.074
1. Fonds propres	36	535	3 836
Capital	3	3	2
Réserves et provisions	31	532	3.833
Fonds disponibles pour prime d'émission	2	-	1
2. Bons de caisse	-	330	888.987
3. Engagements à court terme	-	-	-
4. Dépôts à terme	-	-	-
5. Autres engagements à terme	1	-	-
6. Bénéfices cumulés	986	21.597	-889.749

Source : MOBIMO
1) En ZRN

Tableau IV.24 : Situation resumée de l'Institut National de Securité Sociale
(en millions de ZRZ)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993 (2)	1994	1995	1996	1997
1. Trésorerie	138	1.025	1.000	4.572	1.958.251	5	1.647	6.838	38.347	338.000
dont : dépôts à terme	106	-	206	2	-	-	-	-	-	-
2. Créances sur l'Etat (1)	2	-	2	2	2	-	-	-	-	57.824
3. Créances sur les entreprises et les particuliers	1.535	1.780	3.965	32.504	3.583.527	10	7.763	67.942	576.541	7.827.462
4. Immobilisés nets	5.035	35.568	152.783	3.132.236	17.622.026	1.605	94.834	424.817	3.141.208	2.808.524
Avoirs = Engagements	6.710	38.373	157.750	3.169.314	23.163.806	1.620	104.244	499.597	3.806.096	11.087.537
1. Réserves de sécurité	854	853	853	853	761	a	a	a	38.934	38.934
a) Allocations familiales	273	272	272	272	232	a	a	a	16.226	16.226
b) Risques professionnels	165	165	165	165	529	a	a	a	8.597	8.597
c) Pensions	416	416	416	416	-	-	-	-	14.111	14.111
2. Fonds de roulement	5.417	36.106	151.992	3.255.236	20.913.245	1.605	93.835	431.148	3.106.739	3.207.245
a) Allocations familiales	51	51	51	51	814	a	-	-	1.455	1.455
b) Risques professionnels	13	13	13	13	760	a	-	-	72	72
c) Pensions	67	68	68	67	425	a	-	-	163	163
d) Plus-value de réévaluation des immobilisés	5.286	35.974	151.860	3.255.105	20.911.246	1.605	93.835	431.148	3.105.049	3.205.555
3. Engagement à court terme	225	835	1.121	432	253.433	1	6.079	14.972	155.275	103.904
4. Résultat à affecter	-	726	1.049	-96.895	1.114.722	12	-136	40.747	444.510	1.009.611
5. Autres éléments nets	214	33	2.735	9.688	881.645	2	4.466	12.730	60.638	6.727.843

Source: Institut National de Sécurité Sociale
(1) Non compris les cotisations non versées par l'Etat.
(2) En millions de ZRN à partir de 1993.

Tableau IV.25 : Situation résumée de la société nationale d'assurances (1)
(en millions de ZRZ)

	1989	1990	1991	1992 (4)	1993 (5)	1994	1995	1996
1. Trésorerie	773	1.349	21.240	2.159	26	5.644	15.916	129.046
2. Créances diverses	2.787	11.449	124.545	5.669	98	17.044	102.792	293.644
3. Réassurance	4.871	9.439	453.851	20.836	244	44.337	86.889	378.341
4. Immobilisés nets (2)	6.573	9.053	2.013.656	16.743	370	37.551	188.200	2.009.989
ACTIF = PASSIF	15.004	31.290	2.613.292	45.407	738	104.576	393.797	2.811.020
1. Fonds propres	3.937	4.139	1.977.656	14.954	408	30.130	172.745	2 047 732
a) Capital libéré (3)	1	1	1	1	1	1	1	1
b) Bénéfices et réserves	3.936	4.138	1.977.655	14.953	407	30.129	172.744	2.047.731
2. Provisions techniques	7.694	17.191	440.620	22.835	260	64.543	144.624	257.979
3. Provisions mathématiques	384	904	1.896	338	1	601	10.876	46.626
4. Engagements à court terme	2.203	6.154	128.755	6.615	60	11.022	60.475	432.858
5. Autres éléments nets	786	2.902	64.365	665	9	-1.720	5.077	25.825

Source: Direction financière de la SONAS.
(1) Capital non libéré 4.450.
(2) Y compris le portefeuille titres.
(3) A titre symbolique.
(4) En milliards de ZRZ.
(5) En millions de ZRN à partir de 1993.

Tableau IV.26 : Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances
(en millions de ZRZ)

	1990	1991	1992	1993 (2)	1994 (3)	1995	1996
I. RECETTES	33.319	595.329	36.979.400	1.226.223	67.135	229.524	806.178
1. Primes et frais	21.658	162.078	17.042.319	452.637	26.597	143.133	554.221
Automobiles et cycles	14.634	67.211	4.694.728	125.727	11.918	68.149	361.419
Incendie	1.158	4.329	323.993	3.408	504	4.549	23.369
Transport	4.621	69.475	2.813.860	49.737	2.421	28.787	149.113
Risques divers (1)	597	19.003	9.130.532	271.551	10.856	40.004	17.326
Vie	648	2.060	79.206	2.214	898	1.644	2.994
2. Autres recettes	11.661	433.251	19.937.081	773.586	40.538	86.391	251.956
II. DEPENSES	36.826	658.750	39.363.498	1.332.492	90.307	*302.184*	1.089.272
1. Réglements des sinistres	4.307	67.108	875.862	176.817	1.365	15.427	89.832
Automobiles et cycles	2.233	5.718	256.847	4.404	1.111	11.372	70.270
Incendie	405	1.066	8.432	117	140	65	7.196
Transport	1.395	58.892	395.765	5.643	76	*2.834*	7.675
Risques divers (1)	215	1.298	214.262	166.632	37	585	4.191
Vie	59	134	556	21	1	571	500
2. Commisions	1.939	17.559	1.027.331	13.374	1.305	10.537	80.322
3. Dépenses d'exploitation	11.627	62.864	3.140.530	71.892	8.875	*88.102*	568.101
4. Provisions diverses	14.513	433.427	23.173.751	778.065	65.075	127.156	205.163
5. Charges diverses	4.440	77.792	11.146.024	292.344	13.687	60.962	145.854
III. SOLDE (I - II)	-3.507	-63.421	-2.384.099	-106.269	-23.172	-72.660	-283.094

Source : Direction Financière de la SONAS.
(1) Y compris les primes et frais ainsi que les réglements des sinistres multi-branches.
(2) En millards de ZRZ
(3) En millions de ZRN à partir de 1994.

Tableau IV.27 : Situation résumée du Fonds de Promotion de l'Industrie
(en millions de dollars US)

	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997
1. Trésorerie	8.639	822.848	4.118.124	761	2.720	35.417	166.896
2. Réalisables	41.437	2.039.272	25.149.927	3.956	41.357	245.010	785.773
dont : Entreprises débitrices	36.425	1.359.985	10.866.813	2.217	12.893	49.803	109.206
prêts à court terme	2.624	338.907	9.082.928	855	14.850	83.626	67.893
3. Immobilisés nets	60.350	1.258.931	46.322.293	1.975	9.755	75.564	175.702
Avoirs = Engagements	110.426	4.121.051	75.590.344	6.692	53.832	355.992	1.128.371
1. Fonds Propres	74.068	2.721.051	63.994.576	4.353	38.398	284.862	983.714
dont : Capital social	453	453	453	151	151	151	100.447
Fonds de dotation	33.498	1.970.812	23.010.337	3.581	31.462	241.718	860.275
2. Engagements à court terme	36.478	1.406.868	11.613.335	143	2 649	22.376	36.638
3. Autres éléments nets	-120	-6.892	-17.567	2.196	12 785	48.754	108.019

Source : Fonds de Promotion de l'Industrue.
(1) En millions de ZRN à partir de 1994.

Tableau IV.28 : Evolution de la base monétaire
(en millions de ZRZ)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997	1998(2)
Circulation fiduciaire hors banques	152.991	425.845	10.830.142	363 963 515	13.972.038.158	271.765	1.644.357	8.270.435	15.217 058	514 520.041
Caisse des banques	7.266	15.910	359.282	6.724 734	688 240.623	10.422	68.809	1.016 986	1.542.502	29.850.028
Dépôts de banques	78.390	190.794	4 785.830	462 147 001	4.797.544 704	12 898	35.059	1.650 565	3.737.218	29.981.253
Dépôts des entr.publiques	9.346	104.057	766.243	5.606.542	43.580.594	2 078	35.706	45.207	69.574	718.786
Dépôts des entr.privées et part	99	4.818	552 288	8.635.184	952.115.834	15.257	95.349	721.937	2.204.034	60.276.979
Dépôts des inst; fin non monétaire	2	3	3	3	3	0	0	0	0	0
Dépôts en devises	4.272	32 712	1.534 909	10.043 966	2.065.578.091	142.349	202 580	824 208	900 448	19.520.548
Base monétaire (BM)	252.366	774.139	18.828.697	857.120.945	22.519.098.007	454.769	2.081 860	12.529.338	23.670.834	654 867 635
Masse monétaire (M2)	334 785	1.115 441	26.746 296	942 808.419	30 884 512.564	821.403	3.398.415	21.575.313	32.775.680	845.042.571

(1) En millions de ZRN à partir de 1994.
(2) En CDF.

DEUXIEME PARTIE

L'ADMINISTRATION, LES ACTIVITES ET LES COMPTES DE LA BANQUE

CHAPITRE I
L'ADMINISTRATION ET LES ACTIVITES DE LA BANQUE

I. HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE

En 1998, la composition de la Haute Direction n'a pas subi de modification. En effet, nommés Gouverneur et Vice-Gouverneur de la Banque Centrale du Congo par décrets présidentiels n° 016 du 9 août 1997 et n° 055 du 26 novembre de la même année, Messieurs J-C. MASANGU MULONGO et Nestor DIAMBWANA ont continué à exercer leurs fonctions respectives.

II. ADMINISTRATION DE LA BANQUE

Dans le cadre de la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a diffusé au cours de l'année 1998 une série d'ordres de service dont l'essentiel est repris ci-après :

1°) Ordre de service n° 1175 du 23 janvier 1998

Cet ordre de service porte sur la réhabilitation de la Commission du Budget créée par l'Ordre de Service n° 311 du 1er juin 1976, et lui assigne entre autres missions, d'élaborer les prévisions budgétaires de la Banque Centrale et de proposer toute mesure de nature à améliorer sa gestion financière.

Ses membres sont : le Chef du Département de la Coordination Provinciale, l'Audit du Gouverneur ainsi que les Directions suivantes : Budget, Secrétariat Général, Etudes, Informatique, Comptabilité Générale, Inspection et Sécurité.

2°) Ordre de service n° 1182 du 26 février 1998

Il concerne la création, au sein de la Banque Centrale, d'un organe technique dénommé Comité de Restructuration Bancaire (COREBAC) ayant pour missions essentielles de définir le cadre légal de la restructuration des intermédiaires financiers, de piloter la mise en œuvre des plans de redressement conçus à cet effet et enfin de proposer à la liquidation les institutions en faillite.

Le COREBAC comprend outre les cadres de la Banque Centrale, des experts issus du Ministère des Finances.

Ci-après la composition des membres du Comité de Restructuration du Secteur Bancaire (COREBAC) nommés conformément à l'OS n° 1183 du 05 mars 1998 ;

Président	MAHELE WOSONGO
Secrétaire Coordonnateur	MUKENDI N'KANDI Théo Bruno
Secrétaire Coordonnateur Adjoint	NDANDU MUNANGA

Membres :
- WEMBI LOAMBO
- ISASI NDELO
- KALUBI KAYEMBE
- RAMAZANI MWAMBO
- KALOMBO N'SENDA
- N'SA ELONGO

3°) Ordre de service n° 1186 du 21 mai 1998

Le présent ordre de service se rapporte à la création d'un Comité de Suivi de l'exécution du programme d'actions de la Banque et répond au vœu de la Haute Direction d'assurer une application rigoureuse des résolutions arrêtées lors des sessions d'évaluation intervenues au cours de l'année 1998.

Parmi les secteurs importants placés sous le contrôle du Comité de Suivi figurent la réforme monétaire, la politique monétaire, la gestion financière de la Banque ainsi que l'impression des signes monétaires.

4) Ordre de service n° 1187 du 21 mai 1998

Il complète le précédent et porte désignation des membres chargés de coordonner l'exécution du programme d'actions de la Banque.

Huit cadres de direction ont ainsi été placés à la tête de chaque secteur. Il s'agit de :

1. Directeurs Principaux

- KUTEKALA KAAWA	Réforme Monétaire
- MAHELE WOSONGO	Organisation et Gestion des Ressources Financières, Matérielles et Immobilières de la Banque
- MUAMBA MBANDAKULU	Relations avec le Gouvernement et les Intermédiaires Financiers Locaux

2. Directeurs

- MUNGANGA GADIMBA	Hôtel des Monnaies
- LUKUSA dia BONDO	Réforme Monétaire
- ELONGO ONGONA	Relations avec les Institutions Internationales et Correspondants Etrangers
- MUKENDI KALALA	Gestion des Ressources Informationnelles
- ZAKPYOMBU WANDU	Gestion des Ressources Humaines et de Communications au sein de l'Institution

5) Ordre de service n° 1193 du 24 septembre 1998

L'ordre de service n° 1193 dissout la Cellule Technique pour la Réforme Monétaire (CETEREM) et transfère la mission d'encadrement et de suivi de la réforme monétaire au Comité de Suivi de la Politique Monétaire, organe lui-même créé par ordre de service n° 1117 du 02 avril 1996.

6) Ordre de service n° 1194 du 25 septembre 1998

Il complète le précédent et fixe les missions ainsi que la composition du Comité de Suivi de la Politique Monétaire, entendu désormais comme l'organe technique du Groupe Consultatif pour la Politique Monétaire.

Il a pour mission :

- de veiller à l'élaboration de la situation monétaire ainsi que des repères quantitatifs de la politique monétaire en référence aux facteurs autonomes de la liquidité;
- de procéder à l'évaluation des décisions prises par le Groupe Consultatif ;
- d'assurer le suivi et l'encadrement de la réforme monétaire.

Le Comité de Suivi comprend le Département de la Coordination Provinciale ainsi que les directions suivantes : Crédit, Caisses, Trésorerie Générale, Change, Comptes Courants, Contrôle sur Pièces, Etudes, Interventions sur le Marché, Suivi des opérations de change.

7) Ordre de service n° 1197 du 19 octobre 1998

L'ordre de service n° 1197 crée un Comité de Crise chargé de veiller à la stabilité du taux de change du FC ainsi que d'assurer le suivi des mesures prises par la Banque en rapport avec le marché et le taux de change.

Le Comité de Crise comprend 4 organes à savoir le Bureau du Comité de Suivi de la Politique Monétaire, l'Audit du Gouverneur, le Département de la Comptabilité ainsi que le Département des Emissions Monétaires.

III. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

III.1. Le Gouverneur

- En janvier 1998, le Gouverneur s'est rendu en France et en Belgique dans le cadre des préparatifs de la réforme monétaire ;
- Du 16 au 20 mai 1998, le Gouverneur a participé au sommet économique de Windhoek en Namibie ;
- Du 22 au 31 mai 1998, le Gouverneur a pris part aux Assemblées Annuelles de la BAD et du FAD à Abidjan ;
- Du 28 septembre au 1er octobre 1998, le Gouverneur a participé aux assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale à Washington, D.C.

III.2. Vice-Gouverneur

Le Vice Gouverneur a effectué trois déplacements à l'extérieur du pays au cours de l'année 1998.

- Du 18 au 24 janvier 1998, le Vice Gouverneur a séjourné à Libreville au Gabon pour discuter des problèmes communs entre la Banque Centrale du Congo et la Banque des Etats d'Afrique Centrale ;
- Du 03 au 12 février 1998, le Vice-Gouverneur a assisté à la réunion extraordinaire des Ministres des Finances et Gouverneurs de Banques Centrales organisées à Caracas, au Venezuela, sur la crise financière asiatique et ses effets sur le flux des capitaux en direction des pays en voie de développement ;

- Du 12 au 18 juin 1998, le Vice Gouverneur s'est rendu à Bruxelles et à Stockholm dans le cadre des préparatifs de la réforme monétaire.

IV. PERSONNEL DE LA BANQUE

De 3.031 agents à fin décembre 1997, les effectifs de la Banque Centrale sont passés à 2.830 une année après, accusant une diminution de 201 unités.

Cette évolution s'explique par les mouvements ci-après : 16 cas de licenciements, 32 cas de décès, 183 cas de mise à la retraite, 2 cas de démissions, 7 cas de réintégration, 4 cas de détachement, 8 cas de mise en disponibilité et 63 cas de recrutement.

A fin décembre 1998, le personnel de sexe féminin s'élevait à 617 unités contre 642 une année auparavant, soit une diminution de 4,0 %. Cette évolution est imputable aux raisons suivantes : 5 cas de décès, 24 cas de mise à la retraite, 1 cas de licenciement, 11 cas de recrutement, 3 cas de réintégrations, 4 cas de mise en disponibilité, 2 cas de démission d'office, 1 cas de démission volontaire et 2 cas de suspensions.

L'ensemble du personnel ainsi que les membres de famille à charge de la Banque ont formé une population de 24.020 personnes en 1998 contre 26.185 en 1997.

Cette population se compose de la manière ci-après :

Tableau 1 : Evolution du personnel de la Banque

DESIGNATION	AU 31/05/97	AU 31/12/97	AU 31/12/98	VARIATION	
				En nombre absolu	En %
Total agents	3.180	3.031	2.830	-201	-6,6
(dont sexe féminin)	(681)	(642)	(617)	(-25)	(-4,0)
Epouses	2.396	3.046	3.029	-17	-0,5
(dont épouses des agents passifs)	(706)	(745)	(895)	(+150)	(+20)
Enfants	14.144	18.289	16.571	-1.718	(-9,3)
(dont enfants des agents passifs)	(3.903)	(4.281)	(4.932)	(+651)	15,2
Retraités	829	879	1.062	+183	-20,8
Veuves	470	489	528	-	8,0
Orphelins	112	451	-		-
TOTAL	21.131	21.185	24.020	-2.189	-8,2

Au regard du niveau d'études, l'effectif de l'ensemble du personnel a évolué comme suit :

Tableau 2 : Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études

DESIGNATION	AU 31/12/97	AU 31/12/98	VARIATION	
			En %	En nombre absolu
Licence et post-licence	452	452	0,0	0,0
Graduat	362	351	-3,0	-11
Secondaire degré supérieur	717	713	-0,5	-4
Secondaire degré inférieur	1.074	1.013	-5,7	-61
Primaire	337	306	-9,1	-31
Analphabète	89	60	-32,5	-29
TOTAL	3.031	2.830	-6,6	-201

A l'instar des années antérieures la tendance baissière du nombre des agents analphabètes s'est encore poursuivie en 1998. Ces derniers sont passés de 89 en 1997 à 60 en 1998, soit une diminution de 32,5 %. Cette évolution s'explique notamment par les cas de décès et de mises à la retraite. La même tendance s'observe également au niveau des agents du secondaire degré inférieur (-5,7 %) ainsi que des gradués (-3 %).

Toutefois, au niveau de licence et post-licence, les recrutements intervenus au cours de l'année ont compensé les départs. D'une année à l'autre, le nombre du personnel détenteur d'un diplôme de licence ou de post-licence n'a pas varié, soit 19 sorties contre 19 entrées.

V. FORMATION

Conformément à son planning pour l'année 1998, l'Institut d'Emission a organisé des actions de formation en faveur de 170 agents contre 64 en 1997. Il convient de signaler que contrairement à l'année 1998, le nombre peu élevé d'agents formés en 1997 s'explique par la période de flottement qu'a connue la Banque à partir de mai 1997 lors des changements politiques.

Les tableaux ci-dessous repartissent le public formé suivant les catégories socio-professionnelles, les domaines de formation suivie et les institutions d'accueil.

Tableau 3. : Nombre d'agents formés et domaines de formation

Domaine de formation	PUBLIC FORME						
	Hauts Fonctionnaires	Fonctionnaires supérieurs	Fonctionnaires	Agents de collaboration	Agents d'exécution	Agents auxiliaires & maintenance	Nbre
1. Banque	4	10	15	2	-	-	31
2. Management	1	22	14	5	1	-	43
3. Culture générale	-	12	18	16	2	-	48
4. Technique							
4.1. Informatique	-	12	17	11	2	-	42
4.2. Mécanique	-	-	-	3	1	2	6
TOTAL	5	56	64	37	6	2	170

Tableau 4 : Formation à l'intérieur du pays.

Thèmes de formation	Institutions d'accueil	Animateurs	Nombre de participants	Directions	Périodes
1. Informatisation de la gestion des services médicaux	DFP (1)	DFP	4	Services Médicaux	23/03-03/04/98
2. Comptabilité de conversion, élaboration des tableaux de synthèse et perpectives de l'avènement du franc	Institut Supérieur des Sciences Commerciales et Financières (ISCF) Kinshasa	ISCF.Kinshasa	6	Diverses	28-30/04/98
3. Cours d'anglais Niveau 1 Niveau 2 Niveau 3 Niveau 4	DFP	DFP	45	Diverses	01/06-17/09/98
4. Formation des Inspecteurs des banques	DFP	DFP	12	Diverses	13/07-03/12/98
5. Prévisions macro-économiques	CEPETEDE (2)	CEPETEDE (2)	20	Diverses	13/07-18/08/98
6. Tronc commun des banquiers	DFP	DFP	3	Etudes	20/07-31/01/98
7. Entretien systématique des climatiseurs, frigos et congélateurs	Institut National de Préparation Professionnelle (INPP)	Université et vacataires (INPP)	17	Diverses	28/07-09/01/98
8. Premier colloque sur la problématique des déchets à Kinshasa	Hôtel de Ville et Université de Kinshasa (UNIKIN)	Hôtel de Ville et UNIKIN	6	Logistique	12-15/08/98
9. Education sur la réforme et la promotion de la démocratie syndicale. Evaluation du personnel	Union Nationale des Travailleurs du Congo (UNTC)	UNTC	3	Hôtel des Monnaies	26/10-03/11/98
10. Evaluation du personnel	DFP	Bureau d'Etudes de Travail	1	Hôtel des Monnaies	28/10-05/11/98
11. MS/DOS Informatique	DFP	DFP	15	Diverses	09/11-02/12/98
12. Droits de l'homme et droit international humanitaire	Centre d'Assistance Judiciaire & d'Education Juridique (CAJEJ) et le Bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme en RDC	CAJEJ et le Bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme en RDC	25	DFP	30/11-08/12/98
13. Micro-Informatique MS/DOS et WINDOWS	DFP	DFP	1	Etudes	08-23/12/98
14. Atelier sur le droit et les genres	Ministère des Affaires Sociales & Familles PNUD-UNICEF	Ministère des Affaires Sociales & Familles PNUD-UNICEF	12	SOC	14-18/12/98
TOTAL			170		

(1) Direction de Formation du Personnel
(2) Centre de Perfectionnement aux Techniques de Développement.

Tableau 5 : Formation à l'extérieur du pays

Thèmes de formation	Institutions d'accueil	Nombre	Directions
1. Balance des paiements	FMI, Washington D.C.	1	Etudes
2. Programmation et politique financière	FMI, Washington D.C.	1	Etudes
3. Intégration régionale	IIAP, Paris	3	Etudes
4. Comptabilité bancaire et consolidation contrôle bancaire	IBBI, Banque de France	1	Audit du Gouverneur
5. Gestion des ressources humaines & développement	IAGAOA/ESAMI, Harare	1	DFP
6. Echange d'expérience	Banque de France, Paris	1	DFP
7. Administration publique	Ecole Nationale d'Administration, France	1	Etudes
8. Formation des jeunes inspecteurs	BEAC et BECEAO/Comité des Superviseurs des Banques Centrales des Etats d'Afrique Centrale et de l'Ouest, yaoundé	2	Contrôle sur pièces
9. Ateliers sur les techniques réseaux-conférence INET 98	Cité Universitaire de Suisse, Genève	1	Informatique
TOTAL		**12**	

2. ORGANISATION DES STAGES

En ce qui concerne les stages, le Centre de formation de la Banque a accueilli au total 236 stagiaires, essentiellement des étudiants provenant des diverses Universités et Instituts Supérieurs de Kinshasa. Ces stagiaires ont été orientés et suivis dans les directions ci-après :

Tableau 6 : Répartition par Direction des étudiants stagiaires reçus par la Banque en 1998

DIRECTIONS	NOMBRE
ETUDES	47
CREDIT	45
CONTROLE SUR PIECES	23
COMPTES COURANTS	40
CHANGE	19
SUIVI DES OPERATIONS DE CHANGE	26
CONTROLE SUR PLACE	2
INTENDANCE	4
JURIDIQUE	3
DIRECTION DELA GESTION DU PERSONNEL	8
FORMATION DU PERSONNEL	2
INFORMATIQUE	5
CAISSE	9
DIRECTION PROVINCIALE DE BUKAVU	2
DIRECTION PROVINCIALE DE MBUJI-MAYI	1
TOTAL	**236**

VI. EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO DE 1993 A L'AN 2002.

1. EVOLUTIONS DES EFFECTIFS

Le tableau ci-dessous indique que les effectifs de la Banque Centrale ont enregistré des baisses respectives de 799 unités entre 1993 et 1998 et de 267 unités entre 1998 et octobre 1999, soit au total une diminution de 1.066 unités en dépit des engagements opérés au cours de cette période (282 unités).

L'évolution prévisionnelle des effectifs de novembre 1999 à décembre 2002 a été appréhendée sur base des paramètres suivants : la moyenne annuelle de décès, la projection des licenciements au regard des statistiques et des dossiers disciplinaires en cours, les mises à la retraite normale et la moyenne annuelle des demandes antérieures des retraites anticipées, ainsi que la suspension des recrutements. Cette évolution montre qu'à moyen terme (3 ans), les effectifs de la Banque Centrale connaîtront une réduction de 768 unités. Ces nouvelles réductions ramèneront les effectifs de la Banque à un total de 1.860 unités contre 3.694 en décembre 1993, soit une contraction de 49,6 %.

Tableau 7 : Perspectives d'évolution du personnel de la Banque à l'horizon 2002

1993	1994	1995	1996	1997	1998	Oct. 1999	2000	2001	2002
3.694	3.562	3.363	3.187	3.031	2.895	2.628	2.360	2.130	1.860

2. CAUSES DE LA BAISSE DES EFFECTIFS

Les variations des effectifs du personnel au cours de la période sous revue ont pour causes :

2.1. Mises à la retraite

Entre décembre 1993 et octobre 1999, 843 fonctionnaires et agents ont été retraités, soit 63,2 % du total des départs. En tenant compte des projections des départs d'octobre 1999 à décembre 2002, 581 fonctionnaires et agents prendront leur retraite. Ce qui représente 75,6 % du total de départs. Pour rappel, la retraite intervient à la Banque lorsque l'agent atteint, soit 30 ans de service, soit 60 ans d'âge.

2.2. Mesures disciplinaires

Les départs pour raisons disciplinaires se sont chiffrés à 133 unités, soit 10 % du total des départs observés entre décembre 1993 et octobre 1999. Entre octobre 1999 et décembre 2002, ces départs sont estimés à 95 unités sur base de la moyenne annuelle de licenciements au regard des statistiques et des dossiers disciplinaires en cours, soit 12,3 % du total des départs.

2.3. Démissions

Le nombre d'agents ayant démissionné de décembre 1993 à octobre 1999 s'est élevé à 60 unités , soit 4,5 % du total des départs. Quant à la période allant d'octobre 1999 à décembre 2002, les estimations font état de 14 cas de démissions, soit 1,8 % du total de départs. Ces estimations ont été établies sur base de la moyenne annuelle des démissions au cours de ces dernières années.

2.4. Décès

S'agissant des cas de décès, 229 agents sont décédés entre décembre 1993 et octobre 1999, soit 17,2 % du total de départs.

Sur base de la moyenne annuelle de décès observée au cours de ces dernières années, il a été estimé que d'octobre 1999 à décembre 2002, la Banque Centrale pourrait enregistrer 78 cas de décès, soit 10,2 % du total des départs.

2.5. Mises en disponibilité

Le total du personnel mis en disponibilité entre décembre 1993 et octobre 1999 a atteint 60 unités, soit 4,5 % du total des effectifs ayant quitté la Banque. Entre octobre 1999 et 2002, il n'est prévu aucune mise en disponibilité.

2.6. Détachements

De 1993 à octobre 1999, le nombre d'agents partis en détachement s'est élevé à 9 unités, soit 0,6 % de l'ensemble de départs.

Les départs pour la période allant d'octobre 1999 à décembre 2002 suite à cette cause sont nuls.

La ventilation des départs en fonction des catégories socio-professionnelles se présente comme suit :

Tableau 8 : Réduction des effectifs par catégories socio-professionnelles

Catégories	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Total
Cadres de Direction	2	13	0	8	5	11	7	7	8	61
Autres Cadres	25	2	67	54	119	111	80	77	90	625
Non Cadres	105	105	109	91	149	120	151	146	172	1148

L'analyse du tableau ci-dessus permet de noter que de 2000 à 2002, le nombre de cadres sera réduit de 279 unités et celui de non cadres de 489 unités. D'une manière générale, entre décembre 1993 et décembre 2002, le nombre des cadres de Direction baissera de 41,8 %, passant de 146 unités en décembre 1993 à 85 unités à l'an 2002. Celui des autres cadres chutera de 49,9 %, passant de 1.252 unités en décembre 1993 à 627 unités en l'an 2002. Quant aux non cadres, leur nombre sera réduit de moitié, passant de 2.296 unités en décembre 1993 à 1.148 unités en l'an 2002.

Les départs du personnel par niveau d'études estimés pour la période allant de novembre 1999 à décembre 2002 se présente de la manière ci-après :

Tableau 9 : Réduction attendue des effectifs par niveau d'études

	RETRAITES	MESURES DISCIPLINAIRES	DEMISSIONS	DECES	TOTAUX
Licence et post licence	71	13	3	13	100
Graduat	81	13	0	9	103
Secondaire supérieur	76	22	7	16	121
Secondaire inférieur	225	35	4	28	292
Primaire	108	9	0	9	126
Analphabète	20	3	0	3	26
TOTAL	**391**	**95**	**14**	**78**	**768**

La répartition de départs du personnel sur base du niveau d'études révèle qu'au terme de l'an 2002, il est prévu 203 départs de cadres diplômés d'études universitaires, soit 26 % du total des départs, 444 agents sans diplôme (58 %) dont 152 sans qualification.

La part relative des cadres diplômés d'études universitaires est passée de 22 % en 1993 à 30,4 % en octobre 1999 et celle des agents sans diplôme a été de 47,6 % en octobre 1999 contre 54,3 % en 1993. Cette part est estimée à 32,2 % à la fin de l'an 2002 pour les cadres universitaires et 43,5 % pour les agents sans diplôme.

Le tableau ci-dessus illustre la part relative du personnel par niveau d'études pour la période allant de décembre 1993 à décembre 2002.

Tableau 10 : Répartition des effectifs par niveau d'études à **l'horizon 2002**

	1993	Part en %	Oct. 1999	Part en %	2002	Part en %
Licence et post licence	492	13,3	406	15,4	306	16,5
Graduat	321	8,7	395	15,0	292	15,7
Secondaire supérieur	874	23,7	573	22,0	452	24,3
Secondaire inférieur	1.365	36,9	941	35,8	349	34,9
Primaire	492	13,3	253	9,6	127	6,8
Analphabète	150	4,1	60	2,2	34	1,8
TOTAL	**3.694**	**100**	**2.628**	**100**	**1.860**	**100**

Le rythme actuel de départs indique que d'ores et déjà, l'Institut d'Emission est confronté à une carence d'effectifs très qualifiés.

La Banque Centrale devra envisager dès à présent la mise en place d'une politique rationnelle de relève en vue de combler les vides qui se créent depuis 1993, particulièrement parmi les cadres qualifiés.

CHAPITRE II
LA REGLEMENTATION DU CREDIT ET DE CHANGE

I. REGLEMENTATION DU CREDIT

La Banque Centrale a maintenu en 1998 son dispositif réglementaire en matière du crédit, basé sur la notion de capacité de financement et le recours à des taux de refinancement ajustables en fonction de l'inflation.

Les ratios de couverture des crédits par les dépôts des clients ont été maintenus au niveau atteint après la modification de l'instruction n° 1, intervenue le 6 avril 1995.

Au terme de cette modification, le coefficient de couverture des crédits a été élevé à 40 % pour les dépôts à vue contre 25 % précédemment. S'agissant des ratios de couverture des crédits par les dépôts à terme, ils ont été maintenus à 40 % pour ceux d'une maturité de moins de 2 mois, 50 % pour une maturité de 2 à 3 mois et 100 % pour une maturité supérieure.

Conformément à sa politique de positivité du taux d'intérêt, la Banque Centrale a réajusté 3 fois son taux directeur. De 22 % au 16 mars 1998, il est en effet passé à 15 % le 1er juin et 22 % le 19 octobre 1998.

Tous les autres taux de la Banque ont subi la même évolution ainsi que l'indique le tableau ci-dessous en pourcentage.

Tableau 11 : Evolution des taux d'intérêt appliqués par la BCC

	1997	Mars 98	Juin 98	Octobre 98
Réescompte	13	22	15	22
Call money	18	27	20	27
Avances en C.C.				
- 1ère ligne	28	37	30	37
- 2ème ligne	-	-	-	-

II. REGLEMENTATION DE CHANGE

Au cours de l'année 1998, les dispositions réglementaires en matière de change instituées par le règlement n° 1 du 27 décembre 1996 portant Nouvelle Réglementation de change en RDC n'ont pas connu de modification sauf en ce qui concerne les bureaux de change.

Ainsi, dans le but de remettre les changeurs dans le secteur formel de l'économie, l'instruction administrative n° 001 a été édictée le 29 septembre 1998.

Au terme de celle-ci, ces opérateurs doivent, pour leur agrément :

- adresser une demande écrite à la BCC ;
- et joindre les documents administratifs et bancaires susceptibles de permettre une identification et une localisation du demandeur.

Enfin, les frais et cautions nécessaires à l'obtention de l'agrément ont été revus à la baisse, principalement au profit des personnes physiques et fixés de la manière suivante :

- caution : USD 500 au lieu de USD 1000 ;
- frais d'agrément : 50 % de la caution au lieu de USD 500 ;
- frais de dossier :10 % de la caution au lieu de USD 500 ;
- frais dus à l'entité administrative décentralisée : 10 % de la caution.

Il y a lieu de signaler que les frais dus à l'entité décentralisée n'étaient pas prévus dans l'ancienne instruction.

CHAPITRE III

PRESENTATION DU BILAN ET DU COMPTE DE PERTES ET PROFITS POUR L'EXERCICE 1998

3.1. BILAN AU 31 DECEMBRE 1998

Au terme de l'exercice 1998, le bilan de la Banque Centrale du Congo a totalisé FC. 7.729.911.675,06 contre FC. 5.117.284.597,07 une année auparavant, soit une hausse de FC. 2.612.627.077,99 provenant essentiellement de l'évolution des comptes d'ajustements

ACTIF

ENCAISSE-OR

L'encaisse – or est évaluée à FC. 383.380,67 au 31 décembre 1998 contre FC. 167.517,74 une année plus tôt, soit un accroissement de FC. 215.862,93 résultant de l'ajustement des avoirs en or déposés auprès de Mocatta.

		Au 31 décembre 1997	Au 31 décembre 1998
Or au Congo	FC	-	-
Or à l'étrange	FC	167.517,74	383.380,67
	FC	167.517,74	383.380,67

AVOIRS A VUE ET A COURT TERME EN MONNAIES ETRANGERES

Ce compte a totalisé FC. 197.291.119,48 au 31 décembre 1998 contre FC. 72.688.128,93 à la fin de 1997, soit une progression de FC. 124.602.990,55.

AVOIRS A VUE		Au 31 décembre 1997	Au 31 décembre 1998
Correspondants ordinaires	FC	46.785.643,04	113.200.616,65
Caisses M.E.	FC	5.680.585,10	6.416.783,61
	(A) FC	52.466.228,14	119.617.400,26
Avoirs à court terme	(B) FC	.20.221.900,79	77.673.719,22
	(A) + (B) FC	72.688.128,93	197.291.119,48

ACCORDS INTERNATIONAUX

La participation de la République Démocratique du Congo au capital du FMI est passée de FC 78.821.958,74 à fin 1997 à FC. 188.761.148,94 au 31 décembre 1998, soit une progression de FC 109.939.190,20 qui s'explique par la détérioration du cours de change du franc congolais. En DTS, elle est restée inchangée et se chiffre à 54.872.427.

CREANCES SUR LE TRESOR PUBLIC

D'un total de FC. 13.286.247,81 au terme de l'exercice 1997, les avances consenties par la Banque Centrale au Trésor public se sont élevées à FC. 304.689.559,79 au 31 décembre 1998, soit un accroissement de FC. 291.403.311,98.

A ce solde, il faut ajouter l'ancien endettement du Trésor public envers la Banque Centrale dont le montant s'élève à FC. 332.593.957,65. En attendant les négociations pour une éventuelle consolidation, ce montant a été porté dans un compte transitoire de la Banque Centrale.

CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE

Les créances sur le secteur privé ont accusé une hausse de FC. 5.141.886,17 en 1998. Elles se sont établies à FC 21.083.476,97 au 31 décembre 1998 contre FC. 15.941.590,79 une année auparavant.

		Au 31 décembre 1997	Au 31 décembre 1998
Découverts sur les banques agréées congolaises	FC	3.924.567,84	6.537.561,48
Crédit au secteur privé repris aux banques congolaises	FC	-	3.295.000,00
Avances au personnel de la BCC	FC	12.017.022,95	11.250.915,49
	FC	15.941.590,79	21.083.476,97

DEBITEURS DIVERS ET COMPTES TRANSITOIRES DE L'ACTIF

Le compte débiteurs divers et les comptes transitoires se sont chiffrés à FC. 4.271.519.641,80 et ont représenté 55 % du total bilantaire à fin décembre 1998. Ces comptes ont enregistré un accroissement de FC. 2.079.078.725,09 en 1998.

		Au 31 décembre 1997	Au 31 décembre 1998
Débiteurs divers	FC	3.121.303,85	44.522.848,12
Valeurs à récupérer à court terme	FC	5.937.516,55	9.312.501,88
Comptes transitoires	FC	489.361.220,95	375.144.670,96
Dépenses à régulariser	FC	16.125,51	16.125,51
Comptes de liaison débiteurs auprès des Directions Provinciales et Agences	FC	-	23.462.526,67
Comptes d'ajustement	FC	1.694.004.749,38	3.798.755.084,08
Déficit d'exploitation net des Exercices antérieurs	FC	-	20.305.884,58
	FC.	2.192.440.916,24	4.271.519.641,80

PORTEFEUILLE

Les avoirs en portefeuille titres de la Banque Centrale du Congo sont évalués à FC. 817.124,00 au 31 décembre 1998 contre FC. 354.079,31 une année auparavant.

IMMOBILISE

Les immobilisations de la Banque Centrale du Congo sont évaluées à FC. 2.740.753.559,58 au terme de l'exercice 1998 contre FC. 2.738.995.153,13 une année plus tôt, soit une hausse de FC. 1.758.406,45 qui se justifie par de nouveaux investissements, notamment l'acquisition des matériels et mobiliers.

PASSIF

BILLETS EN CIRCULATION

La valeur globale des billets en circulation hors Banque Centrale s'est accrue en 1998. En effet, la circulation fiduciaire a été de FC. 544.370.068,48 à fin décembre 1998 contre FC. 167.595.601,59 une année plus tôt, soit une progression de FC. 376.774.446,89.

		Au 31 décembre 1997	Au 31 décembre 1998
Emissions	FC	204.460.747,61	812.472.622,93
Encaisses en M.N.	FC	- 36.865.146,02	- 268.102.554,45
	FC	167.595.601,59	544.370.068,48

ENGAGEMENTS A VUE ET A COURT TERME EN MONNAIES ETRANGERES

Les engagements à vue et à court terme en monnaies étrangères ont enregistré un accroissement de FC. 352.789.932,39 en 1998 contre une baisse de FC. 76.552.280,62 en 1997.

		Au 31 décembre 1997	Au 31 décembre 1998
Engagements à vue	FC	19.744.786,04	87.922.874,84
Engagements à court terme	FC	187.266.092,00	415.521.225,50
Engagements en francs convertibles	FC	34.142.720,61	81.764.031,61
Fournisseurs étrangers	FC	8.382.089,57	22.425.825,26
Monnaies étrangères reçues	FC	5.308.336,60	-
	FC.	254.844.024,82	607.633.957,21

COMPTES COURANTS DU TRESOR

Cette rubrique enregistre les comptes transitoires du Trésor tant en dépenses qu'en recettes, ainsi que certains comptes du gouvernement et de la Présidence. Les comptes transitoires de dépenses renferment les dépenses courantes engagées par le Trésor qui ne sont pas encore couvertes par des titres pour être nivelées au compte général du Trésor ; tandis que ceux des recettes renseignent les recettes des régies en provenance des provinces et qui n'ont pas encore été nivelées au compte général du Trésor.

		Au 31 décembre 1997	Au 31 décembre 1998
Présidence / divers comptes unifiés	FC	4.669.178,00	14.687.591,99
Comptes directs du Trésor	FC	29.476.306,85	53.555.448,59
Autres pouvoirs publics	FC	23.477.096,11	29.049.864,73
	FC	57.622.580,96	97.292.905,31

COMPTES COURANTS DES BANQUES AGREEES

Les avoirs des banques agréées dans les livres de la Banque Centrale se sont chiffrés à FC. 27.034.352,72 au 31 décembre 1998 contre FC. 37.063.578,06 une année auparavant, soit une baisse de FC. 10.029.225,34.

		Au 31 décembre 1997	Au 31 décembre 1998
Avoirs en comptes ordinaires	FC.	37. 062.133,50	27.034.352,72
Avoirs en comptes indisponibles	FC.	1.444,56	-
	FC.	37.063.578,06	27.034.352,72

AUTRES COMPTES COURANTS

Le solde des autres comptes courants du secteur privé s'est élevé à FC. 16.066.320,89 au terme de l'exercice 1998 contre FC. 11.971.321,06 une année plus tôt, soit une hausse de FC. 4.094.981,33.

		Au 31 décembre 1997	Au 31 décembre 1998
Fournisseurs locaux	FC.	11.967.028,20	12.835.005,63
Sociétés résidentes	FC.	4.558,74	-
Autres résident	FC	- 265,88	-
Collecte spéciale/effort de guerre	FC.	-	245.500,00
Prêt Orgaman	FC.	-	2.999.993,89
Frais de tenue de compte	FC.	-	- 14.178,63
	FC.	11.971.321,06	16.066.320,89

CREDITEURS DIVERS ET COMPTES TRANSITOIRES DU PASSIF

Les comptes créditeurs divers et les comptes transitoires du passif ont présenté un solde global de FC. 3.035.253.183,50 au 31 décembre 1998 contre FC. 1.227.276.952,36 à fin 1997, soit une augmentation de FC. 1.807.976.231,14.

		Au 31 décembre 1997	Au 31 décembre 1998
Créditeurs divers	FC	6.925,34	13.824,56
Valeurs à payer à court terme	FC	21.553.308,82	29.936.069,10
Comptes transitoires du passif	FC	14.399.032,50	43.784.170,52
Comptes d'ajustement	FC	1.154.785.084,08	2.946.511.497,43
Comptes de liaison	FC	21.524.979,75	-
Emissions démonétisées	FC	191,44	191,46
Report à nouveau	FC	15.007.430,43	15.007.430,43
	FC	1.227.276.952,36	3.035.253.183,50

ENGAGEMENTS A MOYEN ET LONG TERMES

Les engagements à moyen et long termes comprennent les allocations cumulatives nettes et les facilités d'ajustement structurel. Les soldes de ces comptes sont inchangés en DTS et se chiffrent respectivement à 86.309.000 et 143.083.281. En monnaie nationale, ils se sont chiffrés à FC. 499.119.162,91 au 31 décembre 1998 contre FC. 332.114.629,18 à fin 1997, soit une hausse de FC 167.004.890,73 qui s'explique par la détérioration du cours de change du franc congolais.

FONDS DE RESERVE ET D'AMORTISSEMENT

Le fonds de réserve et d'amortissement de la Banque s'est élevé à FC. 2.902.333.233,54 au 31 décembre 1998 contre FC. 3.027.263.008,82 au terme de l'exercice 1997, soit une baisse de FC. 124.929.775,28 due à l'annulation des provisions liées à la cession des immeubles de la BCCE en règlement de la créance de la Banque Centrale du Congo détenue par elle.

3.2. COMPTES DES PERTES ET PROFITS

Le compte d'exploitation de la Banque Centrale du Congo pour l'exercice 1998 s'est clôturé par une perte de FC. 20.305.884,58, les recettes s'étant chiffrées à FC. 70.105.959,58 et les dépenses à FC. 90.411.844,16.

CREDIT

Au cours de l'exercice 1998, les intérêts ont dominé la structure des recettes et ont représenté 64 % du total des produits. La quasi-totalité de ces intérêts (97,8%) provient des avances directes de la Banque Centrale au Trésor.

Les redevances et commissions ont représenté 16,1 % des produits de la Banque en 1998 tandis que la part relative des recettes diverses dans l'ensemble a été de 19,4 %.

Recettes		Au 31 décembre 1997	Au 31 décembre 1998
Escompte	FC	-	65.407,56
Intérêts	FC	148.962.639,43	44.902.140,47
Redevances et Commissions	FC	2.430.359.759,61	11.284.850,95
Amendes et pénalités	FC	199.695,58	219.591,95
Recettes diverse	FC	12.445.211,57	13.633.968,65
	FC	2.591.967.306,19	70.105.959,58

DEBIT

Les dépenses d'exploitation de la Banque Centrale se sont élevées à FC. 90.411.844,16 au 31 décembre 1998.

Les frais du personnel ont enregistré un accroissement de la part relative en 1998, ils ont représenté 35,9 % du total des charges de la Banque Centrale contre 1,0 % l'année précédente.

La part des frais de l'administration et de la surveillance est montée à 30,3% du total des charges en 1998 contre 0,7 % une année plus tôt.

Les frais divers et imprévus qui dominaient la structure des dépenses de la Banque Centrale ont accusé une baisse drastique en 1998. Leur part dans l'ensemble des charges est passée de 97,1 % en 1997 à 11,2 % en 1998.

Les dépenses relatives aux bâtiments et matériels ont représenté 9,2 % du total des charges en 1998 contre 0,3 % en 1997 tandis que la part relative des frais de bureau a été de 4,7 % et celle des frais financiers de 2,9 % contre respectivement 0,15 % et 0,2 % en 1997.

Concernant les frais d'émission des signes monétaires, leur montant a connu une forte baisse en 1998 à la suite de la non comptabilisation de toutes les dépenses relatives à l'impression du franc congolais. Leur part relative a été de 0,9 % du total des charges de la Banque en 1998 contre 0,5 % en 1997.

DEPENSES		Au 31 décembre 1997	Au 31 décembre 1998
Frais du personnel	FC	24.177.932,27	32.488.656,71
Frais de l'administration et de la surveillance	FC	17.905.500,70	27.401.916,24
Frais relatifs aux bâtiments et matériels	FC	6.089.719,42	8.311.522,51
Frais de bureau	FC	3.719.258,59	4.278.652,64
Frais d'émission monétaire	FC	11.489.464,84	847.827,95
Frais d'assurance	FC	480.454,15	135.171,63
Frais divers et imprévus	FC	2.352.155.416,73	10.140.428,57
Dotations aux amortissements	FC	338.647,52	863.822,98
Frais financier	FC	4.791.748,89	2.583.799,09
Charges d'exploitation à régulariser	FC	58.126,88	3.360.045,84
	FC	2.421.206.269,99	90.411.844,16

L'ADMINISTRATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 1998

HAUTE DIRECTION

Gouverneur	J-C MASANGU MULONGO
Vice-Gouverneur	Nestor DIAMBWANA

CABINET DU GOUVERNEUR

Directeur de Cabinet	MULONGO MUKALAY
Conseillers	MUDERHWA IGULU
	KASONGO MAMBU SHEMBE
	KALAMBA WAFWANA
	MAYAKA ESONGAMA
	MABUNDA LIOKO
	LUYENYEMA LULE
	KALALA KAPOTELA

COMMISSAIRES AUX COMPTES

	NGOMA PUNGI
	MANDEVO NGOYO

AUDIT DU GOUVERNEUR

Coordinateur	AMISI MATONGO
Membres	ZAKPIOMBU WANDU
	MWIKIZA MBONEKUBE
	MUKENDI KALALA
	ILANGA WAWA
	LUKUBIKA DIMBU
	MANENO CHUMA
	EFOMI ISEKOFAYA
	NDANDU MUNANGA
	MUKENDI NKANDI

I. DEPARTEMENT DES EMISSIONS MONETAIRES

Chef de Département

Direction de la Trésorerie Générale

Titulaire	MUSHAGALUSA gwa MBIRIBINDI
Adjoint	BIEKONDA LONTO

Direction des Caisses

Titulaire	KILOMO SAKUNGU
Adjoint	MPIA KEVANI

II. DEPARTEMENT DU CREDIT ET DES OPERATIONS MONETAIRES

Chef de Département MUAMBA MBANDAKULU

Direction du Crédit

Titulaire	ELONGO ONGONA
Adjoint	WEMBI LOAMBO

Direction des Interventions sur le marché

Titulaire	LUONO KIMBANGA
Adjoint	NSOMWE NSOMWE

III. DEPARTEMENT DES SERVICES ETRANGERS

Chef de Département ...

Direction du Change

Titulaire	MUKOIE DENYIMI
Adjoints	ALI MUNGAMBA
	(Gestion des Avoirs Extérieurs)
	NGANDU KATUMBA
	(Contrôle et Comptabilisation)

Direction du Suivi des Opérations de Change

Titulaire	MPONGO MAKUMBU
Adjoint	ISASI NDELO

IV. DEPARTEMENT DE LA SUPERVISION DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

Chef de Département ...

Direction du Contrôle sur Pièces

Titulaire	LENGOMO MONWAN
Adjoint	MOLULU MOBEDI

Direction du Contrôle sur Place

Titulaire	MUKULUMANI KIGEMBEGEMBE
Adjoint	KASONGO KIMPEVILE

V. DEPARTEMENT DE LA COMPTABILITE ET DU BUDGET

Chef de Département MAHELE WOSONGO

Direction de la Comptabilité Générale

Titulaire	BANOTA KUNDJI
Adjoint	SANGWA LUMBU

Direction des Comptes Courants

Titulaire	BARABUTU BONG'U
Adjoints	ONEMA LODY
	(C.C.M.N.)
	KATALIKO VIRANGA
	(Fonds Publics)

Direction du Budget

Titulaire	KALONGA MUKENGESHAY
Adjoint	AMISI DODO

VI. DEPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Chef de Département

Direction de Gestion du Personnel

Titulaire	BONDJEKA W'EKILA
Adjoint	TEMBO-dia-MASSAMBA

Direction de la Formation

Titulaire	MASENSI TITA
Adjoint	MUKENDI DIKUBAKUBA

Direction des Services Médicaux

Titulaire	ANDIMI EMINA
Adjoints	NGOY MANYONWE
	KAMBERE SYENGEHA
	(Problèmes Administratifs)

VII. DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Chef de Département	...

Direction Juridique

Titulaire	YOMBO KEBEJI N'JILA
Adjoint	...

Direction du Secrétariat Général

Titulaire	BAMALA NKOLOBISE
Adjoints	BADIBANGA wa MAPUMBA
	(Relations avec l'extérieur)
	MBELU MAPUNDA
	(Administration)

Direction de la Logistique

Titulaire	KWEY MONSENGO NTWA
Adjoints	NGENYI BUNGI
	(Gestion Immobilière et Intendance)
	NYUBA di PHOBA
	(Services techniques)

Direction de l'Informatique

Titulaire	...
Adjoint	KAMA MAWETE

VIII. DEPARTEMENT DE COORDINATION PROVINCIALE

Chef de Département KUTEKALA KAAWA

Direction Provinciale de Lubumbashi

Titulaire ...

Adjoint KALENGA BISAKA

Direction Provinciale de Kisangani

Titulaire BANGBELU WILI

Adjoint MANAN PUKURU

Direction Provinciale de Mbuyi-Mayi

Titulaire KABAMBI wa ILUNGA

Adjoint TSHIBOLA KANDENGA

Direction Provinciale de Mbandaka

Titulaire MOKANGA OMOY

Adjoint IYONGELA ITILIA

Direction Provinciale de Bukavu

Titulaire ...

Adjoint MASUMBUKO MUNEGE

Direction provinciale de Boma

Titulaire MUKOKO LEZI LALU

Adjoint MAINDO PAPE LOMBILO

Direction Provinciale de Kananga

Titulaire KAMANAMPATA BALAWEBE

Adjoint LUTETE LUKANDA

Direction Provinciale de Bandundu

Titulaire ON'SHIDING LABELANTE

Adjoint MABULU ma NZINGA

ENTITES A STATUT PARTICULIER

DIRECTION GENERALE DE L'HOTEL DES MONNAIES

Directeur Général ...

Directeur Général-Adjoint MUNGANGA GADIMBA

Directeur Technique

Titulaire MBUYU MUGOY

Adjoints BOLE BOLE IZAMBAY
(Production des billets de Banque)
KIPUYA TSHITE
(production Documents de Sécurité)
KATHY MBAYA
(Maintenance équipement)
MOKE MONGA
(Maintenance bâtiment)

Direction Commerciale

Titulaire KASONGO MWAMBA WA LENGE

Adjoint BOLIPOMBO M'BOMBO

Direction Administrative et Financière

Titulaire MOLEKA ma EKWELI

Adjoint MUKANYA MUYEMBI

Sous-Direction de l'Organisation, du Contrôle et de la Sécurité

Titulaire KASHWANTALE BUGALE

DIRECTIONS AUTONOMES

Direction des Etudes

Titulaire LUKUSA dia BONDO

Adjoints ...
(statistiques, Documentations et Publications)
MAWAKA LUBEMBO
(Etudes et Recherches Economiques)

Direction de l'Inspection et de la Sécurité

Titulaire	EKOMU NANA
Adjoints	DIKASA DIAKALENGELE (Inspection)
	OLELA SHUNGU (Sécurité)

Bureau de Représentation à Bruxelles

Responsable	LEBENI di KIPAKO

Projet Centre Hospitalier

Titulaire	BOKETSHU N'KATSU
Adjoint	MBEMBI MWANA WUTA

MEMBRES DE LA CELLULE TECHNIQUE POUR LA REFORME MONETAIRE (CETEREM)

1. KUTEKALA KAWAA : Président
2. LUKUSA dia BONDO : Vice-Président
3. MONGA wa NGALABA : Secrétaire
4. MUSHAGALUSA : Secrétaire-Adjoint
5. BONDOMBE ASSANGO
6. ELONGO ONGONA
7. KALONGA MUKENGESHAYI
8. MANZONGO LIKENZA
9. MBUYU MUGOY
10. MPONGO MAKUMBU
11. ILANGA WAWA
12. KALEJ NKAND
13. NDANDU MUNANGA

TABLEAUX ANNEXES DE LA DEUXIEME PARTIE

Tableau 12 : Répartition du Personnel de la Banque suivant le niveau d'études et le grade au 1er janvier 1998 (1)

Grades	Analphabètes	Primaires	Secondaires degré inférieur	Secondaires degré supérieur	Graduats	Licences	Totaux
Directeurs principaux	-	-	-	-	-	5	5
Directeurs	-	-	-	-	1	15	16
Directeurs-adjoints	-	-	-	-	1	27	28
Chefs de service principaux	-	-	1	-	3	55	59
Chefs de service	-	-	11	20	35	83	149
Chefs de service adjoints	-	-	10	30	69	112	221
Chefs de bureau principaux	-	-	45	45	110	105	305
Chefs de bureau	-	1	28	53	88	79	249
Chefs de bureau adjoints	-	3	88	141	73	-	305
Rédacteurs principaux	-	8	149	272	-	-	429
Rédacteurs	1	8	100	158	-	-	267
Rédacteurs- adjoints	-	6	170	-	-	-	176
Commis principaux	-	25	250	-	-	-	275
Commis	11	37	85	-	-	-	133
Commis-Adjoints	34	64	47	-	-	-	145
Auxiliaires de Bureau principaux	11	42	42	-	-	-	95
Auxiliaires de Bureau	6	14	18	-	-	-	38
Auxiliaires de Bureau-adjoints	5	54	3	-	-	-	62
Agents de maintenance principaux	6	40	2	-	-	-	48
Agents de maintenance	9	14	-	-	-	-	23
Agents de maintenance-adjoints	1	2	-	-	-	-	3
Total	**84**	**318**	**1.049**	**719**	**380**	**481**	**3 .031**

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Non compris les agents en détachement, en disponibilité et en suspension

Tableau 12 (bis) : Répartition du Personnel de la Banque suivant le niveau d'études et le grade au 1er janvier 1998 (1)
(Personnel féminin)

Grades	Analphabètes	Primaires	Secondaires degré inférieur	Secondaires degré supérieur	Graduats	Licences	Totaux
Directeurs principaux	-	-	-	-	-	-	-
Directeurs	-	-	-	-	-	-	-
Directeurs-adjoints	-	-	-	-	-	2	2
Chefs de service principaux	-	-	1	-	-	6	7
Chefs de service	-	-	5	-	5	8	18
Chefs de service adjoints	-	-	2	8	4	26	40
Chefs de bureau principaux	-	-	8	5	26	20	59
Chefs de bureau	-	-	10	22	30	18	80
Chefs de bureau adjoints	-	-	25	44	19	-	88
Rédacteurs principaux	-	2	50	48	-	-	100
Rédacteurs	-	-	40	45	-	-	85
Rédacteurs- adjoints	-	-	64	-	-	-	64
Commis principaux	-	3	56	-	-	-	59
Commis	-	2	12	-	-	-	14
Commis-Adjoints	-	3	9	-	-	-	12
Auxiliaires de Bureau principaux	-	1	10	-	-	-	11
Auxiliaires de Bureau	-	-	-	-	-	-	-
Auxiliaires de Bureau-adjoints	-	2	-	-	-	-	2
Agents de maintenance principaux	-	1	-	-	-	-	1
Agents de maintenance	-	-	-	-	-	-	-
Agents de maintenance-adjoints	-	-	-	-	-	-	-
Total	**-**	**14**	**292**	**172**	**84**	**80**	**642**

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Non compris les agents en détachement, en disponibilité et en suspension

Tableau 13 : Répartition du Personnel de la Banque par Direction au 31/12/1998

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
A. SIEGE										
Haute Direction	60	67	72	194	106	104	99	99	115	130
Département des Opérations en Monnaies Nationales (1)	**323**	**348**	**348**	**355**	**348**	**344**	**298**	**301**	**309**	**345**
Crédit	35	40	40	44	45	44	40	43	41	71
C.C.M.N.F.P.	113	100	106	109	103	105	97	97	95	62
Trésorerie	175	208	202	202	200	195	161	161	173	212
Département des Opérations en Monnaies Etrangères	**175**	**189**	**182**	**174**	**191**	**185**	**169**	**157**	**140**	**88**
Cabinet	-	-	-	-	-	-	5	5	6	-
R.C.A.I.	75	72	69	68	67	67	61	57	47	-
Change	100	117	113	106	124	118	103	95	87	88
Département du Contrôle	498	461	443	476	480	461	304	290	290	370
Cabinet	-	-	-	-	-	-	4	5	10	-
Comptabilité et Budget	118	115	112	113	113	113	108	100	94	113
Contrôle Interne	243	188	181	205	206	195	52	47	47	86
Contrôle Intermédiaires financiers	44	51	53	53	54	53	56	56	64	111
Suivi des Opérations de Change	93	107	97	105	107	100	84	82	75	60
Département des Ressources Humaines	**277**	**278**	**277**	**241**	**335**	**339**	**311**	**307**	**329**	**298**
Cabinet	-	-	-	-	-	-	9	9	9	-
Gestion du Personnel (2)	232	237	233	196	289	293	151	157	167	151
I.F.P.	45	41	44	45	46	46	49	48	45	30
Services Médicaux	-	-	-	-	-	-	102	93	108	117
Département des Sces. Gen. & Logistique	**616**	**701**	**713**	**745**	**756**	**728**	**692**	**639**	**538**	**386**
Cabinet	-	-	-	-	-	-	8	8	11	-
Secrétariat Général	87	121	121	130	149	145	133	128	116	101
Immeubles	349	343	339	326	301	282	265	244	201	10
Intendance	180	237	253	289	306	301	227	203	158	100
Approvisionnement	-	-	-	-	-	-	59	56	52	175
Département des Coordinations régionales	**43**	**44**	**48**	**63**	**67**	**67**	**64**	**61**	**47**	**43**
Cabinet	-	-	-	-	-	-	5	5	11	-
Direction d'Appui	43	44	48	63	67	67	59	56	36	43
Directions Autonomes	**489**	**532**	**549**	**647**	**702**	**713**	**913**	**838**	**808**	**608**
Etudes	82	81	76	83	83	74	74	75	80	76
Juridique	108	56	63	66	60	54	54	52	46	35
Planification, Organisation et Informatique	155	139	137	134	157	144	143	138	134	86
Sécurité	-	-	-	-	-	-	113	106	109	57
Hôtel des Monnaies	144	256	251	327	361	395	470	454	423	341
Direction Générale des Matières Précieuses	-	-	22	37	41	46	46	-	-	-
Centre Médical	-	-	-	-	-	-	13	13	16	13
TOTAL SIEGE	**2.481**	**2.620**	**2.632**	**2.895**	**2.985**	**2.941**	**2.850**	**2 692**	**2.576**	**2.268**
B. DIRECTIONS REGIONALES										
1. Lubumbashi	138	135	128	130	147	138	118	111	105	109
2. Kisangani	107	96	115	110	109	104	100	94	90	71
3. Bukavu	78	81	88	92	90	84	86	87	87	81
4. Kananga	81	94	85	96	97	94	87	82	66	59
5. Mbandaka	87	92	88	88	92	84	80	72	62	59
6. Boma	91	92	93	98	97	92	88	80	75	70
7. Bandundu	66	68	67	78	76	73	71	69	53	42
8. Mbuji-Mayi	91	94	89	92	86	78	76	74	71	69
9. Bureau de représentation Bruxelles	-	3	3	7	6	6	6	2	2	2
TOTAL DIRECTIONS REGIONALES	**739**	**755**	**756**	**791**	**800**	**753**	**712**	**671**	**611**	**562**
Total (A + B)	**3.220**	**3.375**	**3.388**	**3.686**	**3.785**	**3.694**	**3.562**	**3.363**	**3.187**	**2.830**

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Y compris Personnel de Cabinet

(2) Y compris Personnel autres sans affectation

Tableau 14 : La population de la Banque Centrale du Congo au premier janvier 1999

	01/01/1998	01/01/1999	VARIATIONS (3)
Agents actifs	3 031	2 830	-6,63
dont : sexe féminin	642	616	-4,05
Epouses (1)	3 046	3 029	-0,56
Enfants	16 441	14 560	-11,44
Retraités	879	1050	19,45
Veuves	489	528	7,98
Orphelins (2)	1 848	2 011	8,82
Total	25 734	24 008	-6,71

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les épouses des agents passifs

(2) Selon la nouvelle méthodologie, sont considérés comme orphelins, les enfants des agents passifs décédés et ceux des agents dont le père et la mère ont disparu

(3) Variations en pourcentage

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET DES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

A. BANQUES CREATRICES DE MONNAIE

1. *Banque Commerciale du Congo (B.C.D.C.)*

   Succursales ou agences : Boma, Bukavu, Buta, Butembo, Gemena, Goma, Isiro, Kalemie, Kikwit, Kindu, Kisangani, Kolwezi, Likasi, Lubumbashi, Kananga, Matadi, Mbandaka, Mbuji-Mayi, Bunia, Kamina, Tshikapa, Beni, Gbadolite, Ilebo, Kalima, Uvira et Kongolo

2. *Union des Banques Congolaises (UBC)*

   Succursales ou agences : Boma, Bukavu, Isiro, Kisangani, Kinshasa, Lubumbashi, Goma, Beni, Mwene-Ditu, Butembo et Kolwezi.

3. *Banque Congolaise du Commerce Extérieur (B.C.C.E.)*

   Succursales ou agences : Kinshasa, Lubumbashi, Boma, Bukavu, Buta, , Goma, Isiro, Likasi, Gemena, Kisangani, Muanda, Mbuji-Mayi, Mbandaka, Mbanza-Ngungu, Tshela, Basankusu, Lodja, Inongo, Uvira, Zongo, Lisala, Boende, Beni, Bukavu, Kananga, Kolwezi, Tshimbulu, Gbadolite, Matadi, Butembo, Inkisi, Kabinda et Kenge.

4. *Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (B.I.A.C.)*

   Succursales ou agences : Kinshasa et Lubumbashi.

5. *Nouvelle Banque de Kinshasa (N.B.K.)*

   Succursales ou agences : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Kolwezi, Likasi, Mbanza-Ngungu, Boma, Isiro, Goma, Gbadolite, Kalemie, Beni, Bunia, Kananga, Mbuji-Mayi, Butembo, Bumba, Matadi, Tshikapa, Inkisi et Kaniama.

6. *Citibank (C.B.)*

   Siège : Kinshasa.

7. *Banque de Crédit Agricole (B.C.A.)*

   Succursales ou agences : Kinshasa, Kikwit, Lubumbashi et Butembo.

8. *Banque Continentale Africaine au Congo (BANCOC)*

   Siège : Kinshasa.

9. *Compagnie Bancaire de Commerce et de Crédit (COBAC)*

   Siège : Kinshasa.

10. *FRANSABANK (F.B.)*

Siège : Kinshasa.

11. *Stanbic Bank (S.B.C.)*

Siège : Kinshasa.

12. *African Trade Bank (A.T.B.)*

Siège : Kinshasa.

13. *Banque Internationale de Crédit (B.I.C.)*

Siège : Kinshasa.

14. *Banque de Commerce et de Développement (B.C.D.)*

Siège : Kinshasa

B. INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

1. *Société Financière de développement (SOFIDE)*

Succursale ou agences : Kinshasa, Goma, Kisangani, Lubumbashi et Kananga.

2. *Société Mobilière et Immobilière (MOBIMO)*

Siège : Kinshasa.

3. *Caisse Générale d'Epargne du Congo (CADECO)*

Succursales : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Mbuji-Mayi, Bukavu, Mbandaka, Kikwit, Kananga et Matadi.

Agence : Kinshasa, Kalemie, Kolwezi, Likasi, Bunia, Isiro, Yangambi, Ganda-jika, Butembo, Goma, Kindu, Gemena, Bumba, Boma, Tshela, Mbanza-Ngungu, Inongo, Lodja, Mweka, Mwene-Ditu, Kamina, Muanda, Bandundu, Kabinda, Ilebo, Tshikapa, Boende, Aketi, Buta, Kikwit, Lukula, Kipushi, Kasongo, Uvira, Gbadolite, Idiofa, Nioki Semendua et Kongolo.

4. *Institut National de Sécurité Sociale (I.N.S.S.)*

Agences : Kinshasa, Mbandaka, Kisangani, Kananga, Lubumbashi, Bukavu, Goma, Mbuji-Mayi, Matadi, Kikwit et Boma.

5. *Société Nationale d'Assurances (SONAS)*

Succursales ou agences : Kinshasa, Kananga, Lubumbashi, Bukavu, Kisangani, Mbandaka, Goma, Mbuji-Mayi, Matadi, Kikwit et Boma.

6. *Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)*

Siège : Kinshasa.

7. Office Congolais des Postes et Télécommunications (OCPT)

8. Compagnie Financière de Kinshasa (COFIKI)

9. Fédération des Caisses Populaires des Crédits Luymas (FCPCL-CBCO)

10. Coopérative Centrale d'Epargne et de Crédit de la Communauté Evangélique de l'Alliance au Congo (COOECEC-CEAC)

11. Coopérative Centrale d'Epargne et de Crédit de la 23e Communauté Evangélique du Congo (COOCEC-CEC)

12. Union des Caisses Populaires pour le Développement (U.C.P.D.-KATANGA)

13. Caisse Populaire Centrale de Crédit-Tujenge (C.P.C.T.-KATANGA)

14. Centrale des Coopératives Populaires du Katanga (CECCOP)

15. Caisse Chrétienne d'Epargne et de Crédit Kananga (CEACEC)

16. Centrale de la Caisse Populaire et de Crédit Agricole (CAPECA-KANANGA)

17. Caisse Chrétienne d'Epargne Agricole (COOCEA-KANANGA)

18. Coopérative Centrale d'Epargne et de Crédit (COOCEC-KANANGA)

19. Coopérative Centrale d'Epargne et de Crédit (COODEC-BASANKUSU)

20. Coopérative de Développement d'Epargne et de Crédit (CODEC-KASAI)

21. Coopérative de Développement d'Epargne et de Crédit (CODEC-BUNIA)

22. Caisse Populaire de Kikwit (C.P.K.)

23. Crédit Populaire Congolais (C.P.C.)

24. Coopérative Financière pour le Développement au Congo (COOFICO-BUTEMBO)

25. Coopérative Centrale d'Epargne et de Crédit au Kivu (COOCEC-KIVU)

26. Coopérative d'Epargne et de Crédit Imara

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

A. Organismes nationaux

BEDEPE	Bureau d'Encouragement au Développement des Petites et Moyennes Entreprises
CADECO	Caisse Générale d'Epargne du Congo
CESCN	Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux
C.F.M.K.	Chemins de fer Matadi-Kinshasa
C.F.U.	Office des Chemins de Fer des Uélé
C.M.C.	Compagnie Maritime Congolaise
COFIKI	Compagnie Financière de Kinshasa
D.A.I.P.N.	Domaine Agro-Industriel Présidentiel de la N'Sele
D.G.C.	Direction Générale des Contributions
D.G.R.A.D.	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et des Participations
GECAMINES	Générale des Carrières et des Mines du Congo
I.N.S.	Institut National de la Statistique
I.N.S.S.	Institut National de Sécurité Sociale
I.R.E.S.	Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Kinshasa
KIMIN	KILO-MOTO Mining International
MIBA	Société Minière de Bakwanga
MOBIMO	Société Mobilière et Immobilière
M.P.R.	Mouvement Populaire de la Révolution
O.C.N.	Office des Chantiers Navals
O.C.S.	Office des Chemins de fer du Sud.
OFIDA	Office des Douanes et Accises
OGEDEP	Office de Gestion de la Dette Publique
OKIMO	(ex KILO-MOTO) Office d'or de KILO-MOTO
ONATRA	Office National des Transports du Congo
O.N.D.E.	Office National du Développement d'Elevage
OPEC	Office de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises
O.T.P.	Office des Transports et des Ports
O.C.C.	Office Congolais de Contrôle
O.N.C.	Office National du Café

PRAIGEFI	Programme d'Appui aux Institutions de Gestion Economique et Financière
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau
S.F.E.	Société des Chemins de Fer de l'Est
SIDERNA	Sidérurgie Nationale de Maluku
SINELAC	Société Internationale d'Electricité des Etats des Grands Lacs
S.N.C.C.	Société Nationale des Chemins de Fer Congolais
SNEL	Société Nationale d'Electricité
SOBEMAP	Société Belge des Mathématiques Appliquées
SODIMICO	Société de Développement Industriel et Minier du Congo
SOFIDE	Société Financière de Développement
SONAS	Société Nationale d'Assurance
SOMINKI	Société Minière du Kivu
SOTRAC	Société de Transports Congolais
SICORAIL	Société Interrégionale Congolaise du Rail
SOCIR	Société Congo-Italienne de Raffinage
TUK	Transports Urbains de Kinshasa
TMK	Transports et Messageries du Kivu
FINA REP SPRL	
ZEP	Zone d'Echange Préférentiel

B. Organismes internationaux

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre Echange
A.I.D.	Association Internationale pour le Développement
ALENA	Association de Libre Echange Nord Américain
APEC	Asian Pacific Economic Coopération
B.A.D.	Banque Africaine de Développement
B.E.A.C.	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
B.E.I.	Banque Européenne d'Investissement
B.I.R.D.	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
C.A.E.M.	Centre Africain d'Etudes Monétaires
C.C.E.A.C.	Chambre de Compensation des Etats de l'Afrique Centrale
C.E.E.	Communauté Economique Européenne
C.E.E.A.C.	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
C.E.P.G.L.	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs

COMECON	Council for Mutual Economic Assistance
C.O.M.E.S.A.	Common Market of the East and South Africa
D.E.G.	Deutsche Entwicklungs Gesell schaflt
F.E.D.	Fonds Européen de Développement
F.M.I.	Fonds Monétaire International
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economique
O.I.C.	Organisation Internationale du Café
O.M.C.	Organisation Mondiale du Commerce
O.N.U.D.I.	Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel
O.N.U.	Organisation des Nations-Unies
P.N.U.D.	Programme des Nations-Unies pour le Développement
S.A.D.C.	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
S.F.I.	Société Financière Internationale
S.G.S.	Société Générale de Surveillance
S.F.I.D.A.	Société Internationale pour le Développement en Afrique
U.C.A.C.	Unité de Compte pour l'Afrique Centrale
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
U.S.A.I.D.	United State Agence for International Development

Imprimé sur les presses de l'Hôtel des Monnaies (Banque Centrale du Congo)
Kinshasa - République Démocratique du Congo